

هكذا من الإلهام

«Initiatives»: 15 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14822 7 F

MERCREDI 23 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JACQUES LESOURNE

Une première en Suède

C'EST un tournant «historique» de la politique suédoise. Pour la première fois, les sociaux-démocrates, qui dominent la coalition de centre droit au pouvoir, viennent de s'entendre sur un plan d'austérité non moins historique, puisqu'il taille en pièces quelques-unes des dernières réserves de l'État-providence. Les retraites, les allocations familiales, les dépenses sociales sont revues à la baisse. Les budgets de la défense, de l'éducation, de la santé, sont réduits. Même chose pour les très généreux prêts pour études, qui servaient bien souvent à l'achat d'une voiture ou d'un bateau de plaisance.

Pour les Suédois, sur-protégés et habitués à bien vivre - même en période de récession - ces mesures, présentées le 20 septembre, constituent un électrochoc. Mais il n'y avait guère d'autre choix. Un pays ne peut continuer indéfiniment à vivre au-dessus de ses moyens, surtout s'il est candidat à la Communauté européenne. Et, pour faire des économies substantielles et durables, il n'y a d'autres solutions que de s'attaquer au cœur même d'un secteur public phibothorique et d'un système social coûteux, dans lequel certains voyaient un modèle.

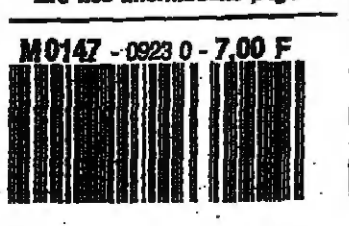
La situation économique s'est soudainement aggravée la semaine dernière. Pour enrayer la spéculation sur la couronne, prise dans la tourmente monétaire européenne, la Banque centrale avait dû momentanément porter à plus de 500 % son taux d'intérêt marginal. Certes, une dévaluation a été évitée, mais les milieux financiers continuent à douter et voulaient d'abord voir de près ce programme d'austérité, annoncé depuis des mois et qui tardait à venir... Ils devraient être à présent rassurés.

Grand pourfendeur de l'État-providence, qu'il juge «paralysant», le premier ministre conservateur, M. Carl Bildt (minoritaire), ne pouvait faire adopter son plan au Parlement, sans le soutien des sociaux-démocrates de M. Ingvar Carlsson. Autrement dit, de l'ancien héritier! Et ce qui paraissait encore totalement exclu avant l'été s'est finalement réalisé. Pour sauvegarder une économie malade, les «rouges» et les «bleus» ont fait cause commune au prix de certains compromis. Politiquement, cet accord inédit doit dérouter quelques militants des deux camps, habitués aux duels au couteau entre leurs partis.

GARDIENS du temple de la «solidité de bien-être», les sociaux-démocrates préféraient jusqu'à présent négocier avec des «bourgeois» plus modérés, comme les centristes (ex-agriculteurs) ou les libéraux. Le fait qu'ils ne refusent plus maintenant la main tendue de ceux qu'ils dépeignaient volontiers comme de dangereux réactionnaires témoigne de leur part d'un réalisme politique nouveau. Et, bien que dans l'opposition - où ils ne se sont jamais plu - les voilà de nouveau au centre.

C'est une bonne opération, également, pour M. Carl Bildt. Son gouvernement est minoritaire, mais il reste au pouvoir. Sans doute s'est-il perçu à l'avance, M. Poul Schlüter (encore plus minoritaire), qui a régulièrement composé au Parlement avec l'opposition de gauche. Et M. Schlüter n'a pas mal réussi: il est au pouvoir depuis exactement dix ans, et les sociaux-démocrates ne savent pas trop comment l'en déloger.

Lire nos Informations page 21



Le gouvernement est contraint de défendre le franc

- Rencontre à Paris entre le chancelier Kohl et M. Mitterrand
- Report d'une semaine de l'examen du budget en conseil des ministres

La dévaluation de la livre, de la lire et de la peseta menaçant à terme les exportations françaises, le franc se trouve attaqué sur les marchés. A Paris, les taux d'intérêt à court terme sont montés, le 22 septembre au matin, à plus de 11 %. En revanche, la Banque d'Angleterre a

baissé ses taux directeurs de 10 % à 9 %.

Le chancelier Kohl était attendu mardi à l'Élysée pour s'entretenir avec M. Mitterrand. La France et l'Allemagne pourraient faire des propositions portant sur la démocratisation de la gestion des affaires européennes

et l'élargissement de la Communauté. Ce thème sera à l'ordre du jour du sommet européen extraordinaire que M. John Major a décidé de convoquer pour le 16 octobre. Les ministres des affaires étrangères des Douze ont de nouveau exclu lundi toute renégociation du traité.

A Paris, à l'occasion de la session budgétaire, le gouvernement de M. Bérégovoy n'exclut pas que l'opposition dépose une motion de censure. Le gouvernement a reporté d'une semaine l'examen du projet de budget pour 1993, qui était prévu pour mercredi 23 septembre.

La solidarité allemande à l'épreuve

par François Renard

La Banque de France, qui avait soutenu le franc jeudi 17 et vendredi 18 septembre, à la veille d'un référendum au résultat incertain, en stoppant la progression du deutschemark à 3,42 francs, a eu la désagréable surprise, lundi 21 septembre, de le voir remonter à ce même cours (à 1 centime de son cours-plafond de 3,4305, après un bref recul à 3,39).

Manifestement, le «oui» au référendum n'a pas apporté le soulagement espéré et apaisé la tension au sein de ce qui reste du système monétaire européen. Dans ces conditions, la Banque de France ne peut baisser ses taux directeurs, comme l'avait fait huit jours auparavant la Banque fédérale d'Allemagne. Et contrairement à la promesse faite par M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et

par M. Michel Sapin, ministre des finances, elle devrait même envisager très probablement une nouvelle période de tension. Une amère désillusion qui alimente les commentaires pessimistes, du genre «rien n'est réglé», et aussi un étonnement peiné des milieux officiels pour qui le «oui» français, même étroit, levait bien des hypothèques.

C'était oublier deux choses: le glissement accéléré des grandes monnaies européennes, la livre et la lire, au détriment de l'économie française, et les interrogations des marchés dont la force a pu être oubliée depuis le dernier réajustement du SME en janvier 1987, il y a donc un peu plus de cinq ans. Lundi, au milieu de la journée, la dépréciation de la livre sterling vis-à-vis du mark et donc du franc atteignait 9 % par rapport à son dernier cours-plancher de 2,7780 DM et 16 % par rapport à

son cours-pivot de 2,95 DM. Quant à la lire italienne, après la dévaluation officielle de 7 % dimanche 13 septembre, elle s'est mise en flottement d'abord pour quelques jours, puis «jusqu'à nouvel ordre», a annoncé le Trésor italien, mardi 22 septembre. Le mercredi suivant, elle a perdu plus de 10 % de sa valeur par rapport à son cours plancher et 13 % par rapport à son cours-pivot.

C'est ce qu'on appelle des dévaluations compétitives, susceptibles, certes, de renchérir le coût des importations de la Grande-Bretagne et de l'Italie et de relancer leur inflation, mais aussi de favoriser leurs exportations, notamment vis-à-vis de la France. Or, depuis deux ans, les deux tiers de la croissance de notre pays ont été dus à la progression de ses exportations et à la conquête de parts de marchés en Europe occidentale.

Lire la suite page 3



Contourner Maastricht sans renégocier

par Daniel Vernet

Avec un résultat inverse, le référendum français pourrait bien avoir le même effet que le référendum danois: porter un coup fatal à l'Europe de Maastricht, ou plus exactement à une certaine conception de l'Europe que reflète le traité de Maastricht. Le soulèvement qui a dominé dimanche soir dans toutes les capitales des Douze ne saurait masquer que ce qui était tenu pour sacré avant le 20 septembre - une remise en cause des accords de Maastricht, - est devenu une nécessité après nos

petits 51,05 %. Comme l'écrit le Financial Times, «techniquement, les Français ont ratifié le traité de Maastricht. En réalité, ils ont sauvé la Communauté européenne».

Il ne s'agit certes pas de renégocier le traité, ce qui reviendrait à se lancer dans un nouveau marathon diplomatique qui, les compromis péniblement obtenus ayant volé en éclats, accoucherait d'un nouveau monstre technocratique. Mais il s'agit de tirer les enseignements des consultations populaires dans les États membres qui s'y sont livrés et de répondre aux inquiétudes partagées, avec des

manifestations diverses et à des degrés plus ou moins forts, par tous les citoyens de la Communauté.

Comment? C'est la question à laquelle MM. François Mitterrand et Helmut Kohl devaient tenter de répondre dès mardi après-midi à Paris. Les deux hommes d'État, à l'origine en 1990 de l'initiative qui a conduit aux accords de Maastricht, veulent d'abord prendre de vitesse le gouvernement de Londres, qui assure la présidence de la Communauté jusqu'à la fin de l'année.

Lire la suite page 5

La grève dans les prisons

Les arrestations des surveillants se multiplient page 13

M. Clinton attaqué

par M. Bush

Le président américain estime que son adversaire démocrate n'est pas digne d'être le commandant en chef des forces armées.

Lire page 9 l'article d'ALAIN FRACHON

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Les nouvelles pirogues de Bercy ■ Radioscope du Rhin ■ La Seine sous surveillance pages 15 à 17

INITIATIVES

Dossier: les tricheries des entreprises et nos pages «Expériences» et «Rendez-vous».

pages 29 à 48

Le sommaire complet se trouve page 28

SIMENON

ASSOULINE

Un événement

756 pages - Cahier photos 32 pages - 135 F

Julliard

Frères ennemis en Bosnie

La tension ne cesse de s'aggraver entre les alliés croates et musulmans

ZAGREB de notre envoyé spécial

L'alliance entre Croates et Musulmans de Bosnie-Herzégovine vit des heures difficiles.

Toujours empreintes de méfiance, les relations entre ces deux composantes de cette République ex-yougoslave en proie à la guerre civile paraissent de plus en plus tendues; une tension qui a donné lieu, au cours des dernières semaines, à des incidents ayant été jusqu'à dégénérer en affrontements armés. Comme à Kiseljak, localité à population mixte croato-musulmane située à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Sarajevo et seul accès ouvert à la capitale bosniaque.

Début août, une «petite guerre» - selon les termes de la presse croate - y a opposé, pendant deux jours, combattants

croates et musulmans, faisant, selon diverses sources, une quinzaine de morts.

L'origine de ces troubles, écrit la presse croate, remonte à des frictions avec les quelque dix mille réfugiés musulmans concentrés dans cette ville placée essentiellement sous le contrôle des forces croates locales. Et ce quelques jours à peine après la conclusion d'un accord d'amitié et de coopération entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, prévoyant notamment la mise sous commandement unique du Conseil de défense croate (HVO-forces croates de Bosnie-Herzégovine) et de la Défense territoriale bosniaque (musulmane, fidèle au président Alija Izetbegovic)...

YVES HELLER

Lire la suite page 11 et nos Informations page 10

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 26 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 KRD; Espagne, 160 PTA; G.-B., 96 p.; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 S; Italie, 2,300 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 460 F S; Suisse, 15 RSB; USA, 1,00 \$; USA, 2,50 S.

DÉBATS

Intégration

Adapter le modèle républicain

par Kofi Yamgnane

A U lendemain du débat sur l'Europe, l'histoire nous offre encore une fois une de ses coïncidences troublantes qui donnent à certains jours une aura symbolique qui marque une époque. Le 21 septembre 1792, naissance de la République française. Le 21 septembre 1992, bicentenaire de cette même République et premier jour d'une étape déterminante dans la construction d'une Europe que, au-delà des oligarques, des débats contradictoires ont exigés plus sociale, plus citoyenne et plus humaine. Mettons à profit cette coïncidence pour y trouver des raisons d'optimisme, pour réaliser le défi d'une Europe des citoyens qui nous est maintenant offerte.

L'histoire de la République française, née voici deux cents ans, est d'abord l'histoire d'un modèle républicain d'intégration. De ses origines à l'hécatombe de la première guerre mondiale, ce long dix-neuvième siècle a vu le mythe républicain et le modèle dont il était porteur se développer sur des rythmes radicalement différents.

Le mythe fondateur s'est imposé définitivement en 1875 après une succession de réurgences révolutionnaires inspirées par l'esprit de 1789. Les secousses du dix-neuvième siècle (1830, 1848, 1870) ont chaque fois renoué une phase de la crise révolutionnaire. Ces expressions spasmodiques et douloureuses du mythe républicain, présent dans l'imaginaire politique comme sur les champs de bataille, ont jalonné brutalement un siècle qui n'était pas celui de la perfusion, lente celle-ci, du modèle républicain d'intégration dans l'ensemble du corps social. Il s'est appliqué en direction des différentes composantes de la « population française », précisément parce qu'il n'existait pas de peuple français. Bretons, Cornes, Basques, Alsaciens, Normands ou Béarnais sont pris à cette époque dans un puissant phénomène d'acculturation que certains ont appelé « l'invention de la France ».

L'armée a joué un rôle majeur en provoquant — de Valmy aux campagnes napoléoniennes — le brassage des hommes, leur circulation et la rencontre, voire le choc, des coutumes et des langues. Elle a représenté non seulement un signe de vitalité démographique de la France — pays le plus peuplé à l'aube du dix-neuvième siècle, — un outil du rêve conquérant du premier Empire, mais a constitué, sur une période longue, le creuset de l'intégration républicaine, notamment au lendemain de la défaite de 1870, avec le prix humain que l'on sait. La conscription, instaurée par la troisième République, a façonné nombre de consciences et soudé des générations autour de la symbolique républicaine de l'hymne et du drapeau.

Autre — et plus pacifique — creuset du modèle républicain d'intégration : l'école. Lieu d'acculturation construit autour d'un idéal laïque, l'école a vu ses maîtres, qui n'aspiraient qu'à être traités en égaux du curé, se transformer progressivement en dispensateurs d'éducation civique et politique. Dès 1848, les républicains enjoignent par circulaire les instituteurs de diffuser à leurs élèves un catéchisme républicain.

La restauration du lien social

La conquête des consciences, amorcée par l'organisation de l'école primaire en 1795, renforcée en 1802 par la création des lycées et la réglementation du baccalauréat, a culminé par les deux lois Ferry, l'une qui, en 1881, institue la gratuité dans les écoles primaires, l'autre qui, en 1882, rend l'enseignement obligatoire jusqu'à l'âge de treize ans. Les monuments aux morts et les écoles communales sont pratiquement dans chaque commune les lieux de mémoire d'un processus de confrontation aujourd'hui à de nouveaux défis.

Ce n'est qu'au vingtième siècle que la France devient une grande terre d'immigration, européenne jusqu'à la dernière guerre mondiale puis extra-européenne, en lien avec l'histoire des colonies qui ont induit de grands mouvements migratoires. Le modèle républicain a évolué dans le sens où l'insertion professionnelle et sociale à la citoyenneté sont allés de pair pour les générations de l'entre-deux-guerres. La diffusion d'un modèle d'intégration individuelle était alors aisée dans une évolution favorable à la promotion sociale. Ainsi, dans les années 20, comme dans les années 60, la France importe une main-d'œuvre étrangère qui peut espérer une certaine progression sociale.

Ce modèle d'intégration réussie est aujourd'hui battu en brèche par la crise économique, la destruction du monde ouvrier et des milieux de la culture populaire, comme il l'avait été dans les années 30 avec la montée de la crise et du chômage. L'exclusion collective à l'œuvre aujourd'hui est l'envers de l'intégration individuelle. Dès lors, un modèle d'intégration, en deuil d'espoirs de mobilité sociale, pourrait-il se fonder sur l'exemplarité de réussites individuelles ?

Répondre par l'affirmative conduirait à une perte de repères identitaires pour les jeunes qui peut favoriser la construction de points d'ancrage simplistes. Simultanément pourrait se produire une « aspiration » des leaders hors de leurs milieux qui pourrait alors donner à ceux-ci un sentiment renforcé d'abandon et aux individus qui « s'en sortent » un sentiment de trahison. Ainsi courrait-on le risque de vider des quartiers entiers de leurs forces vives et de les livrer à un sort incertain.

Nous devons mesurer, pour adapter le modèle républicain d'intégration, la diversité et la complexité des situations. Paradoxalement, les populations immigrées du Sud-Est asiatique s'intègrent plutôt bien professionnellement alors que leur mode de vie demeure très communautaire. Observons enfin qu'il faut différencier l'immigration dans laquelle toutes les classes sociales sont représentées et celle qui comporte, dès l'origine, un handicap social que renforce la xénophobie grandissante en période de crise.

« Exception française »

Il reste que le modèle républicain d'intégration, qui refuse l'assimilation pure et simple et le différentielisme dissolvant, porte en lui la capacité de garantir encore longtemps la cohésion sociale et nationale. C'est pour faciliter le fonctionnement de ce modèle historique que nous portons l'effort sur le civisme, dans l'accueil des migrants, le droit de cité, les relations culturelles, sur l'insertion sociale et professionnelle par l'accompagnement scolaire, le parrainage de jeunes en entreprises, et enfin sur la restauration du lien social par les associations et la médiation.

Mais, quels que soient les réussites ou les échecs actuels de notre modèle, nous devons nous interroger sur la crise de l'idéal républicain remis en cause par l'éclosion de l'excellence et de la performance, par la défense de la liberté dans l'inégalité et d'un individualisme peu soucieux de démocratie. De même, aller vers autrui — attitude première de toute démarche d'intégration — se heurte au recroquevillement propre à toute période de crise et de doute.

La mémoire de la République comme celle du peuple qui se reconnaît en ses valeurs est la mémoire d'intégrations successives réussies. Deux cents ans après, il nous incombe de pérenniser non seulement la France mais aujourd'hui en Europe — en l'adaptant — un modèle qui participe de la fameuse « exception française ». Ceux qui y sont attachés sincèrement doivent donc faire de la lutte contre les exclusions la première de leurs priorités.

► Kofi Yamgnane est secrétaire d'Etat à l'intégration.

Audiovisuel

ARTE, la culture et la télévision

par Dominique Wolton

CONTRAIREMENT aux apparences, ARTE n'est pas la solution au rejet des programmes culturels en fin de soirée. Et cela pour trois raisons.

La première concerne les conditions de sa création. ARTE a été décidée sans consultation, sans débat parlementaire, sans avis du CSA, sans évaluation de la SEPT, sans expérience sur le câble, sans tenir compte de l'échec de la Ciné Bref dans la tradition française où la télévision est le « fait du prince », l'audiovisuel relève toujours du « domaine réservé » sans savoir si le public de la Ciné expérimente. Celui-ci n'a rien à dire sur les « lumières » de la culture remplacées bientôt les « ténébreuses » d'une chaîne populaire. Où sera le risque pour une chaîne financée totalement sur fonds publics et qui refuse la publicité comme la contrainte de l'audience ?

Pourquoi trouver de l'argent public pour ARTE et non pour les autres chaînes publiques, qui pourraient ainsi largement améliorer leur production ? Et surtout pourquoi s'occuper de la culture minoritaire quand tant est à faire pour la culture grand public ? Car c'est le problème de fond : la télévision publique ne doit-elle pas d'abord s'occuper de la culture pour tous ? La dégradation des programmes constatée en dix ans ne suffit pas à justifier la création d'une chaîne culturelle comme « seul » moyen de sauver la culture à la télévision.

Le risque d'un ghetto élitiste

La deuxième raison concerne le rôle de la télévision dans une société. Celui-ci consiste à rapprocher des publics que par ailleurs tout sépare. Non seulement chacun s'exprime dans le même médium, mais les médias sociaux ne constituent qu'un « Or le génie de la télévision est d'être justement regardée par tout le monde. Du haut en bas de l'échelle sociale, à la ville comme à la campagne, chez les pauvres comme chez les riches, chacun regarde la télévision. Et en partie, même pour n'en être jamais satisfait. Elle est le média égalitaire par excellence, le seul d'ailleurs, qui établit un lien entre tous les milieux. Elle demeure la principale fenêtre ouverte sur le monde pour se distraire, s'informer, s'éduquer. Cette triple mission n'a pas pris une ride en cinquante ans et fait de la « télévision généraliste » le meilleur outil de communication démocratique. Son horizon, le grand public, dépasse largement la logique économique pour rencontrer l'ambition de toute démocratie : trouver une occasion de réunir les milieux sociaux sans réelle communication entre eux.

Le grand public de la télévision est l'équivalent, dans le domaine social et culturel, du suffrage universel dans le domaine politique. Pourquoi valoriser le suffrage universel et dévaloriser le grand public alors que dans les deux cas il s'agit du même public et du même objectif ? Par rapport à cette définition de la télévision, la télévision thématique est évidemment moins ambitieuse puisqu'elle ne s'adresse qu'à un public ciblé. Elle est utile quand elle complète la télévision généraliste, et non quand elle s'y substitue. On trouve ici les limites de la télévision culturelle. Non seulement celle-ci ne résout pas le problème actuel — redresser la qualité des programmes grand public concernant la culture — mais elle contribue à créer un ghetto culturel élitiste. Le risque est évidemment l'instauration d'une télévision à deux vitesses : généraliste et de mauvaise qualité pour le grand public, de meilleure qualité pour ceux qui choisissent les créneaux thématiques.

Le risque de discrimination est particulièrement net avec la culture qui renforce les inégalités, les complexités, et alimente le snobisme et l'élitisme. On le voit déjà dans la manière dont les défenseurs d'ARTE ont tendance à disqualifier leurs contradicteurs en les considérant comme dépassés, rétrogrades et en se drapant dans les vertus de la gauche, de la culture et de la démocratie. Qui n'est pas pour la culture ? Qualifier une télévision de culturelle, c'est déjà établir une hiérarchie par rapport aux autres médias. A-t-on cependant attendu la création d'une chaîne culturelle pour faire de la culture à la télévision ? Ceux qui en font

depuis trente ans savent pertinemment que le mieux est d'en faire sans le dire, pour éviter de faire fuir ceux, très nombreux, qui ne se sentent pas assez cultivés pour regarder des programmes « culturels ».

Car s'il est un mot qui fait facilement peur, c'est celui de culture, sauf pour une minorité qui n'a pas prioritairement besoin de la télévision et dispose d'autres moyens de communication pour y accéder. Le problème principal n'est pas de satisfaire les besoins culturels de la minorité privilégiée, mais de faciliter l'accès du grand public à des œuvres culturelles auxquelles il n'accéderait jamais par ailleurs. C'est exactement ce qui s'est fait pour des millions de spectateurs entre 1960 et 1970. Souvenons-nous du rôle qu'a joué la télévision généraliste pour la musique, la littérature, le cinéma, le théâtre, les documentaires... Un tel résultat n'aurait jamais été atteint avec des chaînes culturelles.

La troisième raison, peu favorable à ARTE, concerne la question, fort compliquée, des rapports entre télévision et culture. Il s'agit toujours d'un rapport de forces, mais une chose a changé. Hier, il y avait deux cultures : la culture d'élite, nécessairement minoritaire, et la culture de masse, populaire. Aujourd'hui, il y en a trois. La démocratisation et l'éducation ont favorisé la constitution d'une culture moyenne, celle du grand nombre, que nous partageons tous, notamment par l'intermédiaire des médias. Cela modifie les relations entre culture et télévision, qui sont aujourd'hui de trois ordres. D'abord, la télévision est un des principaux lieux de création de cette culture moyenne grand public, aussi bien pour l'information, les variétés, les téléfilms, les jeux et les documentaires. Hier cette dimension de création culturelle de la télévision relève d'un certain élitisme. La télévision est bien à la culture grand public ce que le suffrage universel est à la démocratie.

Ensuite, elle est un moyen d'accès à toutes les autres formes de culture, y compris minoritaires, à condition de satisfaire aux lois d'accès de la télévision : simplification, éducation, diversité, équilibre. Mais ces lois d'accès font que beaucoup de domaines culturels « passent mal » à la télévision ou de manière trop ennuyeuse pour conserver l'attention du spectateur. L'outil télévision est très contraignant dans sa forme, et on le constate dès qu'il s'agit d'idées, de peinture, d'art plastique...

Tirer vers le haut et non vers le bas

Enfin, pour le bien de la culture, tout ne peut être baillé à la télévision : certaines créations culturelles concernent un public trop limité ; toute pratique culturelle suppose une expérience personnelle et la durée, deux dimensions étrangères à la télévision ; si tout est retransmis à la télévision, l'occasion de savoir de chez soi diminue, menaçant directement une grande partie de l'économie de la culture qui suppose justement le déplacement.

En un mot, la télévision n'est pas le seul moyen de communication possible pour la culture, et la rendre omniprésente risque de renforcer son emprise, déjà forte. Le paradoxe est d'ailleurs que ce sont souvent les milieux qui défendent ARTE et qui, hier, critiquaient radicalement la domination de la télévision. Devient-elle moins critique dès lors qu'existe une télévision à leur goût ? La télévision est un merveilleux médiateur et vulgaire, à condition de savoir la limite au-delà de laquelle elle est, notamment en matière de culture, inadéquate. Pour défendre la culture minoritaire, souvent menacée par les contraintes d'échelle de la télévision grand public, mieux vaut renforcer l'autonomie des autres canaux de communication : livres, théâtre, cinéma, exposition...

La télévision est d'abord l'outil de la culture moyenne. Pourquoi vouloir la rendre omniprésente ? Aucune des trois formes de culture n'y gagne. Qu'aurait-on dit si la droite avait créé ARTE ? On aurait crié à l'élitisme, à l'inégalité culturelle, aux privilèges et au mépris de la culture grand public ! La République gauchiste avait créé les maisons de la culture, qui ont contribué, à leur manière, à la démocratisation de la culture, la République socialiste crée ARTE

en laissant en jachère la culture du grand public.

Que faire ? D'abord admettre que la télévision « généraliste » correspond à un choix politique fondamental, la baisse de qualité des programmes observée actuellement ne remettrait nullement en cause le rôle fantastique de ce média démocratique. C'est comme si, au vu des dérapages constants de la démocratie, on en concluait que la démocratie est vieille et dépassée ! La télévision, comme la démocratie, est un combat constant contre les dérives de la facilité. D'autre part, il faut se battre au sein des chaînes généralistes, pour améliorer les programmes et favoriser la création. Souligner sans cesse la contradiction entre l'élevage du niveau culturel des publics et la stagnation, pour ne pas dire plus, de la qualité des programmes. Pourquoi le public est-il considéré comme adulte et intelligent pour appréhender les grands problèmes du monde au travers de l'information, et considéré comme un enfant pour le reste des programmes ? Bref, tirer l'offre culturelle vers le haut et non vers le bas.

Enfin, rien n'empêche de créer une chaîne culturelle à condition de savoir que la télévision, contrairement au Loto, « coûte cher, et ne rapporte pas gros ». La lourdeur des coûts oblige à trouver un public vaste et rend sceptique sur la capacité à financer de manière autonome une chaîne culturelle qui ne se contente pas de diffuser des œuvres déjà créées. Car le problème essentiel en matière de télévision concerne les coûts de « création ». Le financement franco-allemand ne change pas grand-chose car on baze sur les différentes conceptions de la culture et de la télévision. ARTE aurait été plus à l'aise sur le câble, ou avec un statut de chaîne payante comme pour le cinéma, le sport, l'information. Bref, il faut être réaliste, car il s'agit de programmes destinés à un public ciblé. L'injustice est de consacrer une chaîne de télévision à la culture minoritaire, en faisant si peu pour la culture moyenne.

Finalement, de deux choses l'une. Soit ARTE reste une chaîne élitiste et contribue à instaurer cette télévision à deux vitesses qui tendrait, en Europe, l'échec de la télévision publique, au moment où la victoire de la démocratie appelle une autre démocratisation de la culture. Soit ARTE, devant la faiblesse de l'audience, modifie insensiblement sa maquette et devient, sans le dire, une chaîne généraliste. Elle entrerait alors en concurrence avec les deux autres chaînes publiques, avec moins de moyens et sans pour autant menacer le secteur privé. Celui-ci dans tous les cas ne peut que soutenir une telle création. ARTE n'est pas seulement la danseuse des socialistes, elle est aussi le symbole de l'échec d'une politique de la télévision publique. Contrairement à ce que pensent certains, ARTE ne tire pas vers le haut, mais vers le côté, et relève plus de la facilité que du courage.

► Dominique Wolton est directeur du laboratoire « communication et politique » du CNRS.

Le Monde EDITIONS

Quel avenir économique à l'Est ?

Sous la direction d'Alain Gélédan

Préface de Jacques Lesourne

L'Est de l'Europe est-il mal parti ? Plus qu'une simple chronique des bouleversements, ce livre propose un bilan d'avenir de l'autre Europe.

Rencontres avec des citoyens extraordinaires

Dix-huit expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain

Le bilan critique de programmes d'insertion pour donner aux acteurs comme aux médiateurs envie de continuer.

Les tournants de la gloire

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraudo

Le récit des moments indécis où la gloire trône la chute. Le mystère de l'acte sportif se révèle sous la loupe de l'écrivain détective. La légende des champions entre vérité et fiction.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

APRES LE REFERENDUM

Donner de l'Europe à l'Europe
d'un référendum à l'autre

Le référendum sur l'Europe a-t-il été une victoire ?
Les Français ont-ils voté pour l'Europe ?
Les Français ont-ils voté contre l'Europe ?
Les Français ont-ils voté pour la France ?
Les Français ont-ils voté contre la France ?
Les Français ont-ils voté pour le monde ?
Les Français ont-ils voté contre le monde ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?
Les Français ont-ils voté pour la science ?
Les Français ont-ils voté contre la science ?
Les Français ont-ils voté pour la culture ?
Les Français ont-ils voté contre la culture ?
Les Français ont-ils voté pour la religion ?
Les Français ont-ils voté contre la religion ?
Les Français ont-ils voté pour la morale ?
Les Français ont-ils voté contre la morale ?
Les Français ont-ils voté pour la loi ?
Les Français ont-ils voté contre la loi ?
Les Français ont-ils voté pour l'ordre ?
Les Français ont-ils voté contre l'ordre ?
Les Français ont-ils voté pour la sécurité ?
Les Français ont-ils voté contre la sécurité ?
Les Français ont-ils voté pour la prospérité ?
Les Français ont-ils voté contre la prospérité ?
Les Français ont-ils voté pour la paix ?
Les Français ont-ils voté contre la paix ?
Les Français ont-ils voté pour la liberté ?
Les Français ont-ils voté contre la liberté ?
Les Français ont-ils voté pour la justice ?
Les Français ont-ils voté contre la justice ?
Les Français ont-ils voté pour la démocratie ?
Les Français ont-ils voté contre la démocratie ?
Les Français ont-ils voté pour la civilisation ?
Les Français ont-ils voté contre la civilisation ?
Les Français ont-ils voté pour l'humanité ?
Les Français ont-ils voté contre l'humanité ?
Les Français ont-ils voté pour le progrès ?
Les Français ont-ils voté contre le progrès ?<

هكذا من الامم

APRES LE REFERENDUM SUR L'UNION EUROPEENNE

Les perturbations des marchés financiers

Bonn ne voit pas la nécessité d'une réforme du SME

FRANCFORT
de notre correspondant

Les attaques britanniques contre la Bundesbank, accusée de ne pas avoir défendu la livre la semaine passée, ont provoqué une hausse de la livre, au point que le premier effet de la réunion des ministres de Bonn, siège du gouvernement, et de la Banque mondiale, a été de constater que le franc n'est pas en mesure de défendre la livre. Les ministres ont donc décidé de ne pas intervenir sur le marché des monnaies, mais de laisser le franc se défendre.

« Les ajustements au sein du système monétaire européen ne doivent pas être considérés comme tabous », ont expliqué conjointement à Washington M. Theo Waigel, ministre des finances, et M. Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank. Autrement dit, même s'il est difficile de procéder à l'ajustement, il est nécessaire et salutaire. Désormais les cours des monnaies du système monétaire européen (SME) sont plus réalistes, car ils reflètent les performances des différents pays.

M. Schlesinger a ainsi clairement laissé entendre que le cours pivot de 2,95 marks fixé en 1990 lors de l'entrée de la livre dans le SME avait été mal choisi, car trop élevé. En outre, ce cours avait été décidé unilatéralement par Londres. A l'avenir, les niveaux devront être négociés avec les partenaires, conformément aux règles du SME d'ailleurs. Les Allemands déclarent ne pas douter d'une telle rentrée dans le système de la livre et de la lire, malgré les « délais nécessaires » mis en avant par Londres et Rome.

Enfin, les Allemands ont souligné que le système monétaire européen n'est pas un système de monnaies fixes, mais un système de monnaies ajustables.

On ne voit pas la nécessité d'une réforme du SME, explique-t-on à Bonn, où l'on précise avoir reçu aucune demande dans ce sens venant de Londres ou d'une autre capitale. Le SME est simplement un système de parités semi-fixes mais ajustables, comme avant 1987, date du dernier réajustement. Les taux de change - comme d'ailleurs les taux d'intérêt - doivent dépendre des « données fondamentales » des économies et non pas de considérations politiques. Cela vaut pour le deutschemark, encore affecté par les menaces d'inflation. Il ne saurait être question d'accepter les

marchandises du type baisse concertée des taux d'intérêt (proposition de M. Bush) ou baisse des taux allemands contre la rente de la livre et de la lire dans le système.

Ni baisse des taux allemands ni réforme du SME. La spéculation devrait s'arrêter d'elle-même, estime-t-on en Allemagne, après l'épuisement de son objet, qui était le retour des monnaies à des valeurs économiquement réalistes. Au vu des bonnes performances françaises, la spéculation contre le franc, dans cette optique, n'a pas de fondement. Tout juste peut-on remarquer que M. Sapin, le ministre des finances français, annonçant une baisse des taux par avance pour favoriser le vote « oui », a naturellement poussé les spéculateurs à se défaire de valeurs en franc. Toujours la même erreur aux yeux des Allemands : celle de mêler la politique aux affaires monétaires.

ÉRIC LE BOUCHER

Le directeur du FMI souhaite un rapprochement des taux d'intérêt allemands et américains

Pou avant l'ouverture de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, mardi 22 septembre à Washington, le ministre espagnol de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, a souligné l'urgence des opinions publiques européennes face au transfert de souveraineté prévu par le traité de Maastricht. M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, s'est pour sa part déclaré favorable à une réduction de l'écart des taux d'intérêt américains et allemands. Le comité de développement du FMI et de la Banque mondiale, réuni lundi 21 septembre, a de son côté insisté sur la nécessité d'aider les pays en développement à attirer les investissements privés.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Conviendrait-il, après la courte victoire du « oui » en France, de modifier le traité de Maastricht ? A cette question, M. Solchaga, qui présidait cette année le comité intermédiaire du FMI, a répondu, sans prononcer le mot « amendement », que les États signataires devraient tenir compte des inquiétudes suscitées auprès des peuples européens par ce texte. M. Solchaga a parlé de l'« anglophone » (anglais) des opinions publiques qui ne

sont pas prêtes à accepter, notamment en matière de politique étrangère, des transferts de souveraineté au profit des institutions européennes. En ce qui concerne l'Union économique et monétaire, le ministre espagnol a déclaré qu'il fallait s'en tenir à l'idée d'une construction à deux, dont personne ne devait avoir le sentiment d'être exclu. Cela pourrait impliquer, a précisé M. Solchaga, que les délais pour y parvenir - soit « un peu d'attente » - s'expriment à peu près en même temps que le même sujet, à l'occasion d'une autre conférence de

marchés sont bichés, et un processus s'est déclenché dont personne n'est plus maître. On se demande si la France, dont le taux de chômage est le double de celui de l'Allemagne et le taux de croissance inférieur de moitié, aura les moyens de suivre ce pays dans la course à la réévaluation en supportant les taux d'intérêt mensuels qui lui sont imposés.

La réponse à cette question ne peut être que politique, avec une alternative délicate. Ou l'Allemagne, tirant les conséquences des dévaluations et réévaluations que sa banque centrale a imposées ou laisse faire, déclare apporter solennellement et sans réserve son soutien inconditionnel à la France et à sa monnaie avec, en prime, l'espoir d'abaisser les taux d'intérêt assésés dans un avenir proche.

Où l'Allemagne refuse de traiter le franc mieux que la livre et la lire, et c'est la chute finale du SME. Ou l'Allemagne refuse de traiter le franc mieux que la livre et la lire, et c'est la chute finale du SME. Ou l'Allemagne refuse de traiter le franc mieux que la livre et la lire, et c'est la chute finale du SME.

FRANÇOIS RENARD

Les surprises boursières d'un « oui » annoncé

Les augures avaient pourtant été catégoriques. Un « oui » au référendum devait provoquer une hausse des cours, voire une flambée de la Bourse, tandis que le « non » à lui seul était synonyme de catastrophe. Ces prédictions sans cesse répétées depuis la mi-août avaient fini par convaincre les opérateurs malgré les turbulences monétaires. Mais cette chronique d'un événement annoncé ne s'est pas du tout déroulée comme prévu. Au contraire, lundi 21 septembre, au lendemain d'un scrutin favorable à l'Europe, le marché a vivement baissé (-3,02 %), déçu par l'échec du référendum, troublé par les attaques sur le franc et surpris d'avoir oublié le principe selon lequel il faut acheter la rumeur et vendre la nouvelle.

Ce principe a fortement profité aux investisseurs étrangers la semaine dernière et fut même l'un des moteurs de la forte hausse hebdomadaire (+4,6 %). Les intervenants anglo-saxons ont acheté en masse vendredi sur la foi de sondages donnant le « oui » gagnant avant de se retirer lundi massivement, enragés par le passage de quelques bénéfices. Le désengagement s'est même amorcé dès dimanche, mais de manière plus modeste au cours de cette « première » en France qui consiste à ouvrir les salles de marché des banques et sociétés de Bourse un soir d'élection pour permettre aux opérateurs de réagir immédiatement au scrutin.

Des prévisionnistes malchanceux

La soirée s'annonçait tendue. Elle le fut effectivement mais pendant très peu de temps, une demi-heure à peine. Le temps pour une rumeur de circuler avant d'être confirmée. On attendait les résultats de Paris à 19 h 30. Tout comme ils avaient annoncé les premiers sondages donnant le « non » vainqueur fin août, les investisseurs britanniques dominaient en premier à l'heure hémisphérique française le score positif du référendum. Entre cette rumeur et sa confirmation officielle, les marchés progressèrent de manière modérée avant de se stabiliser. Une très brève explosion de joie salua leur confirmation par les différents chaînes de télévision. Et l'ambiance retombe aussitôt.

« De toute façon, le marché savait et avait anticipé la victoire du « oui », affirment certains intervenants pour masquer leur déception devant le peu de réactions des places financières, dit selon eux à l'étrénesse du résultat. Et tous d'anticiper une journée de lundi morne en attendant une éventuelle baisse des taux. C'était sous-estimé la tempête monétaire et les nouvelles attaques contre le franc qui ont amplifié les ventes de titres par les investisseurs étrangers.

DOMINIQUE GALLOIS

Un entretien avec l'économiste en chef de Salomon Brothers

« La défense du franc exige une aide explicite de la Bundesbank », assure M. John Lipsky

Au lendemain de la courte victoire du « oui » au référendum français sur le traité de Maastricht, M. George Bush a estimé le 21 septembre qu'il s'agissait d'un pas vers l'intégration européenne que nous soutenons. Mais le président américain s'est

gardé d'en dire davantage sur les autres échéances de la construction européenne, estimant que « c'est à chaque pays de se déterminer ». Moins tenu au langage diplomatique, M. John Lipsky, économiste en chef de la banque d'affaires new-yorkaise

Salomon Brothers, considère dans un entretien accordé au Monde que le résultat des récentes consultations compromet l'application de ce traité et que le SME est devenu un mécanisme à plusieurs vitesses depuis le dernier tourment monétaire.

NEW-YORK
de notre correspondant

« Comment interprétez-vous le résultat du référendum français ? »

« Ce vote, même si le résultat est serré, ne peut pas être interprété comme un rejet du concept d'intégration monétaire. Mais, compte tenu du vote danois et, plus récemment, de la courte majorité remportée par le « oui » en France, il m'apparaît que le traité de Maastricht ne pourra pas être appliqué tel qu'il a été rédigé. Si l'on veut que les objectifs économiques, monétaires et politiques contenus dans ce traité correspondent à la réalité d'aujourd'hui, ce document servira simplement de base à la renégociation d'un nouveau texte. Qui devra tenir compte d'un nouvel environnement pour le système monétaire européen.

« L'existence du traité vous semble-t-elle menacée ? »

« Depuis la dernière tourmente monétaire, le SME est devenu un mécanisme à vitesses multiples. Sa justification dépendra de la façon dont le franc français se comporte au sein des devises étroitement liées au deutschemark. S'il

décroche, le système monétaire européen aura perdu pratiquement tout son rôle. C'est ce qui explique que le sort du franc suscite un plus grand intérêt, en raison de ses implications politiques, auprès des dirigeants de la Communauté européenne, que celui de la livre anglaise, de la lire ou encore de la peseta.

« Pour l'instant, le franc semble résister assez bien... »

« Avant le référendum, le franc a été un peu chahuté mais il a bien résisté. Depuis, il a été soumis à une nouvelle pression qui l'a conduit à son taux-plancher par rapport au mark (3,4305 francs pour un mark). Après le succès mitigé du « oui », la monnaie française est toujours en période de test. Je pense toutefois que le franc devrait résister car les éléments fondamentaux de l'économie française ne justifient pas un réajustement de cette monnaie, à la différence d'autres devises européennes. C'est d'ailleurs l'avis de la Bundesbank. Si elle a implicitement admis le fait que les fortes turbulences de la semaine dernière au sein du SME étaient inévitables, les dirigeants de la banque centrale allemande ont tenu à souligner que

la monnaie française n'était pas dans une zone à risque. Si le franc est attaqué, les autorités françaises vont s'employer à défendre vigoureusement leur monnaie, quitte à faire remonter les taux d'intérêt.

« Cette parodie, si elle devenait nécessaire, devrait réussir dans la mesure où la perception du marché est qu'un réajustement du franc français est beaucoup moins probable qu'un réajustement de la livre anglaise, de la lire ou de la peseta. Toutefois, une défense efficace du franc exige une aide explicite de la Bundesbank à travers une nouvelle baisse de ses taux d'intérêt.

« Dans quels délais ? »

« En un mois, compte tenu des gains importants qu'il a engrangés par rapport aux autres devises de la CEE, la valeur commerciale du mark s'est appréciée de 2 %, ce qui ouvre la voie à un assouplissement de la politique monétaire allemande. Nous considérons que les taux allemands vont baisser à nouveau avant la fin de l'année ou au début de l'année prochaine.

« Quel sera le sort de la lire et de la livre ? »

« Elles sont toutes deux soumises à d'importantes pressions à la baisse, mais leur sort futur

dépendra des politiques économiques décidées par les gouvernements italien et britannique. Le marché ne croit pas qu'à l'heure actuelle les autorités italiennes soient en mesure de mettre en place une politique mixte, fiscale et monétaire, qui suffise à soutenir la lire, laquelle est tenue en suspension légitime par les cambistes. Quant à la livre sterling, la plupart des professionnels anticipent une déroute des taux d'intérêt au cours des prochaines semaines. Mais ce que nous attendons surtout, c'est l'engagement politique et économique, notamment dans le domaine monétaire, que devra prendre le gouvernement de M. Major devant le Parlement. Si la Grande-Bretagne baisse ses taux sans que les marchés des changes réagissent trop fort, d'autres pays du SME suivront. Cette déroute permettra de continuer à soutenir le dollar, ouvrant ainsi la voie à une éventuelle baisse des taux d'intérêt américains. A condition que certains indicateurs-clés continuent à être décevants aux États-Unis.

« Comme le chômage ? »

« Par exemple... »

Propos recueillis par SERGE MARTI



MONTAIGNE Le 13 septembre 1592 disparaissait

Michel de Montaigne. Anti-conformiste, libre penseur, Montaigne est aussi un auteur dont la tolérance et le jugement s'appliquent au monde d'aujourd'hui, lui qui écrivait en plein XVI^{ème} siècle : « Les femmes ont raison de se rebeller contre les lois parce que nous les avons faites sans elles ». Revendiquant pour lui-même la liberté de pensée, il reconnaît le même droit à chacun : « Je n'ai point cette erreur commune de juger d'un autre selon que je suis ». A l'occasion du 400^{ème} anniversaire de sa mort, les PUF publient notamment 4 ouvrages.

Montaigne. Les Essais (Livre I, II, III). Collection « Quadrige ». 1488 pages - 260 F
M.A. Sraeuch. Montaigne et la mélancolie : la sagesse des « Essais ». Collection « Questions » dirigée par B. Barret-Kriegel. 216 pages - 192 F
Stefan Zweig. Montaigne. Collection « Quadrige ». 128 pages - 49 F
Journal de voyage de Michel de Montaigne. Edition présentée, établie et annotée par François Rigolot. 416 pages - 195 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

55 من الإجمالي

SUR L'UNION EUROPÉENNE

Avant son voyage à Paris

Le chancelier Kohl a plaidé pour une « Europe des citoyens »

BONN

de notre correspondant

« Nous devons tout faire pour que l'Europe de Maastricht soit la pour les gens, qu'elle soit une Europe démocratique et proche des citoyens, qu'elle respecte, qu'elle permette l'adaptation de l'histoire, de la culture de tous les Etats membres et leurs régions. Nous voulons une Europe qui se construise sur le principe de l'unité dans la diversité ».

Le chancelier Helmut Kohl a tiré, lundi 21 septembre, la leçon des hésitations de l'électorat français et des réticences de sa propre opinion publique sur le projet européen de Maastricht en choisissant de promouvoir cette Europe des citoyens qu'il a toujours prônée à l'Europe des nations.

Fidèle à ses engagements européens, le chef du gouvernement allemand ne veut pas se laisser arrêter par ceux qui prôignent, dans son pays aussi, la mainmise des bureaucraties européennes sur l'Allemagne et le bradage des intérêts nationaux. Dès vendredi prochain, il lancera par une déclaration devant le Bundestag le débat public qu'il souhaite avoir avant la ratification du traité en décembre par les deux Chambres du Parlement.

Un budget de 16 millions de deutschmarks (30 millions de francs) a été débloqué par le gouvernement pour une campagne d'information du public sur les objectifs de Maastricht. Déjà mis à mal sur le plan intérieur par les conséquences d'une réunification allemande beaucoup plus difficile que prévu à digérer, le chancelier Kohl a tout autant besoin que le président Mitterrand de capitaliser sur le maigre « oui » français.

Une Communauté à deux vitesses

Announced lundi par le porte parole du gouvernement, M. Dieter Vogel, sa visite expressa à Paris, mardi 22 septembre, l'annonce de la volonté de Bonn de montrer que l'axe franco-allemand conserve plus que jamais son importance. Certains des propos tenus sur l'Allemagne pendant la campagne française du référendum, surtout quand ils sont venus de responsables fran-

Le Danemark veut obtenir des dérogations

Le ministre danois des Finances, M. Hennning Dyrsmose (conservateur), a indiqué, lundi 21 septembre, que « le Danemark vise à résoudre le problème actuel de la ratification du traité de Maastricht par le biais de dérogations à ce traité et non par sa renégociation ».

Dans un entretien accordé à AFP News (filiale de l'AFP pour l'information économique en langue anglaise), le ministre danois a souligné que le gouvernement « ne demandera pas aux autres pays membres de renégocier un traité sur lequel ils s'étaient déjà accordés », rappelant que « le principe de dérogations a été établi dans le cas de la Grande-Bretagne ».

L'issue du référendum français a « amélioré grandement la position du Danemark », soulève l'Etat de la CEE à avoir rejeté le traité par référendum le 2 juin dernier, a estimé M. Dyrsmose. Un sentiment partagé par le premier ministre, M. Poul Schlüter (conservateur), qui a relevé que la forte opposition manifestée en France au traité de Maastricht montre que le Danemark « n'est pas isolé dans son scepticisme face à certains éléments de l'Union européenne ».

çais comme Michel Rocard, laissent entendre quelques incertitudes.

Le chancelier Kohl doit chercher auprès de M. Mitterrand un appui pour cette Europe plus transparente qu'il se propose de défendre chez lui et préparer dans cette optique des initiatives en vue du sommet extraordinaire convoqué par les Britanniques à Londres, le 16 octobre prochain. Les difficultés du gouvernement Major, les vives critiques de Londres, la semaine dernière, à l'encontre de la Bundesbank, suscitent à Bonn des inquiétudes.

Face à la mobilisation dans la plupart des pays européens des forces prônant un repli nationaliste, les dirigeants de tous les partis politiques et des milieux d'affaires redoutent un retour à l'eurocratie au début des années 90. On évoque de plus en plus ouvertement la possibilité de concentrer ses forces au sein d'une Europe à deux vitesses, dont le noyau dur trait de l'avant aussi bien dans le domaine politique qu'économique et monétaire.

Plus que jamais, on a, à Bonn, le sentiment qu'il faut maintenir sous pression cette Europe en développement, qu'il faut pour cela faire comprendre aux gens qu'une telle Europe respectera leur diversité.

Les maîtres mots à Bonn sont la démocratisation des institutions et surtout la stricte délimitation des compétences entre les institutions européennes, les Etats et les régions. Tout en réaffirmant son refus d'envisager toute renégociation du traité de Maastricht, Bonn reconnaît, comme le gouvernement allemand l'avait déjà défendu en juin au sommet européen de Lisbonne, qu'il mérite d'être précisé sur ces points et devrait faire à ce propos des propositions.

HENRI DE BRESSON

Contourner Maastricht sans renégocier

Suite de la première page

Ils ont bien compris que M. John Major, affaibli par la tempête monétaire dont la livre vient d'être victime, voulait profiter de l'occasion pour imposer la conception britannique traditionnelle de l'Europe.

Une vaste zone de libre-échange, aux liens et contraintes politiques les plus lâches possibles, tournerait le dos à l'Union européenne voulue par la France et par l'Allemagne. M. Major a choisi une tactique de retardement. Quand il estime que les Douze doivent « réfléchir sérieusement sur la direction future de la Communauté », il est plus proche de M. Margaret Thatcher que de M. Jacques Delors.

Une déclaration politique

MM. Mitterrand et Kohl veulent au contraire réaffirmer que leur but reste l'Union européenne. Mais Maastricht, cette construction hybride, ni fédérale ni confédérale, mêlant coopération intergouvernementale et transferts de souveraineté au profit d'une commission supra-nationale, provoque une large réaction de rejet. Ses promoteurs pensent que sa nature indéterminée rendait la potion plus acceptable. C'est le contraire qui s'est produit. Aussi faut-il contourner le traité de Maastricht sans l'effacer, emprunter une voie différente pour arriver au même résultat.

La convergence des politiques économiques, à la fois condition et conséquence de la stabilité monétaire, peut aussi bien être atteinte avec des taux de changes fixes entre certaines devises européennes, qu'avec l'institution d'une monnaie unique. Pressés par une opinion hostile à la disparition du deutschmark, symbole de l'identité et de la prospérité allemandes depuis la guerre, les dirigeants de Bonn commencent à s'interroger, à haute voix, sur l'irréversibilité du processus accepté à Maastricht.

« La direction reste la bonne, la vitesse dépendra de la vitesse à laquelle seront résolus les problèmes », a déclaré lundi M. Volker Rübe, ministre de la défense et un des héritiers présumés du chancelier Kohl, en ajoutant : « On ne peut pas créer artificiellement une monnaie ». En tout cas, le Bundestag devrait être consulté avant l'entrée dans la phase II, c'est-à-dire l'instauration de la monnaie unique.

Toutefois, c'est surtout dans le domaine politique, où les accords de Maastricht laissent le plus à désirer, que les partisans de l'Union européenne voient leur copie. Il leur faut redéfinir la méthode et les priorités. Pour combler le « déficit démocratique » de la Communauté, l'augmentation des pouvoirs d'un Parlement européen où les formations politiques ont envoyé - à quelques notables exceptions près - les élus qui avaient fait leur temps dans les Assemblées nationales n'est peut-être pas la meilleure solution. Les parlementaires de chaque Etat membre pourraient en revanche être associés plus étroitement au contrôle des décisions communautaires. Les concessions faites par le gouvernement français aux députés et sénateurs pour faire passer la réforme de la Constitution montrent la voie.

D'autre part, les Douze sont allés trop loin dans la définition abstraite d'une Union politique, et pas assez dans la mise en œuvre, entre eux, d'une coopération concrète dans les domaines qui touchent le plus directement à la vie des citoyens. Ils ont ainsi contribué à entretenir l'idée d'une Europe technocratique et bureaucratique, alors que nombre de problèmes sont communs à une majorité d'Européens : insécurité, chômage, immigration, politique de la ville, etc.

Sous l'impulsion des gouvernements français et allemand, qui veulent souligner leur rôle moteur dans cet « après-Maastricht », les Douze devraient, au sommet extraordinaire de Londres en octobre ou au plus tard à Edimbourg en décembre, adopter un programme de travail concret, auquel pourraient s'associer au cas par cas les candidats à l'adhésion et les Etats aspirant à la devenir. Sans se perdre dans le juridisme et sans abandonner l'idée d'une Europe unie. Sous la forme, par exemple, d'une déclaration politique solennelle.

Le référendum français permettrait ainsi de ratifier le traité de Maastricht sans le renégocier, et de réaffirmer ses objectifs sans l'appliquer. La présentation serait alors, pour les diplomates qui n'en manquent pas, une simple question d'imagination.

A travers la presse internationale

Au lendemain du référendum, la multiplicité des réactions émanant de la presse internationale reflète la complexité et l'ampleur des enjeux inhérents au traité de Maastricht.

La presse britannique est d'autant plus critique, à l'issue des résultats, que son complexe d'insularité la rend hypersensible à l'idée de tous soumettre à sa souveraineté. Ainsi, le *Financial Times* juge que, si les Français ont « techniquement ratifié le traité », ce dernier, dans sa forme actuelle, est déjà obsolète. Les dirigeants devront préciser à quelles conditions ils souhaitent continuer la construction de l'Europe. Il faudra ensuite qu'ils s'accordent sur les moyens de sa réalisation.

Pour le quotidien *The Independent*, « le pire a été évité », mais « l'étroite marge par laquelle est passé le traité ne saurait en aucun cas garantir la survie ». En outre, « la campagne électorale a contribué à nuire aux relations franco-allemandes : les deux camps en opposition ont invoqué la peur d'être dominé par le voisin allemand ». Toutefois, « le débat fran-

co-français a eu pour effet salutaire de démontrer que la Grande-Bretagne n'était pas seule à éprouver de la méfiance à l'égard de tout ce qui pourrait ressembler à une ingérence de la part des instances européennes ».

De concert avec ses confrères, *The Times* (conservateur) estime que « le traité ne peut devenir viable que s'il fait l'objet de remaniements substantiels... Reformulé, il devrait exposer plus clairement les prérogatives des Parlements nationaux ».

« Un oui » du bout des lèvres

En Belgique, les réactions de la presse restent prudentes. On se félicite du résultat tout en stigmatisant les risques pris par l'option référendaire. Pour le *Soir*, « le résultat équivoque du « oui » cache malgré tout un attachement plus large à l'idée européenne ». Plus loin, ce même quotidien avance que la forte minorité des partisans du « non » s'explique par « un rejet de la technocratie et du monde politique, par la morosité économique, qui favorise le repli sur soi, et par le malaise de la social-démocratie ».

Le *Libre Belgique* marque son soulagement après tous les risques pris : « La France dit « oui » du bout des lèvres. Mais les arrières-pensées de M. Mitterrand en organisant ce référendum, les dérives électoralistes, tout cela n'y change rien : c'est l'Europe et elle seule qui sort vainqueur ».

Outre-Pyrénées, les avis sont plus tranchés. Pour le quotidien *ABC*, « Felipe Gonzalez a laissé les Français décider à la place des Espagnols (...). Or, la majorité des Européens est contre le modèle proposé par le socialiste Jacques Delors et ses copréfessionnaires ». Pour *El País*, « la France n'a pas déçu, la France des Lumières l'a emporté sur la France d'Austrie qui souhaitait se replier sur elle-même ».

Le *Wall Street Journal* est plus sentencieux. Certes, « les Français ont sauvé le traité de Maastricht (...). Ce vote français est susceptible de rejouer les ressentiments d'une part croissante de la population allemande à l'égard du traité de Maastricht, sans toutefois rassurer les Britanniques ». Cependant, « quand bien même l'idée d'une Communauté européenne semblerait atteindre son apogée, il reste beaucoup à faire (...). Dimanche, le vote français a sauvé la Communauté de la paralysie. Reste aux

gouvernements à tirer les conclusions d'une victoire médiocre et d'agir en conséquence ».

La presse italienne, pour sa part, insiste sur la responsabilité prise par M. Mitterrand en organisant le référendum. « Un non français à Maastricht », observe *La Stampa*, aurait constitué bien plus que le refus de l'union monétaire, il aurait représenté un « non » de la France à la coopération avec l'Allemagne et son refus de poursuivre le processus d'intégration européenne ».

La République met fortement l'accent sur les conséquences monétaires d'un « non » français, en particulier en ce qui concerne la lire italienne. « Ce qui avait été considéré comme une crise de parcours sur la voie de la monnaie unique, note le journal, se révèle être, en réalité, bel et bien un étiage de l'objectif même de la monnaie unique, peut-être même sa disparition ». Le quotidien italien souligne : « La crise du SME va se prolonger bien au-delà du référendum français, étant donnée l'impossibilité de déterminer des parités de change qui répondent aux exigences des différentes économies. L'Europe communautaire est en train de couvrir le risque d'une phase d'arrêt, malgré le « oui » français, et l'Italie le risque d'un retour en arrière de quinze ans ».

Corriger

le déficit démocratique

La presse allemande relève la nécessité de corriger le déficit démocratique de l'Europe. Pour le *General Anzeiger* de Bonn, le résultat du référendum français montre que le traité doit être amélioré, même si « une majorité est une majorité ». « Un Parlement européen disposant des pouvoirs du Bundestag doit être créé ».

Pour la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le chancelier Helmut Kohl aura fort à faire pour rallier l'opinion publique au traité, que le Parlement allemand doit encore ratifier. « Les grands partis au Parlement sont confrontés au fait que les Allemands se souviennent déjà avec difficulté des persévérances de l'unification, et ne sont pas particulièrement désireux de se lancer dans une seconde expérience qui engloberait la première ». Le journal ajoute que « en dépit de la petite consolation donnée par la France, le gouvernement allemand doit encore convaincre ».

DIAGONALES

Les voyageurs le savent : les deux signes qu'on se trouve à l'étranger, ou qu'on est revenu chez soi, ce sont la monnaie et la langue. La monnaie, en principe, l'Europe décidera bientôt de n'en avoir plus qu'une. Qu'en sera-t-il de la langue, si inséparable du sentiment national et qui, elle, ne se décore pas ? Le gagnant économique, comme hier le vainqueur militaire, imposera-t-il son idiome au reste du continent ? Négligée lors de la campagne référendaire, obsédée d'économie, cette question a de quoi préoccuper ceux dont le patriotisme, à l'heure des frontières abolies, se réfugie dans l'amour du parler maternel et la conviction de son universalité.

L'Europe a longtemps rêvé de se forger de toutes pièces une langue commune, après le reflux de la latinité. L'histoire de cette quête va être passée en revue, au Collège de France, par un des érudits les plus mirobolants du vieux monde, Umberto Eco. D'octobre à janvier, ce nouveau Pio de La Mirandole rappellera comment les Européens ont cru possible de fabriquer une langue unique, de Dante à Lulle et à Zamenhof, inventeur de l'espéranto.

Ces utopies se sont brisées - et c'est tant mieux - contre une constante historique qui fait de la vie des langues un modèle de démocratie et d'écologie : leurs évolutions dépendent naturellement des peuples, à l'exclusion de tout artifice imposé d'en haut. Même les guerres n'ont pas réussi à assaïler des supramentalités linguistiques durables. Les alternances de victoires et de défaites ont au moins eu cet avantage que les chances des principales langues à vocation fédératrice restent comparables, et intacte la chance du multilinguisme, garant de la civilisation commune.

C'est à peser ces chances que s'emploie un érudit français d'Eco en archéologie des langues, Claude Hagège. Les spectateurs d'« Apostrophes » n'ont pas oublié la prestation époustouflante de ce professeur au Collège de France lorsqu'il présentait son *Homme de paroles* (Fayard, 1989) et *Le Français et les Slaves* (O. Jacob, 1987). Polyglotte comme personne depuis Georges Dumézil, il mettait à l'amer les langues et leurs tribulations, une élégance qui faisait au public l'effet d'une Parnasse...

Quelles langues parlera l'Europe ?

Le Souffle de la langue porte trace de cette jubilation volubile (1). La foi européenne qui se dégage du livre fera regretter aux pro-Maastricht qu'il n'ait pas paru plus tôt. Mais les réflexions qu'il inspire sur la longue durée propre à l'histoire linguistique s'en trouveront dégagées du court terme.

Contrairement à une idée reçue chez les voyageurs, les hommes d'affaires et les amateurs de spectacles ou de chansons, Claude Hagège ne croit pas du tout que l'anglais ait une vocation prépondérante en Europe continentale, sachant qu'en tout état de cause notre Vieux Continent est voué par l'histoire à devenir un modèle de mosaïque linguistique.

L'allemand, plus que l'anglais, pourrait devenir une seconde patrie langagière, malgré son passé de tombeau des langues slaves, les violences auxquelles a souvent conduit la défense des minorités germanophones, et ses manquements des années 30-40 à son destin universaliste. Le nazisme, puis le marxisme de l'ex-RDA ont démontré de façon suicidaire que la langue de Goethe, instrument d'affranchissement recherché comme tel, pouvait servir à manipuler grossièrement les esprits.

Si l'allemand s'est refait une virginité politique, son avenir semble à Hagège moins garanti que ne le font croire l'écrasante domination du mark et nos phobies ancestrales. Il serait le plus perméable à l'anglo-américain (auquel il aurait déjà emprunté plus de trois mille mots), et il se situerait, sans doute à cause de la démographie et des difficultés d'apprentissage qu'il présente, au-dessous du taux de croissance moyen des langues du continent.

Et le français ? Sa vocation européenne est ancienne. Il a trôné au Moyen Age et, après la Renaissance, où l'italien l'a éclipé, aux dix-septième et dix-huitième siècles. Il le devait aux succès de ses armes, mais aussi de ses arts et de ses lois. Cours et universités en ont fait leur latin.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

La déclin commence avec le traité de Paris (1763), qui scelle la prédominance de l'anglais en Amérique et, à terme, sur les relations commerciales du monde. Ce qui ne veut pas dire que notre position soit mauvaise. Claude Hagège la juge meilleure qu'autrefois : à cause de la place que nous avons reconnue à nos parlers régionaux, de nos progrès non négligeables en Amérique du Nord, de nos positions en Belgique, en Suisse, en Afrique, en Asie, de la préférence que nous suscitons chez les peuples de langues romanes en Europe et hors d'Europe, de notre culture du gratuit face à la lassante frénésie du profit... Bien que parlé par moins de personnes que l'espagnol et le portugais, le français connaît une diffusion plus large sur les cinq continents.

Autant d'atouts, à condition de ne pas raisonner à leur sujet en termes, dépassées, de stratégie dominatrice. Hagège fait dépendre notre avenir linguistique en Europe et dans le monde, non de sommations institutionnelles, mais d'une plus grande curiosité pour les langues voisines. Il faut que le plus possible d'Européens apprennent le plus possible de langues d'Europe !

Ce n'est pas un handicap, mais la chance de l'Europe, que sa cohésion, loin de tenir à une langue unique comme aux Etats-Unis (où l'hispanophonie la menace d'éclatement), vienne d'une diversité ancienne et qu'il importe de préserver. Les minorités telles que celles d'Europe centrale pourraient bien trouver des garanties sans précédent dans des arrangements supranationaux comme ceux que nous débattions. Est-ce cette promesse qu'a saluée dimanche le surprenant vote breton au référendum ?

Quelles langues parlera l'Europe du troisième millénaire ? Un peu toutes celles que lui a léguées l'histoire, dont la nôtre, et, pour la première fois, par libre adoption.

De tout le poids de son savoir, Claude Hagège croit à la construction en cours comme à un modèle de sauvegarde des cultures minoritaires, au dépassement des affrontements ou des recroquevillements nationalistes, et à l'essence de l'européen de ses rêves : héros de l'universel parce que polyglotte et nomade !

(1) *Le Souffle de la langue*, de Claude Hagège. Odile Jacob éd., 292 p., 130 F.

ISTH INSTITUT FRANÇAIS DES SCIENCES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE
• D.P.E.C.F.
• D.E.C.F.
• D.E.S.C.F.
TOUTES EPREUVES
Enseignements annuels
SUCCÈS CONFIRMÉS
43 85 59 35 - 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Catalogue Internet
Envoi sur simple demande

APRÈS LE RÉFÉRENDUM SUR L'UNION EUROPÉENNE

Les durs lendemains de M. Bérégozov

Le gouvernement reporte d'une semaine l'examen du budget

Au lendemain du référendum, M. Pierre Bérégozov s'attend à de nombreuses difficultés à l'Assemblée nationale. D'ores et déjà, le gouvernement a décidé de reporter d'une semaine l'examen du projet de budget pour 1993, qui devait avoir lieu le mercredi 23 septembre (lire nos informations en page 28).

Il est des examens qui ne sont que les prémices de nouvelles difficultés. Le référendum européen était de ceux-là pour le premier ministre. Heureux d'avoir été repoussé, même si c'est avec une simple mention « possible », M. Pierre Bérégozov sait que les épreuves qui l'attendent dans les semaines à venir seront pour lui, et ses amis, tout aussi redoutables.

Si la consigne, dimanche soir, était : « pas de triomphalisme », le chef du gouvernement est globalement satisfait de la participation de ses ministres à la campagne référendaire, certains se montrant de bons pédagogues (Mme Elisabeth Guigou), d'autres sachant parler au cœur (M. Bernard Kouchner). Au vu du

résultat, M. Bérégozov se félicite d'avoir lui-même multiplié les interventions médiatiques depuis le début du mois de septembre, jusqu'à en faire une par jour dans la dernière semaine. Certes, à l'heure du scrutin, on regrette que les partisans du « oui » n'aient pas fait une campagne de proximité, de porte à porte. Mais celle-ci ne pouvait être l'œuvre du gouvernement; elle relevait plutôt des élus et des partis.

L'échec de la victoire ne déçoit pourtant pas trop le premier ministre. Dans son entourage, on fait remarquer qu'après douze ans de pouvoir il y a forcément, quelle que soit la qualité du travail accompli, un phénomène d'usure qui aurait pu être évité à M. François Mitterrand, comme il l'avait été au général de Gaulle en 1969. D'autant, ajoute-t-on, que les démagogues, ceux que l'on appelle « les faiseurs de films », dans le lot ou à l'extérieur, ont bien compris que M. Jean-Pierre Chevènement n'est pas béat à faire appel aux sentiments de peur et à prétendre que la construction de l'Europe était la cause de toutes les difficultés, alors que celles-ci ne sont que le fruit du système d'économie ouverte dans lequel se meut la France. C'est parce

que ces deux éléments négatifs n'ont pas empêché le « oui » de l'emporter que M. Bérégozov a parlé, dimanche soir, de « renouveau de l'esprit civique ».

Sous le menace d'une censure

Toutefois, les dossiers que le premier ministre a retrouvés sur son bureau, dès lundi matin, sont particulièrement lourds : la grève des gardiens de prison s'éternise, la grève paysanne couvre toujours, et, surtout, la tourmente médiatique continue à menacer le franc. Est-ce pour cela que le gouvernement va prendre une semaine supplémentaire pour boucler le budget 1993? Il avait été prévu qu'il serait examiné par le conseil des ministres du 23 septembre, un renvoi au 30 n'étant envisagé qu'en cas où le « non » l'aurait emporté. Alors que le « oui » a gagné, le report a, pourtant, été décidé. A l'heure du scrutin, on explique que c'est simplement parce qu'il n'est pas possible d'arrêter arbitrairement la charge de travail de la semaine passée ayant empêché qu'ils le soient à temps. Mais on assure que cela ne veut absolument pas dire que le gouvernement s'apprête à lâcher sa politi-

que économique.

Le budget, pourtant, devra être approuvé par une Assemblée nationale où le gouvernement ne dispose que d'une majorité relative. Or à Mitterrand, chacun est bien conscient que va s'ouvrir le 2 octobre la session parlementaire de tous les dangers. On sait parfaitement que la droite, après son échec au référendum, va chercher à refaire son unité sur le dos du gouvernement.

Les occasions d'une motion de censure ne manquent pas : le budget bien sûr, mais aussi le projet sur la corruption, qui devrait être débattu par les députés, en même temps que les propositions sur la transparence du patrimoine des élus, dès la première semaine, alors que les scandales financiers continuent à ébranler les socialistes, et le texte sur la maîtrise des dépenses de santé, que le gouvernement avait déjà dû retirer en juillet pour éviter d'être traversé par le référendum. Bref, l'heure, il est prévu de ne tenter de franchir cet obstacle-ci que dans la dernière quinzaine de novembre. Le premier ministre, en effet, ne cherche pas à précipiter les événements, et ne souhaite pas une dissolution de l'As-

semblée nationale. Le scénario de Balladur est la base du raisonnement de Mitterrand : comme du temps de la cohabitation, on estime que « le premier qui dégage est mort », car les électeurs ne pardonneraient pas au camp qui donnerait l'impression de se livrer à des manœuvres « politiciennes ». Cette analyse n'empêche pas d'être par-

tiellement conscient du danger. D'autant que même si, à Mitterrand, on s'interdit tout commentaire sur l'état de santé de M. Mitterrand, on ne peut ignorer que l'annonce de la maladie du président de la République complique encore la tâche du premier ministre, et perturbe un peu plus le climat politique.

THIERRY BRÉHER

Les résultats définitifs du ministère de l'Intérieur

	Voix	Total	% par rapport aux inscrits	% par rapport suff. élég.
Inscrits	38 333 696			
Votants	26 711 642			
Abstention	11 622 054	30,31		
Bulletins				
Blancs ou nuls	906 116	2,36		
Suffrages exprimés	25 805 526			
Oui	13 172 718	34,36		51,84
Non	12 632 816	31,95		48,95

Al Parti socialiste

M. Jospin critique la recherche « acrobatique » d'alliés par M. Fabius

Le comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit mercredi 23 septembre, doit tirer les enseignements du scrutin de dimanche et discuter de la préparation des futures élections législatives. Il devra aborder, notamment, le problème posé par M. Jean-Pierre Chevènement et ses partisans, qui avaient fait campagne contre la ratification du traité d'Union européenne. M. Lionel Jospin a critiqué en outre, lundi, la recherche « acrobatique » d'alliances par M. Laurent Fabius.

Près d'un quart des électeurs socialistes, selon un sondage « sortie des urnes » (1) ont voté « non » le 20 septembre. Le résultat du scrutin, dans les départements qui avaient fourni les plus gros bataillons de députés au PS en 1988, confirme la perte d'influence de ce parti, qu'avaient déjà traduite les élections régionales de mars. Le PS est, certes, la formation dont la plus forte proportion d'électeurs a voté pour le « oui » (devant l'UDF et Génération Ecologie, suivis par les Verts, puis par le RPR), mais il peut difficilement revendiquer le mérite de l'issue positive du référendum. Celle-ci, en effet, n'a pas été acquise dans des régions où les socialistes sont en position forte — même s'ils ne sont pas absents de l'Alsace et de la Bretagne — et, surtout, le retard avec lequel ils étaient entrés en campagne ne les autorise pas à se prévaloir du succès final.

Il est vrai que la mobilisation du

Des élections législatives anticipées?

Au-delà des causes conjoncturelles de démobilisation, le PS devait faire face à une réalité qu'il avait déjà pu observer lors des élections européennes de 1984 et 1989 : l'Europe n'est pas un thème porteur dans son électeur traditionnel. Or, c'est à cet électeur qu'il est aujourd'hui réduit, 22 % des Français déclarant qu'ils voteraient pour un socialiste si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui. Que les trois quarts de ceux-là, parmi ceux qui sont allés aux urnes le 20 septembre, aient choisi de voter « oui » n'est pas un si mauvais résultat. Après tout, il était bien clair que le référendum était — pas d'abord, mais aussi — une machine destinée à conforter l'assise présidentielle, plutôt que celle du parti au pouvoir, en obligeant une partie des électeurs de la



droite à répondre « oui » à une question posée par le chef de l'Etat. Sous cet aspect, il passait au-dessus de la tête du PS, et certaines personnalités du parti, M. Jean-Pierre Chevènement par exemple, avaient mis en garde les socialistes contre les risques de déstabilisation que ce scrutin comportait pour eux.

Affablis au lendemain du 20 septembre, certains responsables socialistes, notamment parmi les partisans de M. Laurent Fabius, songent à une dissolution de l'Assemblée nationale, qui leur éviterait, estiment-ils, une descente aux enfers dans les six mois qui viennent, la période s'annonçant économiquement difficile. Revenu dans l'opposition, le PS, selon cette thèse, pourrait faire le bilan de ses échecs, retrouver le contact avec sa « base » et se mettre en ordre de bataille dans la perspective de l'élection présidentielle future. Le premier secrétaire ne partage pas ce point de vue. Il s'est placé, lui, dans la logique d'alliances nouvelles, que le référendum sur l'Europe rendrait, selon lui, à la fois opportunes et possibles, mais il n'a reçu aucun encouragement de la part des « écologistes et progressistes » auquel il a tendu la main.

En outre, M. Lionel Jospin a critiqué, lundi 21 septembre, au « Club de la presse d'Europe », la recherche « acrobatique » d'alliances, en rappelant que les propositions de partage des circonscriptions faites aux Verts, fin août, s'étaient heurtées à une humide fin de non-recevoir. Il a dénoncé « la méthode qui consiste à offrir des circonscriptions sans avoir discuté sur le fond, surtout s'il y a risque qu'on nous claque la porte au nez ». Selon M. Jospin, « la reconstruction d'une crédibilité », pour les socialistes, « prendra plus de temps que certains le pensent ». L'ancien ministre de l'Education nationale s'est inquiété, en outre, des « rumeurs » sur d'éventuelles élections législatives anticipées, qui ne pourraient avoir d'autre conséquence pour les socialistes que « le passage d'une majorité relative à une minorité absolue ».

Le comité directeur du PS, qui se réunit le 23 septembre, aura en tête ces débats et ces hypothèses. Il

devra enregistrer, selon M. Poperon, un résultat qui est « la sanction d'une politique » et prendre des « décisions politiques », faute de quoi les socialistes apparaîtront comme « des poléistes ». L'ancien ministre des relations avec le Parlement souhaite un « électrochoc » et affirme que « les équipes qui nous ont menés là ne sont pas les mêmes que celles qui nous ont menés là ». « En aucun cas je ne voterai la confiance à cette direction », ajoute-t-il, tout en estimant que l'électrochoc ne viendra pas du comité directeur.

Comme M. Jospin, comme M. Michel Rocard aussi, M. Poperon est hostile à toute procédure d'exclusion envers M. Jean-Pierre Chevènement et ceux des amis de l'ancien ministre de la défense qui, comme lui, avaient fait campagne pour le « non ». L'un d'eux, M. Max Gallo, a déclaré, lundi, sur Radio-Strasbourg, se sentir « plutôt en congé du Parti socialiste, qu'encore membre du Parti socialiste ». La question ne se pose pas pour lui, qui siège au Parlement européen, mais d'autres membres du courant Socialisme et République, à commencer par M. Chevènement lui-même, doivent répondre le problème de leur candidature aux élections législatives. Les députés sortants ont déjà été priés de faire connaître leurs intentions — en même temps, d'ailleurs, qu'il leur était demandé de communiquer à la direction la liste des réunions auxquelles ils avaient participé pour le « oui », afin que les instances compétentes du parti se prononcent sur leur investiture. Or, M. Fabius avait affirmé que ceux qui ne partageaient pas les positions du PS sur une question aussi importante que l'Europe ne pourraient se présenter devant les électeurs comme candidats de ce parti.

A travers ce débat, c'est, déjà, la question de la reconquête — du Parti socialiste qui est posée.

PATRICK JARREAU

(1) Sondage effectué par l'Institut BVA, le 20 septembre, auprès de quatre mille deux cents votants, pour France 2, France 3 et Libération, qui en publie les résultats dans son numéro de 21 septembre.

POINT DE VUE

La politique recommence

par Bernard Kouchner

La campagne pour le référendum a été décevante, la fracture, d'un côté, une France ardue qui se débat pour échapper à son échec. De l'autre, une France ouverte sur l'avenir et qui se sent assez forte pour tenir sa place dans l'Europe unie.

Pourtant, rien n'est définitif. Une extraordinaire confrontation a réveillé la France. La politique de congrès et de combats a imploré. Durant cette campagne, dans le pays entier, au cours des réunions, et des meetings, on discutait comme jamais depuis longtemps. Nous avons tous ensemble découvert à quel point nous souffrions d'absence de dialogue et de communication : la France est un pays qui parle, cette fois on se parle. Notre société a retrouvé le respect, l'honneur, et même le plaisir de la politique.

Car la démocratie est aussi un plaisir.

Le combat pour Maastricht, pour l'Europe, a été engagé trop tard. Il n'est pas question de se laisser dépasser ainsi par les prochaines échéances. Nous connaissons très bien les problèmes que nous avons à affronter dans les années qui viennent, avant qu'ils ne dégénèrent en crises graves :

- la violence, le sida, la toxicomanie, la prostitution, une certaine insécurité dans les banlieues et dans les villes ;
- le système de soins et d'éducation : dans une société riche et intégritaire, que voulons-nous et qu'acceptons-nous de payer ?
- les problèmes éthiques liés par l'avancée de la médecine et des sciences ;
- la protection de l'environnement, la gestion de notre territoire et de nos paysages dans une crise agricole qui n'est pas près de finir ;
- un déséquilibre croissant entre le Nord et le Sud de la planète, entre les riches et les pauvres. Aujourd'hui même, deux millions d'hommes sont menacés de mort en Somalie. Du monde entier, ils sont des millions à frapper à notre porte ;
- une défense européenne, la nécessité d'une diplomatie commune qui préviendrait les conflits, avant qu'ils n'éclatent, et d'abord en Europe. Il est si difficile d'écrire une guerre, nous devons intervenir avant.

Aucune de ces questions ne sera réglée par la victoire électorale de la droite et de la gauche. Nous nous retrouverons fatalement à des villages, des débats, des fractures comme ceux qu'a suscités en France le référendum sur le traité de Maastricht.

Croyez-vous que la classe politique ait tiré la leçon de cette formidable discussion ? Pendant trois mois, des centaines et des centaines ont tenu sur l'Europe la même lan-

guage que les socialistes, que beaucoup d'écologistes, que ces milliers de gens venus de la société civile et qui ont pris la parole. Mais ces hommes s'écartent déjà les uns des autres : songent aux législatives, ils sont prisonniers de leurs étiquettes et de leurs alliances. Dans chaque circonscription, les centristes du « oui » vont retrouver leurs anciens amis, la droite du « non » ? Les socialistes vont-ils faire jouer la vieille discipline pour attirer les dernières voix communistes ?

Changer de méthode

C'est à réfléchir. Dans ce cas, malgré l'urgence, malgré le choc du référendum, il faudra attendre l'élection présidentielle, là où le débat portera enfin sur des idées, et non pas sur des étiquettes dépassées. Si les hommes politiques ne comprennent pas ce qui a changé, si on ne peut pas les bouger, il faudra bien changer de méthode.

L'action humanitaire n'est pas l'aité d'une politique classique. Elle est une façon de faire de la politique autrement. Devoir d'initiatives : les principes en sont simples, et s'appliquent aussi bien à l'extrême urgence des catastrophes lointaines qu'à la vie quotidienne des Français :

- prendre les problèmes et les hommes un par un, au-delà des idées préconçues et savoir gérer cette diversité ;
- dépasser le manichéisme : il n'y a pas des milieux de droite et des milieux de gauche ;
- joindre le geste à la parole : on ne s'en tire pas avec la séparation des penseurs et des exécutants ;
- prévenir les conflits plutôt que d'arriver trop tard ;
- toujours aller sur le terrain.

Lorsque, dans les campagnes, des paysans tombent en faillite, ne brandissons pas des chiffres et des certitudes : soyons à leurs côtés, inventons avec eux. Lorsque, dans les banlieues des villes, des jeunes gens désespérés passent la nuit dans les rues, parlons et reconstruisons avant de condamner.

Au lendemain de ce référendum, je ne prétends pas avoir les solutions que réclame la France. Mais quelles sont les questions ? Quelles que vous ayez posées en prenant position pour le « oui » ou le « non », celles que personne n'écoute sauf la France, ont redonné une âme à la France, donné une âme à l'Europe.

Ne retournons pas trop vite à nos calculs électoraux, ne nous arrêtons pas sur cette course victorieuse : la politique recommence.

Bernard Kouchner est ministre de la Santé et de l'Action humanitaire.

litec
CODE CIVIL
1992-93

Textes à jour
au 15 mai 1992

CODE CIVIL

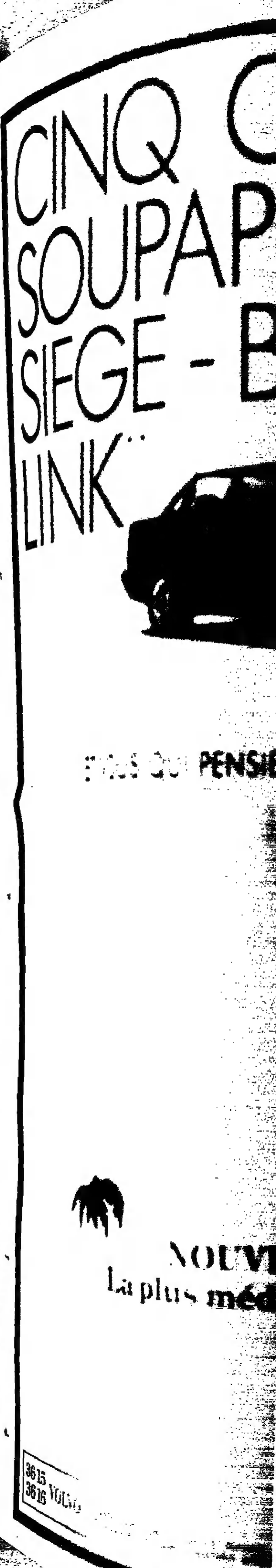
1706 pages
162F (Franco: 187F)

En vente chez votre librairie ou :

litec

27, place Dauphine - 75001 PARIS - 28, rue Soufflot - 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques - 75005 PARIS

Annoté par
André LUCAS
Professeur
à la faculté de Droit
de Nantes.
Edition annuelle avec
une mise à jour
gratuite.



هكذا من الإمل

EUROPÉENNE

du budget

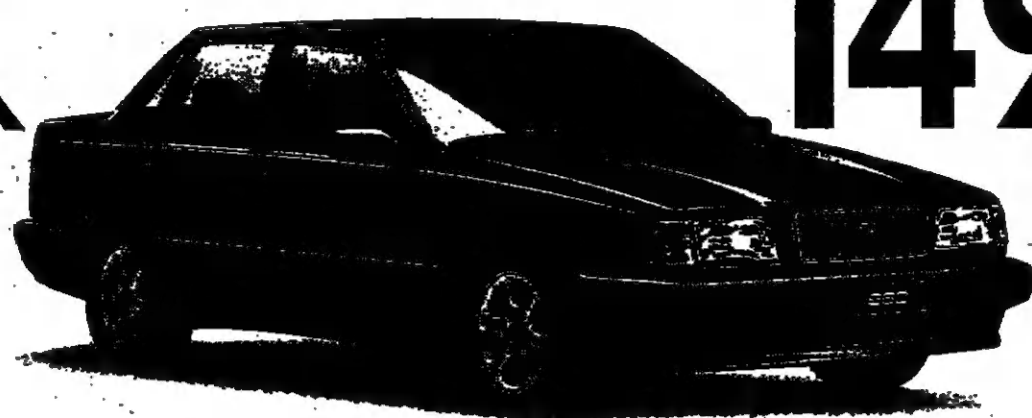
Les résultats de l'enquête

politique recommandée

• Le Monde • Mercredi 23 septembre 1992 7

15

CINQ CYLINDRES, 20
SOUPAPES, ABS, SIPS*
SIEGE - BEBE, DELTA-
LINK**
149900F***



ET VOUS QUI PENSIEZ QU'UNE VOLVO N'AVAIT PAS DE PRIX



NOUVELLE VOLVO 850 GLE
La plus méditerranéenne des Suédoises.

3615 VOLVO
3616

* SIPS : Side Impact Protection System : Protection en cas de choc latéral.
** Delta link : Nouvelle suspension arrière à effet autodirectionnel.

VOLVO

AUTOUR 3000 LITRES/100KM *** Jantes alliage en option. Tarif au 24/08/92.

APRÈS LE RÉFÉRENDUM SUR L'UNION EUROPÉENNE

En réunissant le conseil national de son mouvement

M. Chirac demande la confiance des cadres du RPR

Au cours d'une réunion extraordinaire, mercredi 23 septembre à Paris, du conseil national du RPR, M. Jacques Chirac souhaite vérifier sa légitimité en organisant un vote de confiance.

Les «anti-Maastricht» conduits par MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua attendent, pour leur part, des «signes» de l'ancien premier ministre.

Séguin et Charles Pasqua, n'abandonnent pas l'«après-Maastricht» de la même manière. Le clivage européen se double implicitement désormais d'un nouveau clivage sur la cohabitation à venir.

Soulagé par la victoire du «oui», le président du RPR a rapidement décidé de réunir le conseil national du mouvement démocratique, instance majoritairement hostile à Maastricht dans laquelle siègent notamment les parlementaires, les députés européens et les secrétaires départementaux, pour lui poser, indique son entourage, «la question de confiance».

M. Chirac ne court aucun risque, cependant, d'être désavoué, mercredi 23 septembre, par le parlement du parti. Tournaient en dérision cette démarche du maire de Paris, M. Séguin n'a-t-il déclaré, lundi soir sur France 2, qu'il obtiendrait «98 %, 99 %, 100 % ou même 102 %» car «le problème n'est pas là, nous ne mettons pas en cause la légitimité de Jacques Chirac».

Le maire d'Épinal a précisé sa pensée en ajoutant : «Nous voulons un changement de politique demain pour le nouveau gouvernement de la France et nous ne voulons pas voir

faire la politique de M. Bérégovoy sans M. Bérégovoy». Il ne faut pas être grand clerc pour saisir que l'allusion est destinée à M. Edouard Balladur. L'ancien ministre de l'économie avait déjà été la cible, notamment à la réunion du Zénith à Paris (le Monde du 15 septembre), de M. Pasqua et il avait fait l'objet d'une campagne massive et anonyme sur ses «reniements» concernant la monnaie commune, dont il était un partisan contre la monnaie unique. Mis à part M. Balladur, le président du groupe RPR du Sénat n'a jamais caché le peu de fois que lui inspire M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, qui, avec M. Alain Juppé, secrétaire général, sont les deux autres dirigeants en point de mire des «anti-Maastricht».

Le débat sur la cohabitation

Dans l'entourage de M. Chirac, on indique que, si telle est la volonté des amis de MM. Séguin et Pasqua, il est «hors de question» que le président du RPR se sépare de collaborateurs qui ont œuvré dans le sens de sa politique. Cette précision n'est pas de mise puisque

les deux chefs de file de la fronde de février 1990 affirment qu'ils ne sont «candidats à rien». M. François Fillon, député de la Sarthe et proche de M. Séguin, a pourtant indiqué dès lundi, dans la Croix, qu'il y a «une nouvelle ligne politique, une nouvelle organisation du mouvement à négocier». Si les mots ont un sens, cela signifie qu'il faut d'autres hommes pour une autre politique.

En toile de fond du nouveau clivage qui se dessine, la cohabitation est en passe de prendre le relais de Maastricht. Forts de leur score au sein de l'encadrement et de l'électorat du RPR, MM. Séguin et Pasqua rejettent implicitement l'approche de la gestion d'une victoire de la droite aux législatives que compte faire M. Chirac. Le fait de viser prioritairement M. Balladur, «premier ministrable» potentiel, est là pour le rappeler. Il est probable que le député des Vosges et le sénateur des Hauts-de-Seine veulent capitaliser leur audience actuelle en poursuivant le combat sur ce terrain alors que M. Chirac affirme, de son côté, que la cohabitation est «inscrite» dans les institutions.

OLIVIER BIFFAUD

Les réactions politiques et syndicales

Dans le camp du «oui»...

■ M. Quilès (PS) : «Quand on gagne, on gagne». M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, a déclaré, lundi 21 septembre, que «quand on gagne, on gagne», précisant que l'écart de 540 000 voix en faveur du «oui» correspond «à peu près à l'équivalent de deux départements français». Établissant un parallèle entre le scrutin et les performances sportives, le ministre a fait observer qu'un «dixième de seconde en course, un centimètre à la perche, c'est la victoire».

■ M. Le Pen (PS) : L'outre-mer a «contribué à la victoire de l'Europe et de la France». M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a déclaré, lundi 21 septembre, que l'outre-mer, dans son ensemble, s'est clairement prononcé en faveur de l'Europe. Le «oui» recueilli, au total, près de 70 % des suffrages exprimés, «a été la fillette de ce que l'outre-mer ait amplifié, conforté et finalement enrichi la victoire de l'Europe et de la France».

■ M. Durieux (maj. prés.) : «La reconnaissance a marqué un point, même si elle n'est pas finale». Il a ajouté qu'il souhaitait «ardemment» que «se rassemblent des hommes du centre, du Parti socialiste et des modérés de l'UDF et du RPR qui sont en fait d'accord sur l'essentiel».

■ M. Barrot (UDF-CDS) : «Une alternance claire et courageuse». M. Jacques Barrot, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a affirmé, lundi 21 septembre, que «l'UDF apportera toute sa détermination à une alternance claire et courageuse qui entreprendra les réformes dont la France a besoin pour jouer le rôle moteur qui doit être le sien en Europe».

■ M. Besson (UDF-CDS) : «Le petit «oui» se crée pas la dynamique indispensable à l'Union européenne». M. Bernard Besson, secrétaire général du CDS, s'est déclaré, lundi 21 septembre, «heureux pour l'Europe et pour la France du vote du dimanche 20 septembre», même s'il «regrette le petit «oui» de notre pays, qui ne crée pas la dynamique indispensable à l'Union européenne».

■ M. Giamatti (CNI) : «En aucun cas le succès du pouvoir socialiste». M. Jean-Antoine Giamatti, président du CNI, a déclaré, lundi 21 septembre, que «le CNI est particulièrement fier d'avoir contribué au succès du «oui», qui n'est en aucun cas le succès du pouvoir socialiste mais celui de tous les hommes de bonne volonté fidèles à une tradition vieille d'un demi-siècle».

■ M. Nordmann (UDF, Parti radical) : «Contre-pouvoir démocratique». M. Jean-Thierry Nordmann, vice-président du Parti radical, a estimé, lundi 21 septembre, que la campagne référendaire avait montré le besoin d'un Parlement européen

jouant son rôle de contre-pouvoir démocratique», ajoutant que les résultats «devraient donner de nouvelles chances à Strasbourg d'être le siège du Parlement européen».

■ M. Marchelli (CFE-CGC) : «Il faut maintenant être prudent». M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, s'est déclaré, lundi 21 septembre, du «vote plein de bon sens des Français et Français». «Toutefois, a-t-il ajouté, il faut maintenant être prudent par rapport au traité de Maastricht, dont l'approche a été trop technocratique et dont certaines applications devront être corrigées du vote négatif de la moitié des Français».

■ M. Herzig : «Contraintes l'Europe autrement». M. Philippe Herzig, membre du bureau politique du PCF, a déclaré, lundi 21 septembre, que «Beaucoup de ceux qui ont dit «oui» et la plupart de ceux qui ont dit «non» veulent que nous construisions l'Europe autrement. Si la classe politique ne reçoit pas ce message elle va mettre à côté de la plaque. Le cadre monétaire est déjà caduc, donc nous devons nous engager à travailler».

■ La CGT : «Un avertissement sérieux». La CGT a estimé, lundi 21 septembre, que les résultats du référendum «confirment la profondeur, parmi les salariés, du mécontentement, des inquiétudes mais aussi des exigences de progrès social dans notre pays et dans la construction européenne». Selon la CGT, ces résultats sont «un avertissement sérieux vis-à-vis de tous ceux qui veulent, avec le traité de Maastricht, perpétuer dans la remise en cause des garanties sociales, dans le glissement de nos atouts industriels et des services publics, dans la promotion de la précarité, dans la destruction d'un tissu vital».

■ ADS-AREV : «L'ampleur du vote». L'ADS-AREV, rassemblant des écologistes, progressistes et des écologistes de gauche, a estimé, dimanche 20 septembre, que «l'ampleur du vote, majoritaire, semble-t-il, chez les ouvriers, les employés

et les paysans, montre que l'adhésion populaire à l'Europe de Maastricht est loin d'être acquise», ajoutant que «la renégociation des traités européens apparaît plus que jamais nécessaire».

■ Le Recours : Un «coup de frein donné à la ratification». Le Recours-France, organisation de défense des rapatriés, qui avait fait campagne pour le «non», s'est réjoui, lundi 21 septembre, du «coup de frein donné à la ratification du traité de Maastricht». «Les résultats de tous les départements du sud de la France, où les communistes, les socialistes et les radicaux sont massivement implantés, reflètent nettement le succès du «non», à la seule exception de la Haute-Corse», a souligné M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement.

■ Alliance populaire (extrême droite) : «Raisons les atouts fédéralistes». M. Jean-François Touré, député général de l'Alliance populaire, formation d'extrême droite fondée par d'anciens militants du Front national et du Parti des forces nouvelles, a estimé, lundi 21 septembre, que «la victoire à la Pyrénées du «oui» ne peut dissimuler la volonté exprimée par presque un électeur sur deux de défendre l'indépendance, la souveraineté et l'unité nationales et de refuser les utopies fédéralistes».

■ Les hebdomadaires d'informations générales : «Le traité de Maastricht, l'événement du jour». L'Express et l'Express ont paru exceptionnellement mardi 22 septembre, afin de rendre compte des résultats du référendum sur le traité de Maastricht.

■ M. Froment-Meurice (CDS) remplace M. Borloo au Parlement européen. M. François Froment-Meurice, adjoint au maire de Montmorency (Val-d'Oise) et ancien secrétaire général du groupe UDF de l'Assemblée nationale, est devenu député européen, en remplacement de M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et conseiller régional de la région Nord-Pas-de-Calais, touché par la règle internationale du cumul de mandats. M. François Froment-Meurice était en neuvième position sur la liste conduite par M. Simone Veil aux élections européennes de juin 1989. M. Borloo figurait à la deuxième place.

Dans les régions et les départements

Rhône-Alpes fidèle à son image européenne

Avec 54,42 % de «oui», la région Rhône-Alpes est, après l'Alsace (55,58 %) et la Bretagne (59,86 %), l'une de celles qui ont le plus largement approuvé le traité de Maastricht, dans les mêmes proportions que l'Île-de-France (54,44 %) et la Lorraine (54,43 %).

LYON

de notre bureau régional

A ce référendum sur le fil du rasoir, Rhône-Alpes a tranché par un «oui» presque confortable : 54,42 %. Certes, la région se targue d'entretenir des relations suivies avec le Bade-Württemberg, la Catalogne ou la Lombardie, et ses principales métropoles, Lyon et Grenoble, se drapent d'un avenir à l'échelle de l'Europe. Logiquement, Rhône-Alpes ne pouvait donc pas faillir au moment du choix. D'autant que ses grands élus de droite, de M. Charles Millon (UDF-FR) à M. Michel Noir (ex-RPR), de M. Bernard Bosson (CDS) à M. Alain Carignon (RPR) avaient pris le parti de dire «oui» à la ratification et de le faire savoir. Tout comme ceux du Parti socialiste, MM. Jean-Jack Queyranne, Jean Popereau, Jean-Pierre Cot ou Louis Mermez.

Lyon (50,28 %), Grenoble (53,44 %), Saint-Etienne (54,06 %), Chambéry (58,75 %), Annecy (54,46 %), Val de Saône (53,01 %) ont donc penché de tout leur poids dans la balance du «oui». Certes, il y a eu l'acquiescement en la demeure. Car la campagne des tenants du «non», les meetings animés, en solo ou en duo, par MM. Charles Pasqua, Philippe Séguin ou Philippe de Villiers, ont connu un grand succès. Pourtant, à l'évidence, le message n'est pas passé.

L'électorat de droite, largement majoritaire dans la région, a choisi un «oui» franc, qu'a accompagné, sans trop de casse, celui, plus modeste, du Parti socialiste. Et c'est le «non» des basiliens, principalement dans les bastions du PCF, qui a surtout fait entendre ses voix. A

l'appel de maires communistes orthodoxes, comme M. André Gerin à Vénissieux (Rhône), de refondateurs comme M. Maurice Chazier à Vaulx-en-Velin (Rhône), ou entre les deux, comme M. Théo Vial-Massat à Firminy (Loire). Ces élus sont restés plutôt sobres dans leurs commentaires, sachant très bien que les pourcentages honorables de ce «non de gauche» obtenus dans leurs communes (55 % en moyenne) tiennent aussi à la puissance électorale du Front national. Tous ont en mémoire les scores du parti d'extrême droite aux dernières élections régionales et cantonales (de 15 à 30 %). L'influence des thèses du FN a aussi, sans aucun doute, consolidé le «non» dans les zones rurales, auprès, par exemple, des vitiiculteurs du Beaujolais.

Les craintes de la Drôme

Mais ce référendum a aussi été fait d'exceptions. Ainsi, les communes communistes de la banlieue grenobloise ont-elles affiché des résultats favorables au «oui», le maire de signaler que leur sociologie électorale a sensiblement évolué. Surtout, le tableau de Rhône-Alpes, région ouverte à l'Europe, a été sérieusement entaché par un de ses huit départements : la Drôme et ses 50,45 % de «non».

Ce département continue à cultiver sa différence. Jusqu'en mars dernier, il était le seul de Rhône-Alpes à être dirigé par le Parti socialiste. Aujourd'hui, son «non» concorde à la fois le refus du TGV, les soucis des producteurs de fruits en butte à la baisse des prix, à la gève des rustiques puis aux manœuvres des forces de l'ordre, à la crainte de cette crise économique qui vide ses industries traditionnelles. Son «non», puisé pourtant dans des zones favorables à la gauche, le rapproche de celui de la Provence-Alpes-Côte d'Azur. La Drôme se sent un peu abandonnée, au sud de Rhône-Alpes, région de pôles d'excellence. Elle ne veut pas être seulement un couloir de circulation de l'Europe en marche.

BRUNO CAUSSÉ

Le refus «instinctif» de la Dordogne

Avec 58,97 % de «non», la Dordogne est l'un des départements où le refus de l'Union européenne s'est exprimé le plus nettement. Seuls quatre départements se sont montrés encore plus opposés à la ratification : la Somme (58,93 %), le Pas-de-Calais (58,15 %), le Var (57,57 %) et la Haute-Corse (57,04 %).

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

A la ville et à la campagne, dans les zones industrialisées comme dans le vignoble bergerschais, les Périgourdins ont voté «non» sans l'ombre d'une hésitation : 58,97 % des électeurs ont censuré Maastricht, pas un seul des cinquante cantons du département ne s'est prononcé pour la ratification du traité. Si la défaite du «oui» n'a pas surpris, son ampleur a étonné. Chaque année, des centaines de milliers de touristes étrangers posent leurs valises au «pays de l'homme». Ces ressortissants de la CEE font vivre des milliers de personnes, remplissent les restaurants, réjouissent les hôteliers et font la queue pour visiter le facsimilé de Lascaux. Sans eux, l'économie du tourisme battrait de l'aile. Il n'empêche qu'à Sarlat, aux Eyzies, à Montignac ou au Bugue, les urnes se sont mûries de l'Europe.

«La civilisation s'en va»

Depuis plusieurs années, le Périgord a su pourtant accueillir des milliers de citoyens britanniques sans faire d'histoires. Ces afflux de sang neuf a sauvé des villages d'une mort certaine. C'est le cas de Bouffières-Saint-Sébastien, une petite commune d'un peu plus de 200 habitants du Ribéracais. Le seul commerce est tenu par des Anglais. Il s'agit d'un restaurant qui sert plus facilement du confit que du pudding. Les «rosbeefs» et les «mangueurs de grenouilles» s'y retrouvent fréquemment à l'apéritif. En dépit de cette amicale cordiale, Bouffières-Saint-Sébastien a choisi le camp du non : 72 suffrages contre la ratification, 54 en sa faveur.

«Le «non» périgourdin est un «non» instinctif», observe

M. Gérard Fayolle, président (RPR) du conseil général, avant d'expliquer : «Les écoles ferment, La Poste supprime des recettes, tout fait le camp ! La civilisation s'en va et les gens d'ici partent vivre dans les banlieues. Ils ne partent plus l'occident, bientôt on les forcera à s'exprimer en anglais. On préfère les oublier pour construire un monde où les salaires seraient les mêmes que dans la Colombie aux Philippines. Quel intérêt d'être une super-puissance si c'est pour vivre entassés dans des sardines ? Et puis, quelles vont être les valeurs de l'Europe ? Si c'est l'humanisme, point n'est besoin de Maastricht. Montaigne était un paysan périgourdin».

M. Yves Guéna (RPR), sénateur et maire de Périgueux, a revendiqué le succès du «non» pour sa paroisse. Le Parti communiste qui résiste bien dans cette ancienne terre SFIO, a fait de même. Idem pour les chasseurs qui, depuis plusieurs années, réservent le meilleur de leur poudre aux «technocrates bruxellois». Mais le verdict de dimanche va bien au-delà de ces adhésions partielles. La Dordogne a le sentiment que son avenir ressemble à un faire-part de décès. M. Michel Debat, conseiller général de Montignac, se définit comme un socialiste à états d'âme. S'il a choisi un bulletin «oui», ce n'est pas de gaieté de cœur. Il confie : «Chez nous, on se trop souvent aux enterrements. Cela crée un état d'esprit. En vingt ans, le nombre d'agriculteurs est passé de 104 000 à 32 000. Le tissu rural se rompt. Chaque jour, les ronces et les arbrès gagnent un peu plus. Il n'y a plus personne pour couper les joies. Les paysans ont l'impression que, avec Maastricht, le pouvoir part encore plus loin. Et ils n'accordent plus aucune confiance aux partis politiques, qui ne s'intéressent au monde rural que lorsqu'il est dans l'opposition».

A cela s'est ajoutée la crainte de l'Allemagne. Diffuse, mais bien réelle ! Le Périgord n'a pas oublié les maisons incendiées et les poteaux d'exécution de la dernière guerre. Combien de générations faudra-t-il pour tourner la page ? Lorsque les communistes ont affirmé par l'intermédiaire d'un de leurs chefs de file : «Maastricht, c'est l'esprit de Munich», ils n'ont pas préché dans le désert.

DOMINIQUE RICHARD

L'ALBUM 92

Le Monde

PLANTU est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

“Trans-Europe Express”

Qui veut nous entraîner dans cette politique-fiction de l'après Maastricht ? *

36 17 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé, 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Trans - Europe

Le général Alfred Morand de...
à l'action de l'ONU

Le président américain annonce...
à l'aide à l'éco...

Vous n'êtes pas...

55 من الإجمالي

ÉTRANGER

Le Monde • Mercredi 23 septembre 1992 • 9

SOMALIE : après avoir conquis le sud du pays

Le général Aidid menace de s'opposer à l'action de l'ONU

Après cinq mois de campagne dans le sud du pays, le général Mohamed Farah Aidid, chef de l'une des deux principales factions qui se disputent les ruines de la Somalie, est revenu à Mogadiscio où il a été accueilli en héros. Il n'a pas perdu de temps pour croquer la fer avec les Nations unies : « Sans notre accord, les quelque 3 500 casques bleus supplémentaires ne pourront pas se déployer dans le pays », a-t-il déclaré dès son arrivée, samedi 19 septembre.

NAIROBI

correspondance

Après plusieurs mois de refus, le général Aidid avait fini par accepter le déploiement dans la capitale de 500 soldats de l'ONU, chargés de protéger les opérations humanitaires. Pourquoi rejette-t-il aujourd'hui avec tant d'insistance un renforcement du contingent onusien ? Veut-il faire monter les enchères ? Le chef de clan se sait incontournable et voudrait sans doute que les Nations unies le reconnaissent comme leur principal interlocuteur. Mais il redoute que le cantonnement de « casques bleus » sur « son » territoire ne porte atteinte à son autorité.

L'« homme fort » de la Somalie se targue de contrôler, par l'intermédiaire de l'Alliance nationale

somalienne (ANS) qu'il a créée avec trois autres mouvements, « les deux tiers de la Somalie, en termes de territoire et de population, ainsi que les deux fleuves du pays ». « Nous pouvons nous charger de mettre un terme à l'insécurité avec une force de police de 6 000 hommes, pour peu qu'on nous aide à l'organiser », insiste le général Aidid, en affirmant à qui veut l'entendre que M. Bernard Kouchner, ministre français de la santé et de l'action humanitaire, lui a « promis des uniformes pour la police », lors de son passage, en août dernier. En fait, la semaine dernière, l'ambassade de France à Nairobi a remis aux Nations unies 500 tenues destinées aux dockers qui seront employés par l'ONU.

Des méthodes expéditives

Les tentatives de l'ancien ambassadeur en Inde du président Barré pour se poser en homme de la situation sont souvent démenties par les faits. Samedi, au moment où il donnait une conférence de presse devant des journalistes venus le voir à Bardera (350 kilomètres au sud de Mogadiscio, son quartier général pendant cinq mois), une quarantaine de ses hommes menaçaient de leur arme le responsable local de l'organisation humanitaire Care pour lui voler plusieurs barils de carburant. Quelques instants plus

tard, des miliciens chargés de la sécurité des convois alimentaires venaient exiger une commission de 10 % sur les 30 tonnes de vivres déchargées quotidiennement par les avions du Programme alimentaire mondial (PAM).

Ailleurs, dans les villes de Baidoa et de Kismayo notamment, on fait état de tensions, voire d'acrobies, entre les partisans du général Aidid et leurs alliés locaux, en principe unis au sein de l'Armée de libération de la Somalie (ALS). Pas plus que les autres chefs de guerre, le rival du président par intérim Ali Mahdi ne semble contidier ses troupes. Sa « pacification » du Sud pourrait d'ailleurs être remise en question, car il n'est pas exclu que les combattants du Front national somalien (FNS), rassemblant les Marches (le clan de l'ancien président Siad Barré), profitent du départ de M. Aidid pour reconquérir leur territoire, d'où ils avaient été chassés en mai.

Le général a promis de « chasser les bandits du port et de l'aéroport de Mogadiscio ». Ce qui fait craindre une reprise des combats dans la capitale. Car les clans qui contrôlent aujourd'hui ces deux endroits stratégiques (et lucratifs, en raison des taxes de plus en plus lourdes acquittées par les organisations humanitaires) ne s'en laisseront pas déloger facilement.

JEAN HÉLÈNE

ÉTATS-UNIS : alors que cet argument laisse l'opinion indifférente

M. Bush dénonce à nouveau l'absence de passé militaire de son adversaire démocrate

Lancé, à propos de son passé militaire, sa plus virulente attaque contre son adversaire démocrate, M. George Bush a laissé entendre, lundi 21 septembre, que M. Bill Clinton, le gouverneur de l'Arkansas, n'était pas digne d'assurer une des plus importantes fonctions dévolues au président des États-Unis : être le commandant en chef des forces armées américaines.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président et candidat républicain, qui avait déjà, en 1988, mis en doute le patriotisme de son concurrent d'alors, M. Michael Dukakis, n'était encore jamais allé aussi loin dans la critique du passé militaire de M. Clinton - ou, plus exactement, de l'absence de passé militaire du candidat démocrate. Etudiant en 1969 et 1970, en pleine guerre du Vietnam, M. Clinton, notamment appuyé par un des sénateurs d'Arkansas, M. William Fulbright, avait bénéficié d'un sursis et de dérogations diverses pour échapper à la conscription, dans des conditions apparemment légales mais qu'il n'a jamais très clairement exposées.

Interrogé par une radio new-yorkaise, M. Bush a accusé M. Clinton de « n'avoir pas dit toute la vérité, rien que la vérité ». Il a assuré que le

peuple américain « avait le droit de savoir » et a sommé M. Clinton de s'expliquer. Le président est allé un peu plus loin. Il a accusé son adversaire d'avoir un jour qualifié les forces armées américaines d'« immorales » et il a ajouté : « J'estime que le commandant en chef des forces armées ne doit pas penser que celles-ci sont immorales (...) Enfin, peut-être a-t-il changé d'avis depuis... » A six semaines du scrutin présidentiel, c'est le genre de petite phrase qu'on lâche comme un paquet piégé. La stratégie est claire : revenir sans cesse sur ce fameux sursis pour saper la crédibilité d'un Bill Clinton, qui, avec 21 points d'avance, selon la dernière enquête d'opinion publiée par le Washington Post, tient toujours la tête dans les sondages.

L'affaire des prisonniers du Vietnam

M. Bush faisait référence à une lettre que M. Clinton avait adressée en décembre 1969 au commandant du bureau de recrutement de l'Arkansas pour le remercier de lui avoir obtenu une prolongation de son sursis et lui éviter d'aller au Vietnam. M. Clinton avait vingt-trois ans. Il écrivait que les jeunes Américains « attendent » toujours leur pays, mais « craignent » (l'original) de fuir l'armée au Vietnam. La Maison Blanche a dû reconnaître dans la soirée que M. Clinton n'avait jamais utilisé le terme « immoral », mais elle s'est refusée à revenir sur la

déclaration de M. Bush. Fidèle à une tactique d'équilibre et de silence sur cette affaire, M. Clinton n'est pas entré dans la polémique. Il s'est borné à rappeler qu'il venait de recevoir le soutien public et chaleureux d'un ancien chef d'état-major, l'amiral William J. Crowe, qui servit sous les présidents Reagan et Bush. Bref, une personnalité militaire de poids, venue prendre la défense du jeune suritaire de la fin des années 60.

Ce débat se déroule au moment où la guerre du Vietnam fait de nouveau la une de la presse. L'occasion est une série d'auditions devant une commission du Sénat qui, depuis un an, a ouvert un dossier toujours très sensible : y a-t-il eu des prisonniers de guerre abandonnés à leur sort au moment du retrait des troupes américaines du Vietnam en 1973 ? Pour la première fois, deux anciens secrétaires à la défense, M. James Schlesinger et M. Melvin Laird, se sont refusés, lundi, à en exclure l'hypothèse. M. Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'État, devait être entendu mardi.

Si l'affaire des prisonniers de guerre mobilise toujours les Américains, celle du sursis de M. Clinton paraît les laisser indifférents : à en croire un sondage ABC/Washington Post, 82 % des personnes interrogées disent qu'elles n'attachent aucune importance au dossier militaire du candidat démocrate.

ALAIN FRACHON

DIPLOMATIE

Devant l'assemblée générale des Nations unies

Le président américain annonce une réorganisation de l'aide à l'étranger

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

M. George Bush a évoqué, lundi 21 septembre, devant l'Assemblée générale de l'ONU, les opérations de maintien de la paix de plus en plus nombreuses et les dangers de la « violence ethnique » dans l'ex-Yougoslavie pour estimer qu'il faut renforcer l'action des Nations unies et celle des différentes instances régionales, en matière de prévention des conflits notamment.

Le président américain propose que le Conseil de sécurité tienne une réunion spéciale sur ce thème, développée par le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, dans son Agenda pour la paix.

Plus concrètement, M. Bush considère que les pays membres, invités à stocker des denrées pour répondre rapidement aux besoins humanitaires, doivent aussi entraîner des unités militaires nationales qui pourront être mises à la disposition du secrétaire général « très vite et à sa demande ».

Le président Bush a demandé à son secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, de prévoir, dans les écoles militaires américaines, des programmes permanents de maintien de la paix.

« Réduire la bureaucratie »

Précisant que les États-Unis sont prêts à mettre leur « expertise militaire » au service des Nations unies, le président Bush envisage également d'ouvrir certaines bases américaines à l'entraînement de futurs effectifs multinationaux de « casques bleus ». Parallèlement, le gouvernement américain va revoir la façon dont il finance les opérations de paix de l'ONU et réfléchir aux moyens d'assurer un « soutien financier adéquat » aux opérations humanitaires, a ajouté M. Bush, en omettant toutefois de préciser si son pays envisage de régler les centaines de millions de dollars d'arriérés qu'il doit à l'organisation.

Dans un autre registre, le président américain a estimé que le Conseil de sécurité devait devenir le forum principal de la non-prolifération nucléaire. Dans cet esprit, il a suggéré que

le Conseil s'engage à fournir son assistance à tout État qui serait victime d'une agression à caractère nucléaire et qui aurait signé le traité de non-prolifération. Enfin, M. Bush a suggéré la mise en place d'un « système coopératif de défense » contre les attaques de missiles balistiques.

En matière économique, le président américain a admis que depuis 1945, « l'aide à l'étranger a souvent été utilisée comme une arme au service de la guerre froide », pour contrer l'influence soviétique dans le

tiers-monde. Il propose de « réduire la bureaucratie » dans toutes les institutions qui, aux États-Unis, administrent l'aide à l'étranger, afin de concentrer cette assistance sur les programmes de développement du secteur privé et sur les pays ayant entrepris des réformes économiques.

La première disposition nouvelle consistera à prélever, avec l'accord du Congrès, 1 milliard de dollars sur le montant de l'aide à l'étranger pour accorder des crédits aux entreprises américaines offrant leur savoir-faire

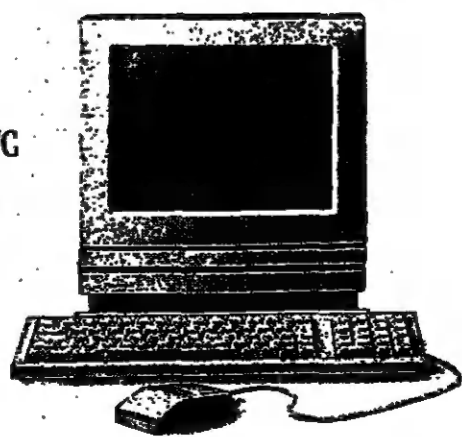
technique, leurs marchandises et leurs services aux pays qui ont entrepris des réformes.

De même, la mission de l'Agence internationale de développement sera revue et les programmes de l'Export-Import Bank (un organisme gouvernemental) seront « sensiblement accrus » de façon à s'assurer que « les produits et la technologie » des États-Unis servent à promouvoir l'investissement dans un environnement économique axé sur la croissance, a ajouté M. Bush.

SERGE MARTI

15300 F TTC

Macintosh LC 4/40 Mo et moniteur 12" couleur.



8890 F TTC

Macintosh LC 4/40 Mo, moniteur 12" couleur et le logiciel ClarisWorks®.



Vous n'êtes pas chez IC. Vous êtes bien chez IC.

Chez IC un Macintosh LC ne coûte pas le prix d'un Macintosh LC. Remarquez, un Macintosh Classic ne coûte pas non plus son prix normal. Normal : chez IC, la même chose ne coûte pas la même chose. Pourquoi cela ? Parce qu'avec 30 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est le 1er distributeur Apple d'Europe. Et que seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés à un aussi haut



Entre Apple et vous il y a IC.

degré de services (maintenance, conseil en art graphique, gestion, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.

* Prix HT : 7 496 F. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.



PARIS 4e IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 - PARIS 15e IC VENDOME (1) 42 86 90 90 - PARIS 15e IC MICRO VALLEY (1) 40 58 00 00 - IC MARSEILLE 8e 91 37 25 05 - IC TOULOUSE 61 25 62 32 - IC NANTES 40 47 06 62 - IC LYON 3e 78 62 38 38 - IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : à propos d'un éventuel retrait du Golan

M. Itzhak Rabin fait de la corde raide

A trois jours de la fin, prévue jeudi 24 septembre, de la session des pourparlers bilatéraux israélo-arabes, les négociateurs se sont bornés lundi à constater le « sérieux » de leurs discussions. Le chef de la délégation israélienne aux discussions avec ses interlocuteurs syriens n'a pas exclu de parvenir à une déclaration commune à la fin de la semaine.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Frontières ouvertes, libre circulation des biens et des personnes, relations diplomatiques, échange d'ambassadeurs », tels sont, selon M. Itzhak Rabin, les éléments constitutifs d'une normalisation complète, parachevée par un traité de paix en bonne et due forme, qu'Israël attend de la Syrie. « Tant que Damas ne se sera pas engagé clairement là-dessus », a dit, lundi 21 septembre, le premier ministre, on n'abordera pas la question territoriale.

A quoi, de Washington, où les négociations israélo-arabes se poursuivent cahin-caha, les diplomates syriens ont rétorqué que c'était d'abord aux Israéliens de préciser cette fameuse notion de « conception territoriale » évoquée par M. Rabin. On sait que le président Hafez el-Assad veut la restitution totale des 1 000 kilomètres carrés du plateau du Golan. On ne sait toujours pas quelle portion de ce territoire, conquis il y a vingt-cinq ans, le premier ministre israélien est prêt à restituer. Il est vrai que, contrairement aux dirigeants de Damas, ceux d'Israël ont des comptes à rendre à leurs électeurs.

M. Rabin, qui s'efforce depuis deux mois d'entretenir le plus

grand flot autour de ses projets — la plupart des ministres eux-mêmes, à l'exception peut-être du chef de la diplomatie, M. Shimon Peres, ne savent pas exactement ce que le « patron » a en tête, — s'est encore employé lundi à ne pas répondre aux questions des députés sur un éventuel retrait du Golan, partiel ou complet. M. Rabin fait de la corde raide. Préparer l'option à d'éventuelles et déchirantes révisions sans lui en dire trop pour ne pas gâcher les chances de la négociation en cours, tout en lâchant assez de signaux, de manière à ce que le choc soit moins rude le jour venu, n'est pas une stratégie facile à suivre longtemps.

Alimenté par les médias qui présentent quotidiennement des dossiers complets sur le sujet, le débat national sur l'avenir du Golan tourne alternativement autour de la volonté supposée du premier ministre, du crédit que l'on peut accorder à la parole d'un dictateur arabe susceptible d'être délogé ou remplacé par un autre, et du caractère politiquement sacré de cette terre occupée depuis un quart de siècle. Des politiciens professionnels virevoltent fébrilement autour de ce thème populaire, ajoutant pour certains d'entre eux une dimension tactique, puisée dans les interviews des nombreux politiciens et anciens cadres de l'armée, qui se contredisent allègrement dans les colonnes de la presse.

Les uns pensent qu'à l'heure des élections, la « profonde stratégie » que peut représenter un territoire de 25 kilomètres de large est complètement illusoire. Les autres répliquent que l'important, pour une armée d'occupation, est de contrôler la Syrie en tant que telle, c'est-à-dire le maximum de terrain avec des chars. Et qu'en conséquence, plus la distance entre l'ennemi potentiel et les agglomérations

« utiles » est grande, mieux cela vaut.

Campagnes de pétitions, meetings, manifestations, la polémique déborde dans la rue. Les partisans du refus de restituer la totalité du plateau, même en échange d'un traité de paix, seraient aujourd'hui, à en croire un sondage publié pendant le week-end par le quotidien *Yedioth Aharonoth*, largement majoritaires dans le pays. Six pour cent des personnes interrogées se prononceraient pour une rétrocession complète et 9 % pour des concessions « substantielles ». Les autres, à part 36 % en faveur de « concessions mineures », sont opposés à un retrait quelconque, quelle que soient les circonstances. En tout état de cause, 65 % des personnes sondées estiment qu'il ne faut sous aucun prétexte retirer les colonies juives du Golan.

L'opposition ne désarme pas

Les adeptes du refus, on l'a vu, ne sont pas tous à droite. Ainsi, parmi les centaines de personnes qui manifestaient lundi devant le Knesset contre les projets du premier ministre, certains, venus des colonies du Golan où l'on est plutôt majoritairement de tradition travailliste, reprochaient surtout au gouvernement d'ignorer leur droit à l'information.

« L'échange de la paix, d'une vraie paix, je veux bien envisager d'abandonner ma maison, disait une dame en jeans, mais je veux savoir, je veux qu'on m'explique... »

D'autres manifestants, largement majoritaires, ne s'embarrassaient pas de nuances et scandaient ce nouveau slogan, soufflé par une extrême droite en pleine réorganisation : « Rabin, traître à Israël ! »

Regroupés dans un nouveau mouvement qui s'intitule « Israël Echad » (Israël est un), les parti-

sans du refus, qui comptent dans leurs rangs bon nombre d'anciens ministres de M. Shamir, les organisations de colons et quelques mouvements d'extrême droite, ont promis une grande manifestation de masse pour les prochaines semaines. Bref, un moment de détente par ce qu'elle appelle « la multiplication des mesures anti-colons » prises par le nouveau gouvernement, l'opposition tente péniblement de se remettre sur pied.

M. Rabin a répété lundi à la Knesset qu'il estimait que les négociations avec la Syrie se poursuivraient pendant « six à douze mois, peut-être moins ». Mais M. Ariel Sharon, l'ancien bâtisseur en chef des colonies dans le gouvernement précédent, n'a pas attendu pour condamner avec sa vigueur coutumière « cette paix de courtoisie » que l'ancien conquérant du Golan serait aujourd'hui prêt à signer avec un ennemi aussi qui lui a offert en contrepartie « la paix des braves ».

PATRICE CLAUDE

Le FDLP et le FFLP s'illustrent pour combattre l'antisémitisme de la Ceforad et de Gex. — Les deux Fronts — démocratique et populaire — pour la libération de la Palestine (FDLP et FFLP) ont tenu un « commandement unifié » pour combattre le projet d'autonomie dans les territoires occupés, a annoncé, lundi 21 septembre à Damas, le chef du FDLP, M. Nayef Hawatmeh. Ce nouvel organisme créé par les principaux opposants au sein du FOLP a également pour objectif de dénoncer l'idée d'une éventuelle intégration de réfugiés palestiniens dans leurs pays d'accueil. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Deux civils assassinés

Un agriculteur et un menuisier ont été tués, lundi 21 septembre, par des inconnus armés qui ont réussi à prendre la fuite. Ces deux attentats ont eu lieu au sud d'Alger, l'un à Tasseila-Mercedj, l'autre à Bourfarik. Un syndicaliste avait été assassiné, le 9 septembre, à Constantine. Des activistes islamistes avaient alors accusé la victime de dénonciations auprès de la police et avaient menacé de s'en prendre à d'autres « infidèles hypocrites ». D'autre part, le président de la délégation exécutive de la commune de Soumaia, située à 50 kilomètres au sud de la capitale, a été grièvement blessé, dimanche, par des individus armés.

Les « discussions » que le Haut Comité d'Etat (HCE) avait promis d'engager avec les « forces vives du pays » (le Monde du 19 septembre) ont commencé lundi, a-on appris de sources officielles. Le secrétaire général du FLN, M. Abdelhak Moudjahid, a été reçu, en compagnie de deux membres du bureau politique de l'ancien parti unique, par le président Ali Kafi. — (AFP)

ALLEMAGNE

Poussée de l'extrême droite en Bavière

Les Républicains, parti allemand d'extrême droite, ont doublé leur score lors d'une élection municipale à Passau, devenant la troisième force politique de cette ville bavaroise, ont déclaré, lundi 21 septembre, des responsables locaux.

Les Républicains, dirigés par l'ancien Waffen SS Franz Schnöcker, ont remporté dimanche 11 % des voix et cinq sièges au conseil municipal. Les chrétiens-démocrates

(CDU) du chancelier Helmut Kohl et les sociaux-démocrates (SPD) ont ensemble perdu six.

Par ailleurs, les violences xénophobes se sont poursuivies dans la nuit de dimanche à lundi dans l'ouest, à Wiesbaden et à Göttingen, où des foyers de demandeurs d'asile ont été attaqués à coups de pierres. La police de Wiesbaden, en Thuringe, a annoncé qu'une enquête avait été ouverte contre un groupe néonazi de cette ville soupçonné d'avoir organisé des camps d'entraînement aux attaques de foyers. — (Reuters, AP)

Le procès de M. Honecker pourrait s'ouvrir le 9 novembre

Le procès de l'ancien numéro un communiste est-allemand, M. Erich Honecker, sera retardé au moins jusqu'au 9 novembre afin de permettre à ses avocats de mieux préparer sa défense, a annoncé, lundi 21 septembre, un porte-parole de la justice berlinoise. Par une ironie de l'histoire, le lundi 9 novembre marque le troisième anniversaire de l'ouverture du mur de Berlin, dont M. Erich Honecker avait supervisé la construction en 1961.

En visite en Allemagne, M. Mikhail Gorbatchev a déclaré lundi avoir « éprouvé » de l'ancien chef de l'Etat est-allemand, qui ne doit pas faire, selon lui, l'objet d'une « chasse à courre ». M. Erich Honecker, âgé de quatre-vingt ans, est formellement accusé de 49 meurtres et 25 tentatives de meurtre sur des Allemands de l'Est qui tentaient de fuir à l'Ouest. — (AFP)

MEXIQUE

Les relations diplomatiques avec le Vatican sont rétablies

Le gouvernement mexicain et le Vatican ont annoncé, lundi 21 sep-

tembre, la réouverture de relations diplomatiques. Les relations diplomatiques avec le Vatican ont été rompues en 1961, après l'assassinat du pape Jean XXIII par un jeune mexicain. Les relations diplomatiques ont été rétablies en 1981, après la mort du pape Jean-Paul II.

Le gouvernement mexicain et le Vatican ont annoncé, lundi 21 sep-

tembre, qu'ils renouvellent officiellement leurs relations diplomatiques, rompues en 1967, après le début de la saisie des biens de l'Eglise. Depuis son arrivée au pouvoir en 1988, le président Salinas de Gortari s'est employé à améliorer les relations de son pays avec le Saint-Siège. Le pape Jean-Paul II, lors de sa deuxième visite au Mexique, en mai 1990, avait vivement souhaité « la transformation de la délégation apostolique en nunciature ». Le Mexique, dont 90 % des quelque 88 millions d'habitants sont catholiques, a récemment modifié certains articles de la Constitution de 1917 limitant les droits de l'Eglise.

Déjà, l'interdiction d'ouvrir des écoles religieuses n'était plus guère appliquée. Le rétablissement des relations diplomatiques est annoncé à trois semaines de la 4^e Assemblée générale de l'écoscop latino-américain, qui sera inaugurée, le 12 octobre, à Saint-Domingue, par Jean-Paul II. Celui-ci a annoncé une visite prévue au Mexique, au Nicaragua et à la Jamaïque, après l'intervention chirurgicale qu'il a subie en juillet. — (AP, UPI)

PAKISTAN

Les Biharis du Bangladesh vont pouvoir émigrer

L'ambassadeur du Pakistan à Dacca a annoncé, lundi 21 septembre, la distribution des cartes d'identité aux musulmans originaires du Bihar indien qui attendent depuis plus de vingt ans, au Bangladesh, leur rapatriement au Pakistan. Les Biharis, de langue ourdou, ont fui l'Inde lors des événements sanglants qui ont accompagné l'indépendance du sous-continent en 1947. Ils se sont réfugiés dans ce qui était alors le Pakistan oriental, à l'indépendance duquel ils se sont opposés lors de la guerre qu'il, en 1971.

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

a donné naissance au Bangladesh. Environ trois cent quatre-vingt mille Biharis étaient restés dans le nouvel Etat. Chaque cent vingt-cinq mille avaient pu émigrer au Pakistan en 1974. Les autres vivent depuis lors dans 66 camps. Leur retour au Pakistan est, de longue date, une exigence de l'influente communauté des mohajirs (plusieurs millions de musulmans ayant quitté l'Inde pour le Pakistan après l'indépendance). Des milliers de candidats au départ ont fait la queue à l'ancien président de l'ex-URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, de commander comme témoin dans le procès sur la légalité de l'interdiction du Parti communiste soviétique. A Bonn, où il se trouve pour une visite d'une semaine, M. Gorbatchev a aussitôt fait savoir que sa position à ce sujet n'avait pas changé et qu'il n'avait pas l'intention d'aller témoigner au procès.

Parmi les autres témoins appelés à comparaître au procès, qui a repris la semaine dernière, figurent MM. Egor Ligatchev, ancien numéro deux du PCUS, Vladimir Bakatine, ex-ministre de l'Intérieur, Arkadi Volotki et Valentin Falin.

Un malheur ne venant jamais seul, M. Gorbatchev a appris le même jour que l'une de ses trois voitures, une Volvo — l'ancien président a déjà été dépourvu de sa limousine de fonction 21 par le président Eltsine — avait été volée à Moscou. La police l'a retrouvée quelques heures plus tard et a arrêté le voleur. — (AFP, UPI, AP)

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

EUROPE

A Genève

Les négociations sur l'avenir de la Bosnie piétinent

Le premier ministre de la nouvelle République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Milan Panic, a rencontré, lundi 21 septembre, aux Nations unies, à New-York, les chefs de la diplomatie des pays membres permanents du Conseil de sécurité, mais n'a pu obtenir le report du vote de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'exclusion de son pays, prévu mardi. Lundi, le président de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, a pris la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU, demandant que « les résolutions du Conseil de sécurité, les principes et les engagements de la conférence de Londres » soient appliqués.

GENÈVE

de notre correspondant

La dernière séance des discussions (indirectes) auxquelles ont participé le président des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, son homologue croate, M. Mate Boban, et le ministre bosnien des affaires étrangères, M. Haris Siljadic (Musulman), s'est terminée lundi sans aucun résultat tangible. La journée a néanmoins été marquée par la présentation, par la Bosnie, d'un projet de « République souveraine internationalement reconnue de Bosnie-Herzégovine ».

Il s'agit d'un Etat décentralisé, assurant l'égalité des droits aux « Croates, Musulmans, Serbes et tous autres citoyens » et garantissant « le pluralisme politique et tous les droits religieux et nationaux ainsi que ceux des minorités », grâce à une législation en matière de protection des droits de l'homme, une Cour spéciale chargée de cet effet.

Ce projet, qui ne s'oppose à aucun des principes du système du côté de l'ONU, en raison des termes de l'un des paragraphes : la « représentation ethnique proportionnelle » se traduit par des décisions par consensus, c'est-à-dire (sic) par une majorité absolue. Une consultation-révision est prévue à la Cour spéciale : ses jugements seraient rendus par des « magistrats de la République », et « plus de la

moitié sera composée de membres d'Etat non limitrophes ». Une disposition qui assurerait une prédominance aux Musulmans.

Au cours d'une conférence de presse, le chef de la diplomatie bosnienne, M. Siljadic, a insisté sur l'absence de vues des Musulmans et des Croates de Bosnie, en évoquant la présence, au sein de sa délégation, de deux Serbes et de deux Croates de Sarajevo. Contrairement au Croate Mate Boban, M. Siljadic et Karadzic devaient quitter Genève mardi, en laissant sur place leurs plénipotentiaires. Quant aux coprésidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen (GB) et M. Cyrus Vance (ONU), ils devaient se rendre à Athènes afin de s'entretenir de la Macédoine avec le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis.

Une initiative de l'UNICEF

Sur le plan humanitaire, la situation demeure alarmante. Le pont aérien vers Sarajevo n'a pas repris, et l'on constate mardi le poursuite des bombardements aériens en Bosnie. Selon le directeur général de l'UNICEF (1), M. James Grant, de retour d'un séjour en ex-Yougoslavie (accompagné de psychiatres et de psychologues réputés), les dommages matériels subis par les enfants sont plus que ceux que l'on pouvait attendre. En Bosnie-Herzégovine, tous les enfants sont traumatisés ; la moitié d'entre eux ont vu soit des cadavres, soit des mourants.

M. Grant, selon lequel les familles ne sont absolument pas préparées à affronter l'hiver, a demandé que soient les bombardements des écoles et des hôpitaux. Il a demandé l'instauration d'une « période de tranquillité », pendant laquelle l'UNICEF pourrait procéder à des vaccinations et aux soins les plus urgents et aider les enfants à reprendre leur scolarité. M. Grant a affirmé avoir obtenu de ses différents interlocuteurs un accord de principe. Pour lui, l'Europe devrait assurer les responsabilités qui lui incombent, ne serait-ce que pour assurer le respect de cet accord.

NABELE VICHNIAC

(1) Fédéral des Nations unies pour l'enfance.

ESTONIE : après les élections législatives et présidentielle

M. Lennart Meri devrait être le prochain président de la République

Bien qu'arrivé en deuxième position au premier tour de l'élection présidentielle du dimanche 20 septembre, M. Lennart Meri, actuellement ambassadeur d'Estonie en Finlande et ancien ministre des affaires étrangères, a toutes les chances de devenir président de la République estonienne le 5 octobre.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

M. Lennart Meri pourrait bien être le prochain président de la République d'Estonie. Les partis qui soutiennent et commandent ont en effet remporté les élections législatives, organisées en même temps que l'élection présidentielle, le 20 septembre, et disposent ainsi d'une large majorité au Parlement. Or, selon la loi électorale, il appartient maintenant aux députés de départager les deux personnalités arrivées en tête au scrutin présidentiel, faute de majorité absolue au premier tour.

Avec un peu moins de 43 % des voix, l'ancien président, M. Arnold Rütel, qui avait joué un rôle décisif dans la lutte de son pays pour l'indépendance en dépit de sa longue appartenance et de sa responsabilité au Parti communiste, remporte donc une victoire trop étroite. M. Lennart Meri, qui a obtenu environ 28 % des suffrages, a une courte tête d'avance sur M. Rein Taagepera, un candidat modéré qui a passé l'essentiel de sa vie en exil au Canada, et qui crée la surprise avec près de 24 % des voix. Déception, en revanche, pour M. Lagle Parkk, ancienne déportée soutenue par le Parti de l'indépendance nationale, et qui ne dépasse pas les 4 %.

Aux élections législatives, les partis ayant ouvertement soutenu M. Meri, à savoir la *Partei* et les *modérés*, obtiennent 40 des 101 sièges du futur Parlement. M. Meri devrait aussi pouvoir compter sur l'appui du Front populaire qui a soutenu M. Taagepera et qui groupera seize parlementaires, ainsi que

sur les dix députés du Parti de l'indépendance nationale, les huit membres de l'extrême-droite et enfin les huit « royalistes ».

Le score réalisé par ces derniers est une surprise puisque, initialement, leur candidature faisait plutôt figure de canular. Ne proposait-ils pas le trône d'Estonie (hypothétique puisque ce pays n'était pas une monarchie avant la guerre) au prince Philip, fils du roi de Suède ? Si le résultat très modeste (2,8 %) réalisé par les écologistes a déçu, en revanche la débâcle des héritiers du Parti communiste était attendue.

M. Rütel, dont le parti *Kindel Kodu* (« Un foyer sûr ») n'aura que dix-huit députés au Parlement, n'a donc aucune chance de demeurer chef de l'Etat et certains évoquent même la possibilité de le voir se retirer avant le second tour.

Si le départ de M. Rütel peut marquer, symboliquement, une date importante dans l'histoire d'Estonie, puisque ce pays n'était pas une monarchie avant la guerre) au prince Philip, fils du roi de Suède ? Si le résultat très modeste (2,8 %) réalisé par les écologistes a déçu, en revanche la débâcle des héritiers du Parti communiste était attendue.

Concernant l'attitude à adopter par rapport au grand voisin russe, comme vis-à-vis de la forte minorité russophone du pays (plus de 30 % de la population), les changements ne devraient pas être fondamentaux. A cet égard, les résultats des élections sont contradictoires. Certes, l'extrême droite, favorable à un durcissement face à Moscou et à une réelle discrimination envers les russophones, a remporté un succès non négligeable, mais celui-ci peut être contrebalancé par le score très satisfaisant de M. Taagepera, très ouvert à l'égard des russophones.

JOSE-ALAIN FRALON

Frères ennemis en Bosnie

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)



Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

Après la dernière phase des élections présidentielles (le Monde du 22 septembre), les onze candidats rivaux de l'ex-général Yar'Adua ayant réclamé l'annulation de scrutin et la dissolution de l'exécutif du parti. M. Olo Falae, arrivé en deuxième position, et surtout M. Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos, ont dénoncé la « manipulation générale » qui, selon eux, a permis la victoire, sur leurs terres, de l'ex-général, originaire du nord de la fédération. — (AFP)

هكذا من الامل

EUROPE

EUROPE

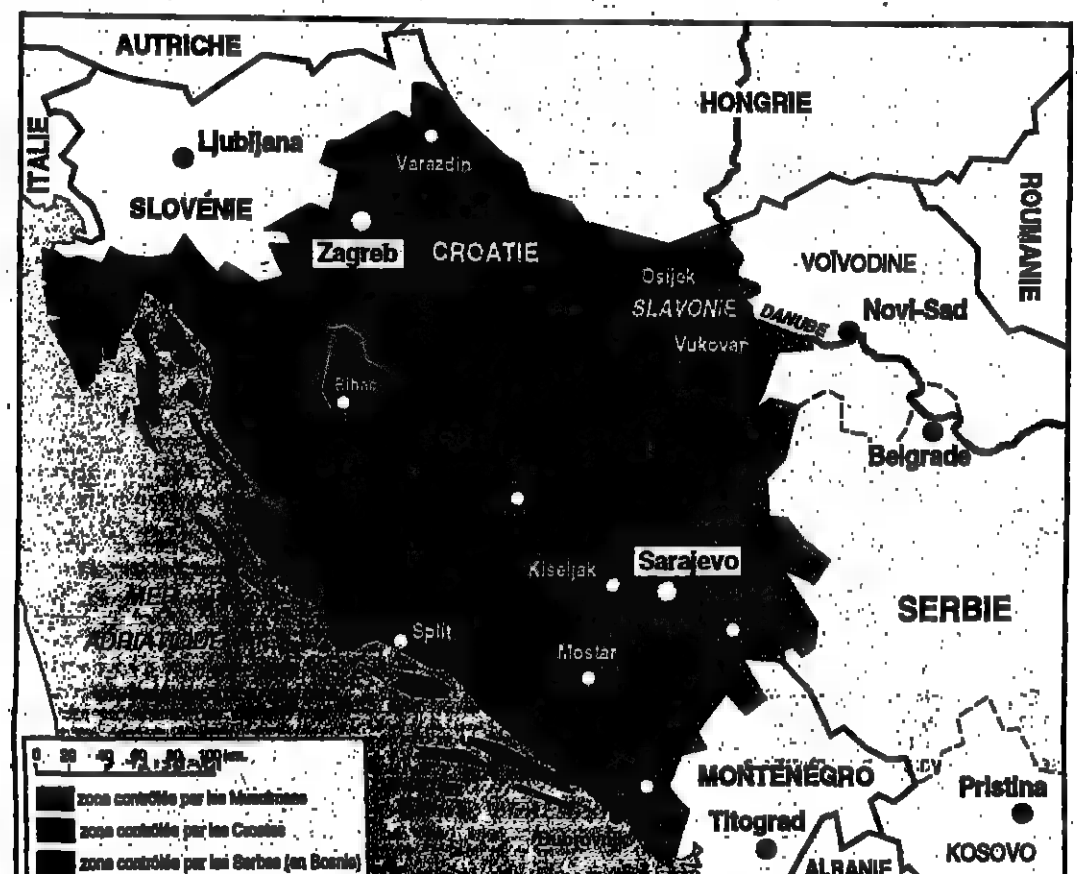
Le Monde • Mercredi 23 septembre 1992 • 11

Frères ennemis en Bosnie

Suite de la première page
Aujourd'hui encore, selon plusieurs témoignages, la ville traverse de difficiles moments de feu à l'appui, même si l'on n'y a plus signalé de batailles rangées depuis les incidents d'août. Côté musulman, les griefs à l'encontre des Croates sont divers. En premier lieu, les Musulmans reprochent aux Croates non seulement de ne pas participer aux opérations menées par la défense territoriale bosniaque pour briser l'encerclement de Sarajevo, mais également de refuser toute coopération, même dans le cadre de la gestion du déroulement des opérations.

govine, et reprochant au président Izetbegovic d'avoir mené une politique trop musulmane, M. Sarinic déclare que la Croatie acceptera les solutions qui résoudront le problème national [au sein de la République bosniaque] et assurera la protection de l'identité nationale du peuple croate. A cette condition, et s'il n'y a pas de risque d'Etat musulman, les Croates ne discuteront pas et ne chercheront pas une solution avec les Serbes sur le dos des Musulmans. La solution [à la crise] doit être trouvée par les trois peuples. Et M. Sarinic a garanti : « Nous sommes prêts à discuter avec le diable, s'il faut, pour trouver une solution, mais certainement pas avec les autres ».

réfugiés bosniaques ayant trouvé asile en Croatie. D'un côté, celle-ci, qui en abrite quelque 100 000, d'après les statistiques officielles, « ne peut plus accepter », selon M. Sarinic. D'un autre côté, le projet - révélé de source bosniaque à Zagreb - du régime du président Izetbegovic de rapatrier en masse les réfugiés avant l'hiver fait frémir les Croates. Si ce retour massif s'effectue, estime M. Sarinic, « ce sera ajouter encore au chaos sur le feu » et créer des problèmes insurmontables. Car il est évident que la question de relouer les réfugiés sur les quelque 70 % du territoire occupés par les Serbes,



« son » territoire - l'Herzégovine occidentale, le sud-ouest de la République, peuplée à quel- que 90 % de Croates - et d'igno- rer le reste de la Bosnie-Herzégovine, dont plus de 60 % du territoire a été conquis par les Serbes, qui ne représentent pourtant qu'environ 11 % de la population bosniaque (contre quelque 11 % de Musulmans et 18 % de Croates).

Avec le diable s'il le faut

Autre grief musulman : les Croates ne participent pas ouvertement - entre Croates et Serbes la long de l'axe de communication vitales, il est pour l'approvisionnement de Sarajevo. C'est notamment par Kiseljak que transite l'essentiel des convois terrestres d'aide internationale à la capitale bosniaque, et il n'est pas rare de voir des convois bloqués pendant le thé, tranquillement installés à des barrières serbes.

A cela s'ajoute le fait que, dans les régions à peuplement mixte, comme Mostar ou Kiseljak par exemple, les Musulmans accusent les Croates de vouloir particulièrement envahir et de revendiquer la maîtrise totale de ces territoires en raison de la supériorité militaire en contradiction avec leur propre conception de la future Bosnie, basée sur des critères de répartition ethnique. Il est arrivé qu'aux portes de Sarajevo le HVO veuille expulser la défense territoriale bosniaque majoritairement croate, ainsi les Musulmans voulaient se servir de bases à des attaques - avortées - contre les assiégés serbes.

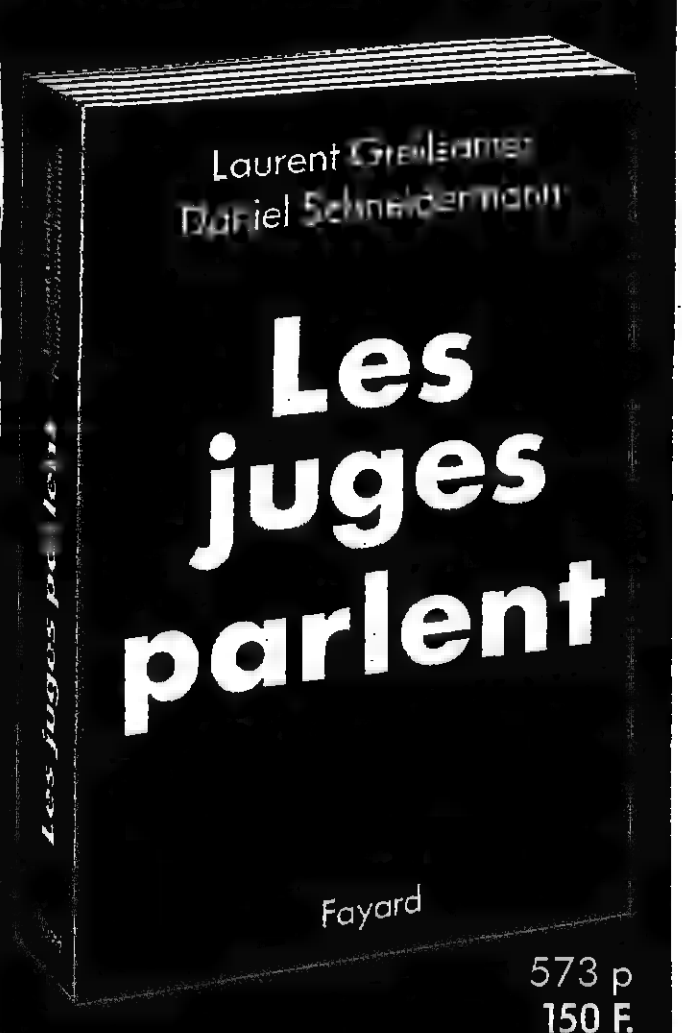
Des réfugiés qui ne pensent qu'à se battre

VARAZDIN
de notre envoyé spécial
Varazdin, comme d'autres villes de Croatie, a connu le succès à un autre, drame, symbole de l'effacement du conflit yougoslave. Il y a un an, aux fenêtres de la ville, pendait des drapeaux croates, en signe de rébellion, par les habitants de l'armée serbo-yougoslave à l'égard de la résistance. Aujourd'hui, les habitants de Varazdin paraissent satisfaits de voir les Serbes quitter la ville, mais ils ne se sentent pas en sécurité ; celui de huit cents réfugiés bosniaques ayant réussi à fuir la guerre ou à échapper par les Serbes à leur « purification ethnique ».

Les baraquements utilisés toujours leurs murs grêlés d'impacts de projectiles. A l'entrée, quelques habitants croates gardent avec nonchalance les intrus, mais reconnaissent les réfugiés en camp de réfugiés. A quelques mètres d'eux, un homme est comme assis au sol, incapable de faire un geste, d'un silence accablant un groupe d'enfants et de vieilles femmes à l'assaut du tricot qu'il porte sur l'épaule, un drapeau d'orange. En quelques secondes, la femme refuse, provision faite. L'homme peut se dégager et contempler sa caisse... vide.

Il y a un an exactement, uniformes épars, casques, épaulements d'officiers, munitions jonchaient le sol de Varazdin dont les lits étaient déjà dressés pour protéger la garnison des tirs croates. Aujourd'hui, les salles ont été repeintes en blanc ; les lits impeccables sont soigneusement alignés. La vivent quelques-uns des survivants de l'enfer bosniaque. Parmi eux,

UN LIVRE-ÉVÉNEMENT



Ils parlent, beaucoup trop au regard de leur fonction. Bien au-delà de la langue de bois. C'est passionnant.

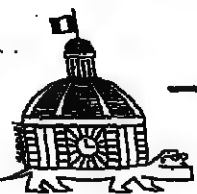
Depuis les pistoleros jusqu'aux hiérarques, dix-neuf juges racontent la justice et lui donnent chair humaine... Jamais ils n'ont parlé si bien, si franchement, si fort... Tout est abordé.

Pierre-Laurent Mazars, Le Journal du Dimanche

Remarquablement construite et maîtrisée, cette enquête est un modèle !

Alain-Gérard Slama, Le Figaro

FAYARD



POLITIQUE

La préparation des élections sénatoriales

Morbihan : l'industrie trouble-fête

VANNES

de notre correspondant

Après avoir cédé à l'un de ses fils la présidence de son groupe, le 15 juin 1992, M. Yves Rocher, fondateur de la firme de cosmétique qui porte son nom, affiche de nouvelles ambitions. Maire et conseiller général de La Gacilly, conseiller régional, l'industriel a confirmé sa candidature. Celle-ci « donne du piment à l'élection », reconnaît M. Christian Bonnet (UDF-PR), qui sollicite le renouvellement de son mandat tout comme les deux autres élus de la commune.

MM. André Le Breton (UDF-PR) et Josselin de Rohan (RPR), conseiller général et maire de Josselin, n'ignorent pas le danger représenté par l'industriel. Il ne se sent pas, cependant, le plus fragilisé. « L'emploi est sa grande préoccupation. C'est aussi la nôtre. M. Rocher est un grand industriel qui fait honneur au Morbihan par ses investissements », s'interroge le descendant d'une des branches de la famille de Rohan dont l'arrière-grand-père, monarchiste, puis le grand-père, ont siégé à l'Assemblée nationale.

Le 19 devra compter ses voix. M. Jean Le Bec, conseiller général, maire de Plumélion, et M. Philippe Meyer, conseiller régional et ami personnel de M. Michel Rocard, et M. Jean-Yves Laurent, conseiller général et maire de Quémén, Daniel Hourès représenteront le MRG. La liste du PC est conduite par M. Jean Maurice, maire et conseiller général de Landerneau. Le FN n'a désigné qu'un seul candidat : M. André Geymonat, conseiller régional. Les écologistes seront présents avec MM. Patrice Le Borgne (GE), conseiller régional, et M. Renaud Vertu.

M. Josselin de Rohan (RPR), conseiller général et maire de Josselin, n'ignore pas le danger représenté par l'industriel. Il ne se sent pas, cependant, le plus fragilisé. « L'emploi est sa grande préoccupation. C'est aussi la nôtre. M. Rocher est un grand industriel qui fait honneur au Morbihan par ses investissements », s'interroge le descendant d'une des branches de la famille de Rohan dont l'arrière-grand-père, monarchiste, puis le grand-père, ont siégé à l'Assemblée nationale.

MICHEL LE HERBEL

son ambition de créer deux mille emplois supplémentaires dans les dix prochaines années « grâce au développement de la vente par correspondance ».

Cette candidature ne jette pas, apparemment, un trop grand trouble au sein du ticket sortant de l'opposition, reconduit à l'identique. M. André Le Breton (UDF-PR), maire de Buleon, conseiller général et président de l'Association départementale des maires, figure dans l'équipe de M. Bonnet, qui a le soutien de M. Raymond Marcelin (UDF-PR), président du conseil général et député. Très populaire en zone rurale, M. Le Breton, ancien technicien EDF, ne dédaigne pas qu'on lui prête des ambitions plus grandes au conseil général. Maire de Carnac, conseiller général de Buleon, ancien ministre, M. Bonnet mène campagne aux côtés de ses deux collègues « comme si c'était la première fois ». Si le corps des grands électeurs s'est ouvert un peu plus à la gauche depuis les municipales de 1989, « on reste dans un rapport droite-gauche de deux à un », calcule M. Bonnet.

M. Josselin de Rohan (RPR), conseiller général et maire de Josselin, n'ignore pas le danger représenté par l'industriel. Il ne se sent pas, cependant, le plus fragilisé. « L'emploi est sa grande préoccupation. C'est aussi la nôtre. M. Rocher est un grand industriel qui fait honneur au Morbihan par ses investissements », s'interroge le descendant d'une des branches de la famille de Rohan dont l'arrière-grand-père, monarchiste, puis le grand-père, ont siégé à l'Assemblée nationale.

MICHEL LE HERBEL

Marne : double dissidence dans l'opposition

REIMS

de notre correspondant

Rarement l'opposition nationale, qui domine la vie politique marnoise, aura été autant divisée qu'à l'occasion des élections sénatoriales du 27 septembre. Le RPR, comme l'UDF sont traversés par de fortes turbulences.

Le scrutin s'annonce d'abord de passion et exempt de suspense. Il devrait être la victoire du ticket constitué par MM. Albert Vecten et Jacques Machet, sénateurs (UDF-CDS) sortants, qui sont associés à M. Jean Bernard (RPR), ancien conseiller régional, ancien maire de Vitry-le-François.

Les trois sièges à pourvoir n'échappent pas à l'opposition. L'UDF, qui peut compter sur les suffrages des trois quarts des grands électeurs. Mais la présence de deux listes dissidentes trouble la donne, sans compter l'entrée en lice du Front national, dont la liste sera conduite par M. Sylvain Giffon, conseiller régional.

Une pièce en trois actes. L'acte 1 : la droite républicaine, emmenée par M. Vecten, président du conseil général, déclare, mais avec une première anicroche, l'éviction de M. Jean Amelin (RPR), sénateur sortant, décidée après arbitrage national du RPR, qui lui préfère M. Bernard.

MICHEL LE HERBEL

Acte 2 : M. Christian Lasciot, quarante-quatre ans, vice-président du district de Sézanne, lance un appel à « renouvellement, au rajeunissement et à la rénovation » de la politique. Adhère aussitôt à sa démarche M. Pierre-Yves Jardi, quarante-neuf ans, conseiller général de Montmort, vice-président du conseil régional, lequel rend sa démission.

Acte 3 : M. Philippe Amelin (RPR), maire de Montmirail, premier vice-président du conseil général et frère du sénateur sortant, entre en lice, sans colistier mais avec pour suppléant M. Pierre Calot (RPR), conseiller général.

Voilà donc le président du conseil général concurrencé par deux listes inspirées par des membres qui participent à la gestion départementale.

Les socialistes, dont le chef de file est M. Jean-Marie Teissier, conseiller général de Vitry-le-François, peuvent compter les points, mais ils savent bien qu'ils ne ramasseront pas la mise.

DIDIER LOUIS

Hautes-Pyrénées : le radicalisme à l'épreuve

TARBES

de notre correspondant

Le renouvellement du 27 septembre pourrait constituer, en Hautes-Pyrénées, une épreuve pour le radicalisme qui y était, jusqu'à présent, triomphant. Les deux sénateurs élus en 1983, MM. François Abadie et Hubert Peyou, bénéficiaient de l'égérie MRG. Ils tenteront tous les deux de conserver leur siège, même si la situation politique n'est plus, du tout, la même.

Le MRG ne dispose plus en effet que de l'un de ses deux sièges, en vertu d'un accord passé en octobre 1990 qui prévoit un équilibre des forces entre les composantes de la majorité présidentielle, l'autre revenant au Parti socialiste. Le MRG a choisi de soutenir la candidature de M. Abadie, ancien maire de Lourdes et ancien secrétaire d'Etat au tour-

risme. Setu en mars dans son canton d'Ossun, M. Peyou, qui a perdu du même coup la présidence du conseil général, s'est mis « en congé » du MRG. Il a décidé de se présenter sans étiquette et a reçu le soutien de M. Jean Fourquet, conseiller général de La Barthe-de-Neste, qui a décidé, il lui soit, de quitter lui aussi le MRG. Il a demandé à rejoindre le banc des non-inscrits au sein de l'Assemblée départementale.

Le siège que revendiquait le Parti socialiste est brigué par M. Joëlle Durrieu, secrétaire départementale du PS et conseillère général de Saint-Loup-de-Neste. Ce choix n'a pas été sans incidences sur des élus. M. Claude Miquet, député, conseiller général et maire de Vic-en-Bigorre, qui souhaitait être désigné comme le candidat socialiste, a donné sa démission du PS en juin. Il a rejoint le Sénat, mais a retrouvé le chemin de la dis-

JEAN-JACQUES ROLLAT

Maine-et-Loire : onze challengers face aux trois sortants

ANGERS

de notre correspondant

Quatorze candidats pour trois sièges : les trois sortants (tous trois UDF), trois socialistes, trois communistes, deux écologistes autonomes, un Front national, un RPR et un gaulliste indépendant.

Seuls ces deux derniers semblent en mesure d'ébranler la position des sortants. Au sein de la droite, le débat, courtisé mais sans complaisance, tourne principalement autour de thème de la défense du monde rural.

Tranquille colosse, M. Jean Huchon (Union centriste), sortant quatre ans, maire de La Salle-à-Chapelle-Audry, ancien conseiller général, a quitté son poste d'agriculteur en 1983 pour fouler les tapis du palais de Luxembourg où l'avaient envoyé le Choletais et les ruraux. Très présent sur le terrain dans son rôle de défenseur du monde paysan et des petites communes, il semble pouvoir compter sur la fidélité d'un électoral qui apprécie aussi le dynamisme de son suppléant, M. Gérard Nicolas, figure respectée du grand secteur maraîcher de l'Authion. M. Auguste Chapin (Union centriste) sollicite son troisième mandat sénatorial. Ses

JEAN-JACQUES ROLLAT

adversaires lui reprochent son âge (soixante-deux ans), mais ses fonctions de président du Comité d'expansion économique lui valent l'image d'« aménageur » et de défenseur de l'équilibre ville-campagne.

Maire de la petite commune d'Erigné, au nord du département, M. Charles Jolibois (rattaché au groupe des Républicains et indépendants), soixante-trois ans, a rompu, par son élection en 1983, l'équilibre tacite qui permettait à chacun des trois secteurs géographiques du département (navigable, choletais et saumurois) d'être représenté en Sénat.

Le PS comptait surtout sur M. Claude Desbrières, conseiller général, pour figurer honorablement, et le PC sur le maire de Toffres, M. Jean Berthelot. Absent il y a neuf ans, le FN a investi M. Guy Quéhenec, conseiller régional. Quant au mouvement angevin Anjou Biologie Autogestion, il présente son chef de file, M. Marc Giquel, conseiller régional, et M. Jean-Michel Marchand, conseiller municipal de Saumur.

CLAUDE-HENRI GAY

LES BILANS PUBLIÉS EN 1992

SONT DISPONIBLES
CHEZ INFOGREFFE.

DÈS AUJOURD'HUI,
VOUS POUVEZ LES CONSULTER
OU LES COMMANDER
SANS VOUS DERANGER.



Dès maintenant, votre Minitel, vous pouvez consulter les derniers bilans de vos clients ou de vos fournisseurs.

Si ne trouvez pas le bilan d'une entreprise, sachez que le risque d'impayé est beaucoup plus fort. Bien sûr aussi avec le 36.29.11.11 vous pouvez visualiser le Registre du Commerce, les chiffres des renseignements sur les défaillances d'entreprises. Vous pouvez également commander copies des

bilans et états de privilèges, les payer par carte bancaire, recevoir un Kbis sans frais particulier, sans vous déranger et sans attendre.



36 29 11 11
INFOGREFFE

La source de l'Information
sur les Entreprises

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE
1, quai de Corse 91181 PARIS CEDEX 04
Tél. : (1) 43.29.06.75

Vu sous cet angle,
l'Europe est vraiment proche.



Référendum sur la construction européenne : un grand événement national. Pour en comprendre les effets, la SNCF est heureuse de permettre à certains voyageurs des TGV de mieux s'informer grâce au journal « Le Monde ».

Vous trouverez « Le Monde » chaque jour dans les trains H des gares.

Le Monde

SNCF

SNCF, le progrès ne veut que s'être partagé par tous.

JUSTICE

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient.

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient.

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient.

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient.

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient.

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient.

Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient. Les arrêts-maladie des magistrats de prison se multiplient.

JUSTICE

Après de nouvelles sanctions

Les arrêts-maladie des surveillants de prison se multiplient

Dix jours après le début du conflit, la situation dans les prisons reste relativement stable, mardi 22 septembre. Soixante-dix établissements sur cent quatre-vingt-deux fonctionnent avec les forces de l'ordre, tandis que soixante-huit connaissent une situation normale. De nouvelles mises en demeure demandant aux personnels grévistes de reprendre le travail dans un délai de deux heures sont parvenues lundi dans les prisons, et de nouveaux surveillants ont été sanctionnés à l'issue de ce délai. Au total, cent deux agents ont été frappés d'une exclusion temporaire depuis le début du conflit.

Reconsidérer l'ensemble de la chaîne pénale

Les surveillants, qui n'ont pas le droit à la grève, ont choisi pour beaucoup de se faire punir en arrêt-maladie. Lundi, à 13 heures, 1756 surveillants avaient déposé de tels arrêts dans les établissements. La chancellerie a donc annoncé que les surveillants seraient l'objet de contre-visites prévues par les textes statutaires afin de vérifier si les certificats délivrés « ne sont pas une plaisanterie ». Des instructions ont été données aux parquets afin qu'ils saisissent le cas échéant les conseils régionaux de l'ordre des médecins d'éventuelles « infractions au code de déontologie ».

Dans un communiqué, le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, la Fédération de l'éducation nationale, la CFDT-justice, le CCJT-services judiciaires, et la Fédération autogestionnaire justice estiment que la crise

actuelle est la conséquence d'une politique pénale qui « privilégie la détention de façon outrancière ». Ces syndicats, qui demandent une programmation pluriannuelle d'emplois conséquente, estiment qu'il faut reconsidérer l'ensemble de la chaîne pénale, « depuis le développement d'activités de sanction jusqu'à la détention jusqu'à la vraie réflexion sur les peines incompressibles, en passant par l'espérance de vie des personnes et des détenus insupportable ». Enfin, Roland Petegnot et André Gosset, deux élus évadés de la centrale de Clairmarais (Aube) repris à Bordeaux, ont été inculpés lundi, à Troyes, d'homicide volontaire pour la mort du surveillant tué lors de l'évasion. Les deux hommes ont en outre été inculpés de tentatives d'homicide volontaire, arrestation et séquestration d'otages, évasion et complicité, violence avec armes et valet avec armes par M. Jean-Michel Bouchon, juge d'instruction chargé de l'affaire. Roland Petegnot et André Gosset avaient déjà été inculpés samedi à Bordeaux de tentative d'assassinat et d'infraction à la législation sur les armes à la suite d'une fusillade avec les policiers au cours de laquelle un troisième évadé, Dominique Deguis, avait été tué.

Sans que l'on puisse établir avec certitude un lien de cause à effet avec l'actuel conflit, deux détenus de la centrale de Muret, près de Toulouse, ont mis fin à leurs jours lundi. Les deux hommes, qui se trouvaient dans deux bâtiments différents, ont été trouvés pendus dans leur cellule.

Arrestation du marié présumé d'un policier municipal de Reims (Meuse-Vosges). - Le marié qui est accusé d'avoir tué un policier municipal après avoir attaqué une banque, jeudi 17 septembre à Reims, a été interpellé, dimanche 20 septembre, dans la forêt de Carpiquet (Meuse). Arrigo Candela, un Italien âgé de

Christine Villemin pourrait bénéficier d'un non-lieu

DIJON

de notre correspondant

Huit ans après la découverte, dans les eaux de la Volange, près de Lépanges (Vosges), du corps du petit Grégory Villemin, quatre ans, l'enquête perdure et les derniers éléments de l'information n'apportent pas de lumière. « Faute de charges suffisantes », la cour d'appel de Dijon s'achemine vers un non-lieu en faveur de Christine Villemin, la mère de l'enfant, inculpée de l'assassinat de son fils depuis le 5 juillet 1985.

L'annonce, lundi 21 septembre, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon, de la mise en délibéré d'un non-lieu définitif, n'est pas elle-même exempte de cette part de non-dit qui traverse l'enquête depuis le début. L'arrêt sollicité par la défense sera rendu ultérieurement, dans un délai assez bref, dont on ne peut fixer la durée, a déclaré lundi 21 septembre M. Henri-René Garand, l'un des avocats de Christine Villemin. La litote illustre les difficultés, pour la chambre d'accusation, de rédiger, si telle est sa décision, un arrêt qui soit, comme le souhaite la défense, à la fois une « libération d'autocritique de la justice et un arrêt de non-lieu de l'inculpée ». Dix heures ont été nécessaires pour convaincre, en présence de Christine Villemin, les magistrats de la chambre d'accusation qu'un renvoi immédiat devant la cour d'assises de Côte-d'Or pourrait constituer une « erreur judiciaire ». « La présomption d'innocence oblige la justice à aller dans le sens du non-lieu », a déclaré M. Paul Lombard, avocat des grands-parents de Grégory, M. et M^{me} Albert et Monique Villemin. Sous la présidence de M. Jean Martin, les magistrats ont entendu, par la voix de M. Jacques Kohn, avocat général, le réquisitoire de M. Jean Stéfani, procureur général de Dijon aujourd'hui en retraite qui avait conclu au non-lieu ainsi

que la plaidoirie des parents des parties. La défense ne confiant pas à la justice une union sacrée, le procureur public, la partie civile et la défense, commentait M. Garand.

« Nous devons aller plus loin, aboutir à la connaissance des faits », soulignait toutefois M. Garand, appuyé par M. Lombard. Les deux parties ont demandé, lundi 21 septembre, un supplément d'information susceptible d'entraîner une inculpation pour « enlèvement d'enfant ». La

défense est en effet convaincue que la voie judiciaire qui avait abouti à l'inculpation de Bernard Laroche était la bonne. Cette disposition pourrait en outre être la cause de Jean-Marie Villemin. Ce dernier, qui a été jugé au printemps prochain à Dijon pour l'assassinat de ce cousin qu'il avait tué comme le meurtrier de son fils, pourrait ainsi bénéficier de circonstances atténuantes.

CHRIS MAISIAT

Huit années de procédure

Le 11 octobre 1984. - Le corps de Grégory Villemin, quatre ans, est retrouvé dans la Volange, à 8 kilomètres du domicile de ses parents, Jean-Marie et Christine Villemin, à Lépanges (Vosges). Dans l'après-midi, le juge d'instruction avait reçu un coup de téléphone anonyme affirmant : « Je me souviens, j'ai pris le corps du chef, je l'ai mis dans la Volange ». Le lendemain, les parents de Grégory recevaient une lettre anonyme évoquant, sans plus, une vengeance.

5 novembre 1984. - Bernard Laroche, cousin de Christine Villemin, est inculpé d'assassinat et d'écrou. Le procureur du juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, repose la fois sur le témoignage de sa belle-sœur, Muriel Bolle, quinze ans, et sur le résultat de certaines analyses graphologiques. Il sera libéré le 4 février 1985. Entre-temps, Muriel Bolle est revenue sur ses déclarations.

29 mars 1985. - Jean-Marie Villemin est inculpé de l'assassinat de son fils. Il est inculpé d'assassinat et d'écrou.

5 juillet 1985. - Christine Villemin est inculpée pour l'assassinat de son fils après une nouvelle série d'analyses graphologiques. Elle est placée sous contrôle judiciaire.

9 décembre 1986. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy ordonne le renvoi de Christine Villemin devant la cour d'appel de Dijon.

17 mars 1987. - La Cour d'appel de Nancy, en un supplément d'enquête, ordonne le 25 juin par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon.

24 décembre 1987. - Jean-Marie Villemin est mis en liberté sous contrôle judiciaire par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon.

19 septembre 1990. - M. Jean Martin, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon, est chargé pour procéder au complément d'information, à la suite de M. Maurice Simon qui avait lui-même inculpé le juge Lambert, pour instruire le dossier sur l'assassinat.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel le dimanche 20 septembre 1992 :

UN ARRÊTÉ - du 31 août 1992 portant création du baccalauréat professionnel, section bâtiment : métal-aluminium-verre-matériaux de synthèse, et fixant les modalités de préparation et de délivrance de ce baccalauréat professionnel.

Sont publiés au Journal officiel des lundi 21 et mardi 22 septembre 1992 :

DES DÉCRETS - 92-1003 du 21 septembre 1992 relatif aux attributions du secrétaire d'État aux handicapés ; - du 21 septembre 1992 fixant la composition de la délégation française à la XLVII^e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

UN ARRÊTÉ - du 5 août 1992 relatif aux limites maximales de résidus de pesticides autorisés sur les produits d'origine végétale.

En ce qui concerne la réparation des dommages de la victime, la cour a fait droit à ses demandes et fixé le montant de son préjudice à plus de 2 millions de francs. Elle a pris en compte, d'autre part, ses difficultés de logement et lui a accordé une somme correspondant au devis de la construction d'une habitation indépendante de celle de ses parents. L'État avait cherché à en discuter le bien-fondé, lui prévoyant le simple projet de transformation de la maison familiale. Les magistrats l'ont renvoyé à ses collègues ministérielles qui préconisent « le maintien de la personne handicapée dans son cadre de vie avec la plus grande autonomie possible ».

NICOLE CABRET

En ce qui concerne la réparation des dommages de la victime, la cour a fait droit à ses demandes et fixé le montant de son préjudice à plus de 2 millions de francs. Elle a pris en compte, d'autre part, ses difficultés de logement et lui a accordé une somme correspondant au devis de la construction d'une habitation indépendante de celle de ses parents. L'État avait cherché à en discuter le bien-fondé, lui prévoyant le simple projet de transformation de la maison familiale. Les magistrats l'ont renvoyé à ses collègues ministérielles qui préconisent « le maintien de la personne handicapée dans son cadre de vie avec la plus grande autonomie possible ».

En ce qui concerne la réparation des dommages de la victime, la cour a fait droit à ses demandes et fixé le montant de son préjudice à plus de 2 millions de francs. Elle a pris en compte, d'autre part, ses difficultés de logement et lui a accordé une somme correspondant au devis de la construction d'une habitation indépendante de celle de ses parents. L'État avait cherché à en discuter le bien-fondé, lui prévoyant le simple projet de transformation de la maison familiale. Les magistrats l'ont renvoyé à ses collègues ministérielles qui préconisent « le maintien de la personne handicapée dans son cadre de vie avec la plus grande autonomie possible ».

Les projets de réforme du code de procédure pénale

Audience, crime et personnalité

Le 2 septembre, le ministre de la justice a rendu public un projet de réforme du code de procédure pénale concernant notamment le droit de la presse, la protection de la présomption d'innocence et l'organisation des audiences pénales (le Monde du 4 septembre). Selon les modifications proposées dans un texte prudemment nommé « document de travail » ou « maquette législative », les audiences des juridictions correctionnelles et criminelles seraient bouleversées. Les dispositions annoncées suscitent l'inquiétude des spécialistes, tant est délicate l'architecture qui fait un procès juste et équitable.

Nous sommes en 1987. Gérard, vingt-trois ans, comparait devant la cour d'assises de Paris pour avoir, en 1984, au cours d'une dispute, tué son amie âgée de seize ans. Pourtant, il l'adorait et, pendant cinq jours, il a gardé le corps de l'adolescente « comme un enfant qui promène sa poupée », selon la formule d'un psychiatre.

Depuis son arrestation et sans doute bien avant, il s'est enfoncé dans un mutisme total. A l'audience, le président Claude Hanoteau veut d'abord connaître sa personnalité, mais Gérard refuse de parler. Avec délicatesse, le magistrat insiste. Le jeune homme répond par un silence que M. Hanoteau respecte patiemment, longuement, jusqu'à l'insupportable, se contentant de faire taire d'un geste les murmures de la salle. Le silence se prolonge, intolérable et soudain, un sursaut explose, puis il y a le bruit d'un homme qui se mouche et, enfin, la voix d'un adulte qui s'exprime comme un enfant, dont les mots sont hachés par les haletements du vrai chagrin. « Continuons », souffle seulement le président et, en quelques minutes, les jurés découvrent un homme que

même les experts n'avaient pas su décrire. Moment étrange que celui où le public, les jurés, les journalistes et le greffier semblent avoir disparu. Il n'y a plus qu'un homme qui se confie à un autre homme, avec cette simplicité brutale qui donne tant d'importance aux mots, aux soupçons et même aux silences.

Cet instant, fréquent en cour d'assises, on le doit au tact des présidents, et certains d'entre eux ne l'ont jamais connu. Mais on le doit aussi à la situation théorique et imparfaite du magistrat et à la chronologie des débats. Actuellement, un usage veut que, dans la plupart des cours d'assises, la personnalité soit évoquée avant les faits, les débats étant dirigés par le président. Or, dans le projet de réforme, les faits seraient abordés en premier et c'est l'avocat général qui mènerait l'interrogatoire. Le conseil de la victime et le défenseur pourraient également poser directement des questions à l'accusé. Quant au président, connoté dans un rôle d'arbitre, il n'interviendrait qu'ensuite, s'il le juge utile.

Cette disposition a le mérite de placer clairement chacun dans son rôle en libérant le président d'une position ambiguë. En outre, selon la chancellerie, il est anormal d'assumer la personnalité d'un accusé sans savoir d'abord s'il a commis les faits qu'on lui reproche. L'argument semble évident, mais, dans la pratique, peut-on analyser correctement un crime sans connaître la personnalité de celui qui en est accusé ? Les quelques cours d'assises qui, actuellement, se penchent d'abord sur les faits, donnent à l'audience un aspect déconcertant.

Ainsi, lors de l'interrogatoire relatif au crime, chacun tente instinctivement de deviner quel est l'homme qui parle au travers de ses réponses. Et, quand enfin la cour examine sa personnalité, la conviction, bonne ou mauvaise, s'est déjà faite. Ce n'est qu'un monologue du président, ponctué de réponses désabusées de l'accusé. Et puis, il est tard, parfois très tard. L'audience se termine, le magistrat

regarde la pendule, les jurés sont dépêchés. Corvée pour les avocats, c'est l'instinct de la défense, et certains estiment qu'il n'est pas mauvais qu'il y vienne à la fin des débats. Mais le système n'enrichit pas le débat, notamment pour les crimes passionnels ou familiaux, car la personnalité est, la pratiquement inséparable des faits. Dans d'autres cas, c'est même un motif de confusion. Ainsi, le procès des assassins du juge Michel, devant la cour d'Assises de la Seine-Maritime en juillet 1988, débute avec la citation de nombreux noms totalement inconnus des jurés. Il semblait que tous ces personnages, dont la plupart se sont connus sur les trottoirs de Marseille, auraient été mieux étudiés si les débats avaient commencé par l'évocation de la personnalité.

L'égalité et la loi

Si l'on en croit la « maquette » du projet de réforme, c'est l'avocat général qui commencerait l'interrogatoire de personnalité. Quels que soient son talent et sa délicatesse, parviendra-t-il à obtenir les confidences d'un accusé, comme M. Hanoteau et quelques autres magistrats savent si bien le faire ? Après l'évocation du crime, parfois menée en termes violents, ne serait-ce pas regardé par l'accusé comme un ennemi, comme celui auquel il ne faut surtout rien dire ? Et il est à craindre que le magistrat du parquet, pour mieux soutenir l'accusation, insiste plutôt sur l'exclusion d'une école, par exemple, qui sur un aspect positif de la vie de l'accusé.

Mais le projet est aussi inquiétant par ses silences. L'interrogatoire n'étant plus réalisé « par l'intermédiaire du président », rien n'empêchera un avocat ou le représentant du parquet de formuler ses questions en suggérant les réponses ou en faisant connaître sa propre opinion, dans un long exposé, avant d'exiger une réponse par « oui » ou par « non ». Dans les pays de procédure anglo-saxonne, où les parties mènent effectivement

les débats sous le regard du président, la cour a été révoquée par une formule bien connue des magistrats : « C'est à vous de décider ». C'est l'objection ; et, sans envoyer au président du « Votre Honneur », il ne serait pas inutile que chacun puisse exiger que les questions soient posées clairement et sans commentaires.

Enfin, il reste un point particulièrement délicat : celui des caméras dans les prétoires. L'idée est conforme à la notion d'audience publique, qui ne devrait pas connaître d'obstacles, malgré les progrès des modes de diffusion. Mais, selon le projet, la décision est au seul président de la juridiction, qui, après avoir entendu les parties et décidé, sans qu'aucune voie de recours soit possible, Gérard se serait-il confié au président Hanoteau devant des caméras ? Ce n'est pas certain. Mais la vraie difficulté est ailleurs. La possibilité du président conduira à ce que telle audience soit filmée, alors que telle autre ne le serait pas. Il serait ainsi possible de mettre l'accent sur une affaire en la médiatisant par une sorte de « convocation » à la presse, alors qu'une autre serait cachée aux regards. Selon quels critères ? Pourrait-on empêcher des décisions politiques ou interprétées comme telles ?

En septembre 1989, M^{me} Simone Roze, ancien président de la Cour de cassation, avait formulé une proposition similaire en souhaitant que la télévision puisse diffuser les procès d'automobilistes responsables d'accidents graves. A l'époque, beaucoup de magistrats s'étaient insurgés contre une disposition « contraire au principe de l'égalité de tous devant la loi ». Et, si certains étaient favorables à l'entrée des télévisions dans les prétoires, ils estimaient, comme aujourd'hui, que cela ne devait pas se faire au coup par coup, ajoutant : « C'est tout ou rien ».

MAURICE PEYROT

LA FORMATION DE HAUT NIVEAU, EN TOUTE LIBERTÉ !

L'objectif du CNAM : Vous proposer une formation de qualité, reconnue, diplômante dont vous bénéficiez à votre rythme, sans interruption de votre vie professionnelle. Une occasion de suivre et d'anticiper les mutations de votre activité.

Bacheliers, techniciens supérieurs, professionnels confirmés, des milliers de formations à votre disposition. Inscriptions : 3001 F en moyenne pour l'année.

Informations : 3615 CNAM INFO, sur place : 292 rue Saint-Martin - 75002 PARIS.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Inscriptions en Septembre

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Président du conseil général des Alpes-Maritimes

M. Charles Ginesy (RPR) est inculpé d'ingérence

M. Charles Ginesy, président du conseil général des Alpes-Maritimes et maire de Pégny-Valberg, a été inculpé du délit d'ingérence, lundi 21 septembre, par M. Daniel Farge, président du parquet général de Grenoble. Il lui est reproché, en sa qualité de président du syndicat intercommunal de vocation multiple de Valberg, organisme subventionné par le conseil général, d'avoir fait appel aux services de la SA FIRECA, une société de participation financière présidée par son épouse.

NICE

notre correspondant régional

La procédure de suite à la plainte déposée, le 4 décembre 1991, auprès du procureur de la République à Nice, par M. Jean-Hugues Colonna, ancien député (PS) des Alpes-Maritimes, MM. Max Cavaglione et Pierre Josselin, conseillers municipaux (div. de Nice, le général François Binoche, conseiller municipal (div. g.) M. Joseph Figueras, enseignant (1). Dans un arrêt rendu le 29 octobre 1991, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nice, qui avait ouvert, le 5 décembre suivant, sur réquisition du parquet général de cette ville, une information judiciaire, pour ingérence, contre M. Charles Ginesy et « tous autres ».

Selon l'accusation, le syndicat intercommunal de Valberg regroupait les communes de Pégny et de Quillanville - avait fait appel, à partir de la fin janvier 1987, aux services de trois sociétés privées auxquelles il avait concédé l'exploitation des centres d'activités et de loisirs d'été et d'hiver de la station de sports d'hiver de Valberg (sitée sur la commune de Mone).

Ce syndicat devait recevoir, entre 1987 et 1989, plus de 20 millions de francs de subventions du conseil général des Alpes-Maritimes, dont M. Ginesy était, à l'époque, premier vice-président. Le fils de M. Ginesy, Charles-Ange, également vice-président du syndicat, adjoint au maire de

Pégny et directeur du tourisme de Pégny-Valberg, était actionnaire majoritaire des trois sociétés bénéficiaires de la concession : la Société d'exploitation des remontées mécaniques (SERM), celle des Téléphériques français (STF) ainsi que la Société d'équipements sportifs de Valberg (SESV).

En d'autres termes, une confusion d'intérêts se serait créée, M. Ginesy, à la fois décideur financier, en tant qu'il, maître d'ouvrage, président du syndicat intercommunal, maître d'œuvre par le biais des sociétés concernées. Et, indépendamment du fait que M. Charles-Ange Ginesy ait cédé le 11 novembre 1988, l'ensemble de ses parts à la SA FIRECA, une société de participation financière présidée par son épouse.

« Une manipulation politico-juridique »

Le délit d'ingérence prévu et réprimé par l'article 175 du code pénal qui précise notamment que « tout officier public qui (...) par interposition de personnes, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a, ou (...) l'administration ou la surveillance, (...) est puni (...) d'emprisonnement de (...) mois, (...) de (...) ans, du plus (...) condamné à une amende (...) ». Cet article prévoit, par ailleurs, que l'intéressé « sera, de plus, déclaré, (...) jamais, incapable d'exercer aucune fonction publique ». L'infraction étant constituée même en l'absence d'intention frauduleuse et sans qu'il soit besoin que les personnes incriminées en aient retiré un profit (en 1989, la société FIRECA aurait, en l'occurrence, enregistré une perte de 437 000 F).

Un communiqué, le sénateur Ginesy a dénoncé une manipulation politico-juridique visant à déstabiliser à travers (ma) personne le conseil général, bastion de résistance au pouvoir, en place ».

GUY PORTE

(1) M. Josselin est, depuis, décédé. D'autre part, MM. Cavaglione et Binoche ont retiré leur plainte, le 4 février. M. Charles Ginesy a annoncé son intention de déposer une plainte en dénonciation calomnieuse contre MM. Colonna et Figueras.

Dans quatre régions pilotes

Un cabinet privé est chargé d'une nouvelle action pour l'insertion professionnelle de handicapés

LYON

de notre bureau régional

Patrick Chauvet a vingt-six ans et, en poche, un BTS d'analytique-programmeur. En janvier, il a obtenu de remplir un contrat à durée déterminée de six mois au sein de l'établissement de recherche grenoblois de Thomson-LCD. Ni son élocution parfois un peu lente ni les difficultés qu'il rencontre à se déplacer ne l'empêchent d'assurer la maintenance des logiciels et du matériel d'un parc de micro-ordinateurs, pour 84 techniciens et chercheurs.

Il a été atteint d'une maladie grave, à l'adolescence, et il lui a fallu pas mal de détermination pour arriver ici, en acceptant de s'éloigner, un temps au moins, de sa famille, qui habite Aix-en-Provence. Après avoir interrompu ses études, deux années durant, il avait été orienté contre son gré vers la comptabilité. Son regret, c'est de n'avoir pu poursuivre des études longues, par exem-

ple en vue de l'obtention d'une maîtrise d'informaticien appliquée à la gestion (MIAGE), en raison du retard qu'il avait pris en mathématiques. Il a occupé un premier emploi temporaire au centre de Cadarache du Commissariat à l'énergie atomique et il aurait préféré ne pas avoir à mentionner sa qualité de handicapé pour obtenir un nouveau poste : « Avec un BTS, l'employeur n'a pas besoin de savoir. Je souhaitais être embauché sans autres considérations que professionnelles. Si on est en mesure de tenir le poste, cela doit suffire ». Au bout de dix mois de chômage, il lui a fallu composer.

Pour son bonheur, le cabinet de reclassement MOA-ARCODEV, investi d'une mission dans quatre régions pilotes, lui a permis de rencontrer M^{me} Florence Josselin, « DRH » de Thomson-LCD, dont l'entreprise devait, après deux années d'assistance, s'acquitter, d'une manière ou d'une autre, de son obligation légale. « Je suis peut-être un

peu plus sensible que d'autres à ces problèmes », déclare M^{me} Josselin. C'est moi qui ai sollicité les organismes compétents. J'ai appliqué le montant des aides publiques après coup. L'emploi de M. Chauvet ne nous pose pas de problème particulier. Il doit seulement s'abstenir de porter des charges lourdes. Selon une enquête nationale, réalisée pour le compte de l'AGEFIPH, sur 339 entreprises interrogées, vingt-six seulement ont reçu des aides spécifiques pour l'embauche de handicapés, soit qu'elles méconnaissent le dispositif d'aides, soit qu'elles indiquent, pour 43 % d'entre elles, n'avoir pas rencontré d'occasion d'embaucher parmi cette main-d'œuvre.

« Il faut que les employeurs apprennent à faire leurs comptes », déclare M. Pierre Mougel, responsable de l'antenne lyonnaise de MOA-ARCODEV. L'enquête préliminaire a permis, à elle seule, de détecter une soixantaine d'emplois possibles pour des handicapés. Le cabinet privé n'ayant pour objectif assigné que d'atteindre 150 reclassements, la moitié ou presque du chemin serait déjà parcouru s'il ne s'agissait, en fait, d'abaucher un mouvement plus ample, comme ce fut déjà le cas, dans le Rhône en 1991, à l'initiative du patronat lyonnais. Le président de l'époque, M. Bruno Lacroix, fut à l'origine d'une association « Mode d'emploi », bénéficiaire de subventions du département de la région, de l'État et de l'AGEFIPH, pour un montant annuel de l'ordre de 3 millions de francs. Durant la première année de fonctionnement, 350 postes ont été créés. On a décombré 107 insertions de salariés en difficulté, parmi lesquels une douzaine de handicapés. La tâche serait plus facile, sans doute, si le marché de l'emploi ne s'était sensiblement dégradé.

GÉRARD BUÉTAS

REPÈRES

INITIATIVES
Violents orages sur le Sud-Ouest et piles dans le Gard

Un violent orage a balayé, lundi 21 septembre, le département de la Dordogne : la foudre a tué une trentaine de bœufs et causé plusieurs incendies. Les dégâts sont estimés à plus de 1 million de francs. Le même jour, un autre orage, accompagné de grêle, a abattu sur Mont-de-Marsan (Landes), endommageant une trentaine de toitures et plusieurs voitures. D'autre part, les fortes pluies qui sont tombées, le 21 septembre, dans le département du Gard ont provoqué une montée importante des cours d'eau. Plusieurs automobilistes, bloqués par les eaux, ont dû être secourus. Il a fallu recourir à l'hélicoptère pour sauver deux retraités, surpris dans leur voiture. A Sommières, les écoliers ont dû être renvoyés chez eux, en raison de la montée rapide des eaux du Vidourle, le petit fleuve côtier qui traverse la localité.

RELIGIONS

Une grande mosquée inaugurée à Madrid

Une grande mosquée a été inaugurée, lundi 21 septembre à Madrid, par le roi Juan Carlos d'Espagne. Immeuble à grandiose cinq étages, cette mosquée construite dans le style de celle de Cordoue serait, selon ses promoteurs, la plus grande d'Europe. Sa construction a duré trois ans et coûté environ 2 milliards de dollars (environ 10 milliards de francs), versés aux trois quarts par le roi Fahd d'Arabie saoudite. Elle abrite une bibliothèque, une salle de prière pouvant accueillir jusqu'à un millier de fidèles, des bureaux, un musée de l'art et de la culture islamiques. Son inauguration coïncide, a souligné le roi d'Espagne, avec le 500^e anniversaire de la fin de la domination de l'islam dans la péninsule ibérique et du début de l'ère américaine. On se souvient en effet qu'en 1492, Grenade, ville arabe, fut reconquise par les Rois catholiques. La même année, celle de la découverte de l'Amérique. Ferdinand II et Isabelle la Catholique avaient expulsé les Arabes et les Juifs établis en Espagne depuis plus de huit siècles. — (Reuters).

ENVIRONNEMENT

De nombreuses récoltes étant menacées de destruction

Madagascar appelle à l'aide contre le criquet migrateur

M. Edouard Seoume, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), vient de lancer à la demande des autorités malgaches un appel à l'aide internationale pour lutter contre la prolifération des criquets migrateurs malgaches (*Locusta migratoria* capota). Ces insectes menacent de dévorer les récoltes de la saison 1992-1993 dans le sud-ouest de la Grande Ile où sévit déjà une famine provoquée par deux années consécutives de sécheresses.

En juin dernier, une mission franco-malgache (1), soutenue par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et appuyée par l'Agence technique de coopération allemande (GTZ), avait constaté que les larves de criquet migrateur malgache (une des sous-espèces du criquet migrateur *Locusta migratoria*), qui prolifèrent depuis le mois de février, s'étaient transformées en

centaines d'insectes adultes (le monde des 19-20 juillet). Elle avait estimé qu'une cinquantaine d'hectares, couvrant environ 500 à 600 hectares et comportant probablement 300 000 insectes à l'heure, étaient déjà constitués et, pour certains d'entre eux, avaient « sauté » le fleuve Mangoky, donc étaient susceptibles de « contaminer » plus d'un million d'hectares d'ici au mois d'octobre puisque les insectes adultes se reproduisent au cours des déplacements de leurs essaims.

Or, Madagascar est située dans l'hémisphère Sud et en zone tropicale et subtropicale. La saison des pluies primaires et secondaires, qui va commencer en octobre-novembre, atteint son maximum dans la zone menacée par les criquets en janvier et février, coïncidant, bien évidemment, avec le maximum de développement des cultures.

Sans attendre, la FAO a remis en activité son Centre d'urgence pour la lutte antiparasitaire (ECLIO), une cellule de crise créée en 1986 pour diriger et coordonner la lutte contre les criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*).

qui, à ce moment-là, dévorent les cultures dans le nord de l'Afrique et du Proche-Orient.

Selon les plans dressés il y a quelques mois par les autorités malgaches, il fallait d'abord (jusqu'en septembre) trouver et détruire les essaims essentiellement par voie terrestre. Ensuite, d'octobre à décembre, continuer et aussi chercher et détruire les bandes de larves par voies terrestres et aériennes. Enfin, de janvier à juin 1993, poursuivre la lutte terrestre et aérienne en protégeant en priorité les cultures. Pour mener à bien ce programme (qui pourrait coûter plusieurs millions de francs français), Madagascar a besoin impérativement de l'aide internationale et aussi de la coopération des donateurs antiparasitaires et des personnels locaux.

Y. R.

(1) La mission était dirigée par Jean-François Duranton (PRIFAS-Archéologie opérationnelle-Economique internationale), partie intégrante du centre de l'IRAD, Centre international de recherche en agronomie pour le développement, de Montpellier.

Air conditionné, direction assistée, lève-vitres électriques avant, autoradio 4x6 watts à commande sous le volant, fermeture centralisée des portes à distance, volant réglable en hauteur, vitres teintées, projecteurs additionnels. Autant d'équipements nous laissent à peine la place de vous dire qu'ils sont en série.

3615 3616
RENAULT

Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. RENAULT présente ELF

RENAULT 21 ALIZE SERIE SPECIALE

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

هكذا من لاجل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les nouvelles pirogues de Bercy

Le site préhistorique de Bercy, d'une incroyable richesse, donne d'innombrables informations sur le néolithique parisien

«PIROGUE vole» Ce devait être - presque - vrai le 11 septembre. Ce jour-là, en effet, une des nouvelles pirogues monoxyles (creusées dans un seul tronc d'arbre, et plus de six mille ans, même au jour au cours des fouilles archéologiques menées depuis le mois de mai sur le site de Bercy (dans la douzième arrondissement de Paris) devait «s'envoler» - au sens d'un objet de grue - pour être placé sur un grand camion. Celui-ci transporterait la pirogue dans les installations du Centre d'études nucléaires de Grenoble (Commissariat à l'énergie atomique) où elle serait utilisée pour la culture. Elle y subirait, comme les trois pirogues découvertes à Bercy en 1991 (Le Monde du 10 octobre 1991) et les autres pirogues mises au jour en 1992, le long traitement obligatoire pour conserver les bois gorgés d'eau.

gorgés les sédiments de la Seine. Ainsi les archéologues, contractuels pour la plupart, dirigés en 1991 par Philippe Marquis, de la commission (municipale) du Vieux Paris, et en 1992 par Yves Lanchon, ont-ils eu à une zone exceptionnelle sous la responsabilité du service régional de l'archéologie de la Seine-Saint-Denis.

Les fouilles habituelles permettent de retrouver les objets en céramique, traces de trous de poteaux. Certes, mais que nos ancêtres néolithiques utilisaient le bois. Ici, le bois a été conservé pour faire de nombreux objets. Mais ces matériaux organiques ne se conservent pas pendant des millénaires, sauf si elles se trouvent enfouies dans des sédiments d'eau qui les mettent à l'abri des attaques de décomposition.



Statuette féminine chasséenne en céramique trouvée le 10 août dernier sur le site de Bercy. La figurine très lisse des bras et des mains représentés par de simples traits est très rare pour ce genre de figurine. Hauteur actuelle : 10 cm.

et enveloppée de feuilles de plastique pour lui éviter une dessiccation fatale - mesure 5,80 mètres de long. Elle porte des traces de feu, peut-être le feu utilisé pour creuser le tronc d'arbre. L'autre, sensiblement du même longueur, a été déjà partie pour Grenoble. Et il ne faut pas oublier dans ces pirogues deux autres objets remarquables : des coques de cerises et de cerises, qui portent encore la marque du travail de leur bois à l'époque.

La fouille de cette année a été marquée par la découverte de deux gros poteaux de bois qui seront ultérieurement datés par le carbone 14 (1). Les premiers ont manifestement été bois flottés ou des troncs d'arbres qui ont été utilisés naturellement en tant que poteaux dans le fleuve. Les autres ont servi à faire une sorte d'appentement à l'intérieur d'une maison qui permettait aux Chasséens de grimper commodément leurs pirogues, de pêcher ou de jeter facilement leurs déchets dans la Seine.

une douzaine de vases de la culture Cerny (vers 4500-4200 avant Jésus-Christ), caractérisés par de superbes motifs en zigzag ou en guirlandes dessinés au peigne ou au pinceau ou un peigne à deux dents, et d'autre part quelques céramiques dont les triangles et franges dessinés désignent comme appartenant à la culture Rössen (connue en Allemagne) et qui dans le Bassin parisien) contemporaine de la fin de la culture Cerny et du début de la culture chasséenne. Certes, les trois cultures étaient mélangées, parfois mélangées deux par deux, mais c'est la première fois qu'on les trouve mélangées ensemble.

Les fouilles ont mis au jour, bien sûr, des centaines d'autres objets en poterie, mais aussi d'autres objets en os, en pierre, en bois, en bronze, en fer, en cuivre, en argent, en or, en platine, en cobalt, en nickel, en manganèse, en zinc, en aluminium, en silicium, en germanium, en arsenic, en sélénium, en tellure, en bismuth, en antimoine, en étain, en plomb, en cadmium, en mercure, en strontium, en barium, en calcium, en magnésium, en sodium, en potassium, en lithium, en rubidium, en césium, en francium, en actinium, en thorium, en uranium, en plutonium, en néptunium, en américium, en curium, en berkelium, en californium, en einsteinium, en fermium, en mendelevium, en nobélium, en lawrencium, en rutherfordium, en dubnium, en seaborgium, en bohrium, en hassium, en meitnerium, en darmstadtium, en roentgenium, en copernicium, en nihonium, en flerovium, en oganesson.

La campagne de fouilles de cette année 1992 s'achève impérativement le 15 octobre. Sans la fin de cette campagne, il n'aurait pu s'arrêter le 15 septembre. L'aménagement ZEUS, qui entretient de très bonnes relations avec les archéologues, a donné, via l'AFAN (Association française pour l'archéologie nationale), à millions de francs pour les fouilles de 1992 et 1993, auxquels s'ajoutent de nombreuses aides de nature (engins, barreaux de chantier, etc.). Une nouvelle campagne est prévue pour 1993.

YVONNE REBEYROL

Radioscopie du Rhin

Six ans après l'incendie d'un entrepôt du groupe chimique Sandoz, à Bâle, la communauté scientifique fait le bilan de santé du Rhin : bon état général

Le 1^{er} novembre 1986, un incendie consume un entrepôt de produits chimiques de la firme Sandoz, à Schweizerhalle, à quelques kilomètres en amont de Bâle. On craint d'abord un «nuage toxique» sur la ville - Tchernobyl remonte à seulement six mois. C'est finalement le Rhin qui subit le contre-coup de l'incendie, sous forme de milliers de litres d'eau (utilisée par les pompes) chargée de multiples produits chimiques en dilution. Des centaines de tonnes de poissons morts vont être retirés du fleuve, et notamment des anguilles, pourtant réputées très résistantes. On crut aussitôt à la «catastrophe écologique», et, sur la rive allemande, certains affirmèrent même que le Rhin est mort.

A l'époque, cette affirmation provoqua l'ironie de beaucoup. Ils expliquaient que le Rhin avait cessé d'être un fleuve vivant depuis beau temps. Corrosé et recouvert sur une grande partie de son cours par les besoins de la navigation et la régulation des crues, tropoigné par des barrages - vingt-trois entre Constance et Strasbourg - jalonné d'usines chimiques de Bâle à Rotterdam, empoisonné par les saumures rejetées au fleuve par les mines de potasse d'Alsace, le Rhin, disait-on, n'était plus qu'un égout à ciel ouvert.

Erreur ! S'il est vrai que, dans les années 70, le Rhin était devenu insupportable, il s'était sensiblement amélioré depuis lors. Les usines recyclaient leurs effluents : les villes riveraines traitaient leurs eaux usées ; et les potasses d'Alsace stockaient leur résidu sur le carreau de la mine. Mais personne ne s'était avisé, avant l'accident de 1986, de mesurer ces progrès. Grâce au Fonds Sandoz pour le Rhin, créé en 1987, une multitude de recherches ont pu être lancées pour connaître avec exactitude l'état de santé du fleuve et envisager des moyens de l'améliorer. Le résultat de ces cinq années de recherche a été présenté à Bâle les 3 et 4 septembre.

Première constatation : la faune et la flore du Rhin sont actuellement

d'une richesse très satisfaisante, si on les compare à des fleuves du même ordre. «Le Rhin a un cortège faunistique identique au haut Rhône», explique Albert Roux, professeur à l'université Claude-Bernard (Lyon-1), qui a mené une étude dans le Rhin alsacien avec une équipe de dix chercheurs. Les prélèvements effectués entre octobre 1987 et juillet 1990 ont révélé la présence de quelque 170 taxons (espèces) de macroinvertébrés, qui vont de la larve de diptère à l'écrevisse, en passant par les puces de mer (*Gammarus tigrinus*, *Asellus* ou *Pulex*) et la moule zébrée (*Dreissena polymorpha*).

Les variations enregistrées dans cette faune au cours des trois années d'observation ne sont dues qu'aux changements de débit et de température, c'est-à-dire au cycle naturel des saisons, parfois modifiés par la gestion hydraulique du fleuve. Mais il n'y a pas eu de remontée des effectifs sensibles au fil des ans car, dès 1987, la faune macroinvertébrée avait retrouvé sa richesse naturelle. «Un milieu artificiel comme le Rhin n'a plus les espèces les plus sensibles», explique le professeur Roux. Un accident du type de Sandoz a donc peu d'effet, car les espèces présentes sont résistantes.

Saumons bloqués à Mayence

Pour les poissons, l'accident de Sandoz a pourtant été dévastateur, mais très ponctuellement : 400 tonnes d'anguilles et une dizaine de tonnes d'autres poissons retrouvés morts sur l'ensemble de la zone contaminée. «Au lendemain de l'accident, on était très pessimiste», reconnaît Thomas Braumbeck, de l'université de Heidelberg. A l'époque, nous n'avions aucune donnée sur la toxicologie des poissons. Ses recherches ont montré que les anguilles ont été tuées par l'endosulfan, un pesticide vendu sous la marque Disulfoton. Une dose de 37 microgrammes par litre d'eau est mortelle pour l'anguille (*Anguilla anguilla*), au bout d'un temps relatif

vement long - entre trente minutes et quatre heures.

«Nous avons fait les premiers prélèvements dès le 3 novembre», explique Philippe Maire, chercheur au Conseil supérieur de la pêche à Metz. Nous n'avions pratiquement aucune donnée sur le cours principal du Rhin, depuis longtemps abandonné à la navigation et à l'industrie. On n'y puise même pas d'eau potable côté français ! L'étude de la faune piscicole a révélé la présence de trente-trois espèces de poissons, dont les plus nombreux sont, dans l'ordre, le gardon, le chevesne, l'anguille et la carpe. Des dix poissons migrateurs recensés dans la littérature, il ne subsiste plus que la truite de mer (*Salmo trutta*), qui réussit encore à franchir certains obstacles rencontrés sur le haut cours du fleuve. En revanche, le saumon (*Salmo salar*), rarissime, ne dépasse pas Mayence.

Les poissons carnassiers comme le brochet, le sandre ou l'ombre commun (*Thymallus thymallus*) se retrouvent plutôt dans le vieux Rhin et les bras morts du fleuve. Ils commencent même à subir l'assaut des cornues, grands amuseurs de brochettes. «Le Rhin est un cours d'eau superbe, cinq fois moins pollué que l'Elbe, son affluent alsacien», précise Philippe Maire. Un fleuve si prospère qu'un pêcheur professionnel s'est depuis peu installé à Fessenheim et vit très bien de ses prises - poissons au filet et écrevisses à la nasse. Au total, la faune piscicole du Rhin est comparable à celle des grands fleuves européens, à l'exception du Danube, deux fois plus riche.

Tous les chercheurs s'accordent en tout cas sur un point : les poissons du Rhin ont pour premier ennemi la «correction» du cours du fleuve, qui a fait disparaître les frayères abritées par les bords sauvages du fleuve et les îles («Des deux mille îles qui s'élevaient dans le Rhin le long du Bade-Wurtemberg, il n'en subsiste plus qu'une», a précisé Bruno Stett, chercheur de l'université de Francfort). Le deuxième obstacle reste la présence des barrages, qui bloquent la remontée des migrateurs. En 1910, on a encore pris 5 tonnes de saumon à

Rotterdam, lorsque la voie était libre vers les affluents et le haut cours du fleuve... La pollution cause de déséquilibre est la surpêche, la pollution de l'eau n'arrivant aujourd'hui qu'en quatrième position dans la hiérarchie des fléaux du Rhin.

Lindane et PCB

Le professeur François Ramade, professeur d'écologie à Orsay, a pour sa part mené avec son équipe une étude écotoxicologique du Rhin alsacien entre 1987 et 1990, afin de mesurer les restes de la contamination chimique provoquée par l'accident de 1986. Les résultats, présentés à Bâle par Michel Eschard, du laboratoire de toxicologie de l'Institut national agronomique, sont très nets : quels que soient les organismes vivants étudiés, qu'il s'agisse de plantes, d'invertébrés ou de poissons, on retrouve toujours trois composés à l'état de traces : lindane, endosulfan et polychlorobiphényle (PCB). Les deux premiers sont des insecticides, les deux seuls organochlorés autorisés pour l'agriculture en France. Ce qui conduit à penser que «la source majeure de contamination du Rhin par ces composés est le lessivage des terres de culture de la plaine d'Alsace». Les PCB, eux, seraient dus à la contamination globale de la biosphère, ce qu'on appelle le «bruit de fond» de la pollution.

Quant au mercure, qui a été trouvé en 1991 d'avoir été effectivement dans les sédiments, mais en faible concentration dans les organismes vivants, «il n'existe pas de corrélation entre l'étude biochimique et les analyses chimiques de résidus pesticides, PCB ou mercure», observe Michel Eschard.

ROGER CANS
Lire la suite page 17

(Publicité)

La MYCOLOGIE est une science tellement complexe que les ouvrages ne sont pas nombreux, que pour connaître la «Public», l'existence de divers Champignons. Car pour les reconnaître, les identifier, parmi les espèces les plus répandues, il faut y avoir consacré au moins 10 ans de sa vie !

L'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS

Un énorme travail de Jacques Montguy, vous donne une chance sérieuse, sans être mycologue de reconnaître les Champignons, parmi les espèces, car il les a analysés sur le plan de leurs caractéristiques morphologiques et ensuite sur leur fonction : présence ou de l'absence de ces caractères.

Répartis dans 7 grands groupes, empiriquement constitués, 205 INTERCALAIRES portent les analyses de 1600 espèces, parmi les plus répandues, sont présentées, en sus, avec photos couleurs, descriptifs complémentaires, sigles et mots clés.

Prix : 1.800 F TTC et franco en 11 Volumes ; format 16, 32, 5, 24,5 cm, 1114 pages, 4,800 kg, couverture en dur et dorure à chaud.

Commande à : BP 39 - 78630 ORGEVAL
Veuillez me faire parvenir l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS
Ci-joint mon chèque de F. 1.800

La CASSETTE VIDEO, VHS, 11 heures
Acquise avec l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE 180 F

Nom : Prénom :
Adresse :
C.P. : Commune :

☐ Je désire d'abord recevoir votre Documentation - Présentation (140 g.)
Ci-joint mon chèque 35 F déductible sur mon achat éventuel de l'ENCYCLOPÉDIE. (Il s'agit d'éléments de l'ENCYCLOPÉDIE.)

هكذا من لاجل

SCIENCES • MEDECINE

Radioscopie du Rhin

Suite de la page 15
Ces conclusions ne contredisent pas les observations faites en 1986 - immédiatement après l'accident - par le professeur Roland Carbiener, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, qui avait alors noté une importante destruction (de macroinvertebrés (gammare, chironomides et éphéméroptères). Elles indiquent seulement que l'impact du déversement de produits chimiques a été limité dans le temps. Six

mois après l'accident, tout était pratiquement revenu dans l'ordre en ce qui concerne la faune et la flore. « Soudes a eu beaucoup de chance dans son milieu », observe Michel Echaubard. L'accident est survenu en novembre, au moment où la biocénose est en repos hivernal, et avant les grandes crues de printemps qui font chasser d'eau. Les conséquences auraient été beaucoup plus graves pour le Rhin si l'incendie avait éclaté en été ».

Une chose est sûre, en tout cas : l'accident de Bâle aura permis de savoir ce que le Rhin charrie ou abrite réellement dans ses eaux, ce qu'on ignorait pour l'essentiel. Et, comme l'ont montré les études menées dans deux côtés du Rhin par le professeur Carbiener et les chercheurs allemands de l'Institut de Restat, on sait maintenant que le Rhin n'a pu recouvrer la santé que grâce aux réserves naturelles que constituent bras morts, marais inondables et lambeaux de forêt alluviale. « La capacité d'autorenouveau est d'autant plus grande que le fleuve est plus proche de la nature », a conclu le professeur Carbiener. Le Rhin, fleuve largement artificialisé, reste donc vulnérable.

ROGER CANS

La Seine sous surveillance

Les évolutions d'une mystérieuse embarcation et les vagues de pollution ont récemment intrigué les riverains de la Seine en aval de Paris. L'équipage du navire remonta du fond de l'eau de longues « carottes » de boues, qui étaient aussitôt analysées, puis stockées à bord du véhicule.

Cette campagne de prélèvements, qui a duré une semaine, fait partie d'un vaste programme scientifique lancé en 1990. Son objectif : mieux comprendre comment un écosystème fluvial relativement modeste comme le PIREN-SEINE, autrement dit programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement de la Seine.

Alors qu'à Lyon les chercheurs du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) étudient le Rhône depuis des années et que ceux du Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CERMA) à Toulouse en font autant pour le Garonne, les scientifiques parisiens se désintéressent du cours d'eau qui coule à leurs pieds. Ils le considèrent comme « péru », transformé en égout et donc peu digne de leur curiosité. Personne parmi les autorités - qui dépendent pourtant des milliards pour tenter de l'assainir (le Monde du 1^{er} février 1990) - ne leur demandait le moindre investissement. La paradoxe à tout de même choqué quelques scientifiques, qui d'habitude ont mobilisé leurs collègues.

Accédant à leur demande, le ministère de l'environnement a signé une convention avec le CNRS, et la coordination des recherches a été confiée à M. Guislin de Marsily, professeur de géologie à Paris-VI. Ce programme PIREN-SEINE, qui s'étale sur une période de quatre ans (1990-1994), mobilise quinze laboratoires groupant une soixantaine de chercheurs. On y trouve

certaines équipes du CNRS, du CEMAGREF, de l'Ecole des mines, des universités parisiennes et même un groupe de Bruxelles fort « pointu » en microbiologie. Le coût global de l'opération dépassera la centaine de millions de francs.

Quatre thèmes sont explorés : le fonctionnement biologique de l'écosystème ; les effets de phénomènes exceptionnels comme les crues ; les conséquences de la gestion des barrages-réservoirs, qui sont aujourd'hui les « vraies sources » de la Seine ; l'évolution de l'occupation du sol sur une zone témoin (le bassin du Petit-Morin). Des rapports sont établis chaque année et un premier bilan sera dressé à l'automne 1993.

De bons coeurs pour les pêcheurs
D'après et d'après, les scientifiques s'avaient surpris par la vitalité d'un fleuve qui était tenu pour mort. Il y a vingt ans, Les poissons avaient disparu de ses eaux, qui ne roulaient plus qu'une soupe visqueuse dans laquelle on ne pouvait pratiquement plus aucune trace d'oxygène. Grâce aux efforts d'épuration financés par l'Agence de bassin Seine-Normandie, chaque litre d'eau de Seine contient aujourd'hui 3 milligrammes d'oxygène dissous. Du coup, le fleuve revient. Une quinzaine d'espèces de poissons sont couramment représentées et au point de la Concorde, par exemple, on peut en trouver une bonne dizaine. Les amateurs de canis à pêche ont même repéré de bons coeurs, comme l'Ille aux Cygnes et l'entrée du canal Saint-Martin.

Explication de cette renaissance : encouragée par une relative amélioration de la qualité de l'eau, les bactéries s'activent et défont les matières organiques avec une efficacité efficace. La Seine fonctionne donc maintenant comme une station

d'épuration ambulante. Si on ne l'aspire pas par un excès de rejets, elle accomplit son travail archaïque.

Ainsi le fleuve est à nouveau, grâce à sa capacité de « récupération », un élément d'attraction pour les communes riveraines. Qui aurait pensé, il y a quinze ans, que les concurrents du triathlon pourraient aller sur le fleuve à la recherche de poissons ? Partout on réhabilite les rives et beaucoup s'accordent à penser que, si c'était à refaire, on ne construirait plus de voies sur berges en plein centre de la capitale. Il est même question de transformer l'île Seguin, bastille des anciennes usines Renault, en une cité lacustre. En amont de Paris, à Thomery par exemple, les associations réclament le droit de se baigner, comme autrefois (le Monde du 31 août). Non content d'avoir réhabilité la baignade les berges de la Seine dans l'antiquité du patrimoine mondial, M. Jacques Chirac, dit-on, prépare son slip de bain pour une trampoline symbolique et historique.

Bref, l'écosystème, bien que fortement anthropisé, c'est-à-dire modifié par les interventions humaines, retrouve un certain équilibre. Le gardien-tit l'augmentation des capacités des usines d'épuration, comme Achères, en aval de Paris, et Valenton, en amont de Paris, et les facilités auto-nettoyantes du fleuve sont sans cesse remises en question par l'accumulation des activités de l'agglomération parisienne. C'est une course-poursuite entre les épureurs et les pollueurs. Ces derniers, selon le schéma d'aménagement accepté par le conseil régional et par l'Etat, seront 12 millions en 2015. C'est pour cela que les scientifiques se font malgré tout beaucoup de soucis pour la Seine.

MARC AMBROISE-RENDU

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Mohamed BENKIRANE, M. et M^{me} Karim BENKIRANE, ont la joie d'annoncer la naissance de Driss,

le samedi 11 septembre 1992, à Montpeller.

24, boulevard Roosevelt, Casablanca.

Le docteur Barbara ROSSINI et le docteur Pascal DUBOC, ont la joie d'annoncer la naissance de Tova, Adèle, Nymphe,

le 25 août 1992, à Paris.

Pierre et Claire PILLOU, Nicolas, Sophie, Rougale, Thomas et Mathieu,

sont heureux d'annoncer la naissance de Vadim, Gilles,

le 26 août 1992, chez Nathalie et Jérôme.

Nonchât (Suisse).

Mariages
- Pascal CULERIER et Emmanuelle DAGNAUD

sont heureux de faire leur mariage, qui a été célébré, le 19 septembre 1992, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, à Paris.

85, rue de la...

75013 Paris.

Décès
- M^{me} Jacques Billier, Dominique Billier, Jean-Claude et Lila Billier, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de Jacques-Théo BILLIER,

appelé à Dieu le 12 septembre 1992.

Les obsèques ont lieu à l'intimité.

M^{me} Jacques Billier, BP 20, 17690 Angoulême-sur-Mer, Dominique Billier, 17, quai de la Mégisserie, 75001 Paris, Jean-Claude et Lila Billier, consultant de France, 3000 Sfax (Tunisie).

- Lily et Seymour Berman, Daniel, Paul, Bék, Jacky et Frédérique Bék, ses enfants,

Ses petits-enfants, M^{me} et M^{me} Jacques Loyer et leurs enfants, Rachel Lasserre, ses enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Rethen Tayga BUK,

survenu le 17 septembre 1992.

Les obsèques ont lieu le 21 septembre.

- Jacques CHATEL, ont la douleur de faire part du décès de

C'est cette heure qu'il faut franchir. C'est une heure-là où l'on sent...

Erlich Mendel, Les...

3, boulevard Saint, 75012 Paris.

Remerciements

- M^{me} Claude Montigny remercie infiniment ceux qui se sont associés à sa peine après le décès de

Claude MONTIGNY, à la cour.

M^{me} André Vuillermoz, M. Henri Vuillermoz, M. Louis Vuillermoz, très touchés par les témoignages de sympathie de

André VUILLERMOZ, remercient vivement ceux qui leur ont adressé.

Anniversaires
- Il y a cinquante ans, le 21 septembre 1942, à 15 h 15 du matin,

Fanny ROZENZWEIG, née à Paris et âgée de dix-sept ans, quittait le camp français de Pithiviers, la destination d'Auschwitz.

Elle est décédée le 25 août 1992, à Paris, à l'âge de 50 ans.

Elle est décédée le 25 août 1992, à Paris, à l'âge de 50 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue du Commandant-Bichery, 75000 Le Havre.

Ses frères et sœurs, Marie-Thérèse Gueliot, Jacques Lohon, Marie-Claire Lohon, Claude Lohon,

Et leurs enfants et petits-enfants, leurs parents et alliés, M^{me} et M^{me} Jacques Loyer et leurs enfants, M^{me} et M^{me} François-Xavier Giraud et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Jacques Loyer et leurs enfants, Les familles Lequin, Loyer, Oudin, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Lina LOYER, née Yvonne Oudin,

survenue le 1^{er} septembre de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont lieu le lundi 21 septembre 1992, à l'église Saint-Jacques-le-Majeur de Rennes.

- Ses enfants, Son petit-fils, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean MINTHE,

survenu le 19 septembre 1992, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité.

20, rue du Commandant-René-Mouchotte, 75014 Paris.

- M. Bernard Zeller, M^{me} Jacqueline Zeller, M. et M^{me} Stéphane Galy-Dejean, Thibaut, Albin et Astrid, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Suzanne Pannier et leurs enfants, M^{me} Renée Zeller, M^{me} André Jonvin et ses enfants, ses sœurs, frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean René ZELLER, née Denise Pannier,

survenue à Cannes, le 11 septembre 1992.

Les obsèques religieuses auront lieu le samedi 26 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre, 51, avenue de la République à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Ville (Yvelines), le samedi 26 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue de l'Amiral-de-Coligny, 75001 Paris.

Remerciements

- M^{me} Claude Montigny remercie infiniment ceux qui se sont associés à sa peine après le décès de

Claude MONTIGNY, à la cour.

M^{me} André Vuillermoz, M. Henri Vuillermoz, M. Louis Vuillermoz, très touchés par les témoignages de sympathie de

André VUILLERMOZ, remercient vivement ceux qui leur ont adressé.

Anniversaires
- Il y a cinquante ans, le 21 septembre 1942, à 15 h 15 du matin,

Fanny ROZENZWEIG, née à Paris et âgée de dix-sept ans, quittait le camp français de Pithiviers, la destination d'Auschwitz.

Elle est décédée le 25 août 1992, à Paris, à l'âge de 50 ans.

Elle est décédée le 25 août 1992, à Paris, à l'âge de 50 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue du Commandant-Bichery, 75000 Le Havre.

Ses frères et sœurs, Marie-Thérèse Gueliot, Jacques Lohon, Marie-Claire Lohon, Claude Lohon,

Et leurs enfants et petits-enfants, leurs parents et alliés, M^{me} et M^{me} Jacques Loyer et leurs enfants, M^{me} et M^{me} François-Xavier Giraud et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Jacques Loyer et leurs enfants, Les familles Lequin, Loyer, Oudin, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Lina LOYER, née Yvonne Oudin,

survenue le 1^{er} septembre de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont lieu le lundi 21 septembre 1992, à l'église Saint-Jacques-le-Majeur de Rennes.

- Ses enfants, Son petit-fils, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean MINTHE,

survenu le 19 septembre 1992, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité.

20, rue du Commandant-René-Mouchotte, 75014 Paris.

- M. Bernard Zeller, M^{me} Jacqueline Zeller, M. et M^{me} Stéphane Galy-Dejean, Thibaut, Albin et Astrid, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Suzanne Pannier et leurs enfants, M^{me} Renée Zeller, M^{me} André Jonvin et ses enfants, ses sœurs, frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean René ZELLER, née Denise Pannier,

survenue à Cannes, le 11 septembre 1992.

Les obsèques religieuses auront lieu le samedi 26 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre, 51, avenue de la République à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Ville (Yvelines), le samedi 26 septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue de l'Amiral-de-Coligny, 75001 Paris.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Droits de la société
ont été à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Bourde-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lasserre, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lasserre
Directeur général : Michel Crous
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardif.
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis,
75002 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-73
Télé : MONDOPUS 634 128 F
Téléfax : 46-62-70-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde de Médias et Éditions Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 30-15 - Taper LM
Imprimé par : M. Gombouze
94832 IVRY CEDEX

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télé : 206.806F

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Veuillez adresser vos lettres et indices du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs y compris CEE selon
3 mois	400 F	520 F	750 F
6 mois	750 F	1 120 F	1 500 F
1 an	1 400 F	2 100 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : nous ne sommes pas tenus de nous adresser à l'adresse ci-dessus deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

201 MON 01
Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les sous-progrès en expédiant l'imprimé.

NOS CHAUSSURES SURVIVENT A CEUX QUI LES FABRIQUENT.

Les doigts s'agitent avec dextérité. Patiemment, **ils** tirent sur **le** fil, puis le nouent d'un mouvement sec et précis avant de s'attaquer au point suivant. Et ainsi **ils** suivent. Jusqu'à ce que **le** travail soit fini.

Ce pourrait **être** une grand-mère assise sous le porche de sa maison du Mississippi, occupée à repérer calmement le bleu de travail de **son** homme. Ou bien l'épouse d'un jeune fermier de l'Oregon, **en** train de coudre avec émotion une robe pour la première surprise-partie de sa fille. Ou encore une vieille fille au fin fond du Wyoming, passant ses journées à assembler obstinément les morceaux multicolores du patchwork destiné à la kermesse de la Fête Nationale. Ce n'est rien de tout cela.

Les doigts en question appartiennent à l'un de ces artisans, à l'ancienne qui fabriquent bottes et chaussures chez Timberland.

Et ce sont des doigts magiques. Contrairement à la plupart des entreprises, nous n'utilisons pas de machines sophistiquées et toutes ces techniques de production de **nos** chaussures qui font des produits **de** mauvaise qualité. Nous préférons les hommes de l'art, adroits et consciencieux, qui, assis à leur établi, cousent **avec** un simple **fil** et une aiguille **nos** chaussures et **nos** bottes. Evidemment, cela demande du temps et de l'argent. Mais quand vous saurez tout ce que cela implique de se retrouver estampillé "Timberland", vous comprendrez que **nos** pieds valent largement **un** investissement.

Parlons cuir, pour commencer. Nous sélectionnons des cuirs pleine fleur de première classe. Et nous exigeons d'eux une souplesse inhabituelle pour des chaussures. A plus forte raison pour des bottes de marche.

Quand nous **avons** un tanneur qui tient **pour** nous **le** confort, nous le remercions en lui achetant sur-le-champ la totalité de sa production. L'étape suivante consiste à imprégner le cuir **avec** des onguents au silicone afin **de** l'empêcher de **se** dessécher et de prendre l'eau. Il **est** **très** important **de** noter que c'est à ce moment-là que nous le teignons; nous pourrions faire des économies sur votre dos en le "badigeonnant" ultérieurement, comme d'autres, mais nos affaires se détérioreraient encore plus vite que **le** couleur.

Avant que l'homme de la photo ne **se** mette **à** travail, chaque pièce de peau **est** moulée à la main sur une forme géométrique spéciale. L'étirer ainsi préalablement évite **au** cuir de se fendiller à l'usage.

Nous utilisons une unique pièce de cuir pour les montants de la chaussure. Il s'agit là d'une technique inspirée des mocassins indiens. Outre le fait de



prolonger la durée de vie **de** la chaussure, cela **a** **pour** effet **de** l'assouplir (et donc de la rendre parfaite dès le premier usage). Ainsi, **même** qu'on ait sorti des tiroirs la première aiguille de fil, la chaussure mérite déjà son **label** Timberland.

Ceci dit, **nos** chaussures n'en seraient pas tout à fait dignes **sans** le savoir-faire et l'œil de lynx de l'homme qui **les** assemble, point par point. En toute sincérité, nous n'avons pas encore découvert **ce** jour d'engin capable de coudre mieux que ne le font nos artisans.

Toutes les chaussures sont cousues au moyen d'un nylon extrêmement solide auquel **on** fait **des** doubles nœuds - cela s'appelle le point de perle - qui ne se défont jamais, même si le fil **est** coupé accidentellement, ou si - fait hautement improbable - il **est**.

Les **semelles** sont scellées par non pas une, mais deux couches **de** latex, pour prévenir **une** infiltration d'eau **à** travers les trous **des** piqûres. Puis, mettant à profit l'un **des** nombreux brevets de Timberland, les contreforts sont **scellés** aux semelles pour l'éternité.

Bien entendu, notre souci du détail **ne** s'arrête pas **aux** coutures. Nos ceillots, par exemple, **sont** en laiton massif. Non que le laiton soit **le** moins cher des matériaux, loin de là. Ni parce qu'il **est** **la** mode. Simplement parce qu'il ne rouille pas.

Toujours **selon** le **même** principe, les languettes de nos bottes sont maintenues par quatre rangs de coutures de nylon. Rien de moins! Nous aurions pu nous contenter de trois rangs. Ou même de deux. Mais nous sommes sûrs que **vous** auriez bien

vite rendu **vos** bottes. En **ce** qui concerne l'intérieur, **ils** nous **ont** persuadés **que** l'eau **ne** peut y pénétrer, **mais** **nous** voulons aller plus loin, et éviter que la chaleur n'en sorte.

C'est pourquoi **la** majeure partie de **nos** bottes **sont** isolées grâce au Thinsulate - pour la languette, les contreforts **et** les montants -, les orteils, quant à eux, ayant droit au traitement de luxe: l'Ensolite. Les aventuriers du début du siècle auraient aimé savoir que nos bottes ont **été** testées régulièrement à -20°. Les incrédules apprécieront. Vous devez croire que Timberland est une entreprise tout à **fait** traditionnelle. Et bien sûr, on **vous** donne raison. Malgré cela, **nos** cours **des** années, nous avons pris en compte toutes les améliorations pouvant **être** concerner.

Le fait d'utiliser pour nos semelles du polyuréthane double **couche** haute résistance en est un **bon** exemple. La doublure en Gore-Tex **imperméable** pour garder vos pieds au sec en est un autre. Le Gore-Tex présente la remarquable propriété de posséder 1,4 milliard **de** pores **par** centimètre carré, précision que notre service de contrôle **a** pris la **liberté** de ne pas vérifier avec exactitude.

En dépit de la marche inéluctable du progrès, laissez-nous vous **montrer** sur un ou deux points.

Premièrement: **vous** **ne** deviendrez jamais, au grand jamais, des victimes de la mode.

Deuxièmement: bien que beaucoup tentent de **vous** copier, nous **ne** changerons pas d'un pouce **notre** façon de travailler.

Quand **vous** fabriquez quelques-unes des meilleures chaussures au monde et l'élite des bottes, **vous** êtes condamnés à attirer les imitateurs. Mais chez Timberland, les **imitateurs** ne **peuvent** pas du **tout** à se troubler pour si peu. Le

problème qu'il n'y **a** pas grand-chose qui puisse les troubler. Sauf, peut-être, lorsqu'ils rentrent à la maison et qu'on **les** attend de pied ferme pour qu'ils rapapent eux-mêmes leurs propres bleus de travail. Leur réaction **est** normale: après tout, quel homme aime rapporter du travail chez lui!



Timberland

Magasins Timberland: 52, Rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris et 5, Rue Childobert 69002 Lyon - Alan's - Sté Le Chamois Boutique 9, Rue Blain 63000 Clermont-Ferrand - Alex Boutique - 67, Av. Meiszel - Principauté d'Andorre, Andorre-la-Vieille - Brunswick Sport - 12, Rue de l'Apprenti-au-pin 60300 Senlis - Brunswick - 5A Line 125, Bd Jean-Jaures 92100 Boulogne-Billancourt - Carrouche - 88, Avenue 31000 Toulouse - Christian Orcel Sports - C.C. Les Bergers 38750 Alpe-d'Huez - Lafayette - 47, La Bruyère 75009 Paris - Gérard Olivier - S.A. Chappaz 74000 Annecy - Goischel Christine - Val-Thorens 73440 St-Martin-de-Belleville - Greenstreet - SARL de la Grande 50, Rue de la Grande-Chaussée 59000 Lille - K. Land SARL - 39, Rue des Oranges 25000 Besançon - Killy Sports - 73150 Val-d'Isère - La Botte Chantilly - 22-24, Rue de la Grande-Chaussée 59000 Lille - La Botte - 14, Bd des Moulins 98000 Monaco - La Cluse - 23, Cours Jean-Jourès 38000 Grenoble - Manfredi - 9, Rue de Téhéran 75008 Paris - Michard Adilier - 4, Cours Montaigne 75000 Paris - Monod Michèle et Bernard - Guy Peillard Shop 74220 La Clusaz - Nautic Balagne - Rd Wilson 20260 Calvi - René Jean - 2, Rue des Papasgandi 13100 Aix-en-Provence - Sanglard Sports SA - 31, Av. Michel Crox 74400 Chamonix - Sapac Printemps Brunel - 102, Rue de Provence 75009 Paris - Sherendosh - Escalier Bordy Plage, dir. Pointe Rouge, bords Rue Grignan - Marseille - Sports Boutique - 73550 Méribel - Stanley Burton - 22, Place St-André-des-Arts 75006 Paris - Tolub - 11, Rue Gambetta 54000 Nancy - YS Bortier - 50, Place Couët 83700 Saint-Raphaël - Armerie Shipp - 12, Rue du 22 Novembre 67000 Strasbourg - Asphale - Elite Diffusion 68100 Mulhouse - Au Bon Marché - 115, Rue du Bac 75007 Paris - Chaussures Armando - Immeuble Sabaudia 74120 Megève - Chok Chaussure - Place du Casino 14800 Deauville - Creaks Distribution - 37139, Rue Pigeat 93200 Saint-Denis - Chamois - 9, Rue Thourout 76400 Rouen - Gold - 21, Rue du Général-de-Gaulle 10000 Troyes - Institution - 29, Rue d'Amboise 06400 Cannes - La Botte Stis - Le Val Claret 73320 Tignes - Le Guépard - Tour Europe 94531 Thiais Cedex - M. Sport - CC de l'Étoile 74200 Thonon - Royal Marie Service - 14115 Vieux de Port 17701 Royan - SA Le Vallon Blanc - Bernard Raymond Sports 73320 Tignes - SARL Claude Ponz Sport - Le Bénéux 74170 Saint-Cervais - SARL Charbivoux - M. Sport 38840 Les Alpes - Holiday Shop - Léo Lacroix - Les Mémoires 73440 St-Martin-de-Belleville - SARL SFM Barry More - Rds. Les 3 Boulangers - 152, Rue Nationale 57600 Forbach - Simon - 4, Place Léon-Bourgeois 51207 Epernay - Société Clarisse - 22, Rue Crébillon 44000 Nantes - Voilerie Le - 19, Av. du Dr Nicolas - Concarneau - Sport 2000 - CC Nice Exotic 06000 Nice - Tunner Art Sport SA - 5, Place Saint-Augustin 75008 Paris

CULTURE

ARTS

Reliquaires intimes

Parmi les rares surréalistes américains
Joseph Cornell est le plus mystérieux

JOSEPH CORNELL
à la galerie Karsten Greve

Il fut longtemps considéré comme le plus grand des surréalistes américains. Mais Breton, Eluard le prièrent de participer à l'Exposition internationale du surréalisme de Paris en 1938. Il vint, mais sans exposer. Il avait installé son atelier dans la cave - mais l'architecte Guggenheim recherchait ses œuvres et le Museum of Modern Art de New York lui rendit hommage en 1961. Il fut membre de l'École de New York, mais ne se considérait pas comme tel. Il fut converti à vingt-deux ans - ses amis s'appelaient Marcel Duchamp, Hans, Yves Tanguy, Motherwell, Mark Rothko. En 1938, Cornell le petit bourgeois, mûr par l'artiste d'avant-garde, l'homme rangé, le rêveur, l'encyclopédique. Il y a du Borges et du Fautou Cheval en lui, qui n'eut en vérité qu'une seule activité, disposer dans ses vitrines de menus objets et vestiges d'objets usuels et d'images.

A travers de la plupart de ses contemporains, il comprit de ceux qui lui marquèrent admiration et fidélité. Cornell ne concevait rien de spectaculaire de l'art. Il n'était pas un homme de l'art. Il ne se montrait que par ses œuvres. Il préférait rassembler verres cassés, pipes hollandaises, vignettes romantiques, vieilles photographies, morceaux de bois rongés par les vers, cartes de géographie anciennes, livres défranchis, billes de couleur. Ce qu'il en faisait? Des reliquaires intimes, de petits autels privés, assemblés comme autant d'illusions du temps passé. Il les enfermait dans des coffres de bois, si bien qu'une exposition de ses

objets fait songer aux sacristies et aux chapelles italiennes et espagnoles où sont rangés dans des armoires les saints et les instruments du culte. Elle évoque encore une boutique de brocanteur et un ennemi de la modernité.

Un développement du collage

En 1926, Cornell eut la révélation du cubisme dans une exposition new-yorkaise. Depuis qu'il avait vu les œuvres d'Art Deco, il lui demeura fidèle. Il fut fidèle qu'il se sentait tenté de définir son œuvre comme un collage et fertile développement du collage en trois dimensions. Comme ses premiers inspirateurs, Picasso et Braque, Cornell aimait les gravures et le mode en noir et blanc, les petites images des journaux, les lettres et leurs publicités qui étaient la matière de ses collages. Trousseaux, Layettes, Lingerie, Dentelles, Spécialités de costumes et chapeaux d'enfants, Passage du Nord.

Cet exercice de mi-chemin du collage supporte avec quelque peine d'être montré en série. Son charme réside alors, on soupçonne une rhétorique du bizarre et du décalé. Il s'agit d'accommoder les restes poussés jusqu'à la maniequerie. Une performance un peu surréaliste. Conçus par un contemplatif secret, ses boîtes demandent à être contemplées une à une, l'œil sur la vitre, pour le plaisir d'identifier ce qu'elles contiennent, petits cabinets de curiosité indéchiffrables.

PHILIPPE DAGEN
Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelloye, Paris, 75003. Jusqu'au 15 octobre. Tél.: 42-77-18-21.

PATRIMOINE

Un week-end pour entrer dans l'Histoire

Cavalcades à Avignon, bal médiéval à Vaison-la-Romaine, régates à la Hougue, la manifestation d'Portes ouvertes des monuments historiques, se transforme cette année en «journées du patrimoine» pour mieux se diversifier. Châteaux, monastères, palais nationaux, hôtels particuliers, mais aussi casinos, usines, mines, aqueducs, seront ouverts au public.

Cette manifestation qui permet, depuis huit ans, de découvrir plus de dix mille monuments ou sites d'histoire fermés au public, rassemble un million quatre cent mille visiteurs en 1991. Le ministère de la culture a décidé de l'organiser sur deux jours. Ainsi, les 26 et 27 septembre, on pourra visiter la tour de Carcassonne, une portion du mur de l'Atlantique, la Cité radieuse de La Corbousier à Marseille comme le Casino de Paris ou la visite de sites miniers dans le Nord-Pas-de-Calais.

Enfin, une manifestation de célébration du Bicentenaire de la République, les lieux symboliques de la nation - préfectures, mairies, lycées, ministères - ouvriront grand leurs portes, de même que l'Assemblée nationale, le Palais de justice et le Palais de la République. Ces sites ont vingt mille personnes ont visité l'année dernière.

Renseignements, tél.: 42-99-44-82. Permanences les 26 et 27 septembre, tél.: 44-61-21-50 et 44-61-21-51.

L'association Vieilles Maisons françaises, décernera son prix annuel du Livre du patrimoine, le 22 septembre, à Claude Laroche, auteur d'*Histoires, 1929-1940* (éd. Neveu), et à Maurice Collet, de l'Institut français d'architecture, directeur de la collection.

PHOTOGRAPHIE

Une déception parisienne

En voulant traduire son amour pour la capitale,
le New-Yorkais Duane Michals s'empêtre dans les références

DUANE MICHALS
à l'Espace photographique de Paris

Prenez les précautions d'usage. Si l'on part des postulates d'usage, Duane Michals est un des plus grands photographes vivants. Ce qu'il est, en séries narratives et oniriques, comme celle qu'il a consacrée au mont Fuji, ont bouleversé la perception de la réalité. C'est le cas; ses portraits figurent parmi les plus tendres jamais réalisés. Incontestable, enfin, ses explorations des ténèbres égyptiennes révèlent une magie rare; il faut alors se demander que les *Suites parisiennes*, qu'il présente à l'Espace photographique de Paris au Nouveau Forum des Halles, sont décevantes.

Exercice de style

Pour être une bonne artiste américaine - Larry Clark, Sandy Skoglund, Emmet Gowin, Ralph Gibson etc. - Paris Audouvier a demandé au New-Yorkais Duane Michals de traduire sa vision de Paris. A première vue, la méthode Michals n'a pas varié: saynètes narratives, petits formats aux tons gris doux, l'impudicité des cadrages, jolies des ambiances, sens du symbole, transposition de personnages. L'artiste était séduisant. Michals est imprégné de culture française; en témoignage son goût pour Manet, dont il a photographié un «costume» en 1983, ses rencontres avec Marcel Duchamp, Marguerite Duras, Jacques Tati, Jean-Louis Barault, François Truffaut, Jeanne Moreau, dont il a réalisé des portraits convaincants. En voulant aller plus loin, Duane Michals s'est emparé dans cette culture, truffant ses images de références littéraires et picturales.

Cet attrait pour la France, Michals ne cesse de le montrer, mettant en images une drôle de rencontre entre Toulouse-Lautrec et Josephine Baker, la maison Gertrude Stein-Alice B. Toklas, des hommages à la *Revue Noire*, à Valentin, Sigvald, à l'abbé Colette, Manet toujours, dont il

photographie, en couleur cette fois, le domicile, au 5, rue Bonaparte.

Cette transposition systématique des figures de la culture française, interprétées par des jeunes gens, voire des acteurs ressemblants (Toulouse-Lautrec et Josephine Baker), vire au brillant exercice de style sans jamais s'envoler. Alors que Michals jonglait par le passé, mettant en lumière la complexité des relations entre les personnages, il présente ici des anecdotes téléphonées, des références lourdingues et faciles, rarement drôles.

La première série montre une jeune femme coiffée, successivement d'une baguette de pain, d'un livre de Baudelaire, d'une tour Eiffel, ou d'un drapeau tricolore. Ces images se consomment comme un *jeu d'esprit*, vite oublié. Même dans une série intitulée *Jeune femme en train de déjeuner de fleurs*, on se demande si l'artiste ne joue pas à l'humour. L'ensemble donne l'impression d'une commande mal exécutée, un peu trop rapidement, qu'un savoir-faire évident n'arrive pas à masquer.

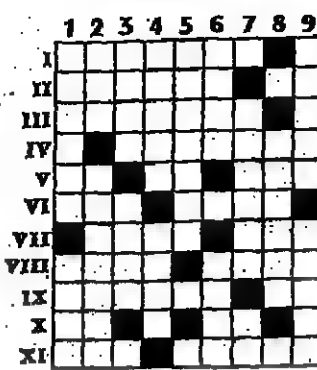
On reproche au grand Michals lorsqu'il se laisse aller à l'humour, juste pour suggérer les ambiances fugitives, les atmosphères qui font le charme de Paris: les bancs publics du jardin de Luxembourg, les terrasses de cafés, la drague cynique d'un Rastignac qui finit par déchirer le papier sur lequel la jeune fille conquise a laissé son numéro de téléphone. Duane Michals est alors son *jeu d'esprit*, ce presque rien dans les regards qui dit tout, et nous font plonger dans nos souvenirs. Comme cette série limpide, la plus dépourvue: *Regarder une femme lire un journal*. La femme ouvre son quotidien, lit, hume, écrit. Le garçon traverse le cadre, le boulevard. Un ange passe.

MICHEL GUERRIN

Espace photographique de Paris. Nouveau Forum des Halles, 4-5, Grande Galerie, place Carnot, 75001. Tél.: 40-36-07-12. Jusqu'au 28 octobre. Catalogue, 64 pages, 90F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5873



HORIZONTALEMENT

I. Est porté à apporter. - II. Avant qu'un au bout du fil. Va lentement. - III. Moyen de remonter aux sources. - IV. Éléments d'une pompe. - V. Sont mis en pratique. Pronom. Qui est allé trop loin. - VI. Est chargé d'affaires. Moteur à explosion. - VII. Liquide qu'il ne vaut mieux pas avoir sur soi. Un petit mot qui en dit long. - VIII. C'était un homme d'aventure. Vient de chez les voisins. - IX. Fait casser la croûte. Préposition. - X. Attire du monde. Note. - XI. A des hauts et des bas. Figure mythologique.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est certes pas un bon mot. Cours. espagnol. - 2. Annonçait un orage. Contient des grains. - 3. Leur route est jonchée de cadavres. Il n'est pas un proche. - 4. La, on n'est pas au large. Forneur de nuit. - 5. Est sur la route. 6. Serpente sur le continent noir. Avant plus que son nom. - 7. Sont faits pour louer. Conjonction. 8. Un tout petit peu de nous-même. - 9. Va aux courses. Boîte à mystères.

Solution du problème n° 5872

Horizontalement
1. Resonance. - 2. Epiphane. - 3. Colère. Lu. - 4. Un. Ebat. - 5. Lés. Ali. - 6. Ovarien. - 7. Thèque. - 8. Tente. Us. - 9. Esce. Se. - X. Ré. Puni. - XI. Sue. Aids.

Verticalement
1. Reculade. - 2. Apocryphe. - 3. M. S. - 4. Ebat. - 5. Tère. - 6. Thèque. - 7. Th. Alot. Sp. - 8. En. Trappe. - 9. S. Na. - 10. S. B. - 11. V. - 12. GUY BROUTY

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Salle PLEYEL
28 septembre
20 h 30
Tél. Loc. 48-61-06-30
3615 FIAC
3615 MATIC
VIRGIN MEGASTORE
(p.a. Valenciennes Musicaphone)

DER FREISCHUTZ
Opéra de Carl-Maria von WEBER
ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS
Dir. : Laurent PETITGIRARD

OPERA BASTILLE
Lundi
28 septembre
20 h 30
Tél. Loc. 40-12-20 F
Tél. Loc. 44-72-13-00
(p.a. Valenciennes O. et C.)

ORCHESTRE DE L'OPERA BASTILLE
Dir. MYUNG-WHUN CHUNG
MOZART RIMSKY-KORSAKOV STRAVINSKY

Salle PLEYEL
Mardi
29 septembre
20 h 30
Tél. Loc. 48-61-06-30
3615 FIAC
3615 MATIC
VIRGIN MEGASTORE
(p.a. Valenciennes Musicaphone)

CONCERT «Jeunes Prodiges»
MAE (13 ans)
André BACCCHETTI (16 ans)
piano

ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS
Dir. Eric FAJEAU
2^e partie
Dir. Laurent PETITGIRARD
MOZART, PAGANINI

Salle GAVEAU
Lundi
5 octobre
20 h 30
(p.a. Valenciennes O. et C.)

J.-M. FOURNIER Prod et Édition de Chant LUNDIE MUSICALE
Renaissance
SCOTTO
Vincenzo SCALERA piano
ROSSINI, HAYDN, VERDI, BELLINI, MASSENET

Salle GAVEAU
Mardi
5 octobre
20 h 30
(p.a. Valenciennes O. et C.)

Grands rendez-vous Bruno-Léonard
GELBER
BRAHMS BEETHOVEN

PIANO

★★★
PLEYEL 45.61.06.30

MARDI 20 OCTOBRE
ANDRÉS SCHIFF
Cyrille Schindler

VEND. 23 OCTOBRE
ALBERT BRENDL
Cyrille Schindler

LUNDI 23 NOVEMBRE
MAURIZIO POLLINI
Beethoven - Chopin

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

COMITÉ NATIONAL pour l'ÉDUCATION ARTISTIQUE
Théâtre du Châtelet
Jean-Marc LUISADA
Sviatoslav RICHTER quintette MORAGUES
Prix des places : 70 à 230 F - au Théâtre au par téléphone : 40 28 28 40

LE MAGAZINE DES PRÉPAS AUX GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE
5 numéros par an
un investissement indispensable : 120 F
Je m'abonne à Espace Prépas pour l'année 92/93 (5 numéros) et joins un chèque de 120 F à l'ordre d'IDP - 28, rue de la Trémolite 75008 Paris
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse personnelle : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Prépa : _____

espace PRÉPAS
Des conseils pratiques pour les concours
Des rapports des correcteurs
Des sujets corrigés, des QCM...
L'actualité économique
Des dossiers de langue
Des grandes enquêtes
Les métiers à la mode
Des cartes, des graphiques...
Des informations précises sur les grandes écoles de commerce.

PLACE DU PANTHEON - ENTREE LIBRE
SAMEDI 26 SEPTEMBRE 20 H 00
CONCERT
MUSIQUES SACRÉES DU MONDE
les traditions liturgiques représentant le plus grand nombre de religions réunies pour la première fois en France.
14 GROUPES ■ 250 INTERPRETES
CHŒURS DE LA MADELEINE • ENSEMBLE ARMÉNIEN AKN • CHAABANE KUMCU MUEZZIN • ENSEMBLE CALCHAKIS • ENSEMBLE SAVITRI NAIK ET SHIVALINGAPPA INDE • CHORALE AIDUA DE LITUANIE • KNABENCHOR HANNOVER ALLEMAGNE • ENSEMBLE MULLER-REISER • PHYLLIS LEONE BLANDFORD • CHORALE DE LA COMMUNAUTÉ CATHOLIQUE ZAÏROISE • ENGLISH CATHEDRAL CHOIR OF PARIS • ENSEMBLE SIRIN DE MOSCOU • CONFRÉRIE MEWLEVI DE TURQUIE • INSTITUT TIBÉTAÏN DE RABTEN CHOELING.
LIENS MUSICAUX GENGI ITO - CONCEPTION ELLEN STEWART DE LA MAMA DE NEW YORK
RENSEIGNEMENTS 45 44 72 30 MAISON DES CULTURES DU MONDE

Plus vite, moins cher !
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !
Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.
NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT
• 6, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42 61 15 68 • 179, bd Haussmann 75008 PARIS ☎ 42 89 55 91
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42 93 59 52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 54 34

Le gouvernement un plan
TECHNOCIC
CIC Paris

BILLET

L'Europe territoriale

A l'issue du référendum sur Maastricht, les commentaires convergent : il faut que l'Europe de demain épouse davantage les désirs et les besoins des citoyens, et qu'à l'Europe des experts succède l'Europe des gens. N'est-ce donc pas le moment rêvé pour relancer vigoureusement l'aménagement du territoire, une politique lancée il y a près de trente ans par de Gaulle et passablement tombée en jachère dans la dernière décennie ?

Car l'aménagement du territoire consiste non seulement à répartir géographiquement de manière plus juste et volontariste les activités économiques, mais aussi à tenir compte des forces qui s'expriment et des initiatives qui se manifestent à partir de la « base », dans les métropoles, les villages, les départements et les régions. De plus, depuis que la décentralisation est devenue en France un cadre de référence naturel, les détails et les différences des situations locales sont de moins en moins secondaires et trouvent leur propre légitimité à côté des politiques macro-économiques bien évidemment toujours nécessaires. Décentralisation et subsidiarité ne sont-elles d'ailleurs pas deux doctrines très voisines ? S'il est vrai que, globalement, le monde rural et les zones en proie aux reconversions industrielles ont exprimé leurs craintes et leur mécontentement par le « non », il est temps alors de répondre à leurs citoyens par une politique nationale plus énergique de soutien public, par des travaux d'infrastructures, des créations d'emplois, des perspectives de métiers de haute qualification, un environnement culturel amélioré. Mais le rôle de « pompier » ne suffit pas. C'est d'une politique en « mode d'urgence » que les régions ont besoin, ainsi que d'un effort de solidarité au bénéfice des zones handicapées comme le Limousin, les Pyrénées, le Nord-Pas-de-Calais, le Massif Central, la façade atlantique. Il faut malheureusement et dangereusement, dans cette relance, d'oublier... Bruxelles. D'abord parce que, pas à pas, l'Europe commence à prendre conscience de « son » territoire communautaire et de la chance spécifique que constitue la France, riche encore en grandes espaces naturels. Ensuite parce que la manne de la CEE se compte par milliards d'écus trebuchants, soit bien davantage que le budget annuel de l'aménagement du territoire. Mais des écus - c'est leur péché originel - ne sont pas distribués à ce jour, de façon trop technocratique et opaque.

FRANÇOIS GROSCHARD

Pour défendre la couronne et éviter une dévaluation

Le gouvernement suédois annonce un plan d'austérité draconien

Taxes sur l'essence et le tabac, report des allègements fiscaux annoncés, réduction des prestations sociales : le gouvernement suédois a annoncé, dimanche 20 septembre, un plan d'austérité qui pourrait être le plus sévère que le pays ait connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cela pour défendre la couronne, fortement menacée par la tourmente monétaire.

Les pouvoirs publics font pour éviter une dévaluation. La semaine dernière - le 16 septembre - ils ont relevé jusqu'à 500 % le taux d'intervention de la banque centrale sur le marché monétaire. « Nous avons très clairement fait comprendre notre intention de défendre la couronne et nous continuerons de le faire à l'avenir », a déclaré le premier ministre,

M. Carl Bildt. Le taux de change du marché monétaire a été sauté à 50 % lundi 21 septembre, au lendemain du « oui » français au référendum qui aurait dû normalement calmer les marchés. Restait l'obligation de présenter un plan d'austérité démontrant la volonté politique de lutter durablement contre l'inflation et les déficits publics et de laisser la couronne accrochée au SME.

Les mesures annoncées par le gouvernement de M. Carl Bildt, en accord avec l'opposition social-démocrate, devraient faire économiser à l'Etat 41 milliards de couronnes, soit l'équivalent de 37 milliards de francs d'ici 1997. Elles consistent notamment en 19 milliards de couronnes d'économies de dépenses et 8,7 milliards d'augmentations fis-

cales. Les dépenses militaires, police, d'assistance au tiers-monde, de transports, de bourses universitaires vont être amputées. Parallèlement, une partie importante de ce que l'Etat-providence garantissait aux Suédois va être réduite : retraites, allocations-maladies, allocations familiales, aides au logement. Ainsi les salariés malades ne recevront plus rien le premier jour de leur indisposition, 65 % de leur salaire le second jour et 80 % par la suite. Jusqu'à présent les salariés touchaient 80 % dès le début pendant les premières semaines de leur maladie et 90 % par la suite.

Enfin le gouvernement a décidé de reporter à plus tard la diminution - qui avait été annoncée - de l'impôt sur la propriété et la

Au détriment d'une offre franco-allemande

La Turquie choisit d'acheter des hélicoptères américains

Avant le fin d'octobre prochain, la Turquie aura le dernier main à en contrat les Etats-Unis pour la livraison - moyennant l'équivalent de 4,1 milliards de francs - de cinquante-huit hélicoptères militaires Black Hawk conçus par la firme américaine Sikorsky (notre « spécialité » du 22 septembre). Le choix des Turcs s'est fait notamment au détriment d'une proposition concurrente du consortium franco-allemand Eurocopter. C'est le premier ministre turc, M. Süleyman Demirel, qui a annoncé, lundi 21 septembre à Ankara, le choix de son gouvernement en faveur des Etats-Unis, mettant fin à une suspension de plusieurs années lorsque la Turquie a lancé officiellement un appel d'offres international pour équiper son armée de terre en hélicoptères.

A l'origine, le marché turc devait porter sur quelque deux cents « machines », dont une partie assemblée sous licence sur place par deux groupes locaux, Tusa Aircraft Industries (TAI) et Tusa Engine Industries (TEI). Outre le Black Hawk étaient en compétition le Griffon 412, du couple italo-américain Agusta-Bell, et, pour ce qui concerne Eurocopter, le Cougar français (dérivé du Super Puma de 9 tonnes de masse) et le BK-117 (de 4,5 tonnes de masse) conçu par l'allemand DAFA.

Le contrat était évalué entre 9 et 9,5 milliards de francs et il prévoyait la construction en Turquie de des transferts de technologie. Face à une décision des Etats-Unis de financer cette transaction par des crédits de l'EximBank pour faciliter un achat auprès de Sikorsky ou de Bell, la Turquie a longtemps hésité

à garantir son offre de vente - le biais de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE). Mais, sous la pression des responsables d'Eurocopter, la COFACE a finalement admis d'intervenir.

Vive déception des Européens

En annonçant sa décision, M. Demirel a précisé que la Turquie a choisi cinquante-huit Black Hawk pour 555 millions de dollars (environ 4,1 milliards de francs) et que ce nombre d'hélicoptères était suffisant pour les besoins actuels. « Vingt-cinq « machines » seront directement achetées aux Etats-Unis et les cinquante autres seront assemblées en Turquie sous licence de Sikorsky. Se contentant d'indiquer que le contrat sera définitivement conclu avant le 30 octobre, le premier ministre turc n'a rien dit du sort des cent vingt-cinq autres hélicoptères figurant dans l'appel d'offres initial.

Le choix de la Turquie a provoqué chez Eurocopter une vive déception, dans la mesure où, si l'on en croit le consortium franco-allemand, les conditions de prix étaient compétitives et où les militaires turcs avaient opté pour le Cougar.

En mai 1991, le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, s'était rendu à Ankara. A la mi-avril dernier, le chef de l'Etat, M. François Mitterrand, avait accompli une visite officielle de deux jours en Turquie pour donner un nouveau départ aux relations entre les deux pays à un moment où le problème kurde et le souhait exprimé par Ankara d'entrer dans la Communauté européenne avaient contribué à distendre les rapports de la Turquie avec la France et l'Allemagne.

A plusieurs reprises, dans un passé récent, les Turcs ont retenu

des matériels français, pour s'équiper notamment en satellites de télécommunications civiles (sa marché conclu avec Aérospatiale et Alcatel), en hélicoptères (avec Thomson-CSF) et en canons et tourelles de blindés (avec GIAT-Industries). Il n'a donc pas moins que, pour ce qui concerne les hélicoptères, les industriels français et allemands espéraient un succès européen de la Turquie, à la mesure de la volonté de son gouvernement de chercher à mieux s'intégrer dans la CEE. Pour sa part, la Turquie est, comme membre de l'OTAN, un partenaire important des Etats-Unis dans le « flanc » sud du dispositif militaire allié et elle appartient aussi à l'euro-groupe, qui réunit les pays européens de l'Alliance.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Chargeurs 1^{er} semestre 1992

(en millions de francs)	30/06/1992	30/06/1991	% variation
Chiffre d'affaires	5 422	5 287	2,6 %
Marge opérationnelle	319	203	57,1 %
Résultat avant éléments extraordinaires et amortissement des goodwill	329	105	213 %
Bénéfices	712	404	76,2 %
Situation nette par action (en francs)	1 119,73	1 074,01	4,3 %

Le chiffre d'affaires de Chargeurs pour le 1^{er} semestre 1992 progresse de près de 2,6 %. Le résultat, avant éléments extraordinaires et amortissement des goodwill, atteint 329 millions de francs, contre 105 millions sur la même période en 1991. Cette amélioration traduit le redressement des activités du groupe qui a dégagé un bénéfice net de 185 millions de francs sur le premier semestre 1992, contre une perte de 79 millions sur le premier semestre 1991. Le bénéfice net, qui inclut la plus-value de 432 millions de francs sur la vente de 12,9 % du capital d'UTA, s'établit à 712 millions de francs, en progression de 76 %.

La société britannique de télévision par satellite BSkyB - dont Chargeurs détient 16 % - poursuit son développement. La société a obtenu les droits de transmission en direct pour cinq ans du championnat britannique de football. Les matchs sont diffusés sur sa chaîne Sky Sports. L'opération devrait fortement stimuler les ventes d'équipements de réception et les abonnements.

Les résultats de Chargeurs sur le premier semestre 1992 sont plutôt bons. Il est difficile de faire une prévision sur l'année compte tenu d'un environnement économique qui, loin de s'améliorer, se détériore. Mais les efforts accomplis par tous depuis plusieurs années et l'excellente santé financière de Chargeurs sont des bases solides d'avenir.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TECHNOCIC

Comptes de l'exercice clos le 31 mars 1992

Actif net au 30.06.1992 : F. 46.052.363

Remploi de dividende sans frais jusqu'au 16 octobre 1992

Le Président Michel RICHOU a déclaré :

Les résultats de votre Sicav ont été convulsants en relation avec l'évolution des marchés qui, à l'exception de Tokyo, ont été soutenus par l'anticipation d'une reprise économique.

Notre souci a été, et reste, de ne pas nous laisser à l'écart des mouvements de hausse sans pour autant manquer de vigilance. En effet, la plupart des difficultés démographiques, sociales, monétaires ou financières sont toujours là qui retardent le retour de la croissance indispensable au rétablissement économique, en dépit des espoirs suscités par les événements politiques en Europe de l'Est.

A.G.O. du 9.07.1992

CIC Paris

on vous en donne plus pour votre argent

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Un entretien avec M. Emile Zuccarelli

« Aux industriels de tirer parti des images de Télécom 2 », nous déclare le ministre des postes et télécommunications

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, estime que l'accord conclu le 21 septembre 1992 par le monde du 8 septembre permet de fournir rapidement des images de télévision à format écran large.

« L'accord que vous avez conclu récemment avec Canal Plus autorise, après des mois d'attente, une large diffusion en SECAM sur le satellite Télécom 2. N'est-ce pas un mauvais coup pour la norme de télévision européenne D2 MAC ? »

« Il ne s'agit pas de décrier que cette norme D2 MAC existe pour que les images apparaissent et que tout le monde se précipite dessus ! Depuis mon arrivée au gouvernement, je n'ai pas perdu de temps pour dépassionner ce dossier et clarifier les enjeux. Mes deux objectifs étaient de lancer au plus vite la réception par satellite à grande échelle, pour élargir le choix des Français ; et offrir le maximum d'images au format d'écran large (le D2 MAC, et dont il est l'aboutissement principal). Ces deux objectifs ont été atteints grâce à l'accord signé avec mon collègue chargé de la communication, Jean-Noël Jeanneney. Onze chaînes au total - parmi lesquelles France 2, Canal Plus, Ciné-Cinéma - offriront bientôt plus de vingt heures quotidiennes en D2 MAC 16/9, en attendant une future chaîne dédiée à ce format. La France avance ainsi son avance, et l'attente ou effet d'entraînement au niveau national et européen. Les autres diffuseurs ne pourront que la suivre. »

« Les frontières technologiques s'estompent »

« Mais ce mélange des normes n'est-il pas complexe et coûteux pour le consommateur ? Le renforcement de la gestion privée du péage télévisé en France n'a-t-il pas l'air d'un jeu de nouvelles chaînes ? »

« Toutes les innovations apparaissent complexes au départ ! Mais nous n'avons pas perdu de vue l'intérêt du consommateur : les matériels sont disponibles, et leur connexion n'est pas plus difficile que celle d'une chaîne haute fidélité. J'ajoute que les stunts du câble - transparence et simplicité - s'en trouvent renforcés. Sur le plan thématique, les contenus sont compris : l'abonnement, les chaînes à péage seront en D2 MAC, présents au futur, et le reste : il faut avoir rapidement des images en 16/9. J'ai pris en compte tous les projets immédiatement réalisables. Il n'y a cependant pas d'exclusivité. Tous les projets qui se présenteront seront examinés avec bienveillance, le câble comme le satellite. Télécom 2B ont la possibilité de les accueillir. Quel doit être le rôle des industriels, qui semblent d'après par cet accord dont ils ne sont pas signataires ? »

« L'accord amorce la pompe, il apporte les images qui feront vendre des téléviseurs au nouveau format. Trois chaînes et vingt heures de programmes de qualité, c'est plus que les Français n'en ont eu pendant longtemps à la télévision ! Les industriels doivent tirer parti de cette ouverture et l'amplifier. Ils sont invités à établir des partenariats pour une nouvelle chaîne 16/9, ou pour commercialiser des matériels à



com dans SGS-Thomson, Bafin, en vue de constituer les solutions complètes que ses clients réclament. France Télécom doit prioritairement renforcer ses liens avec les sociétés de services informatiques. Cela ne répond-elle pas à la volonté gouvernementale de promouvoir ce secteur important. Les plans de participation sont un bon moyen de payer ces partenariats, mais pas le seul.

« Une forte conception de service public »

« Ne risquent-elles pas de dégrader les efforts, alors que le dégellement du marché du travail en Europe ? »

« Je n'ai pas d'appréhension, compte tenu de ce que doit être la démarche européenne : ni foudroyante ni dilatoire, mais une évolution concertée et pragmatique, dont le but est l'harmonisation du secteur, et pas le démantèlement. En matière postale, nous nous sommes engagés dans un livre vert très libéral, trop décent certes... »

« Ce livre vert ouvre le débat dans chaque pays, ce dont la France se réjouit puisqu'elle a posé la première pierre du problème de l'harmonisation postale, face à des anomalies comme le reportage. J'ai lancé une vaste consultation, dont une première synthèse sera faite en octobre. Au plan des principes, je veux faire prévaloir une forte conception de service public, à travers un « service universel » postal au niveau le plus élevé possible. Mais la discussion se fera sur les moyens d'arriver à ce service universel, qui impli-

que naturellement un domaine réservé à l'opérateur public, pour éviter « l'écrémage » des liaisons les plus rentables. »

« La Poste aura-t-elle des ambitions de cette ambition ? Son bilan d'ouverture n'est-il toujours pas... »

« Il était long et délicat de réaffirmer le patrimoine de La Poste, avec ses dix-sept mille implantations en France, de redonner une vérité comptable à des actifs anciens. Il ne faut pas que la nouvelle administration postale : ce sera chose faite avec le bilan d'ouverture, arrêté ces jours prochains, qui lancera La Poste avec plusieurs milliards de francs de fonds propres. »

« Là encore, l'Europe l'a-t-elle pas perdue comme une ressource ? »

« Ce serait une erreur ! Qu'il s'agisse de télécommunications, de poste, de services, de définitions, les dossiers que je traite en commun de porter des enjeux européens positifs. Ils doivent être traités au niveau européen, car c'est la condition du progrès des technologies et des services ; et la France n'a pas de complexe à avoir : jouant un rôle d'harmonisation postale que pour la TVHD, elle ne peut que gagner des positions et du rayonnement à travers cette grande œuvre qu'est l'Europe. »

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA et CAROLINE MONNOT

INSEE
La référence au bout des pages...
RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION 1991
UNE ANNÉE EN DÉMI-TEINTE
La situation économique de la France en 1991 dans un contexte international.
230 pages - 199 F
En librairie et dans les directions régionales de l'INSEE

Télécommunications Informatique, Audiovisuel

IDATE

présente études multiclientes*

- le marché mondial du cinéma et de l'audiovisuel
- industries et marchés des semi-conducteurs dans le monde
- les exploitants de services de télécommunications dans le monde
- industries et marchés des équipements de télécommunications dans le monde
- industries et marchés des équipements et des services informatiques dans le monde

Fruit de 10 ans de veille sur les marchés de l'information et de la communication, chaque rapport d'analyse comprend :
- une stratégie à principaux (développements, marchés, partenariats...)
- une présentation des résultats financiers des leaders internationaux ;
- une analyse de la dynamique des différents segments de marchés (évolution et perspectives, environnement technologique, analyse de l'offre...).

disponibles en français et en anglais
Pour toute information sur les analyses sectorielles et autres produits (dossiers d'entreprises, dossiers thématiques...)
contact : PASCAL VITALIS
07 14 44 03 - Fax : 07 14 44 00
IDATE Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe
BP 4167 - 34092 Montpellier cedex 5

Le Monde
LES FIN D'EMPIRES
NUMÉRO SPÉCIAL
Le feuillet de l'été disponible en un seul volume
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Nous n'avons pas change de nom,

BFCE

mais nous sommes la banque qui donne un autre style aux métiers de la banque.

D'où vient notre différence ? De notre savoir-faire, acquis depuis toujours dans les opérations internationales, qui nous a habitués à être disponibles, rapides et sûrs. De nos relations avec notre clientèle d'entreprises qui favorise la qualité des contacts. De nos hommes, qui, par leur niveau d'exigence, leur capacité de réaction, leur ouverture sur le monde, donnent un autre style aux métiers de la banque, celui des entreprises. BANCQUE COMMERCIALE. Aujourd'hui, la BFCE finance l'entreprise dans son exploitation

courante, ses opérations internationales comme investissements, et assure la gestion de flux de paiement. Très active sur les marchés monétaires financiers, elle répond, par instruments de gestion du

risque de taux et de change et produits de placement, aux attentes des émetteurs et des investisseurs. BANQUE D'AFFAIRES. S'appuyant sur sa filiale, la Société financière de la BFCE, elle intervient dans toutes les opérations de banque d'affaires : fusions, acquisitions, prises de participation, etc. Aujourd'hui, BFCE, véritable entreprise bancaire, peut se prévaloir d'un savoir-faire qu'elle met au service exclusif des entreprises et entend donner le maximum de rigueur, de souplesse et d'efficacité aux métiers de la banque.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur
Les métiers de la banque, les valeurs de l'entreprise

LE DÉGRIFFÉ : L'ART ET LA MANIÈRE D'AVOIR DU BEAU MOINS CHER

De superbes imprimés grande largeur (2,80 m) 100 % coton à partir de 60 F le m² ; une nouquette velours lisse en 4 et 5 m de large 100 % polyamide, classée CSTB à 39,50 F le m² ; un parquet chêne massif 10 mm à 79,50 F le m². Prix incroyables mais valables : ce sont les prix « dégriffés » ARTIREC. En effet, depuis quarante ans, ARTIREC, négociant en gros, rachète à prix très bas des stocks d'usine à travers toute l'Europe, lui permettant toute l'année de proposer des revêtements muraux à prix dégriffés.
- 5 % de réduction sur tout le matériel articles en promotion
- présentation de...
ARTIREC - 5 dépôts en rég. par. Paris 12^e (sais) - 4, bd de la Bastille (voltaire) - 49-40-72-72

BOURSE DU 22 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]

COMPTANT (selection)										SICAV (selection)										21/9
VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prête Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Inc.	Rachet net
Obligations										Etrangères										
Banque 1997/98	...	0.85	CITILAM 8%	2397	2480	Paribas Invest	278	...	Actia	187 10	182 18	France Obligations	478 06	478 06	Paribas 10%	10880 10	10880 23	Prud'homme	10880 10	10880 23
10.00% 7/95/96	Comptant	480	...	Paribas 10%	1000	...	Amstel	7187 85	6911 11	France	488 50	488 50	Prud'homme	112 30	112 30	Prud'homme	112 30	112 30
Banque 75.00% 95/96	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	273878 70	273878 70	France Paris	86 50	86 50	Par/Associations	30275 78	30275 78	Prud'homme	30275 78	30275 78
Banque 72.25% 94	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	617 45	588 47	France Regions	1180 55	1171 00	Prud'homme	448 42	448 42	Prud'homme	448 42	448 42
10.20% 10% 95	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	7428 73	7428 73	France Regions	36 22	36 22	Prud'homme	130 05	130 05	Prud'homme	130 05	130 05
OAT 10% 5/2000	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1127 82	1127 82	France Regions	32 22	32 22	Prud'homme	883 82	883 82	Prud'homme	883 82	883 82
OAT 5.9% 12/1997	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	455 82	455 82	France Regions	32 22	32 22	Prud'homme	181 59	181 59	Prud'homme	181 59	181 59
OAT 5.9% 12/1998	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1903 88	1900 48	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	6287 38	6287 38	Prud'homme	6287 38	6287 38
PTT 11.25% 95	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1718 31	1718 31	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	1125 48	1125 48	Prud'homme	1125 48	1125 48
CF 10.20% 95	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	187 76	187 76	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	878 47	878 47	Prud'homme	878 47	878 47
CF 10.20% 95	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	6170 88	6170 88	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	11847 38	11847 38	Prud'homme	11847 38	11847 38
CH 10% 5/1975	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1127 82	1127 82	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	224 28	224 28	Prud'homme	224 28	224 28
CH 10% 5/1975	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1127 82	1127 82	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	728 05	728 05	Prud'homme	728 05	728 05
CH 10% 5/1975	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1127 82	1127 82	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	533 65	533 65	Prud'homme	533 65	533 65
CH 10% 5/1975	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1127 82	1127 82	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	458 04	458 04	Prud'homme	458 04	458 04
CH 10% 5/1975	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1127 82	1127 82	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	15387 86	15387 86	Prud'homme	15387 86	15387 86
CH 10% 5/1975	CA Industrielle	3780	3780	Pigeon Holdings	1000	...	Amstel	1127 82	1127 82	France Regions	31 01	31 01	Prud'homme	1788 98	1788 98	Prud'homme	1788 98	178

[illegible]

g : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché contre

هكذا من الإمل

INITIATIVES

DOSSIER • Les tricheries des entreprises

15

Retour d'exil

Les cadres envoyés à l'étranger ont quelquefois du mal à se recaser

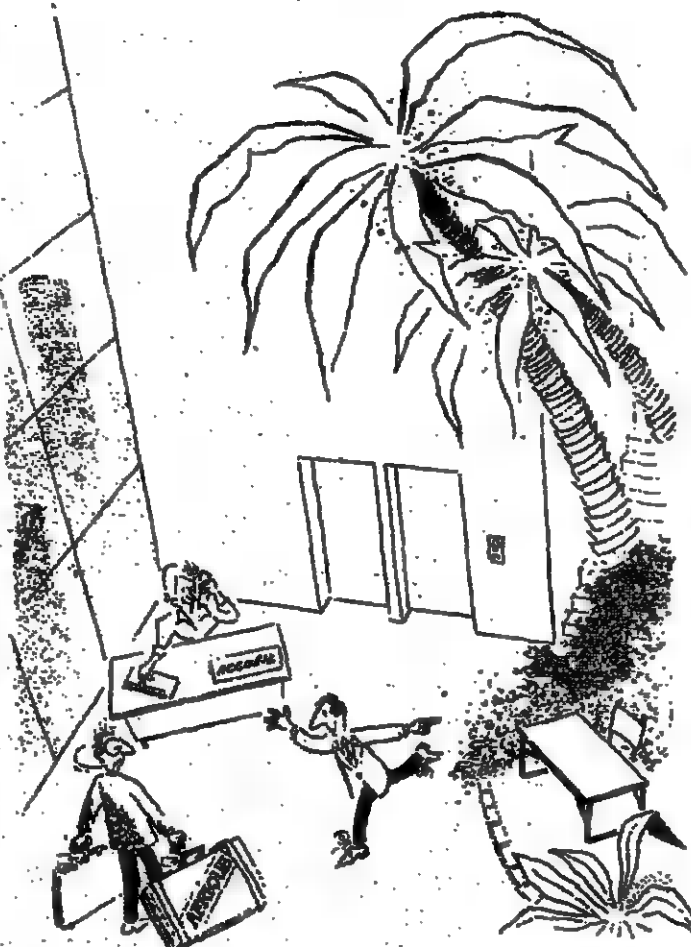
« On ne peut pas dire que l'entreprise fasse délibérément preuve de mauvaise volonté. Il s'agit plutôt d'un manque de suivi du personnel expatrié. En fait, il y a aussi un certain hiatus entre le discours très au point et la réalité. »

Le premier exemple des jeunes cadres à haut potentiel qu'on envoie se former et acquérir de l'expérience à l'étranger. Leur plan de carrière est programmé et ils n'ont aucun problème à leur retour. Le deuxième vise certaines activités spécifiques. Dans le pétrole ou le bâtiment, par exemple, les salariés sont souvent expédiés à l'étranger pour une mission temporaire qui dure le temps d'un chantier. Là-bas, la conjoncture, les chantiers ne succèdent les uns aux autres... ou pas. Le troisième cas est celui de cadres déjà détenteurs de responsabilités, qui se voient confier des postes de direction à l'étranger pour une durée déterminée. Primes, avantages en nature, avantages fiscaux, tout est alors bon pour convaincre les plus réticents : le salaire de base peut ainsi être multiplié par six ou dix.

Point de chute

« C'est l'erreur à ne pas commettre : car si le cadre ne peut pas retourner, il est irrécupérable, explique la directrice des ressources humaines de Degremont, spécialiste dans le traitement des cas où l'expatriation fait partie du plan de carrière. On ne peut pas dire que l'entreprise fasse délibérément preuve de mauvaise volonté. Il s'agit plutôt d'un manque de suivi du personnel expatrié. En fait, il y a aussi un certain hiatus entre le discours très au point et la réalité. »

Loin des yeux, loin du cœur. Le cadre expatrié est volontiers oublié. Une enquête a été menée par Sedgwick Financial Service auprès de vingt-cinq grandes sociétés : Sanofi, Schlumberger, Dupont de Nemours ou BSN. Elle révèle que si les cadres affirment suivre de près le personnel expatrié, la réalité est tout autre. 65 % seulement ont un bilan annuel de réintégration des expatriés. Or,



JACK, HEUREUX DE VOUS REVOIR !! VOTRE BUREAU EST LÀ !

Les deux tiers reconnaissent attendre le retour du cadre pour se précipiter de son point de chute. La durée du déplacement ne doit pas excéder trois ans, à la rigueur cinq. Plus le temps passe, plus le retour au bercail est difficile. Quand le rapatriement est demandé pour des raisons familiales ou que l'entreprise vend ou ferme sa filiale, ou encore qu'elle décide d'engager des cadres locaux, le retour de l'expatrié est plus souvent subi que fêté. « On se demande parfois, le matin même de son arrivée, dans quel bureau on le logera », avoue un manager confus. Il est vrai que le directeur pratiquement tout-puissant d'une filiale africaine n'a guère la chance d'occuper un poste de direction en France. Il raconte

avec amertume : « Au Sénégal, j'étais le roi, le patron. Sans parler des conditions matérielles : domestiques, etc. Mon retour s'est fait en deux mois. Motif : cession de la filiale africaine à un autre groupe. On m'a demandé à la direction du développement : la fonction bideau par excellence. Surtout quand on se réveille au lieu de se développer. J'ai rongé mon frein six mois. Finalement, le directeur m'a avoué : on ne sait pas quoi faire de vous. J'ai été licencié. »

Alors que le discours général est à la mobilité, de tels exemples démontrent qu'une expatriation ne semble encore souvent à un coût, même si elle est toujours présentée comme une expérience valorisante.

Liliane Delwasse

Les risques de la compétition

Les sociétés jouent le stress et l'individualisme

STÉPHANE, trente-deux ans, travaille depuis trois ans dans une entreprise de conseil en communication. Ces derniers temps, l'ambiance y est tendue. Chacun est appelé à se montrer plus efficace. Conscient des difficultés, Stéphane s'est, jusqu'ici, sans réagir aux pressions : travail supplémentaire, multiplication des réunions, création de réunions. Mais un récent épisode a commencé à le rendre la situation insupportable.

Tous les ans, la direction fait le point avec chaque collaborateur de son travail des deux mois précédents et de ses perspectives de carrière. Mais cette année, un détail particulier a été mis en place : les salariés individuels ont été effectués... par ordre de mérite. Les mieux « notés » ont été convoqués les premiers ; les autres ont vécu chaque jour d'attente supplémentaire comme l'attente d'un licenciement. Les salariés ne dormaient plus. Et les plus lucides se sentaient trahis à l'aise (et parfois furieux) de cette manipulation.

« En temps difficiles, les entreprises ont durci leurs méthodes d'animation, confirme Christiane Joguet, fondatrice et déléguée générale du club Chantiers, instance de réflexion regroupant des directeurs de ressources humaines. Si l'on ne fait pas de quartier quand quelques-uns n'ont pas l'efficacité escomptée. Les commerciaux sont particulièrement concernés. On n'hésite pas à les punir les uns contre les autres, quitte à disloquer les

équipes. Or, ce n'est pas l'efficacité qui fait gagner une équipe, c'est l'esprit d'équipe elle-même. »

Un climat insupportable

Bertrand, trente-huit ans, est cadre dans une grande société de services dont la direction cultive le stress comme « la meilleure façon d'amener les gens à passer ». L'un des salariés a écrit le « rapport mensuel de synthèse » : les responsables d'activités ont été convoqués tour à tour dans le bureau de la direction pour leur conseil d'administration, ils doivent démontrer qu'ils maîtrisent parfaitement tous les détails de leur contrat. « Faire le point chaque semaine sur soi-même, bonne méthode de gestion, confirme Bertrand. Mais le climat dans lequel ce face-à-face se déroule est insupportable : les salariés sont soumis à une pression constante. Le stress est omniprésent. L'esprit infantilisant. »

Le stress a rempli chaque tâche devenus, lui aussi, l'occupant de pressions répétées. « Un jour, poursuit Jean-Pierre Clapin, responsable de la production de la chimie CGC, on a réduit les effectifs et, du même coup, augmenté la charge de travail de ceux qui restent. Etre compétent ne suffit plus : il faut être capable de travailler à une vitesse quasi sportive. Les salariés de qualité exceptionnelles ont amenés plus hautes fon-

ctions des entreprises admettaient, naguère, que tout le monde ne fonctionne pas avec la même rapidité qu'eux. Mais le font plus. »

« À l'heure du stress, note Christiane Joguet, on fragilise les gens et on finit par provoquer des blocages. » Pour tenter d'y parer, certaines entreprises proposent aux meilleurs de leurs employés des voyages ou l'accès à des clubs d'avantages... Certaines sociétés utilisent une autre stratégie : on y explique que la meilleure méthode en matière de compétitivité n'est pas de bien s'entendre avec ses collègues. « Mais, souligne Jean-Pierre Clapin, pour réussir dans la compétition, il faut la coopération, pas une compétition agressive, un système de méthodes de manipulation psychologique qui portent atteinte à leur libre arbitre. »

Une analyse qui rejoint les conclusions de Jean-Pierre Le Goff, chercheur au Centre de recherche sur les Mutations industrielles et les rapports sociaux (MIRS) au CNAM, en termes d'un long travail sur l'évolution récente des entreprises : « Il est aujourd'hui, dans la partie du management, le rêve d'une entreprise ultra-performante dans laquelle les individus mettraient leur personnalité entière au service de leur travail, ainsi qu'une volonté de normalisation des comportements qui recèlent un risque d'aliénation qui témoignent du retour d'une certaine forme d'esprit totalitaire. »

Marie-Claude Betheder

Vie privée

La Cour de cassation tend à protéger les salariés

HEUREUSEMENT, les licenciements marginaux. Les licenciements pour perte de confiance ou en raison de la vie privée et les motifs d'un salarié représentent une part infime des affaires portées devant la chambre sociale de la Cour de cassation. Tel est le sentiment des experts, qu'ils soient du droit social ou greffiers auprès des tribunaux. Mais il n'existe pas de chiffres puisque les motifs des licenciements qui provoquent des litiges ne sont pas traités de manière analytique. Cette année, le motif d'appel devrait suivre près de 7 000 affaires.

« Celles qui touchent à la perte de confiance d'un employeur envers son salarié sont plutôt dans la section de droit, précise-t-on au greffe. Les fonctions sensibles sont alors : direction, la recherche, du marketing. Les cas sont moins fréquents chez les ouvriers ou les employés. » Si les affaires sont-elles, les affaires passionnent les juristes du droit. En effet, un terrain fertile pour la jurisprudence. Dans plusieurs arrêts récents, la Cour de cassation a clairement tranché. François Gaudu, agréé de droit, retient ainsi deux jugements datant du 29 novembre 1990 et du 9 janvier 1991 (1) : un licenciement pour une raison inhérente à la personne du salarié doit être fondé sur des motifs objectifs ; la perte de confiance à l'égard du salarié ne peut pas constituer un motif de licenciement.

Le gardien et le sacristain

Premier cas : celui d'une secrétaire licenciée parce que son époux, après avoir été, lui, licencié pour motif économique, avait été assigné à résidence. La Cour de cassation a refusé de lui verser des indemnités. L'entreprise estimait que plus pouvait accorder sa confiance à

le secrétaire. La seconde affaire concernait le licenciement d'un salarié, chef de production chargé des achats et de la direction du personnel après que son épouse eût démissionné de l'entreprise qui les employait tous les deux pour créer une entreprise concurrente de celle de son ancien employeur. La Cour de cassation, rompant avec une jurisprudence antérieure, a donc estimé - après étude de deux affaires - que le comportement des salariés ne pouvait courir le risque objectif à l'entreprise. « Nous assistons là, explique Gilles Bélier, avocat au droit social, à un revirement important sur l'idée de la place du contrat de travail. Si le contrat est manifestement susceptible d'être influencé par la vie privée du salarié, alors le motif de perte de confiance peut être légitime et entraîner la perte d'indemnités de licenciement lors d'un licenciement pour faute grave. Si ce n'est pas

le cas, si les critères ne sont pas objectifs, la Cour de cassation donnera raison au salarié. » Selon ces critères, une société de gardiennage a obtenu gain de cause auprès des tribunaux qui ont jugé justifié le licenciement d'un gardien surpris à voler dans un supermarché. A l'inverse, une grande paroisse intégriste parisiennaise a vu verser des dommages et intérêts à un sacristain licencié pour motif d'homosexualité, ce que la paroisse avait appris par une indiscretion. Cependant, le comportement du sacristain, qui avait la paroisse sans afficher son homosexualité, ne portait pas préjudice à la paroisse. La Cour de cassation a donc tranché en sa faveur l'arrêt du 17 avril 1991.

Marie-Béatrice Baudet

(1) « Le licenciement pour perte de confiance », de François Gaudu, « Droit Social », n° 1, janvier 1992.

Au nom des libertés individuelles

Commandé par M. Jean-Pierre Soisson, remis en décembre 1991 à M. Aubry, ministre du travail, le rapport du professeur Gérard Lyon-Caen répondait à un mandat exprimé dans une lettre qu'en 1988 le « Liberté publique » de l'emploi ? A l'époque, déjà, l'emploi de certains syndicalistes, dans l'UCC-CFDT (Union confédérale des ingénieurs et cadres), la découverte d'un code des apparences d'Euro Disney, ainsi que l'apparition de certaines officines dans l'univers alors en pleine expansion du recrutement, avaient suscité les pouvoirs publics sur des pratiques douteuses. Il fallait faire le point, mesurer l'étendue des problèmes et faire la part de l'acceptable et de l'insupportable.

Pour le professeur Lyon-Caen avait l'avantage de poser de bonnes questions, en juriste et, lui reprochant-on, en bobé d'un d'activités qui se cherchent des règles. On lui attribue même, un peu rapidement, la paternité d'un événement « droit au mensonge » pour le salarié, qui fit frémir, puis qu'il allait jusqu'à dire que, lors d'un entretien d'embauche, le candidat pouvait se répondre

aux questions personnelles ou dissimuler la vérité. Avec le temps, l'agitation retombe, le dossier a progressé, grâce à une large concertation. Le ministère du travail a pu rassembler récemment aux partenaires sociaux l'avant-projet de loi qui, après consultation et modification, sera soumis au parlementaire au cours de la session d'automne. Un moment inquiet, les professionnels du recrutement ne voient légitimés par la loi, notamment.

Quelques principes

En l'état, le texte envisagé retient quelques principes pour le recrutement et dans l'entreprise, avec une règle générale applicable au salarié comme au candidat : « L'employeur ne peut apporter aux droits des personnes ni aux libertés individuelles ou collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché. » Il faut une « adéquation » entre l'emploi et les informations pour apprécier la seule aptitude professionnelle.

Les personnes, y compris les stagiaires, ont le droit de ne pas répondre aux demandes qui se situent en dehors de ce cadre. Chacun, d'ailleurs, doit connaître les outils, confidentiels à l'égard des tiers, qui servent à évaluer le candidat ou le salarié. Ce sera en outre à l'employeur ou au recruteur d'apporter la preuve de la fiabilité des données qu'il utilise.

A ce sujet, le projet parle aussi de « loyauté ». Les informations ne pouvant être collectées à l'insu du candidat, il revient aux candidats à l'embauche la protection contre la discrimination et précise qu'une procédure rapide d'enquête peut être mise en œuvre après intervention du délégué du personnel auprès de l'employeur et, éventuellement, après décision du prud'homme. Le comité d'entreprise pourra être consulté sur les méthodes de recrutement de l'entreprise, ainsi que lors de l'introduction de techniques de surveillance des salariés. Enfin, les conseils de prud'hommes pourraient se saisir des litiges relatifs aux opérations de recrutement.

A. Le.

Janvier 1993 le Groupe ESCP lance

Le Programme Inter-Européen de Management, MBA Part-Time du Groupe ESCP

Vous souhaitez affirmer aujourd'hui votre leadership et votre compétence. Vous voulez une formation opérationnelle compatible avec votre vie professionnelle. Le programme, orienté vers l'action, l'Europe, débute en janvier 1993 : 550 heures d'enseignement sur 18 mois, il comprend des enseignements fondamentaux et des enseignements par un professeur expérimenté.

Diplômé de l'université ou d'une grande école, vous avez une expérience professionnelle potentielle. Rejoignez une entreprise, rejoignez une université, rejoignez une école de management. Renseignements, auprès de Hélène PENAIN au (1) 44 44 44 ou à l'adresse de vos professionnels.

GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE EN PARIS Programme Inter-Européen de Management - MBA Part-Time du Groupe ESCP 79, avenue de la République - 75443 Paris Cedex 11

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INITIATIVES EXPERIENCES

MEMOIRES

Les greniers des entreprises

L'importance et l'art de conserver les archives

Il faut une bonne dose de courage pour aller fouiner dans les archives. C'est même presque une punition de chercher un papier dans ce repère de toiles d'araignée. Et impossible d'envoyer l'archiviste, bouc émissaire de service, car la fonction a été supprimée dans pratiquement toutes les entreprises.

Sans parler d'archives, le papier est la pierre de base des entreprises. Cela gâche le maître de l'énorme flot qui s'amoncelle à une vitesse folle. Faute de coordination, chaque entreprise a sa manière de constituer de nombreux documents parallèles. Jour après jour, les mètres carrés sont dévorés, et on finit par ne plus rien retrouver. Une étude a ainsi montré qu'une personne perd en moyenne quarante-deux minutes par jour pour le classement et surtout pour la recherche d'un document! Croulant sous la papeterie, l'entreprise n'ose rien faire. Jusqu'au jour où, exaspérée, elle décide de faire place nette et se débarrasse de ses papiers « inutiles » et de ses vieilles archives. Au risque de perdre définitivement des documents.

En Alsace, deux petits bouts de femme, Florence Ott et Christine Pays, qui aiment le Centre d'archives et de recherches économiques (CERARE), sont pourtant persuadées qu'un fabuleux trésor se cache sous les frusques poussiéreuses de la mémoire de l'entreprise qui, une fois lustrée et exploitée, devient un gisement productif et même stratégique. Pour Christine Pays, directrice commerciale, les archives ont quatre fonctions essentielles. D'une part, les documents originaux servent de preuves; ce qui est très appréciable en cas de litige, par exemple. Véritables pense-bêtes pour les références, les prix et les produits, elles sont également une mine pour constituer des séries statistiques ou remettre au goût du jour la recette d'un produit.

Documents courants et historiques

Au-delà de documents courants, facilitent la compréhension des activités de l'entreprise. Ils constituent donc un outil de réflexion pour les choix futurs. Certains y trouvent les clés d'un problème social, d'autres les éléments pour construire une stratégie. Enfin, élément de culture d'entreprise, ils replongent les nouvelles recrues dans les racines historiques, ce qui est évidemment un atout interne, mais aussi en externe pour faire évoluer les logos publicitaires ou concevoir des plaquettes d'information.

Véritables trésors, ces archives perdues, ces dames du CERARE se font fort d'aider les entreprises à exploiter ce gisement. Revenons à leur méthode. Elles prennent la forme d'un diagnostic-conseil en entreprise, éventuellement accompagné de stages de formation. Un plan d'archivage propre à chaque entreprise, les documents sont classés en trois catégories : papiers courants, d'un à deux ans d'ancienneté, à garder sous le coude; dossiers intermédiaires, plus de deux ans, éventuellement entreposables dans un classeur; enfin, les archives à conserver indéfiniment. Si les éliminations se font en temps voulu, 5 % à 10 % seulement de la masse initiale de papier a besoin d'être gardée. « En définitive, bien exploitée et bien rangée, les archives font gagner beaucoup de temps, d'espace et d'argent », estime Christine Pays.

Avec le CERARE, une centaine d'entreprises ou organismes ont entrepris ce passionnant voyage aux pays de la mémoire. C'est par exemple le cas de la puissante industrie de com-

munication de l'industrie de l'automobile. Jusqu'à la période récente, les archives étaient gérées de façon entièrement artisanale et leur accès devenait chaque jour plus problématique. Avec par les juristes de la chambre sur les risques, à très long terme, d'une expertise généralisée des services sous le flot de papiers à crémation. Elle, le président Simonin chargé de la préservation du patrimoine.

Préservation du patrimoine

Avec l'aide d'un archiviste professionnel, le service juridique est passé à la vitesse industrielle avec des objectifs de reconstitution ambitieux. Au cours de la première phase, qui vient de s'achever, il s'agissait d'optimiser les surfaces d'archives dispersées dans des locaux en faisant un tri sélectif et en les regroupant sur un même lieu. La chambre est maintenant au niveau deux de la reconstitution. Service par service, les correspondants archivistes ont commencé à constituer des documents produits de la chambre et de la recherche économique. Ils ont déterminé les rythmes de travail, les documents produits et de constituer le fameux plan d'archivage.

Très vite, les documents vont pouvoir commencer. La chambre va exploiter la façon dynamique de ses archives historiques pour préparer son Centenaire de 1998. Constituer des repères, l'économie et l'évolution de sa représentation et de ses synthèses sur les investissements passés, justifier ses choix budgétaires de demain.

Responsable du chantier, Claude Collard vient déjà de mettre la main sur un précieux document faisant état des relations de la chambre avec ses homologues européennes à la veille de 1914. En Alsace, une petite entreprise locale du secteur des travaux publics, Tractormin, n'arrivait plus à contenir dans ses locaux l'accumulation rapide des papiers qui suivait celui du chiffre d'affaires. Objectif : mettre en place un système optimisé de circulation, de classement et d'archivage des documents. « Au lieu de perdre des heures à chercher, le personnel a été envoyé en formation, et parallèlement, un plan d'archivage a été mis en place. Le 15 de l'entreprise, Luc Soldermann, nous avons libéré 30 % d'espace, nous avons aussi plus performant nos clients et nous avons une atmosphère de travail formidable ».

Dans leur quartier de Mulhouse, au CERARE, Florence Ott et Christine Pays réalisent un travail de préservation du patrimoine régional en accueillant dans leurs murs les archives historiques des industries (textile, mine, chemins de fer, banques, etc.). Plus d'une quarantaine de dépôts ont déjà été classés et leur mémoire ancrée dans la région. Comme la construction mécanique (matériels textiles) fondée en 1826 dont les documents s'emblaient jusqu'en 1989 dans ses caves. Créé en février 1983 par Jacques-Henri Gros, chef d'entreprise, le CERARE, à l'origine modeste association qui ne vivait que de subventions, a parcouru un bon bout de chemin. Ses comptes sont aujourd'hui équilibrés, et il consulte dans toutes les régions. A l'heure où l'on parle du rôle stratégique de l'information, un détour du côté des archives n'est peut-être pas inutile.

Catherine Levi

EVOLUTIONS

Les nouvelles secrétaires

Révolution technologique et hausse des qualifications

SECRÉTEMENT ■ Son patron, le look démodé, le CAP pour seul vanité n'existe plus. Le minimum requis est le niveau bac+2, et le BTS de secrétariat est la règle générale. L'anglais courant est presque toujours exigé, quel que soit la taille ou le secteur d'activités de l'entreprise. « Il faut en plus, explique le directeur des ressources humaines d'une grande banque, une excellente présentation pour l'image de la maison, un esprit rapide, alerte, une faculté d'adaptation. On a envie de dire, comme le Figaro de Beaumarchais : aux nombres de qualités demandées aux secrétaires, combien de patrons seraient dignes de l'être? » Leur exigence répond à celle croissante des secrétaires. Elles n'entendent plus faire toute leur vie le même travail et veulent, comme tout salarié, évoluer. Elles raisonnent en termes d'évolution de carrière. Un certain nombre d'entreprises, à l'instar d'Air France, de la RATP ou d'Elf-Aquitaine, réfléchissent au des bac+2 et aux possibilités de leur proposer une mobilité interne intéressante.

La secrétaire qui entre dans le monde du travail manie de son CAP pour seul vanité n'existe plus. Le minimum requis est le niveau bac+2, et le BTS de secrétariat est la règle générale. L'anglais courant est presque toujours exigé, quel que soit la taille ou le secteur d'activités de l'entreprise. « Il faut en plus, explique le directeur des ressources humaines d'une grande banque, une excellente présentation pour l'image de la maison, un esprit rapide, alerte, une faculté d'adaptation. On a envie de dire, comme le Figaro de Beaumarchais : aux nombres de qualités demandées aux secrétaires, combien de patrons seraient dignes de l'être? » Leur exigence répond à celle croissante des secrétaires. Elles n'entendent plus faire toute leur vie le même travail et veulent, comme tout salarié, évoluer. Elles raisonnent en termes d'évolution de carrière. Un certain nombre d'entreprises, à l'instar d'Air France, de la RATP ou d'Elf-Aquitaine, réfléchissent au des bac+2 et aux possibilités de leur proposer une mobilité interne intéressante.

Des salaires motivants

Il y a toujours eu dans le métier une frange « haut de gamme » : les secrétaires de direction, souvent formées sur le tas. Elles travaillent directement avec un membre éminent de la direction, filiaient les appels, éloignaient les importuns, triaient son courrier, gèrent son agenda, préparent son café, lui rappellent un déjeuner, un rendez-vous, organisent ses voyages et lui recommandent même parfois de ne pas oublier l'anniversaire de son épouse. A la fois confiantes et paranoïaques, elles vivaient dans l'ombre du patron, attentives à lui faciliter l'existence et à le débarrasser de tout souci pratique. Là aussi, le changement est spectaculaire. En effet, la complexité croissante des entreprises sur un plan à la fois technique et humain nécessite à tous les postes, y compris celui-ci, un personnel de plus en plus expert.

Si les recherches par petites annonces couvrent encore les besoins en secrétaires « ordinaires », les assistantes de direction (ce n'est le terme désormais utilisé) se recrutent par le biais de cabinets de chasseurs de têtes, tout comme les cadres. « Mais ce sont des cadres pour plus de la moitié d'entre elles », s'exclame Nathalie Thiercé, directrice de Femmes et Carrière, un cabinet spécialisé dans la recherche d'assistantes haut de gamme. Elles ont presque toutes d'autres études que leur patron. Les bac+3 ou 4 sont nombreuses. Nous recevons chaque jour environ trente candidatures spontanées : les CV sont éblouissants, on trouve des Sciences-Po, des licences, des maîtrises de lettres et de langues. Beaucoup d'entre elles souhaitent changer de métier, nous disent-elles. Les nouvelles assistantes de direction sont de véritables chefs de cabinet, surtout lorsqu'elles travaillent pour le président d'un grand groupe ou d'une entreprise prestigieuse.

Plus le patron a de responsabilités, plus il cherche une assistante à son niveau. « Confiance, privilège, son assistante doit être polyvalente, capable de se charger des relations publiques, de résoudre les problèmes », son absence, de gérer les urgences, de savoir garder les informations confidentielles qu'elle est amenée à recevoir sans trahir sa confiance. Elle doit connaître les rouages de l'entreprise, servir de relais », détaille Pascale, assistante de direction depuis trois mois de François Pinault, le président du groupe du même nom.

Pascale, trente-trois ans, a fait un peu de droit, un an à Sciences-Po. Elle a travaillé aux Etats-Unis et a suivi les cours de l'école des assistantes de direction de la chambre de commerce de Paris. Elle a été auparavant attachée de presse d'une agence de communication puis elle a monté sa propre entreprise. « Il faut aussi, pour moi, travailler dix heures par jour, être à la fois chaleureuse et réservée, avoir des notions juridiques, économiques, financières pour pouvoir comprendre de quoi il s'agit et, surtout, des qualités d'organisation », ajoute-t-elle. Des salaires motivants courent ces compétences : les rémunérations

à ce niveau oscillent entre 300 000 et 400 000 francs par an.

Dominique Charrier, diplômée d'histoire de l'art et secrétaire nationale de l'EAAPS (European association for professional secretaries) avait monté une entreprise de panneaux décoratifs avant d'entrer comme assistante de direction chez Quick Europe, une agence d'information financière. Elle est ravie de faire marcher la maison, comme elle dit, et d'avoir l'œil sur tout. Mais ce rôle de courroie de transmission n'est pas la seule façon d'exercer la fonction. « Beaucoup évoluent vers une spécialisation dans un des départements de leur entreprise, explique-t-elle encore. On leur demande souvent de développer un projet ou de réorganiser un secteur. Si elles font preuve d'initiative et d'autonomie, elles finissent souvent par le diriger. Sans compter que dans les petites structures qui n'ont pas de service de communication spécifique, elles en sont immanquablement chargées. »

C'est ainsi que Daisy, interprète, quadrilingue de formation, a été vite dépeçée par le travail quotidien dans les institutions européennes. Elle est entrée comme assistante du directeur chez Cato Johnson, filiale de l'agence de publicité Young et Rubicam. Elle est à présent responsable de la communication interne avec les 25 cellules européennes. Claudine, trente-sept ans, après avoir été chargée dans une entreprise de produits chimiques du renouvellement des licences à l'exportation, est devenue responsable du marketing dans une entreprise de papier. Son poste suivant. Certaines, comme François, se lancent dans la création d'entreprise. Après avoir pendant dix ans organisé pour son groupe congrès, voyages et séminaires, elle a décidé d'ouvrir une agence de voyages. Une autre manière d'exploiter les compétences principales des secrétaires : l'organisation.

D'ailleurs, leur Salon « Secrétaire », qui se tient chaque année depuis quatre ans début mai à Paris, change de dénomination et, à partir de 1993, s'appellera Organisation.

L. D.

REGARDS

Les images du RMI

Un photographe aide à la réinsertion

« RMI, la solidarité au quotidien », cinq photographes témoignent : cette exposition qui se déroule à la Grande Arche de la Défense illustre la prise de conscience de la France face à la pauvreté. Les clichés ont été réalisés en deux semaines, Alain Kerméve, lui, s'est investi pendant un an dans un projet consacré aux « allocataires du RMI ». Pourtant, alors que son travail est achevé depuis trois mois, ses 2 000 clichés restent dans les cartons.

C'est à la fin de l'année 1990 qu'Alain s'est lancé dans cette aventure. Depuis la vague de la dramatique de l'hiver 1984-1985 - onze vagabonds étaient morts de froid, chaque fin d'année lui resurgit la nouvelle pauvreté à la conscience des Français. Peu après l'ouverture des premiers restaurants du cœur, la loi instituant le RMI est promulguée en décembre 1988. « En 1990 on assistait à une sorte de grande orchestration autour des pauvres », précise Alain. Et ce qui me choquait le plus, c'était cette façon de présenter une caricature du pauvre. 1990, c'est aussi l'époque où l'on commence à parler concrètement d'une évaluation du dispositif RMI. Alain discute alors souvent avec deux de ses amis qui travaillent dans le secteur social. A leur contact, l'idée s'effrite : « La pauvreté, ce n'est pas seulement l'état de personnes qui, dans l'urgence, ont besoin d'aide, mais c'est aussi la situation de personnes qui, dans l'urgence, ont besoin d'aide, mais c'est aussi la situation de personnes qui, dans l'urgence, ont besoin d'aide... »

Après avoir essayé plusieurs projets, il présente finalement son refus à la direction de la Direction sociale du département de Yvelines (DASOY). Les responsables se montrent d'autant plus intéressés qu'ils ont déjà financé, dans le cadre du plan départemental d'insertion (PDI), un autre projet qui arrive à son terme : « Paroles de bénéficiaires ». Le dossier d'Alain est donc étudié avec attention, il peut être un « complément intéressant » pour l'évaluation des mesures sur le RMI.

En septembre 1991, une fois le soutien financier obtenu, Alain débute son travail. La réalisation de son projet va durer huit mois. Il va l'entraîner à travers le département des Yvelines : des chantiers et des entreprises d'insertion aux nombreuses réunions avec des RMIstes, en passant par différentes associations intermédiaires. Dans chacun des cas, Alain passe des heures, des journées avec les bénéficiaires du RMI et les acteurs sociaux. « C'est au cours de ces nombreuses journées passées avec eux que j'ai réalisé tout l'intérêt du projet. »

Car, au départ, Alain n'avait l'esprit qu'une seule dimension de son opération : présenter les RMIstes « en action ». Afin d'aider les responsables du département à mieux connaître les RMIstes - ceux qu'il nomme, en plaisantant, les « émargés » - à avoir une idée de ce qui se passe sur le terrain. « En réalité, j'ai rapidement découvert une seconde dimension qui s'est avérée essentielle, reconnaître la complexité du RMI. Ce qui m'a permis de faire la liaison sociale, s'est peu à peu révélé plus riche : autour de la notion d'image de soi, la photo est devenue une dynamique à part entière de l'action d'insertion. » Le principe a été partout respecté : Alain se présente et précise d'emblée aux RMIstes que les photos leur sont d'abord destinées; libre à eux de refuser qu'elles soient utilisées pour une publication ou une exposition, voire de les détruire. « Je n'ai cherché aucune mise en scène, soulignons-t-ils. Les clichés ont été pris au fur et à mesure du travail quotidien, le plus naturellement possible. »

Régulièrement, les photos sont présentées aux intéressés. « Ces séances ont souvent été l'occasion de faire de l'image un nouvel espace de dialogue », précise Alain. Certains n'ont tout simplement pas accepté : ils ont déchiré les clichés. Mais, le plus souvent, le fait d'observer ensemble les photos a « dénoyé » les gens. « Oh, j'ai vraiment l'air con », lance l'un d'entre eux en s'observant sur un cliché. « Plus du tout, tu es très bien, c'est tout ! Il faut toi ! » lui répondent les autres. « Vous croyez? »

ont finalement été séduits par l'ambivalence de ces discussions. Beaucoup se sont tournés vers Alain pour qu'il les photographie. « C'était pour leur famille, leurs amis, explique-t-il. J'ai alors compris qu'ils espèrent, grâce à ces photos, une sorte de réhabilitation dans leur milieu. » En montrant ses clichés, Alain raconte avec passion et chaleur la signification de tel regard ou de telle attitude. N'a-t-il pas obtenu pendant des jours chacune des personnes qui apparaissent sur ses photos? Il a vu leurs chagrins, leurs hésitations, leurs espoirs. Le souvenir en est encore présent dans sa mémoire. Aussi, en quittant l'exposition de la Grande Arche, ne cache-t-il pas sa déception : « Ce sont des mises en scène, sans mouvement, sans vie. On nous présente le regard d'artistes sur les RMIstes, pas les RMIstes. »

« Mais qui fonde, à quoi fallait-il s'attendre d'autre? », lance-t-il, avec un sourire. Il passe à ses huit mois de travail, à sa décision de proposer l'opération bien que la subvention de la DASOY n'ait couvert que les seize premières semaines initialement prévues. Il continuera à chercher un financement, pour une exposition, peut-être un livre.

Olivier Plot

L'HERMÈS Editeur
L'essentiel sur
TECHNIQUES DU COMMERCE
INTERNATIONAL
par M.P. JEANDAT et F. MOREAU
Diffusion MÉDICIS SA 1 rue Séguier 75001 PARIS

هكذا من لايصل

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Les associations contre le chômage

par Jean Bastide

SANS mobilisation générale, le chômage ne reculera pas. Pas de remède miracle, ni de cocktail magique. Les économistes nous ont avertis, le retour à la normale ne suffira pas. Pourtant, tout doit être fait pour inverser cette courbe dont la progression ne cesse de nourrir le scepticisme des uns, la démobilisation des autres, ou encore... n'est pas mieux - la colère de ceux qui marchent dans les solutions. Or, chacun sait aussi que les multiples débats et controverses sur ce sujet se déroulent sur un fond de désespoir croissant. Il y a une raison suffisante pour se mettre au travail même si l'on sait que la partie sera longue et particulièrement dévoreuse de bonne volonté, d'imagination, de savoir-faire, de solidarité... et aussi de moyens financiers. Chaque partenaire doit accepter par avance d'y laisser quelques plumes. Il peut-être que se situe la plus grande difficulté.

Le gouvernement fait appel aux associations pour qu'elles participent à ce combat, tout particulièrement aujourd'hui contre le chômage de longue durée, qu'elles contribuent à la politique de formation et d'insertion professionnelle des jeunes, à l'insertion sociale des personnes en difficulté... Les interlocuteurs qu'il rencontre sont presque toujours enthousiastes, mais que la diversité de leurs engagements dans un domaine témoigne beaucoup mieux que mille discours des demandes sociales auxquelles ils attendent des réponses. N'est-il pas significatif que telle association humanitaire emploie quelque 5 000 à 6 000. Contrats emploi solidarité, que des centaines de milliers d'associations de toutes tailles accompagnent quotidiennement des Rmistes, créent des emplois de proximité... Si l'addition de toutes les initiatives associatives en matière d'emploi était possible, on en surprendrait certainement plus d'un dans la société économique comme dans la société politique.

Cependant il est à craindre qu'actuellement un grand nombre d'associations marquent le pas car, si elles s'efforcent de développer une véritable synergie entre bénévolat et volontariat - synergie génératrice d'emplois et d'activités - leur manque d'autonomie financière et leur quasi-absence de fonds propres limitent considérablement leur capacité à absorber les coûts d'une mission ou d'une ouverture d'activité. A cela, il faut ajouter le déconcompte de certains responsables professionnels et bénévoles qui ont déjà beaucoup donné, et qui ne perçoivent pas toujours les signes concrets de reconnaissance qu'ils attendent des pouvoirs

publics. Le domaine est trop sérieux, chaque partenaire doit jouer cartes sur table car il n'y aurait rien de plus détestable que le langage du chantage : le chantage à la participation des associations (vous ne donnez combien ?), faisant le pendant du chantage au financement de pouvoirs publics (vous ne prenez combien ?). Le malentendu auquel on se manquerait d'insister et qui confirme certaines pratiques actuelles serait d'autant plus cruel que les enjeux de société sont importants, et d'autant plus stupide que la demande sociale, que les associations ont vocation à exprimer, rejoint la commande qui découle des politiques publiques.

La question qui se pose donc aujourd'hui est celle-ci : à quelles conditions les associations peuvent-elles faire plus et mieux ?

J'en distingue principalement trois :

L'originalité d'une réponse. - Les pouvoirs publics doivent reconnaître - pas uniquement dans les discours - l'originalité de l'action associative, quand celle-ci répond à une situation problématique ; car la synergie développée par les associations entre travail salarié et volontariat, la construction collective de cette réponse constituent une plus-value au service rendu. Or, le développement récent des financements liés aux politiques publiques nous éloigne petit à petit de cette prise en considération dans la mesure où la procédure d'appel d'offres qui a tendance à se généraliser (suivant une logique de marché) n'intègre pas la spécificité d'une démarche porteuse de sens que constitue une mobilisation volontaire et de savoir-faire diversifiés, une confrontation permanente à la réalité, l'association à sa fonction de prestataire de service, à sa fonction instrumentale, c'est-à-dire à sa banalisation. Il accentue le malaise des militants en freinant leur capacité d'initiative et d'invention. En deux mots, c'est faire perdre à l'association son caractère d'initiative et son comportement citoyen. Si le déficit de participation que l'on constate aujourd'hui dans la société à un coût, l'encouragement à la réflexion et à l'action collective en a aussi un, qui non seulement est sans aucune mesure avec le premier, mais a même pour effet de le réduire. Promouvoir la démarche associative, c'est un choix de société.

Privileger le long terme. - Les associations ont besoin de la durée pour permettre à la synergie « professionnelle-bénévoles » de se développer. Elles ont la maîtrise du projet associatif dans l'affaire des élus et ne soit pas occupée par quelque dirigeant entreprenant, mais isolé. Les associations ne sont pas mobilisables comme un régiment de parachutistes !

Dans une situation où l'on ne se bouscule pas pour prendre des responsabilités collectives, rien n'est plus démobilisateur que les espoirs déçus parce qu'un projet doit être remplacé par un autre plus urgent, que les initiatives sans lendemain parce qu'un programme est abandonné au profit d'un autre ; les petites associations s'y perdent et les plus grandes doivent consacrer à l'adaptation permanente de leur savoir-faire « administratif » une énergie et des moyens qui seraient plus utiles ailleurs. Et c'est vrai que les pouvoirs publics depuis longtemps ont l'habitude à répondre dans l'urgence ou la précipitation des situations de crise. Les responsables associatifs sont capables de construire rapidement des réponses. Mais il ne faut pas les considérer uniquement comme l'armée de la dernière chance capable de combler au plus vite les brèches qui apparaissent sur de nouveaux fronts. On ne provoquerait ainsi que du désappointement et de l'incompréhension.

Le fédéralisme : une nécessité. - Enfin la troisième condition concerne la reconnaissance d'un aspect de la vie associative qui fait parfois l'objet de vives critiques : ce sont ses formes, les regroupements, unions, fédérations, ou coordinations permanentes et ses activités. Sans fédération, la vie associative n'offrirait qu'une image de dispersion, de foisonnement peut-être, mais tout cela de véritables corps intermédiaires capables de négocier et d'interpeller. Or, certains se plaisent à évoquer la réaction d'un homme associatif dispersé, à opposer le dynamisme des petits à l'inertie des grands appareils professionnalisés qui auraient perdu depuis longtemps la flamme des pionniers. Cette vision caricaturale est à rejeter. Les tenants d'un faux partenariat qui ne supporte pas une vie associative autonome capable d'élaborer des propositions, ne mette en œuvre des projets à long terme porteurs d'ambition, d'espoir, et de lien social. Reconnaître le fédéralisme et faciliter les regroupements interassociatifs doit servir l'intérêt général par le dépassement des intérêts catégoriels.

Les associations sont mobilisables. Encore faut-il prendre les moyens et le temps de considérer leurs différents regroupements comme des interlocuteurs à part entière, c'est-à-dire capables de propositions. Il n'est jamais trop tard.

► Jean Bastide est président du Conseil national de la vie associative et délégué général de la Fédération des centres sociaux.

STAGES

La maîtrise des offres de stages désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE.

Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (12, rue Raspail, 94267 Gentilly Cedex), le service des stages de la MINEF, en téléphonant au 01 (1) 49-08-99-99.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 01 (1) 45-46-16-20.

COMPTABILITÉ

□ Lieu : La Défense (Arche). Date : 1^{er} octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 500 F. Profil : bac + 2, BTS comptabilité. Mission : gestion comptable des crédits et débits. 02287.

PERSONNEL

□ Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : non. Profil : bac + 2/5, connaissances bureautiques appréciées. Mission : accueil, secrétariat, gestion de courrier, saisie informatique, assister le responsable de recrutement dans le traitement des candidatures, développement de l'outil informatique. Formation initiale sur PC et Excel. 02285.

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Profil : bac + 5, DESS psychologie du travail ou sciences humaines, petite expérience en recrutement. 01802.

□ Lieu : Cachan. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac + 2/3, AES, connaissances en microinformatique. Mission : participation à l'élaboration du budget de personnel et à la mise en place d'un

module de gestion de la formation. 02295.

COMMERCE INTERNATIONAL

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, école de commerce internationale, Framework, anglais. Mission : apprendre le métier de négociant international, formation assurée. 02245.

VENTE

□ Lieu : Paris + déplacements. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : trois stagiaires pour promotion d'un produit artistique et culturel de qualité exceptionnelle au profit d'une grande œuvre humanitaire. 02268.

MARKETING

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/4 mois, horaires variables. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, école de commerce, marketing téléphonique + bases de données. Mission : participation à la réalisation d'un annuaire économique alimentaire, travail à jour (enquête téléphonique), saisie des données et suivi d'impression. 02117.

□ Lieu : Paris. Date : 1^{er} octobre. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, CELSA, CFJ, sciences po, excellente maîtrise de la langue française. Mission : rédaction de plaquettes, brochures et documents de presse. 02286.

□ Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : remboursement des frais + prime. Profil : bac + 2/3 marketing, permis de conduire, si possible savoir utiliser File Maker sur Macintosh. Mission : définir et mettre en œuvre la politique de marketing-direct auprès des comités d'entreprises et négocier avec les responsables de CE

les conditions de vente (pas de vente directe). 02269.

□ Lieu : Nancy/Strasbourg. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : très bonne. Profil : bac + 5 école de commerce, gestion ou autre. Mission : participation à la réalisation d'une étude de marché. 02251.

INFORMATIQUE

□ Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2, technicien informatique, maîtrise des plates-formes, formation interne aux logiciels, mission à la réalisation d'un projet d'animation et suivi du développement au CNIT, accueil des clients et renseignements commerciaux, maintenance du parc informatique. 02195.

COMMUNICATION

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/4, Macintosh si possible. Mission : au développement de l'agence, marketing téléphonique, gestion de fichiers, pise et analyse documentaire. 02195.

TECHNOLOGIE

□ Lieu : Berlin. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F + frais de déplacements + d'hébergement à l'étranger. Profil : bac + 2/4, BTS génies mécaniques, civil, ingénieur, allemand courant indispensable. Mission : assistance technique du chef d'agence à Berlin dans le cadre de la mise en place d'une filiale. Formation initiale à Lyon 2/3 semaines. 02190.

□ Lieu : Trappes. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, autocad, microstation. Mission : dessinateur CAO/PAO pour mécanique que bâtiment. 02201.

DROIT

□ Lieu : Languedoc-Roussillon, déplacements. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 500 F/3 000 F + frais. Profil : bac + 3, droit, école de commerce, expérience en stages, posséder un diplôme régional : suivi des entreprises régionales en contrôle de gestion, opérationnel. 02215.

CENTRE FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL



INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BASSE-NORMANDIE
Claude Bloch - BP 101 - 14075 Lisieux Cedex
RESEAU DES IAE Tél. : 31 58 55 - Fax : 31 54 22

DESS BAC + 5

Etudes en Universités américaines
Partenariat avec le Ministère du Commerce Extérieur
Equipe et de consultants internationaux

CONTACT

Gerard CLIQUET
31.45.58.55
Minitel 3617 IAECAEN

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente

Une nouvelle profession pour un nouveau siècle : Assistant juridique

- Formation d'Assistant juridique permettant d'exercer dans cabinets et compagnies internationales en Europe et aux Etats-Unis.
- Programmes de droit français des affaires ou de droit français enseignés en français ou de droit du commerce international de la CEE enseignés en anglais.
- Assistez à une session d'information gratuite à Paris le 1^{er} octobre à 18 h 30 ou le 3 octobre à 10 heures.
- Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite contactez :

The American University of Paris, The Institute for Paralegal Studies
96, rue Saint-Dominique, 75007 Paris
Tél. : 45-51-64-58 - Fax : 45-51-56-20



LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
INTERDEPARTEMENTALE VAL D'OISE-SEINE-SAINT-DENIS
LE CENTRE FRANCO-AMERICAIN DE FORMATION DE PERSONNELS
recrutement direct

REPRISE D'ENTREPRISE

Durée : 432 heures (18 semaines, à raison de 3 jours par semaine) du 12 octobre 1992 au 12 février 1993.

Public : Cadres expérimentés avec 10 années d'expérience minimum d'entreprise, dont 3 années de responsabilité. Formation supérieure (BAC + 3 minimum). Personnalité, motivation, capacité de management. Capital minimum pour les possibilités de financement.

Recrutement immédiat : Contacter Monsieur R. MAURET Responsable du Centre - 18, rue Mansart - 78000 Versailles Tél. 39 55 00 88. Stage organisé avec le concours financier du Conseil Régional de France (des rémunérations peuvent être versées par le Conseil Régional d'Ile-de-France).

A la découverte des techniques japonaises...

Vous êtes jeune ingénieur d'une entreprise française ou jeune diplômé, ingénieur ou titulaire d'un DEA.

Par la COMITE FORME, vous pouvez acquérir une formation en R et D au Japon. Après un apprentissage intensif du Japonais, vous effectuerez un stage dans un laboratoire public japonais (6 à 12 mois), puis un stage dans une entreprise japonaise (3 mois).

DOMAINE : Sciences Techniques Appliquées à l'Industrie.

Envoyez CV + photo à COMITE FORME
17, rue Hamelin - 75013 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 47 27 21 67

フランス-日本工業技術協会

SOCIETE FRANCO JAPONAISE COMITE FORME DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

LES DIRIGEANTS

Notre groupe de formation agit dans ses filiales INDUSTRIELLES
à 100 MF son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ingénieur diplômé "Grandes Ecoles", ayant une expérience en direction industrielle et automatisée, vous justifiez d'une grande expérience et pouvez prouver votre savoir-faire. Vous êtes un MANAGER capable d'assurer :

- le développement commercial grâce à vos connaissances du marché,
- l'animation et la mise en œuvre d'équipes techniques,
- la surveillance des coûts et de la rentabilité.

Votre personnalité active doit vous permettre de vous intégrer dans notre groupe en assurant une réelle direction de cette filiale.

Vous voulez en savoir plus ?

Pour en savoir plus sur nos activités (en toute confidentialité) au
(1) 40 93 52 96 de 9 h à 18 h ou écrivez-nous à OP&A Profil
19/21, bd Gambetta - 92137 LES MOULINEAUX Cedex.

(1) 40 93 52 96

OP&A Profil

QUEL AVENIR POUR UN BON DIRECTEUR D'USINE ? DEVENIR UN OISEAU RARE...

C'est ce que nous recherchons et peut-être impossible à trouver, mais nous avons l'habitude des missions impossibles.

Nous recherchons un Ingénieur Grande Ecole (Mines, ECP, ESE...) qui a au minimum 10 ans d'expérience industrielle et qui a assumé des responsabilités de directeur d'usine ou d'un niveau équivalent. Jusque là, c'est facile.

Nous souhaitons qu'en se situant à une croisée de chemins, il s'interroge. Ne serait-ce pas motivant de prendre du recul ? de réfléchir sur son métier, d'élargir ses horizons ? de faire partager son expérience ? de rendre plus compétitives les industries en améliorant les performances de ses acteurs ? de réaliser des diagnostics et de faire de la prospective ?

Si vous vous posez ces questions, nous vous proposons, tout en conservant des responsabilités opérationnelles (animation d'équipes, gestion d'un capital de profits) de nous rejoindre.

Nous sommes le premier Cabinet européen de formation. Une de nos branches concerne la formation (de dirigeants cadres et managers) aux métiers industriels. C'est au sein de cette branche que vous exercerez vos talents. Car nous vous demandons d'en avoir : capacités d'imaginer les métiers de l'an 2000, de concevoir les formations pour s'y préparer, de les réaliser, de conseiller et de convaincre vos clients.

Cela fait beaucoup... nous en sommes conscients.

Si vous vous reconnaissez dans ce portrait, écrivez-nous. Notre client (qui en plus est exigeant) désire peut-être vous rencontrer.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf.
39A 2445 2M
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

TMI

QUI EST TMI ?

Présente dans plus de 35 pays, TMI est une des plus importantes organisations mondiales de formation et d'éducation qui a acquis une réputation internationale pour son concept "Qualité à travers les individus" et qui a été élue N°1 en Europe parmi les études présentées à la C.E.E.

TMI aide les particuliers et les entreprises par le biais de stages de formation, assortis d'outils appropriés de conseil et de planning tels que "Time Manager" dont la réputation n'est plus à faire.

Partout dans le monde, TMI met en œuvre des programmes destinés à tout le personnel de grandes et petites entreprises qui sont dispensés chaque année à plus de 200.000 personnes et dans près de 20 langues.

C'est donc un véritable challenge que nous proposons à l'équipe appelée à assurer notre développement en France.

AVEC POUR OBJECTIF DE FAIRE DE LA FRANCE LE N°1 DU GRAND MARCHÉ TMI, NOUS CHERCHONS UN DIRECTEUR GENERAL (MANAGING DIRECTOR)

Qui prendra la responsabilité de la FILIALE PARISIENNE et, par la suite, du développement des activités de TMI en France.

Notre MANAGING DIRECTOR devra donc, impérativement, avoir une expérience où les mots "VENTE - MARKETING - ET BUSINESS DEVELOPPEMENT" sont des mots "clés".

Homme de communication il saura négocier avec des interlocuteurs de haut niveau. Il connaîtra bien le marché français, de manière à pouvoir mettre à la disposition de TMI un bon réseau relationnel et à maîtriser parfaitement l'anglais des affaires.

Le salaire motivant tiendra compte des résultats.

(TMI, MCI)

EQUIPE DE CONSULTANTS EN FORMATION (CONSULTANTS/INSTRUCTORS)

Avec pour challenge d'aider les individus et les entreprises à se développer et à s'améliorer par le biais de la formation en mettant à leur disposition des outils de conseils et de planning.

Véritables gestionnaires de centres de profits, les candidats ou candidates suivront le produit "stage" de A à Z depuis la présentation du produit aux sociétés clientes jusqu'à l'animation.

Responsables de leurs résultats, ils auront un niveau d'études supérieur, des dons de communication accentués, l'habitude de parler en public et une parfaite maîtrise de l'anglais, car toute la formation et les contacts avec la maison mère, se feront en anglais.

Une première expérience acquise dans la partie commerciale d'une société de conseils, un atout apprécié.

(TMI, MCI)

FIDAL

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la référence du poste à notre Conseil :
Mme O'ORMANT que nous avons chargée d'assurer cette recherche en toute confidentialité. FIDAL PARIS-47, rue de Valenciennes - 92200 NEUILLY/SUR-SEINE

Midi-Pyrénées

Directeur clinique

Sous la responsabilité directe du PDG et dans le cadre des politiques définies par le Conseil d'Administration, il assure avec l'aide de services fonctionnels (Généraliste, Spécialiste, etc.) la responsabilité économique, financière et administrative de l'établissement.

Il propose et met en œuvre les décisions économiques qui assurent la pérennité de la clinique.

Homme de relations, il est à l'écoute des différents secteurs de l'établissement et prend ses décisions en regard d'un environnement médical, économique et réglementé.

Le candidat est de formation supérieure en gestion médicale complétée d'une formation de 5e cycle (Généraliste, Spécialiste, etc.) et dispose d'une expérience de gestion dans le domaine hospitalier.

Les candidatures sont à adresser à Média-System
10 rue de la République, 31000 Toulouse.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger



L'Office européen des brevets
recherche pour son agence de Vienne (Autriche) un

Directeur publications

L'Office européen des brevets délivre des brevets pour 17 pays d'Europe pour les inventions reconnues brevetables après un examen approfondi : 70 000 brevets sont déposés chaque année. L'Office emploie 1 000 personnes travaillant dans les trois langues officielles : allemand, anglais, français.

Le système de brevet soutient l'innovation technologique, d'une part en accordant une protection d'exploitation à chaque invention brevetée, d'autre part en assurant, par la publication des inventions, une diffusion large et rapide des connaissances technologiques nouvelles.

L'information des brevets a beaucoup changé au cours des dernières années, car l'Office européen des brevets a entrepris de moderniser son système de publications en introduisant de nouvelles technologies de production, notamment sur CD-ROM.

Le Directeur publications sera responsable de la poursuite de l'utilisation de nouvelles techniques de publication ; il devra posséder une bonne expérience du domaine technique, des capacités de direction, un diplôme universitaire, maîtriser une des langues officielles de l'Office et avoir une très bonne connaissance des deux autres.

Les candidatures devront être adressées à
l'Office européen des brevets, Service du personnel
Schottenfeldgasse 28, A-1072 Wien
le 30 septembre 1992 au plus tard.

E7

EUROSEPT ASSOCIÉS

recherche pour sa filiale EUREXCEL,
Cabinet intervenant uniquement
dans les Pays en Développement

JURISTE PRATICIEN

25-35 ans

Vous possédez un ☐ d'expérience pratique
dans l'administratif et vous connaissez aussi
le droit des affaires et le droit commercial.

Si vous êtes intéressé par des missions de
restructuration, gestion des services et entreprises
publiques, opérations de privatisation et si de nombreux
déplacements à l'étranger vous tentent,

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite + C.V. + photo)
sous référence PCB à :

Nathalie Rouyre, EUROSEPT ASSOCIÉS
98 route de la Reine
92513 BOULOGNE Cedex.

هكذا من الإلهام

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Mercredi 23 septembre 1992 35

CARRIÈRES INTERNATIONALES

15

Notre métier est le Management du Développement Industriel

Notre marché, c'est l'Europe

Conseils de Direction, nous aidons nos clients dans :

- Le montage et le management de projets Eurêka (plus de 20 projets en 3 ans pour 400 MF de R&D)
- La définition et l'organisation de coopérations industrielles
- La clarification et l'appropriation de positionnements stratégiques.



Leader sur le montage des coopérations EUREKA, nous voulons renforcer notre maîtrise du développement des partenariats industriels.

Vous êtes un professionnel confirmé du Conseil (35 ans env.) préoccupé de l'évolution de vos clients, sensible à la technologie, humble et ambitieux.

Vous souhaitez rejoindre une équipe jeune, fort potentiel, présente à Sophia Antipolis, Paris, Bruxelles et Varsovie, dont l'ambition collective saura respecter vos projets personnels.

Écrivez-nous : **TECHNOFI** - Espace Berlioz, rue A. Cagnot - 06410 BIOT - SOPHIA ANTIPOLIS

Jeune acheteur européen

GERVAIS DANONE

8 usines totalisant
2 000 personnes
en France, premier
producteur mondial
de produits laitiers
ultra-frais. Qualité,
fiabilité et rapidité :
trois règles d'or pour
notre client chaque jour
un million de
consommateurs.

Gervais Danone Allemagne (80 personnes) est située à Munich. Sa Direction des Achats est spécialisée dans les ingrédients (amidon, gélatin, cacao, sucre, ferments, arômes...). À terme, elle est appelée à évoluer plus particulièrement vers les produits végétaux. Rattaché au Directeur des Achats, dans le cadre d'une mission à dimension européenne, vous êtes garant des achats et des approvisionnements et vous veillez au contrôle des budgets et à l'optimisation des résultats. De formation supérieure commerciale, ou ingénieur, vous avez exercé des fonctions (3 à 4 ans) d'acheteur international ou de conduite de projets en environnement industriel. Votre créativité, votre autonomie, votre désir de vivre dans une belle ville jeune, dynamique, à la pointe des technologies, vous permettront à terme de prendre des responsabilités européennes élargies au sein du Groupe. Bien sûr, l'allemand courant est indispensable et l'anglais souhaité.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. AD/21M, à BSM, Service Recrutement des Cadres, 11 rue de Téhéran, 75001 Paris Cedex 08.

BOUQUIN
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
TROISIÈME EUROPEEN

Le Groupe OCP, 60 sociétés en France et à l'étranger, 6 000 personnes, 27 milliards de CA (titres négociés au marché hors cote de la Bourse de Paris) est spécialisé dans la distribution de produits de santé. Notre expansion nous amène à rechercher pour notre filiale en POLOGNE un

DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché à la Direction des Opérations Internationales, vous êtes le représentant permanent du Groupe OCP en Pologne. Vous êtes chargé de mettre en place et de suivre un contrôle de gestion rigoureux ainsi que des procédures comptables. Vous supervisez les flux financiers en veillant à juguler les pertes de change et les risques de dépréciation.

Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, vous avez entre 27 et 35 ans et vous bénéficiez d'une première expérience du contrôle de gestion, si possible internationale. Vous avez déjà fait la preuve de votre souplesse d'adaptation, de votre disponibilité et vous possédez une personnalité affirmée. La mission que nous vous proposons doit vous permettre d'accéder rapidement à des responsabilités plus importantes au sein du Groupe.

Pour ce poste, basé à VARSOVIE, la pratique courante de l'allemand est impérative et l'anglais doit être correct.

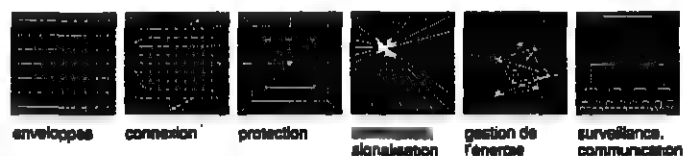
Rémunération attractive et avantages en nature.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M90 à OCP - Recrutement/Suivi des Carrières - 24 rue des Ardennes - 75019 Paris.



hager

Managing
40, rue du Tivol
67000 STRASBOURG



Hier pionniers dans le domaine de l'appareillage électrique modulaire, aujourd'hui précurseurs dans celui de l'immotique... nous sommes une entreprise forte de 3000 personnes, de 11 implantations en Europe, de 2 milliards de C.A. et plus de 11 % de croissance annuelle. Pour renforcer notre équipe nous recherchons un

Chef de zone hors Europe

Ingénieur électricien (HEI, ESE, ENSEM, ESME...)

La trentaine, disposant d'une première expérience professionnelle, vous serez, après période de formation à nos produits, la prospection et l'organisation de nos réseaux anglophones. À terme, vous prendrez la responsabilité d'un bureau commercial à l'étranger. Animé d'un tempérament de "défricheur", vous avez de bonnes capacités à analyser un marché et à proposer un plan d'action adapté.

Vous parlez couramment l'anglais, la pratique de l'espagnol serait un plus. Votre mission consistera à renforcer cette nouvelle implantation avec un esprit d'autonomie, mais dans le respect de notre politique.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature avec C.V. complet, photo et prétentions, sous réf. n° 1001/92 à notre Centre.

LE PARLEMENT EUROPEEN, LA COMMISSION ET LA COUR DES COMPTES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES organisent un concours général sur épreuves pour la constitution d'une liste de réserve d'

ASSISTANTS ADJOINTS

- (carrière B5/B4), m/f dans les domaines suivants :
 - Comptabilité • Audit • Finances publiques
- Les tâches seront à exercer par des moyens informatiques.
- PRINCIPALES CONDITIONS D'ADMISSION :
 - être ressortissant d'un des États membres des Communautés ;
 - posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues ;
 - être né après le 1.10.1958 ;
 - avoir accompli des études complètes du niveau de l'enseignement secondaire supérieur, sanctionnées par un diplôme de fin d'études ;
 - posséder une expérience professionnelle minimale de deux ans en rapport avec la fonction.

Lieu d'affectation : Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg ou tout autre lieu d'activité des Services du Parlement, de la Commission ou de la Cour des Comptes.

Le Parlement, la Commission et la Cour des Comptes mettent en oeuvre une politique d'égalité des chances entre femmes et hommes et encouragent vivement les candidatures féminines.

L'avis de concours et le formulaire d'acte de candidature obligatoire encartés dans le Journal officiel des Communautés européennes n° C.219 A du 26.8.1992, peuvent être obtenus UNIQUEMENT par demande écrite sur carte postale, avec la référence «CONCOURS EUR/B/26» à une des adresses suivantes :

PARLEMENT EUROPEEN Service Recrutement L-2929 LUXEMBOURG	COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES Unité Recrutement Rue de la Loi 200 1049 BRUXELLES	À MARSEILLE C.M.E.L. - Rue Henri Barboux 2 13241 MARSEILLE-CEDEX 01
PARLEMENT EUROPEEN 285 Bd. St. Germain F-75007 PARIS	COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à PARIS 285, Bd. St. Germain F-75007 PARIS	SERVICE DU RECRUTEMENT Rue Alcide de Gasperi 12 L-1615 LUXEMBOURG

DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES : 31.10.1992.

Équipement technique

Nous sommes une société allemande, qui s'est spécialisée à la manufacture des instruments de régulation pour l'industrie. Comme représentant en France nous cherchons un

Ingénieur Commercial

qui sera responsable de notre filiale française dans la région parisienne. Il est assisté par une équipe professionnelle.

Il a l'objectif de renforcer nos ventes auprès d'une clientèle directe et indirecte, de développer notre chiffre d'affaires, de maintenir et d'élargir notre part de marché, il transmette à nous les informations relatives au développement de nos activités.

Nous préférons un ingénieur électronique âgé de 30 à 40 ans environ, expérience professionnelle de 5 à 10 ans, de l'équipement du milieu industriel. La connaissance de l'allemand est obligatoire.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez appeler notre consultant, M. Klaus Raabe, 1949-2261-703148, qui vous assurera la confidentialité.

Envoyez votre lettre de candidature, CV et photo actuelle sous référence 864055 à BP 10 05 52, 5511 Gommersbach, Allemagne (Fax 1949-2261-703259).



Kienbaum and Partner

Internationale Personal- und Unternehmensberater
Gommersbach, Düsseldorf, Berlin, Ditzingen, Frankfurt/Main, Hamburg, Hannover, Karlsruhe, München, Stuttgart, Zürich, Wien, San Francisco, São Paulo, Johannesburg



FIDA
Fonds International de développement agricole (Nations Unies) (Rome, Italie)
cherche

ECONOMISTE PRINCIPAL (P5)

- Tâches principales :
- gestion du programme stratégique et opérationnel et planification
 - mise en œuvre de politiques
 - suivi et application du plan du programme de prêts ;
 - revue des projets ;
 - analyse d'analyse en rapport avec les questions de reconstruction
 - et les problèmes du haut niveau ;
 - développement de politiques, programmes et développement, environnement, etc. ;
 - participation à des missions de programmation.

QUALIFICATIONS : Diplôme universitaire en économie ou équivalent. Publications. Dix à 15 ans d'expérience en politique d'analyse économique à un rang élevé et à l'échelle internationale. Expérience de gestion.

LANGUES : Maîtrise parfaite de l'anglais et aptitudes rédactionnelles. Connaissance de l'arabe, de l'espagnol ou du français.

TRAITEMENT DE BASE NET ANNUEL DE 46 433 USD à 53 386 USD, plus indemnité de logement de 32 722 USD et 336 USD.

ENGAGEMENT : DUREE DETERMINEE : 2 ans.

DATE D'ENTREE : FONCTION : à confirmer.

Envoyez votre lettre de candidature en 3 exemplaires à :

Division du Financement - FIDA

Via les Services : 00142 Rome, Italie

Télécopieur : 06 5043483

Déclassez les copies des candidatures : 20 octobre 1992

Il ne sera aucune réception qu'aux candidats qui auront été présélectionnés.

LES CANDIDATURES FÉMININES SERONT TOUT SPÉCIALEMENT BIENVENUES

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique



Les Editions Francis Lefebvre,
l'une des toutes premières sociétés d'édition juridique
et fiscale, recherchent des REDACTEURS CONFIRMES

Juriste Sociétés-Bourse

Vous serez principalement pour mission d'apporter votre savoir-faire technique à la rédaction de publications : ouvrages pluridisciplinaires, ouvrages thématiques.

Agé de 30/40 ans, de formation supérieure en droit privé (DEA, DESS, DCE), vous justifiez de connaissances approfondies en droit des sociétés et groupements ainsi qu'en droit fiscal et d'un goût prononcé pour la rédaction.

Vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer rapidement dans un environnement opérationnel (Réf.DM 8439MO).

Fiscaliste Généraliste

Au sein de la rédaction "ouvrages", ce fiscaliste apportera son savoir-faire à la rédaction de publications : ouvrages pluridisciplinaires, ouvrages thématiques.

Ayant acquis 7/8 ans d'expérience dans ce domaine, de formation 3e cycle (ENI, DEA, DESS...), vous avez un goût affirmé pour la rédaction au sein d'une équipe de spécialistes.

Votre rigueur et votre pragmatisme vous permettront de réussir dans cette fonction (Réf.DM 8439MO).

Comptable-Financier

La rédaction "ouvrages" recherche un spécialiste qui aura pour mission de rédiger les parties comptables et financières de publications pluridisciplinaires et thématiques. Titulaire d'un DESCP ou diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, ESCA...), vous avez des connaissances très solides tant dans le domaine de la comptabilité que de la finance.

Vous participez à la rédaction de publications depuis plusieurs années et vous intégrez une équipe performante et novatrice. Vos qualités d'adaptation et de rigueur vous permettront de vous intégrer avec succès au sein de cette rédaction (Réf.DM 8439MO).

Contactez Dominique Montabré au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + lettre manuscrite + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris en mentionnant la référence choisie.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement juridique et fiscal

Groupe français (500 MF) leader dans les métiers de l'environnement et de l'éco-industrie, filiale d'un grand groupe de services recherche son

Responsable Juridique

Yvelines

Rattaché au Secrétaire Général, vous aurez en charge toute l'activité juridique du Groupe : des sociétés (holding et filiales), restructurations, acquisitions, droit des contrats privés et publics, droit de l'environnement, immobilier, de la propriété intellectuelle... et assurerez les relations avec les conseils extérieurs (notaires, avocats, commissaires aux comptes).

Agé de 30/35 ans environ, doté d'une formation juridique (DEA, DESS, DCE...) vous justifiez impérativement de 4 à 7 ans d'expérience au sein d'une entreprise industrielle, de services, ou en cabinet en tant que juriste généraliste familiarisé

avec les dossiers de droit des sociétés et des contrats. Il tous niveaux, excellent juriste, sérieux et rigoureux, vous êtes dynamique, motivé et souhaitez vous investir dans un poste autonome au sein d'un Groupe riche de possibilités d'évolution. A terme vous pourrez encadrer une petite équipe. L'anglais sera un atout supplémentaire.

Contactez Antoine Goldschmidt, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + lettre manuscrite + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf. AG8426MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement juridique et fiscal

Une des toutes premières sociétés d'ingénierie française recherche un

Juriste d'Affaires

Paris Ouest

Rattaché au Directeur du service, au sein d'une équipe de juristes expérimentés, vous assurerez le suivi et l'assistance de la maison-mère et ses filiales dans les domaines suivants :

- Droit des sociétés, créations, fusions-acquisitions, augmentations de capital, apports...
- Accords de contrats, protocoles, promesses de réponses à appel d'offres, contrats cadres, internationaux.

Agé de 28/30 ans, de formation supérieure en droit des affaires, vous avez acquis 3/4 ans d'expérience au sein d'une entreprise de dimension internationale.

Excellent juriste, vous aimez le travail en équipe et souhaitez développer vos qualités de rigueur et votre sens du terrain, dans un groupe en plein développement, offrant de réelles perspectives de carrière.

Vous parlez et écrivez parfaitement anglais et avez de préférence un bon niveau d'allemand.

Contactez Dominique Montabré au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf. DM8310MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement juridique et fiscal

Michael Page Tax & Legal

Le leader du conseil en recrutement de juristes et de fiscalistes

4 bonnes raisons de travailler ensemble :

1) La spécialisation : nos consultants sont tous d'anciens juristes et fiscalistes.
2) La spécificité de nos méthodes de recherche : gestion d'un fichier de candidats en recherche active, annonces et approche directe.

3) Notre expertise : pour les entreprises, banques et cabinets d'avocats, nous recrutons du juriste ou fiscaliste junior jusqu'au Directeur juridique/fiscal ou General Counsel.
4) Le gage de notre efficacité : la majeure partie de nos honoraires est perçue à l'issue de notre intervention.



Contactez Antoine Goldschmidt au 45.53.26.26

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

Fiscaliste

Jeune cadre
conseiller

Consultant seniors
futurs associés

55 (من الإصدار)

REPRODUCTION INTERDITE

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

15

Fidat Peat International

recherche pour son secteur Banque/Finance

Fiscaliste

De formation fiscale supérieure (DEA, DESS, ENI), vous vous estimez capable de parler couramment l'anglais. Vous justifiez d'au moins quatre ans d'expérience acquise au sein d'un cabinet, d'une entreprise ou en qualité de fonctionnaire ou permanent d'organisme professionnel. Vous serez amené à traiter, avec le soutien d'une équipe particulièrement compétente, des dossiers fiscaux passionnants et diversifiés dans un contexte international.

Adressez, en toute confidentialité, votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération), sous la référence LM 920701, à Intuitu Personae, Recrutement Juridique et Fiscal, 97 avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.

IP
INTUITU
PERSONAE

LE CREDIT AGRICOLE :
1ER GROUPE BANCAIRE
EUROPEEN

BILAN :
1 591 MILLIARDS
DE FRANCS

RÉSULTATS :
4,9 MILLIARDS
DE FRANCS

78 CAISSES
REGIONALES
LEADERS DANS
LEUR REGION

9 400 POINTS
DE VENTE

74 500 SALAIRES

20 IMPLANTATIONS
DANS LE MONDE



Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE

Ref. LM/001

Pour votre première expérience en conseil financier à la clientèle, vous contribuerez au développement de notre banque du patrimoine. Vous serez chargé de la gestion d'un portefeuille de clientèle et aurez à intervenir directement avec nos conseillers.

Une formation supérieure (DESS, DESS, DECS), vous permettra d'acquiescer à la culture bancaire.

La Banque Agricole des Ardennes vous propose ces 2 postes dans la Banque Agricole. Ces postes offrent à leur titulaire de fortes perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous la réf. choisie à Bernard Menu - GRH - CREDIT AGRICOLE DES ARDENNES - 50 avenue Forest - SP 68 - 08002 Charleville-Mézières Cedex.

CHARGE D'AFFAIRES ENTREPRISE

Ref. LM/CA

Rigoureux, dynamique, vous possédez les qualités d'analyse et de synthèse qui vous font un professionnel de la banque. Intégré dès le départ, vous recevrez une formation complète à nos produits, nos services et nos techniques relationnelles. Vous serez amené à la gestion et au développement d'un portefeuille PME/PMI qui vous permettra d'acquiescer à la culture bancaire.

De par sa formation à la banque et un jeune diplômé ou un jeune professionnel disposant d'une première expérience en exploitation bancaire. Dans les deux cas, vous devrez disposer d'une formation supérieure commerciale (Bac+4, +5 type ESC, Sciences Eco, ITB).

Un groupe tout premier plan dans le domaine du développement local recherche pour la direction financière de son holding, un

Jeune cadre consolideur

H/F

Au sein de l'équipe "consolidation" de notre holding, vous développerez vos compétences financières, en particulier :

- la consolidation et la mise en place de procédures,
- la consolidation des comptes des sociétés du groupe (300 filiales),
- l'analyse financière des informations consolidées.

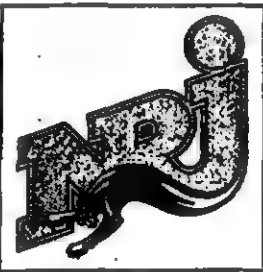
Vous aurez l'exercice de vos talents de communication par l'animation et la formation de correspondants, au sein du groupe.

Après une formation supérieure (école de commerce, DECS, DESCF) vous avez acquis une expérience d'environ 3 à 5 ans en tant qu'expert en entreprises. Ce poste vous donnera la vision globale de toutes les activités du groupe, et à votre rigueur, vos qualités relationnelles, vous permettra de correspondre à notre groupe qui sait privilégier les possibilités d'évolution interne.

Merci d'adresser votre candidature : CV et lettre manuscrite, sous réf. 1185 LM, à notre Conseil

57, rue de la Saussure 92100 Boulogne

CONSEIL EN GESTION FINANCIERE REMANS



NRJ RECRUTE

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Vous avez entre 25 et 35 ans,
au moins 5 ans d'expérience.

Vous êtes dynamique, très organisée
et dotée d'une excellente mémoire.

Vous avez une très bonne orthographe.

Vous êtes autonome, motivée et discrète.

Vous connaissez le TTX WINDOWS (WINWORD)
et vous êtes bilingue (anglais)

DISPONIBILITÉ IMMÉDIATE

Merci d'envoyer votre CV, lettre manuscrite,
photo, rémunération actuelle et prétentions à :

NRJ, Florence BLUCHE, 39, avenue d'Iéna
75116 PARIS - REF. AW.



Filiale du Groupe Caisse des
Dépôts et spécifiquement de l'immo-
biller, notre groupe se compose
d'une trentaine de filiales directes
réalisant environ 6 milliards de
francs de CA. Pour notre Direction
Financière, nous recherchons un :

GESTIONNAIRE TRESORERIE ET PLACEMENTS

Boulogne Le service Trésorerie et Placements joue un rôle d'intermédiaire et de conseil entre les établissements financiers et les filiales du Groupe pour lesquelles il opère des placements (400 sociétés et 6 milliards d'encours gérés). Le titulaire du poste doit conseiller les filiales, négocier et réaliser des placements. Il analyse les marchés et réalise des opérations ponctuelles ou des montages de produits, dans un environnement informatique évolué. A 25/30 ans, de formation supérieure en Finance ou Gestion (Bac + 4, Ecole ou Université), vous avez 3 à 5 ans d'expérience en tant qu'opérateur de marché ou en Trésorerie. Vous êtes rigoureux, vif et possédez de réelles capacités de négociation et de sensibilité commerciale. Anglais courant souhaité. Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 422 à la Direction Conseil ACTIMAN qui vous garantira une réponse écrite.

Consultants seniors futurs associés

PARIS ET PROVINCE

RESSOURCES
HUMAINES
ET RECRUTEMENT

Grâce à la taille humaine des six cabinets de notre Groupe, nous restons proches à Paris, en province et outre-mer des entreprises et des aspirations des candidats. Aujourd'hui, nous aimerions accueillir des consultants seniors spécialisés en recherche de cadres et de professionnels, au professionnalisme gagné en cabinets innovateurs et motivés par l'homme, client, candidat, collaborateur inspire une éthique et garantit une réussite commerciale et financière. Si vous êtes le maître de votre esprit et les mêmes ambitions, écrivez à PAUL-EMILE TAILLANDIER qui étudiera votre dossier 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS sous réf. 1111.



PAUL-EMILE
TAILLANDIER
ETHIQUE ET RECRUTEMENT

Snyder General

Nous sommes la filiale du groupe international SNYDERGENERAL leader du traitement d'air sous tous ses aspects (climatisation, filtration, désaouillage). Dans le cadre de notre développement, la direction administrative et financière du groupe français se situe à CA 580 ME, 640 personnes) en créant le poste de :

CONTROLLER

GASNY (27)

VOTRE MISSION : En étroite collaboration avec la Direction Financière Européenne vous prenez la direction des services comptables et financiers et vous assistez et conseillez l'ensemble des Directions sur tous les aspects financiers.

VOUS AVEZ : 35 ans environ et une formation supérieure (Bac + 3) et une expérience dans un poste similaire en milieu industriel et un excellent niveau d'anglais et une maîtrise de l'outil informatique, de la comptabilité anglo-saxonne et des techniques de reporting et une bonne autorité et beaucoup de dynamisme et de réactivité.

NOUS VOUS OFFRONS : Un haut niveau de responsabilité et l'intégration à une petite équipe très professionnelle et un poste qui s'inscrit dans un projet d'entreprise ambitieux et les perspectives d'évolution d'un groupe international.

Pour un entretien individuel avec la société le 09/10/92, adressez votre candidature CV, lettre et photo à EUROMAN - 7 ter, rue de la Poste de Buc - 78000 VERSAILLES. Fax : (1) 39.49.51.94 en indiquant la référence 5776 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS - BRUXELLES - GERMANY - UNITED KINGDOM - SWAN - ITALY

Notre filiale SA LE MONDE IMPRIMERIE
recherche un(e)

COMPTABLE

Assistant le Comptable Principal et en collaboration avec les services de la maison mère, votre mission comprend deux volets :

- Production de comptabilités générale et analytique : établissement des journaux, contrôle des comptes, arrêtés mensuels ;
- assistance trésorerie : émission des règlements, suivi des états périodiques de trésorerie.

27 ans minimum, titulaire d'un BTS comptabilité, vous avez une expérience de 3 ans environ en comptabilité (en entreprise ou cabinet). Organisation, fiabilité, esprit d'équipe, telles sont les qualités que nous exigeons pour ce poste polyvalent.

Adresser votre dossier de candidature, sous la référence LM/005, à la Direction du personnel du Monde, Gestion des emplois, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

هكذا من لامل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

REPRODUCTION INTERDITE

V. MANE FILS

Nous sommes une entreprise familiale de taille humaine, leader à l'exportation de l'industrie des matières premières aromatiques. Dans le cadre de notre Direction des systèmes d'information, nous recherchons un :

ORGANISATEUR HF

Vous contribuerez de façon permanente à l'amélioration de l'organisation de V. MANE FILS.

Vous devrez notamment :

- Identifier les opportunités d'amélioration de l'organisation,
- répondre aux besoins exprimés par les différents services,
- participer aux projets d'informatisation en veillant à l'obtention de gains de productivité.

Diplômé de l'enseignement supérieur (formation en gestion et administration des entreprises indispensables), vous bénéficiez d'une expérience professionnelle minimum de 5 ans dans un cabinet connu.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à :

V. MANE FILS - 620, Route de Grasse
06100 LE CANILLON SUR LOUP.

ALPES-MARITIMES

ESSO

ESSO recherche un

Jeune FISCALISTE

Vous êtes débutant ou avez de un à trois ans d'expérience.

Vous avez une double formation juridique et fiscale d'une part et grande école (HEC, SC.P.O. ou équivalent) d'autre part.

Vous êtes imaginatif, manipulez les chiffres et maîtrisez l'anglais.

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre notre groupe.

Merci de bien vouloir nous adresser votre lettre manuscrite et CV à : Service Recrutement - Réf. FD 2, rue des Mathématiques - 92569 RUEIL MALMAISON Cedex.

Grand groupe industriel équipementier, leader dans son secteur d'activité, implanté dans une dizaine de pays, souhaite renforcer l'équipe de la Direction Financière en créant un poste de :

DEVENEZ L'ADJOINT DU RESPONSABLE DU SERVICE CONSOLIDATION

Une formation en gestion (DESS Gestion/Ecole de Commerce/Ecole de Gestion) complétée par un DECF et une première expérience acquise dans un groupe multinational de préférence ou en cabinet d'audit international, vous permettent d'être très vite opérationnel dans la réalisation de tous les travaux de consolidation de l'autorité du Responsable du Service.

Votre compétence en informatique, plus particulièrement en micro-informatique (Excel, Multiplan, Lotus) et votre maîtrise de l'anglais sont des atouts importants de l'intégration au sein du Groupe.

Le poste est pourvoir en région parisienne.

Serifo
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer CV, lettre et prétentions, sous la référence 4569, à SERIFO Groupe Eurosearch - 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.

Membre du Syntec

INOVM

CONSEIL EN RECHERCHE DE DIRIGEANTS

Jacques TIXIER crée la marque INOVEM. Secteurs : CHIMIE, INDUSTRIE de la SANTE, BIO-INDUSTRIES, BANQUE.

Il est heureux de vous communiquer sa nouvelle adresse :

48 rue Saint-Ferdinand - 75017 PARIS

Tél : (1) 40 68 72 00

Fax : (1) 40 68 72 06

LA FINANCE AVEC TALENT !

CDC-GESTION,

filiale du groupe Caisse des Dépôts

spécialisée dans la gestion de portefeuille pour compte de tiers recherche un

GÉRANT DE TAUX CONFIRMÉ

Rattaché au Département taux domestiques, nous vous proposons de développer vos talents soit au sein de l'équipe court terme soit auprès de l'équipe long terme.

Votre mission intègre : la gestion quotidienne d'OPCVM et de comptes gérés sous mandat investis en produit de taux français, l'analyse de vos performances et le reporting de votre gestion, la rédaction d'articles financiers pour la clientèle, le suivi d'un segment de la courbe des taux et des études ponctuelles de modélisation.

Vous justifiez d'une formation supérieure BAC + 5 à dominante mathématiques, d'une expérience minimale de 5 ans en

qualité de gestionnaire et vous maîtrisez les marchés obligataire et monétaire ainsi que les produits dérivés. Vous savez optimiser les bases de données et l'outil informatique, vous alliez rigueur, sens de la communication et de la création.

Choisir CDC Gestion, c'est choisir de développer une gestion dynamique et responsable avec à votre disposition des méthodes et moyens innovants.

Cet environnement vous séduit ? Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prêt) sous réf. GTC 992 à CDC-GESTION - Service du Recrutement 23, rue Jean Goujon - 75008 PARIS.

CDC-GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

ETABLISSEMENT
FINANCIER
D'INTERMEDIATION

recherche un

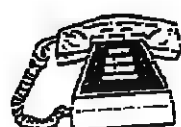
Chargé de relations émetteurs

Au sein de notre direction des marchés de capitaux, nous rejoignons le service du marché primaire et plus spécifiquement l'équipe en charge de l'origination.

Membre de l'équipe de proposition, vous êtes en contact permanent avec les émetteurs français et non résidents pour obtenir les données nécessaires aux analyses obligataires en Franc et devises.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune spécialiste des marchés obligataires (trading, sales, ingénierie), titulaire d'une formation économique financière ou mathématiques (BAC + 5) et d'un réel potentiel commercial. Anglais indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 870 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex, qui nous transmettra votre dossier.

Pour passer vos annonces :



46-62-73-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

DEPUIS PLUS DE 60 ANS, LA BGP, DONT LA VOCATION PREMIERE ETAT LA GESTION D'ACTIFS, EST DEVENUE UNE BANQUE D'AFFAIRES RECONNUES SUR LA PLACE.

PROFESSIONNALISME, INGENIERIE ET RAPIDITE D'INTERVENTION EXPLIQUENT SA FORTES PRESENCE AUPRES DES INVESTISSEURS AINSI QUE PRIVES ET AUPRES D'UNE CLIENTELE D'ENTREPRISES DIVERSES, Y COMPRIS DANS LE SECTEUR IMMOBILIER.

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT, LA BGP RECHERCHER AUJOURD'HUI UN POSTE DE :

BGP BANQUE DE GESTION PRIVEE

♦ Agé de 32 à 35 ans et de formation supérieure, vous avez exercé pendant environ 5 ans au sein du Service Immobilier d'une Banque des fonctions de Chargé d'Affaires de financements immobiliers, notamment de financements promoteurs.

♦ Une expérience complémentaire chez un promoteur ou un professionnel de l'immobilier serait un atout supplémentaire.

♦ Vous aurez notamment en charge la sélection, l'analyse, la mise en place

et le suivi de financements immobiliers (y compris rédaction et présentation des dossiers de Comité d'Engagements, contrôle, réactualisation et cotations des Concours Bancaires).

♦ Plus globalement, vous contribuerez avec dynamisme aux différentes fonctions et interventions de la Direction des Affaires Immobilières.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence CAI/92 à la BGP, 26 rue de la Baume, 75382 Paris cedex 08.

CHARGE D'AFFAIRES IMMOBILIERES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 38 • 15 L M

ADMINISTRATEUR

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

CHEF DE PRODUIT

RESPONSABLE DE SON SERVICE AMERIQUE LATINE

5:20 من الإيميل

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Epinay sur Seine recrute

ATTACHE TERRITORIAL
Chargé des affaires juridiques et contentieuses

Juriste de formation (BAC + 4), vous souhaitez mettre une première expérience au service de notre ville.

Nous vous proposons de :

- préparer les actes administratifs de la collectivité et d'en assurer la régularité juridique,
- mettre en place un réseau informatique de traitement des actes,
- apporter aide et conseil juridique aux services,
- suivre les affaires contentieuses et rédiger les mémoires.

CHARGE DE MISSION HABITAT

Au sein de la délégation au développement urbain,

- vous dirigerez le service du logement,
- vous mettrez en place un observatoire du logement,
- vous aiderez à la définition des politiques de peuplement,
- vous suivrez les études sur le logement, les O.P.A.H...

Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau Bac + 4 et avez une expérience de 3 à 5 ans dans le secteur du logement.

Merci de nous adresser votre motivation et la référence choisie à :
M. le Député-Maire, Hôtel de Ville,
3 rue Quétigny, 93806 Epinay sur Seine

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RECRUTE

5 000 MAÎTRES DE CONFÉRENCES ET PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS

N'oubliez pas de demander
auprès d'un recteur
votre inscription sur les listes
de qualification avant le :

30 OCTOBRE 1992 à 12 h 00

Pour tous renseignements sur les conditions
requises et les modalités d'inscription :

36 14 EDUTEL - Mot-clé : UNIV

Education
Culture

L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

recrute

UN PROFESSEUR ASSOCIÉ ET UN MAÎTRE DE CONFÉRENCES ASSOCIÉ

pour le département des productions animales et sciences de l'aliment.

Conditions à remplir :

- **PROFESSEUR ASSOCIÉ :** AGREGÉ DES ÉCOLES NATIONALES VÉTÉRINAIRES, OU DOCTEUR ÈS-SCIENCES OU PH.D., OU DIRECTEUR DE RECHERCHES.
- **MAÎTRE DE CONFÉRENCES ASSOCIÉ :** Docteur vétérinaire, ingénieur agronome, ou équivalent, titulaire d'un DEA en biotechnologie alimentaire ou tout pré-requis professionnel de niveau similaire.

Objectifs :

- Contribuer au développement du secteur qualité et sécurité en agroalimentaire de l'école nationale vétérinaire d'Alfort.
- Participer aux enseignements élémentaires et complémentaires en microbiologie.
- Coordonner les travaux de recherche sur les maladies infectieuses et parasitaires.

Renvoyez, sur les profils de l'emploi : Mlle le professeur LAVAL
43-96-71-53 ou DPASA : 43-96-71-23 ou 43-96-71-39

Envoyer les candidatures à :

SECRÉTARIAT DE DIRECTION
ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE
7, AVENUE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE
94704 MAISONS-ALFORT CEDEX
TEL : 33.1.43.96.71.80 - 33.1.43.96.71.81
FAX : 33.1.43.96.71.25
avant le 9 octobre 1992

Si Marie Curie connaissait La Poste d'aujourd'hui,
elle nous découvrirait certainement
des atomes crochus avec nos cadres supérieurs.



JEUNES DIPLOMÉS BAC + 5

Marie Curie, une femme savante. Pas du genre à faire salon dans une pièce de Molière, mais une femme qui, de recherches en découvertes, a fait progresser le monde de la science. Cette soif de la nouveauté résonne à l'intérieur de La Poste d'aujourd'hui.

Novatrice dans la transmission de l'information comme dans les produits et services financiers, La Poste contribue en permanence au progrès de chacun.

Au cœur de cette dynamique, ses cadres supérieurs. Ouverts aux dernières technologies, disposant de moyens importants, ils interviennent activement dans des domaines aussi divers que l'ingénierie, le marketing, le commercial, la gestion ou les ressources humaines.

Une activité complète et variée qui associe responsabilité et management, dynamisme et créativité. De quoi répondre parfaitement à toutes vos attentes de jeune diplômé Bac + 5, issu d'une école d'ingénieurs, de commerce et de gestion ou d'un 3^e cycle de l'Université.

Le 02 décembre 1992, 50 POSTES DE CADRES SUPÉRIEURS sont offerts après sélection.

Clôture des inscriptions le 03 novembre 1992.

Renseignez-vous dans l'un de nos 17 000 bureaux de poste ou composez notre numéro vert.

À tous les niveaux, dans tous les domaines, La Poste est une entreprise qui change. Une excellente idée pour votre avenir.

Pour répondre aux besoins de tous, La Poste a besoin des compétences de chacun.

NUMÉRO VERT 05 34 05 34

Opac de meaux

L'OPAC DE MEAUX (77)
Entreprise publique d'aménagement et de construction

RECHERCHE
dans le cadre de la politique d'aménagement

UN CHEF D'ANTENNE

Encadrement, coordination d'une équipe de terrain
Une expérience de quelques années dans un poste similaire serait très appréciée

Envoyez lettre, CV et références à :
OPAC
Direction des ressources humaines
83 bis, avenue Henri-Dunant
BP 149, 77335 MEAUX Cedex

Analyste de crédit court terme (H/F)

Collaborateur direct du Responsable du service "CONTROLES ENGAGEMENTS ET ANIMATION DU RESEAU", vous contribuerez activement à l'amélioration de la gestion du Crédit court terme accordé aux SEM d'Aménagement.

A ce titre, vous serez en charge :

- de la création, la mise en œuvre et le suivi d'outils et procédures nécessaires au pilotage des engagements.
- l'analyse des risques bancaires sur les sociétés clientes
- l'entretien, le suivi, le contrôle des services implantés en région.

A 25-35 ans, de formation supérieure minimum BAC + 4, de type École ou maîtrise de gestion (le Droit aussi en plus apprécié), vous bénéficiez d'une première expérience de 3 à 5 ans, acquise soit dans le secteur bancaire, soit auprès d'un Conseil Financier, qui vous a permis d'acquiescer à connaître le secteur local.

Vous pratiquez en outre le micro-informatique.

Personne d'équipe, vous mettez vos qualités de pédagogue, votre diplomatie, votre sens du conseil et votre esprit d'initiative au service d'une équipe qui saura vous offrir des perspectives de développement personnel.

Poste basé à Paris nécessitant de fréquents déplacements en province.

Merci d'adresser sous réf. 1796/LM votre candidature « CV + photo, en indiquant vos souhaits de rémunération. Il nous Chagrit :

UICHT UICHT, 111 MENGENBACH 57 rue Jeanne Bracquemont, 92366 MEDDON-LA FORET cedex, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

60 000 habitants

CHALON SUR SAÔNE

Ville pleine d'histoire en pleine expansion culturelle.
recherche pour son "Espace des Arts" exploité en régie municipale directe

ADMINISTRATEUR

- 45 000 spectateurs et visiteurs par an • Budget de fonctionnement de 8,3 M Francs • 39 agents municipaux.

Avant tout gestionnaire, vous serez la préparation de l'exécution des budgets, des contrats, la planification des travaux, la bonne marche du planning du personnel.

Vous assurez personnellement la régie de spectacles et les relations avec les autres services municipaux.

À 35 ans environ, vous possédez un diplôme d'enseignement supérieur, des compétences juridiques et au moins une première expérience.

Doté d'un grand sens du contact et d'une culture générale, votre grande disponibilité vous permettra d'intégrer l'équipe dynamique et diversifiée.

Adresser candidature manuscrite avec CV et photo le plus rapidement possible à Monsieur le Député-Maire - BP 92 - 71321 CHALON SUR SAÔNE cedex.

Deloitte & Touche

Consultants

STATISTICIEN ENQUÊTEUR

36 15
LM

Responsable organisation

Compétences requises :
- Expérience de 5 à 10 ans dans la gestion d'équipes.
- Maîtrise des techniques de gestion de projet.
- Capacité à travailler sous pression.
- Bonne connaissance des outils informatiques.
- Capacité à communiquer et à négocier.

Envoyer votre candidature à :
M. le Directeur des Ressources Humaines
Deloitte & Touche
10 rue de la République
92000 NANTERRE Cedex

هكذا من الإصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Mercredi 23 septembre 1992 41

LE MONDE DES CADRES

15

Deloitte & Touche

Nous sommes l'un des six grands cabinets mondiaux d'audit et de conseil. Nos clients, des entreprises multinationales importantes, nous font confiance pour les assister dans leur gestion et leur stratégie. Nos équipes doivent être à la hauteur de ces missions.

Vous aimez concevoir des solutions ? Vous souhaitez diversifier votre expérience dans le cadre d'entreprises de premier plan ? Rejoindre Deloitte & Touche, c'est bénéficier de l'apport méthodologique d'un cabinet international. C'est aussi intégrer une équipe dynamique, en pleine croissance qui vous offrira de larges perspectives d'avenir.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles, bac + 4), vous avez une expérience de 2 à 11 ans sur les logiciels de la gamme SAP (RF, RK, RM, RV). Vous conseillez nos clients dans l'étude et la mise en place opérationnelle de systèmes d'information mettant en œuvre ces logiciels.

Postes basés à Paris avec des interventions possibles en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre de candidature et CV) à Robert Marnesfield, Deloitte & Touche, 185 avenue Charles-de-Gaulle, BP 223, 92201 Neuilly-sur-Seine.

Consultants SAP

STATISTICIEN CHARGE D'ENQUETES

Notre bureau d'études, situé dans le centre de Paris, effectue des analyses socio-économiques pour le Ministère auquel il appartient.

En liaison avec les différentes directions et en collaboration avec les chargés d'études, vous participez à la définition des méthodes et des traitements. Vous êtes aussi le responsable d'enquêtes annuelles et vous assurez l'exploitation statistique à l'aide du logiciel SAS.

Vous avez au moins une maîtrise de statistique ou équivalent, un an au minimum d'expérience dans ce domaine et spécialisation SAS vous est familier.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 635 à UNANIME, 110, Bd de Sébastopol - 75003 Paris, qui transmettra.

36 15
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM
pour découvrir des annonces
qui correspondent à votre profil.

Eliane Rolland et son équipe
vous font part de leur
NOUVELLE ADRESSE

194, rue de Tolbiac 75013 Paris

Tél. : 45 88 10 00

Fax : 45 88 12 22

NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS, NOUVEAUX ESPACES

ER
Ressources Humaines

Responsable organisation

Cette entreprise de plus de 1 000 personnes jouit d'une très grande notoriété en Alsace. Elle fabrique, au moyen d'équipements lourds, des produits qu'elle commercialise grâce à un réseau de nombreuses agences.

Elle recherche un organisateur expérimenté qui, après analyse de l'existant au sein des services administratifs, techniques ou commerciaux, saura proposer et mettre en œuvre, avec souplesse, des solutions, procédures et outils permettant d'améliorer le fonctionnement de l'entreprise, avec l'aide éventuelle du service informatique.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 30 à 35 ans, ingénieur ou gestionnaire de niveau Bac + 4, utilisateur confirmé de l'informatique. Vous avez une bonne expérience de l'organisation industrielle et administrative acquise en entreprise ou dans le conseil.

Nous vous proposons des projets d'organisation variés et importants, un environnement exceptionnel et un poste évolutif, basé à Strasbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), sous réf. DH/130/LM, à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

23 boulevard de l'Orangerie, 67000 Strasbourg.

de la Directeur Communication

Faisant d'un groupe implémenté mondialement et leader dans sa spécialité (33 000 personnes, 33 milliards de francs), notre société à vocation industrielle et commerciale recherche pour son siège européen en Provence son directeur de la communication.

En étroite collaboration avec nos directions commerciale et marketing, vous élaborerez une véritable stratégie de communication. Vos actions viseront à positionner notre entreprise et à accroître sa notoriété, à développer nos relations avec nos partenaires et nos clients, à gérer nos relations presse... En un mot, construire une image positive et cohérente, en interne et en externe.

Créatif, imaginatif, force de proposition, visionnaire, à ces qualités indispensables s'ajoutent des talents d'animateur d'équipe (5 personnes) et de gestionnaire pour optimiser un budget d'environ 20 MF.

A 35/40 ans, école de commerce, Science Po..., spécialiste de la fonction depuis 5 à 10 ans, vous avez acquis une expérience dans le domaine industriel ou des biens de consommation durables.

Évoluant dans un contexte international, vous maîtrisez bien sûr l'anglais et pouvez être bilingue.

Pour en savoir plus, appelez dès aujourd'hui le (1) 42.27.40.27, du lundi au vendredi, de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h, et le samedi de 10 h à 13 h ou adressez votre dossier de candidature, sous référence 36520, à MédiaSystem, 11 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris.

Sur la Facade Atlantique

CHARGE DE COMMUNICATION

Créé en 1974, ce Cabinet s'est au départ spécialisé dans les services de conseil avant d'élargir naturellement son champ d'action au conseil en communication globale.

Aujourd'hui, fort de son expérience et de la connaissance de ses clients fidèles, le Cabinet offre des prestations touchant tous les aspects de la communication d'entreprise.

Dans le cadre de ce développement, nous créons le poste de Chargé de Communication. Au sein d'une petite équipe, il assumera, avec un degré d'autonomie, la gestion clientèle ainsi que la réalisation et le suivi des dossiers.

Pour ce poste, nous recherchons un collaborateur expérimenté de 30 ans minimum. Dans l'idéal journaliste de formation, il a acquis une expérience de communication en entreprise ou dans un secteur presse professionnelle ou économique. Maîtrisant l'anglais, il conçoit une vie professionnelle avec disponibilité et ouverture d'esprit.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV + photo + rémunération actuelle sous la référence 784739 A à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS

8, rue de Berri - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.25.71.07

PARIS AN - EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

55 (من الإجمالي)

28 • Mercredi 23 septembre 1992 •

42 Le Monde • Mercredi 23 septembre 1992 •

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES CADRES

INGÉNIEUR

Spécialisé en
ECONOMIE DES TRANSPORTS

Diplômé d'une grande école (Ponts, Mines, E.S.T.P. etc.) avec spécialisation ou complémentarité en économie appliquée des transports.

Développement pour le traitement des déplacements urbains.

De en informatique (modélisation et traitement des données).

Expérience de quelques années appréciée. Poste impliquant le sens du concret et des contacts à haut niveau.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 42971 à OP4A-2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.



L'Etablissement Public de la Bibliothèque de France prépare l'ouverture de la future Bibliothèque de France et met œuvre, maintenant, un important programme d'acquisitions. Pour assurer cette mission, il recherche un :

RESPONSABLE DE PRODUCTION

POUR LES ACQUISITIONS D'OUVRAGES IMPRIMÉS ET PÉRIODIQUES

L'autorité du Directeur du Département Bibliothèque, vous avez la responsabilité de la d'un ambitieux. A ce titre, vous gerez l'important budget, vous coordonnez et contrôlez l'acquisition de plusieurs centaines de milliers de documents, vous animez et motivez une équipe importante. De formation supérieure, vous êtes surtout organisé, diplomate, rigoureux et cultivé. Pour ce poste basé à Ivry sur Seine, vous apportez une expérience réussie dans les domaines de la gestion et de l'organisation acquise si possible dans la production des biens culturels ou l'édition.

Merci d'adresser lettre, cv, photo sous référence 8917 à BERNARD JULHIET

17, rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.

Membre du Syndicat

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DÉVELOPPEMENT

SEM D'AMÉNAGEMENT

en expansion

Une Région Parisienne, elle est un groupe national national

UN CHARGE D'OPERATIONS CONFIRME

Formation supérieure (grande école, architecture-urbanisme, aménagement) bonne expérience aménagement urbain, immobilier, urbanisme opérationnel

UN ASSISTANT CHARGE D'OPERATIONS

Formation universitaire bénéficiant d'une première expérience dans le domaine de l'aménagement urbain, immobilier, urbanisme

Pour ces 2 postes : adresser lettre + CV + photo et prétentions à :
Pharlat - 43 rue Carnot - 92160 ANTONY sous référence MV01.

SABRY

GROUPE DE PRESSE

REDACTEUR

Recherche rédacteur-journaliste, longue expérience de la rédaction, pour poste sédentaire au sein d'une équipe réduite. Profil souhaité : ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) d'âge mûr ayant une solide formation scientifique, une grande aisance d'écriture et de réelles capacités d'adaptation. Compréhension de l'anglais écrit exigée.

Poste à pourvoir à Paris Est.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 15.1068 à PREMIER CONTACT, 38 rue de Villiers, 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

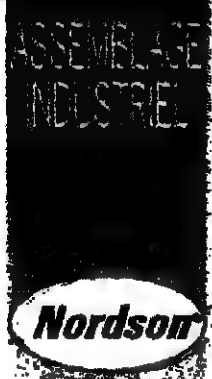
LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Respo

des ventes

Nous sommes le leader du Collage Industriel (3 000 personnes - 400 millions de dollars de CA). Notre filiale Nordson France S.A. aujourd'hui son activité "Assemblage Industriel" et recherche un Responsable des Ventes pour la France. Nous offrons une carrière d'un groupe dynamique et performant et des opportunités de carrière en France et en Europe.



Après une formation à nos équipements et applications, au fort développement de nos ventes de systèmes de Collage / Assemblage sur la France.

Rattaché au Directeur Commercial, vous définirez avec lui vos plans d'actions et vous animerez une équipe de 5 ingénieurs Technico-commerciaux expérimentés. Basé à notre Siège de Maré-la-Vallée, votre grande disponibilité (40 à 50 h du temps) vous permettra de servir nos clients (France) et de dialoguer avec nos groupes Marketing / Développement (Europe).

A 35/40 ans environ, de formation supérieure technique, votre expérience réussie de vente de biens d'équipement à l'industrie sera déterminante pour mener à bien vos futures responsabilités. De plus, votre pratique de l'anglais vous permettra de communiquer avec nos autres filiales en Europe et aux USA.

Merci d'adresser votre candidature sous pli confidentiel à :
V. Lefevre, France S.A.,
l'Esplanade, 2 rue Niels-Bohr,
77462 Saint-Thibault-des-Vignes.
Les premiers entretiens sont prévus le 26 et 30 d'octobre.

MANUTAN

Nous sommes une Société de distribution d'équipements industriels (Siège Social-Parisien), leader sur le marché français (1 Milliard de € consolidé).

Pour assurer notre développement en Europe, nous recherchons notre

COORDINATEUR MARKETING EUROPE

Ses missions essentielles seront :
- Coordonner et contrôler l'activité Marketing de nos filiales, en mettant en œuvre les synergies sur les plans produits, prix et promotion.
- Rechercher de nouveaux produits compétitifs sur les marchés d'Europe, l'Est, d'Amérique, d'Australie et d'Extrême-Orient, et les promouvoir auprès des Sociétés du Groupe.

Agé de 35 ans environ, diplômé d'une école de commerce, maîtrisant parfaitement l'anglais, vous avez déjà rempli des missions similaires.

La connaissance d'un ou de plusieurs pays cibles et la pratique d'une seconde langue étrangère seront de précieux atouts.

Votre fort potentiel nous permettra de bâtir avec vous l'évolution de ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Mr Gérard NERVAL - MANUTAN - 32 bis, bd de Piquet
75583 PARIS Cedex 12.

Développez de nouveaux produits de chimie fine

Notre groupe industriel de dimension internationale (7 000 personnes, 4,7 milliards de CA) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan. Nos ambitions dans le domaine de la chimie fine pour l'industrie pharmaceutique nous amènent à renforcer les équipes commerciales basées à notre établissement de Toulouse.

Chargé de rechercher les débouchés des intermédiaires de synthèse, vous assurez l'intégralité de la fonction marketing et commerciale depuis l'orientation des projets de développement des nouveaux produits jusqu'aux négociations avec la clientèle française et étrangère. Doté de solides connaissances en chimie, vous justifiez

d'une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions identiques, si possible sur un marché analogue. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais.
Merci d'adresser votre candidature, sous référence, 36397, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

هكذا من الإيجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Mercredi 23 septembre 1992 43

LE MONDE DES COMMERCIAUX

15

La protection de l'environnement : un concept de professionnels...



Filiale du groupe Lyonnaise
des Eaux - Dumez, à
DOUAI (59)

Spécialistes de la protection de l'environnement, nous sommes les garants, auprès de nos clients (industries, collectivités, commerces, particuliers) de la qualité des traitements des déchets dans la mise en œuvre de la législation. Notre métier évolue : nous proposons d'élargissant faisant nous le partenaire responsable, conseiller privilégié de nos interlocuteurs.

Face à cette mutation nous recrutons un

Doté d'une solide formation de base (BAC + 3 minimum) et de réelles capacités de communication, vous analyserez les attentes des entreprises, vous leur proposerez des solutions concrètes et adaptées qui tiendront compte du contexte global de l'entreprise et du développement durable.

Par votre formation et votre expérience, vous serez en mesure de l'industrie. Vous voulez investir vos compétences dans une entreprise qui ouvre de réelles opportunités d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite + photo en précisant le salaire actuel sous réf. 2549/LM

Cabinet GENTILHOMME
Conseil en recrutement



SUITE
DE LA
RUBRIQUE
page 48

Ingénieurs commerciaux "seniors"

Grands comptes - Paris

CAP SESA TERTIAIRE exerce son activité à Paris - RP dans les secteurs de l'Administration, de l'Energie, des Transports, de l'Assurance, de la Distribution et des Services.

Ingénieur commercial, nous vous confierons un portefeuille de grands clients à gérer et à développer. Vous élaborerez des offres "sur mesure", négociez des affaires importantes (développement de grands projets, intégration de systèmes, expertise de haut niveau...). A 27-32 ans environ, formation + 5 (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur), vous possédez une première expérience de la vente de services ou de solutions complexes

auprès de grands comptes, acquise en SSU, chez un constructeur, un éditeur de logiciels ou un cabinet de consulting. De nombreuses perspectives de carrière, dans un groupe leader européen, sauront motiver des candidats à fort potentiel, capables d'accompagner notre évolution et celle du marché.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre situation actuelle à notre Conseil MERCIURI URVAL, 15 bis rue Daru, 75007 Paris Cedex 08, sous référence 59.6307 (portée sur lettre et enveloppe).

CAP SESA
Groupe CAP GEMIN SOCIÉTÉ

TéléDiffusion de France

1er diffuseur de radio et de télévision, TDF, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux, (COGECOM Groupe FRANCE TELECOM), avec ses 4 300 professionnels de l'audiovisuel, exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour être en mesure de faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (satellites de diffusion directe, radiomessagerie, réseaux câblés, radiotéléphonie...).

Pour renforcer notre présence à l'international, nous recherchons un :

Dans le cadre de la Direction Internationale, vous serez responsable du développement de notre présence commerciale géographique. Vous conduirez ainsi des missions de prospection, propositions et suivi de clients potentiels de nos prospects et clients étrangers. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous êtes motivé par la promotion de produits de haute technologie : télécommunications, télévision... Vous avez démontré au cours de 3 à 6 ans d'expérience professionnelle, une préférence dans un contexte international, vos qualités d'initiative et votre talent pour les affaires. Pour ce poste basé à Paris, la pratique courante de l'anglais est indispensable pour effectuer de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. LM 266, à TDF, Lydia Garnier, DSI, Département Développement, 15 bis rue Daru, 75007 Paris Cedex 08.

Ingénieur d'affaires à l'international
Europe du Nord et du Centre

Deux jours pour décider de votre avenir professionnel



Le Monde organise
les 4èmes Journées Prospectives
les 27 et 28 octobre 1992

Unesco - 125, avenue de Suffren 75007 Paris
métro Ségur

Renseignements : (1) 48 06 51 91 du lundi au vendredi de 9 h à 13 h

Mardi 27 octobre
entrée sur invitation

Mercredi 28 octobre
entrée libre et gratuite

Les Rendez-vous des Métiers

Le Débat

Les Thèmes de l'Après-midi

Les Tribunes des Entreprises

"Hommes, Entreprises, Société"

Venez à la rencontre des entreprises qui disposent chacune de deux heures pour exposer un aspect de leur politique de gestion des ressources humaines.

Deux thèmes :

• Hommes et Entreprises : comment gérer les carrières des cadres dans un environnement en turbulence ?

• Entreprises et Société : la responsabilité sociale des entreprises.

Les débats seront animés par la rédaction du Monde.

Les entreprises partenaires :

- Bossard Consultants
- Bull
- Crédit Mutuel
- Elf Aquitaine
- FRANCE TELECOM
- La Poste
- Price Waterhouse
- SNCF

Trois débats pour mieux connaître les métiers :

- du bâtiment
- de l'informatique
- des travaux publics

Une occasion de dialoguer avec les responsables de ces branches professionnelles.

Les partenaires :

- la Fédération Nationale du Bâtiment
- Temps Dense et le Cigref
- la Fédération Nationale des Travaux Publics

Pour faire le point sur la formation des jeunes et les débouchés des métiers de la vente et du commerce, un grand débat :

"Vendeurs et commerciaux : comment combler le déficit ?"

Les Profils

Pour répondre à vos besoins d'information, trois animations permanentes :

- le 3615 LM en accès direct et gratuit
- Animation par la MNEF :
 - le kiosque aux stages
 - les conseillers d'orientation.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

هكذا من لا يملك

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

Ingénieurs



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. De la conception des nouveaux produits à leur production, Valeo Eclairage Signalisation met en œuvre les moyens à la pointe de la technologie pour offrir aux constructeurs des solutions performantes et fiables. Face à l'évolution rapide du marché mondial de l'automobile et pour répondre efficacement aux besoins de ses clients, Valeo Eclairage Signalisation s'est fixé comme objectifs prioritaires la qualité totale et le développement de sa capacité d'innovation. Par la conception de produits de taille de plus en plus réduite tels que les projecteurs à surface complexe et l'enrichissement des fonctions de la signalisation arrière, Valeo Eclairage Signalisation contribue à l'amélioration de l'aérodynamisme des véhicules, au confort et à la sécurité des automobilistes. Pour faire face à notre expansion, nous recherchons :

• Pour notre établissement d'HIRSON (02)

RESPONSABLE METHODES

Réf. 13/RME

Rattaché au Directeur du site et responsable d'une équipe de 10 Techniciens et Ingénieurs, vous élaborerez et gèrerez le développement de nos moyens industriels, optimisez les moyens existants et animez une démarche de progrès permanent. Vous assurez également l'implémentation de tous nos nouveaux produits.

Ingénieur Chimie (ENSA ou équivalent), vous possédez une expérience significative dans un poste similaire en production grande série dans l'industrie automobile.

RESPONSABLE QUALITE ET REDUCTION DES COUTS

Réf. 13/RQR

Rattaché au Directeur du site et en liaison avec l'équipe existante, vous animez la démarche de progrès de l'établissement en prenant en charge l'animation de la qualité totale, la réduction permanente des prix de revient, la conduite des actions de productivité et la mise en œuvre d'un suivi constant d'optimisation de l'organisation.

Ingénieur, vous possédez plusieurs années d'expérience dans un Service Qualité (du secteur automobile de préférence), de réelles capacités de communication et le goût du travail en équipe.

RESPONSABLE MAINTENANCE

Réf. 13/MTM

Rattaché au Directeur du site et responsable d'une équipe de Techniciens, vous êtes chargé de développer une politique de maintenance préventive, de participer, en étroite relation avec les méthodes, à la définition de moyens de production très automatisés, d'en optimiser la performance et la fiabilité, de gérer les projets d'investissements industriels. De plus, vous êtes le garant du respect de la sécurité et de l'environnement.

Ingénieur, vous possédez de solides compétences techniques dans le domaine des systèmes automatisés ainsi qu'une expérience confirmée dans un poste similaire.

• Pour notre Centre d'Etudes et de Recherche de BOIGNY (93)

INGENIEUR DU DEVELOPPEMENT DES TECHNIQUES DE PROTOTYPAGE

Réf. 13/ID

Rattaché au Responsable du Service Prototypes, vous définissez et mettez en œuvre le schéma directeur du service.

A partir des techniques les plus appropriées déterminées par vos soins et en étroite collaboration avec les méthodes usines et les fournisseurs, vous proposez les solutions de réalisation les mieux adaptées dans le cadre d'une démarche d'amélioration constante de la réduction des coûts et des délais.

Ingénieur Grande Ecole, Plasturgie de préférence, vous êtes débutant ou possédez une 1ère expérience.

INGENIEUR INFORMATIQUE JUNIOR

Réf. 13/IJ

Vous participerez, après une période de formation, à la mise en place d'une nouvelle équipe (SAP) et aurez l'occasion d'exprimer vos capacités de communication et de créativité au sein de l'équipe.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (option Informatique), vous intégrez l'équipe études (informatique de gestion) dans un environnement technique grand système (IBM).

INGENIEUR ACHATS - Bilingue anglais

Réf. 13/IA

Vous conduisez les actions de productivité chez nos fournisseurs actuels et développez nos sources internationales d'approvisionnement dans le cadre d'une ambitieuse politique de réductions des coûts.

Ingénieur Grande Ecole, une expérience significative en Production, Méthodes, Qualité, dans un contexte industriel (assemblage, injection, découpe) est indispensable.

Des connaissances économiques et financières sont nécessaires.

Pratique de la négociation, diplomatie et capacités d'animation d'équipes sont la clé du succès dans cette mission. La fréquence des déplacements implique une grande disponibilité.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT FEUX AVANT

Réf. 13/FA

Rattaché au Responsable du FE, vous animez et coordonnez, en étroite relation avec les laboratoires, l'outilage, les méthodes et le commerce, les actions de développement produits/process de notre gamme feux avant dans une perspective d'amélioration constante de compétitivité.

Ingénieur Grande Ecole, une expérience confirmée en Mécanique et Plasturgie, dans des fonctions études ou méthodes est souhaitée.

• Pour notre Etablissement de BLOIS (41)

INGENIEUR MAINTENANCE

Réf. 13/IM

Rattaché au Chef du Service Maintenance, vous animez une équipe de Techniciens, vous procédez aux consultations des entreprises sous-traitantes, assurez le suivi des travaux et leur réception, élaborer les dossiers "maintenance" des nouveaux équipements et développez la maintenance préventive dans le cadre d'un budget dont vous avez l'entière responsabilité.

Ingénieur ENSAM ou équivalent, vous possédez une première expérience dans une fonction similaire.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE GPAO

Réf. 13/CP

Au sein de l'équipe études (informatique de gestion), vous avez la responsabilité totale du pilotage de votre projet.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans le développement de projets GPAO (SAP) sur grand système IBM.

Vos compétences techniques et capacités à dialoguer avec les utilisateurs sont des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

RESPONSABLE PROJET

Réf. 13/PP

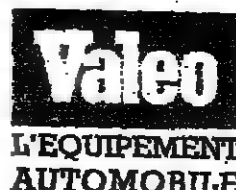
Rattaché au Directeur Technique, vous coordonnez et animez les actions production, R.E., achats, commerce et labos en vue de l'industrialisation de produits répondant aux exigences et spécifications des cahiers des charges. Vous êtes le garant du respect des coûts objectifs.

Ingénieur confirmé, vous avez acquis une expérience probante dans les domaines de l'injection thermoplastique (polycarbonate) et du traitement de surface.

Ces postes requièrent des qualités d'animation, de rigueur et la pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe le n° du poste choisi à EUROMESSAGES - BP 80 - 82105 BOULOGNE Cedex, qui fera suivre votre dossier.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 17 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

responsables de zone

Europe - Asie - Amérique

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

Amérique du Nord - Amérique du Sud

هذه الامن لامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 23 septembre 1992 45

SECTEURS DE POINTE

responsables de zone

Europe / Pays de l'Est
Asie - Moyen-Orient

X, MINES, SUPELEC, SUP-TELECOM, HEC...

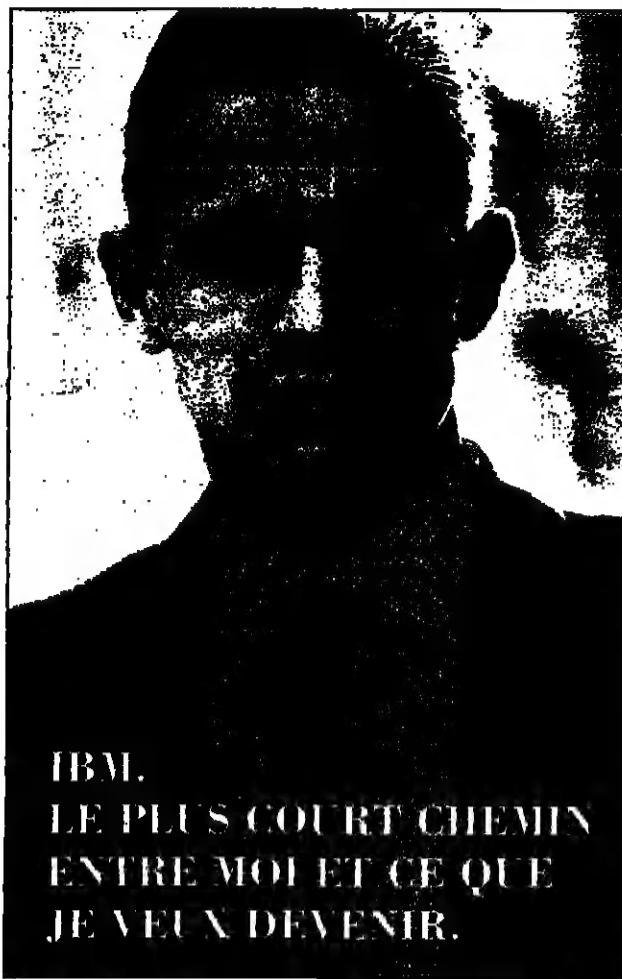
Une SOCIÉTÉ DE POINTE spécialisée en EQUIPEMENTS et SYSTEMES ELECTRONIQUES, INFORMATIQUES et de TELECOMMUNICATIONS crée, au sein de sa Direction Internationale, plusieurs postes de RESPONSABLES DE ZONE.

Ils seront chargés - sur leurs secteurs - de développer le flux d'affaires, en collaboration étroite avec des partenaires locaux qu'ils contribueront à rechercher et par la suite à animer. Ils seront en permanence confrontés à l'univers stimulant des SERVICES RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNIQUES, et MARKETING de la Société, avec lesquels ils feront équipe dans l'adaptation des produits aux différents marchés.

Ces postes - qui exigent simultanément goût pour les techniques sophistiquées et intelligence des situations commerciales - s'adressent à des JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES ou COMMERCIALES - possédant de préférence une première expérience internationale réussie de 2 à 3 ans, acquise dans les secteurs high-tech civils. Ils seront désireux de participer à la grande aventure de l'informatisation des Services rendus à l'Usager. Pratique courante de l'ANGLAIS indispensable. Allemand souhaité.

Les dossiers de candidature sous réf. 4056 LM - à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrenoy - 75116 Paris



IBM.
LE PLUS COURT CHEMIN
ENTRE MOI ET CE QUE
JE VEUX DEVENIR.

Valorisez votre expérience dans de grands projets

Notre Direction des Services recherche des

CHEFS DE PROJET TECHNIQUE EXPERIMENTES R/F

Leur mission : développer des projets dans le domaine applicatif ; étudier, définir, négocier ces projets ; choisir les sous-traitants et partenaires ; assurer leur maîtrise d'œuvre jusqu'à la réalisation finale ; animer l'équipe projet.

Les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :
- Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur Long - Bac + 4 minimum - Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce, Universités (Sciences et Techniques) ; justifier d'une expérience significative (8 - 10 ans) de Chef de projet avec conduite de plusieurs projets d'envergure à la tête d'une importante équipe de professionnels ; connaître les grands systèmes IBM et produits associés ; avoir de bonnes connaissances de l'anglais ; déplacements en France et à l'étranger (postes basés à Paris et région parisienne).

Nos collaborateurs s'intégreront dans notre plan général de formation continue.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé et photo), sous référence DSC 1 à : IBM France Service Recrutement Tour Descartes, Cedex 50, 92066 PARIS La Défense.

Nous vous garantissons la plus grande discrétion. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM



Société Française d'Ingénierie

recherche un

BCEOM

SPECIALISTE ENVIRONNEMENT DECHETS FRANCE ET/OU EXPORT

Votre savoir faire dans le secteur déchets - collecte, traitement, valorisation - une expérience de 10 ans ou plus en S.E., entreprise ou organisme public, vous conduisent à prendre en charge le développement de cette activité.

Ce poste est basé à Saint Quentin en Yvelines.

Merci d'adresser dossier de motivation, sous référence 92/28 à : BCEOM
Direction des Ressources Humaines - 15, Square Max-Hymans - 75741 PARIS Cedex 15.

Filié d'un grand Groupe Industriel, nous exerçons notre métier d'ensemblier en France comme à l'Export, en concevant et réalisant des systèmes clés en main de très haute technicité, dépassant souvent le milliard de francs. Nous recherchons aujourd'hui notre

RESPONSABLE DEPARTEMENT

ements Electriques et Electromécaniques

En tant que Responsable, vous encadrez une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine d'ingénieurs et techniciens.

Dans les domaines qui seront les vôtres : électricité, électromécanique, mais aussi mécanique, vous assistez tout d'abord les Directeurs de Programmes (France et Export) lors des négociations avec les clients.

Puis vous supervisez l'étude ainsi que la réalisation de nos équipements dans le respect des spécifications de nos clients.

De ce fait vous intervenez dans la passation et la supervision des marchés de sous-traitance.

Maîtrisant ainsi solutions techniques et budgets, vous êtes responsable, dans vos domaines d'intervention, de vos résultats en terme de coûts, délais et qualité.

Ce poste nécessite d'étroites relations avec les autres départements de la Direction Technique et Industrielle et exige une vision globale "système" de nos différents projets.

Ingénieur Grande Ecole, votre solide expérience (minimum 10 ans) de préférence dans l'ingénierie vous a permis de faire vos preuves aussi bien dans l'animation d'équipes que dans la négociation et la conduite d'affaires. Pratique courante de l'anglais exigée.

Poste basé en Région NORD (59).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 2395 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

Schlumberger Technologies

Schlumberger Technologies conçoit, fabrique et commercialise partout dans le monde des cartes à mémoire et des systèmes de paiement électronique, des équipements de test automatique, des instruments électroniques de mesure, des systèmes de CAO, FAO...

La Division Cartes à Mémoire et Systèmes souhaite intégrer un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

3 - 5 ans d'expérience commerciale
produits T.V. / Vidéo

pour assurer le développement en France et en Europe d'une nouvelle gamme d'équipements utilisateurs de cartes à mémoire et liés aux domaines de la télévision et de la vidéo grand public.

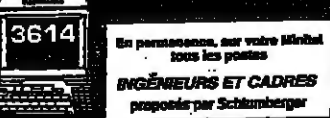
Votre expérience commerciale, acquise chez un important industriel du secteur T.V. / Vidéo, vous a permis de bien connaître ce marché. Vous savez identifier ses opérateurs. Vous connaissez leurs attentes et leurs procédures.

De nationalité française ou étrangère, vous êtes bilingue Français/Anglais et vous avez de bonnes qualités rédactionnelles dans ces deux langues (une autre langue européenne serait un plus). Vous êtes rigoureux et passionné, vous savez et vous aimez travailler en équipe.

Le poste que nous vous proposons recouvre d'importantes responsabilités de terrain et de stratégie. Ouvert sur tous les départements de l'entreprise, il vous ouvrira de réelles perspectives de carrière au sein de Schlumberger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence YLM 992, au Service du Personnel

Schlumberger Technologies
Cartes à Mémoire et Systèmes B.P. 620-12
50, avenue Jean Jaurès - 92542 Montrouge Cedex



INGENIEUR THERMICIEN

Les équipes du service Ingénierie (50 personnes) de Nestlé France interviennent sur les 32 sites industriels du Groupe en France, tant pour la modernisation d'équipements techniques existants que pour les nouvelles installations (études, réalisations, mises en service).

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et maîtrisant l'anglais, vous possédez la pratique des techniques thermiques et thermo-dynamiques et une expérience d'environ cinq ans de préférence dans l'agro-alimentaire.

Au sein d'une équipe de projets, vos activités concerneront surtout la production et la distribution de chaleur ; des notions en électricité et froid industriel seraient appréciées.

Pour ce poste basé à Courbevoie, de nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre, CV et prétentions, sous réf. L.M.I.T. à Monique BERTOLA - Service Recrutement Cadres SOPAD NESTLÉ - 17, quai du Président Paul Doumer 92414 Courbevoie Cedex.



LES MARQUES DE LA REUSSITE

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 0 1 5 LM

هكذا من لاجل

SECTEURS DE POINTE

CONSEIL EN MANAGEMENT

COMPÉTENCES DE MANAGER

EUREQUIP est l'un des principaux Cabinets français de Conseil en Organisation et en Management. Nos activités actuelles et nos perspectives de développement nous amènent à renforcer nos équipes de Consultants, notamment dans les domaines du Management des Ressources Humaines; de l'Organisation des Systèmes d'Information; de la Maîtrise de la Qualité dans les Services; de l'Organisation et de la Qualité dans le secteur de la Construction.

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES

HEC, ESSEC, ESCP, X, PONTS, MBA...
5 ans au moins d'expérience opérationnelle

Votre connaissance de l'Entreprise, les fonctions et les responsabilités que vous y avez exercées, votre rigueur, votre sens de la communication et votre culture générale font de vous un homme de terrain autant que de stratégie.

Vous savez écouter, analyser et anticiper. Vous aimez conseiller et convaincre. Vous parlez anglais. Disponible et curieux, vous savez vous adapter à des interlocuteurs diversifiés.

Soutenu par nos méthodes et par la synergie du Groupe CGI - un des premiers mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie - vous prenez en charge des missions de haut niveau, dans un premier temps au sein d'équipes intervenant dans le domaine d'activité correspondant à votre expérience. Vous y exprimerez vos acquis professionnels et votre sens des responsabilités et de l'initiative. Vous vous y préparerez à une évolution de carrière conforme à vos ambitions et à votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (une absolue confidentialité est assurée), sous la référence MS/5255, à Véronique WELLE.



EUREQUIP
5, Esplanade Charles de Gaulle
92753 Nanterre Cedex



ADYON

ANALYSER et CONSEILLER INFORMER et ANIMER sont les termes clés de cette fonction



A l'aube du
XXI^e siècle,
venez vivre
l'un
des plus
ambitieux
défis
européens.

INGÉNIEUR HYGIÈNE/SÉCURITÉ

Votre rôle :

Contribuer à l'optimisation des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité chez Eurotunnel France par :

- La préparation et la gestion des réunions CHSCT.
- La coordination et la diffusion de l'information légale, la formation et la sensibilisation des personnels.
- L'analyse et le conseil en matière de prévention des risques, l'animation des correspondants hygiène/sécurité.

En poste à Calais, vous serez en relation régulière avec vos homologues britanniques.

Votre profil :

De formation supérieure technique, vous avez une expérience confirmée dans une fonction similaire, en environnement industriel ou de services, et une bonne pratique de l'anglais.

Vous êtes enthousiaste, pédagogue et bien organisé.

Merci d'adresser CV, photo, lettre et votre rémunération actuelle sous la référence 51HSLM (sur lettre et enveloppe) à : MERCURI URVAL, 95 avenue Victor-Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex.

Mercuri Urval

TOULOUSE AIRBUS INDUSTRIE



recherche pour son Département Structuré du Support Technique Après-Vente des

SPECIALISTES EN STRUCTURE AVIONS

A l'écoute permanente des clients, vous serez chargés d'analyser les problèmes de structure des avions en service, de proposer des solutions et de mettre en œuvre des actions correctives en accord avec les Bureaux d'Etudes.

Ingénieur généraliste ou technicien, avec plusieurs années d'expérience, vous avez une bonne connaissance des structures avions de préférence en BE ou Réparation, et vous maîtrisez les problèmes de fatigue, corrosion, matériaux composites et métalliques.

Disponible et motivé, vous maîtrisez la langue anglaise.

Vous souhaitez rejoindre notre équipe internationale, adressez votre candidature à notre Conseil : FM Consultants, 2 rue du Rempart-Villeneuve, 31000 Toulouse. Tél. : 82.27.29.78



AIRBUS INDUSTRIE

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

CABINET DE CONSEIL EN ORGANISATION INDUSTRIELLE ET LOGISTIQUE

Nous recherchons dans le cadre de notre développement, des

CONSULTANTS EN SYSTEMES D'INFORMATION

Formation Ingénieur Grande Ecole (X, Ponts, Mines, Centrale), avec première expérience réussie dans le domaine (2 à 5 ans).

Domaines d'activités : Schémas Directeur, Etudes de conception, Assistance à la maîtrise d'œuvre (appliqués à la gestion, supervision et pilotage des systèmes industriels et logistiques).

Nos atouts : une expertise et des outils spécifiques d'optimisation des systèmes industriels, l'intégration de compétences en technologie, organisation et systèmes d'information, une équipe de consultants de haut niveau, des interventions auprès des plus grands groupes industriels.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV à : RBH Organisation - 3 bis rue du Petit Robinson 78350 Jouy en Josas - Fax 39 46 17 34

36 15
LM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la sélection de *Le Monde*, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement au profil que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 zones (fonction, expérience, langues...), complétées par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

De jeune diplômé au profil le plus pointu, le *Monde*, en couple avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

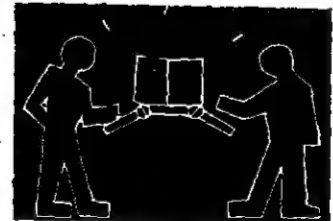
L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leur curriculum-vitae.

36 17
LM CV

L'INTERACTIVITÉ

Offrez leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leur CV sur 3617 LMCV.



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les techniques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffit d'une simple pression sur la bonne touche.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

MANAGEZ NOTRE INFORMATIQUE

Le monde de l'informatique est en pleine expansion. Les entreprises cherchent des professionnels capables de gérer ces technologies. Nous recherchons des personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

Vous êtes passionné par l'informatique, vous avez une expérience dans la gestion de systèmes d'information, vous maîtrisez les langues anglaise et française. Nous sommes intéressés par votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : SERIE, 123 rue de la Paix, 75001 Paris.

36 17 LM CV

Cherchez l'emploi

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

de l'informatique

هكذا من الإلهام

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 23 septembre 1992 47

SECTEURS DE POINTE

Prêt-à-porter féminin de luxe

Nous sommes une des toutes premières entreprises européennes de prêt-à-porter féminin de luxe (850 p.), fortement exportatrice et à terme internationale, jouissant d'une excellente image par la qualité de sa production et par les marques de renom qu'elle fabrique. Nous sommes à la fois centres administratifs et de production pour l'ensemble des sociétés du groupe.

MANAGEZ NOTRE INFORMATIQUE

Sous l'autorité du Président, et en qualité de Directeur des Systèmes d'Information, vous assurerez une fonction large et autonome au service de l'ensemble de l'entreprise - du centre informatique et de la direction d'une petite équipe à l'informatique industrielle, avec la gestion du réseau micro-informatique.

Au-delà des traitements existants (comptabilité, paye, gestion commerciale), vous devrez apporter une réelle plus-value dans le développement de la gestion de production (organisation industrielle complexe).

Une forte culture des environnements IBM (AS 400) et complémentarité de la micro-informatique, le souhait de vivre en province - ville moyenne de l'Ouest -, vous et votre famille, sont des conditions indispensables. Vous avez une formation supérieure et une dizaine d'années d'expériences réussies vous permettant d'assurer une fonction globale dans une entreprise industrielle et commerciale.

Au-delà de l'informatique classique, vous devrez être acteur et force de propositions sur tous les systèmes d'information.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, prétentions, sous réf. 5568 LM, à SERIFO - Groupe Eurosearch 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.

Membre de Syntec

Développer et fabriquer aujourd'hui les terminaux de demain

Avec près de 8 000 personnes et plus de 6,5 milliards de francs de C.A., MATRA COMMUNICATION est l'un des principaux acteurs français du domaine des télécommunications. Notre vocation : imaginer, fabriquer, lancer et commercialiser des produits de communication aussi simples à utiliser que sophistiqués dans leur conception. Nos atouts : un effort constant de recherche, la maîtrise des technologies les plus pointues, et surtout des ingénieurs de talent qui souhaitent aller toujours plus loin. Aujourd'hui nous recherchons :

INGÉNIEURS INDUSTRIALISATION

Créatif et imaginatif, vous concevrez et élaborerez de nouvelles solutions technologiques permettant l'industrialisation de nos terminaux de demain (téléphone sans fil, visiophone, mobiles radio...). De contact facile, vous travaillerez en étroite relation avec nos fournisseurs et en collaboration avec l'ensemble des services techniques et industriels liés à la vie des produits. Rigoureux, vous serez chargé de qualifier des matériaux et filières d'assemblage de composants.

Débutez ou dotés d'une première expérience, vous êtes ingénieurs de formation, spécialisés Physique/Chimie ou Chimie des matériaux (ENSAM, ENI, ENSI, ISMRA...). (Réf. II).

Pour ces postes basés en Bretagne, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. choisie à Marie-Josée Rabeyrot

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Vous participerez à la réalisation de nos produits. Nous vous proposons l'opportunité de vivre l'intégralité d'un cycle de production : gestion de production, fabrication, méthodes, qualité... Dans un contexte informatisé (CAO - FAO - GFAO) à fort développement technologique (robotisation, approvisionnements "just in time") vous aurez la responsabilité de la mise en place et du développement de projets de type "pilote" en temps réel de nos ateliers, certification d'entreprise, automatisation de nos lignes de production...

Débutez ou dotés d'une première expérience, vous êtes ingénieurs de formation, généralistes ou spécialisés en électronique (ENSAM, ENI, SUPELEC, ESEO...). (Réf. I).

MATRA
COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT



Le CENTRE
TECHNIQUE
de la CONSERVATION
des PRODUITS
AGRIQUES crée sur le

site d'expérimentation de DURY les AMIENS (80)
la fonction de :

Chef du Laboratoire de Biochimie

Votre profil : Ingénieur ou Docteur-Ingénieur en agro-alimentaire ou chimie, à 35-40 ans, vous avez une double expérience : la pratique des méthodes analytiques des PRODUITS ALIMENTAIRES et la direction d'un laboratoire de même type. Anglais souhaité.

Votre mission : • élaborer et suivre les projets de recherche, • assurer la fiabilité des analyses de contrôle/qualité, • gérer votre laboratoire en centre de profit, • animer une équipe de 10 ingénieurs et techniciens, • liens hiérarchiques avec le directeur R&D.

Merci d'envoyer avec curriculum vitae • prétentions • enveloppe à votre adresse, sous référence CTA/LM1, à

michel jouhannaud conseils
international search group
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Ingénieurs Commerciaux Confirmés

De formation Ingénieur ou Universitaire, possédant au minimum 5 à 7 années d'expérience technique et commerciale, vous souhaitez vous investir à fond dans une activité où vos qualités de négociateur alliées à vos compétences dans le domaine des calculateurs trouveront un large champ d'action. Vous aimez les affaires, vous savez convaincre. Quelques années passées chez un constructeur américain seraient un plus. Vous suivrez et développerez des produits nouveaux et vous impliquerez dans des projets variés pour lesquels des solutions vous seront offertes : ingénierie mécanique, électronique, pétrole, traitement du signal d'images, communications, chimie moléculaire, etc... La rémunération élevée (fixe + commissions) assortie d'un véhicule de fonction, les possibilités de carrière dans une société en constante évolution sauront satisfaire les candidats les plus dynamiques. La pratique de l'anglais est indispensable.



CONVEX

Pour nous rejoindre, merci d'envoyer CV + photo + référence choisie à CONVEX SA 21 du Pas du Lac - 9, avenue Ampère - Immeuble Le Daguerre - 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX.

Ingénieurs Technico-Commerciaux

De formation Ingénieur ou Universitaire, vous souhaitez valoriser votre expérience (5 ans minimum) et affirmer vos compétences dans les domaines FORTRAN, vectorisation/parallélisation et UNIX. Homme de dialogue vous savez communiquer, qualité essentielle pour intégrer une équipe hautement professionnelle, où secondant notre Ingénieur commercial vous aurez pour mission de qualifier et réaliser la partie technique (présentation, Benchmarks...) de la vente. Par ailleurs votre aisance commerciale vous permettra d'apporter en toutes circonstances conseils et assistance technique à notre clientèle. Notre environnement international rend indispensable la pratique courante de l'anglais ainsi que la nationalité française pour habilitation "Confidentiel Défense". Outre une formation à notre siège aux Etats Unis, la rémunération offre assortie d'un véhicule de fonction, est de nature à satisfaire vos ambitions.

Ingénieurs Applications Electronique automobile

Au sein de notre centre de technologie de Velizy, vous apporterez le support technique à nos clients européens du secteur automobile.

En étroite relation avec les centres produits de TI, vous développerez les applications spécifiques, participerez aux évaluations techniques et rédigerez les spécifications des produits satisfaisant les besoins de vos clients.

Ingénieur électronicien spécialisé en micro-électronique, vous avez acquis une bonne connaissance des processeurs numériques (MCU, DSP...). Une première expérience en électronique automobile sera appréciée. Vos qualités techniques et relationnelles ainsi que la maîtrise

de l'anglais seront les atouts de votre réussite. Bernard Tison vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe), sous réf. 274101 à Texas Instruments, 8-10 avenue Marmont-Saulnier, BP 67, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.

TEXAS
INSTRUMENTS



ALCATEL Radiotéléphone (1 500 personnes, 1,6 milliard de francs de CA), filiale du numéro un mondial des télécommunications, est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. Et notre croissance à la mesure de celle du marché des communications mobiles. Dans ce contexte fortement concurrentiel, nous renforçons aujourd'hui nos équipes d'études.

INGÉNIEURS CONCEPTION MECANIQUE

Matériaux Plastiques - Design - Industrialisation

Au sein du Bureau d'Etudes, vous concevrez et développerez nos futurs radiotéléphones. Vous êtes chargé du développement mécanique à dominante plastique (casing) et de l'intégration de fonctions électroniques (afficheurs, claviers, antennes...). Vous devez concilier des impératifs de design, d'ergonomie et de fabricabilité industrielle dans le cadre d'une production de grande série. Votre champ d'intervention s'étend de la définition des spécifications au lancement en production.

Ingénieur à dominante mécanique, vous bénéficiez d'une expérience de trois ans ou moins dans un environnement de produits de grande série (automobile, électroménager, audiovisuel...). Ouvert aux contacts, vous n'hésitez pas à faire partager vos idées. Votre tempérament créatif va de pair avec un souci permanent des exigences économiques et industrielles. Bien sûr, vous pratiquez l'anglais. Notre exposition est le gage de votre évolution au sein de notre groupe.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE

La communication au cœur de l'action.

Merci d'envoyer sous réf. 34579 à HCA 19/21 Bd Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux Cdx qui transmettra.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

LE MONDE DES COMMERCIAUX

DIRECTEUR DE CLIENTÈLE / CONSEIL

Garant de la gestion et du développement des clients acquis à l'agence, vous assurez auprès d'eux un véritable conseil (rédaction des propositions et des cahiers des charges, coordination des phases de conception et de réalisation en interne et externe). Vous prenez part en outre aux briefs et recommandations en prospection.

Rigoureux et structuré, vous avez complété votre formation école de commerce par trois ans environ d'expérience marketing. Vous êtes un familier des nouvelles technologies de communication. Réf. DC1

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) en précisant la réf. choisie à TRIEL - 50/54, RUE DE SILLY - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

DIRECTEUR DE CLIENTÈLE / COMMUNICATION

Garant de la gestion et du succès des services minitel, audiotex... des clients, il vous appartient de trouver les idées "électroniques" adaptées à leur stratégie de communication globale pour multiplier les contacts, ventes... générées par ces supports. Vous travaillez pour cela en étroite collaboration avec les équipes marketing-clients, rédigez les propositions et coordonnez les projets en interne comme en externe.

Créatif, rigoureux et doté d'un bon contact client, vous êtes diplômé d'une école de commerce et possédez une expérience de 2 ans acquise en agence de MD, Promotion, Communication Electronique. Réf. DC2

Pour ces 2 postes, les budgets sont ceux de grands comptes, tous secteurs confondus.



Sales Directors

L'un sera basé en Allemagne pour l'Europe du Nord, et l'autre, en France pour l'Europe du Sud.

Ingenieur ou équivalent, vous connaissez bien le marché de la CAO et du circuit intégré.

Fort d'une bonne expérience commerciale, vous désirez maintenant vous investir dans une entreprise dynamique et à taille humaine. Vous pouvez ainsi vous exprimer pleinement au sein d'une équipe conviviale et motivée.

Vous organisez le commercial et vous développez notre impact auprès d'une clientèle de grands comptes.

Vous maîtrisez bien sûr l'anglais et/ou l'allemand en plus d'une autre langue européenne, vous connaissez les marchés des pays concernés et vous savez vous adapter aux différentes cultures.

Ces postes de dimension internationale vous permettront d'assumer une responsabilité commerciale à l'export et d'influer directement sur le devenir de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, n° tél., présentations) sous réf. MDCEP pour le poste en France et MDCA pour le poste en Allemagne, à notre Conseil (qui vous garantira une totale discrétion) COMBENCE - BP 31 ZA Pré Millet - Montbonnot St Martin 38330 SAINT ISMIER.

SECTEURS DE POINTE

Sur fond de matière grise, vos grands projets verront le jour

Filiale du groupe Alcatel Alsthom, Alcatel TITN Answare apporte à ses clients un ensemble de compétences dans le domaine des réseaux et des systèmes d'architectures distribuées. Ces systèmes trouvent des applications dans tous les secteurs de la vie économique et à tous les stades : conseil, assistance et réalisation de logiciels, intégration de systèmes, ingénierie d'exploitation de parc.

Ingénieurs de grandes écoles : vous aspirez à un monde fait d'ambition, de missions passionnantes, de perspectives. Nous recherchons des Consultants, Chefs de Projets, Ingénieurs d'Etudes, dans les domaines d'activité suivants :

Industrie, Aérospatial et Défense
Intégration de projets de pointe dans les domaines : systèmes embarqués - traitement du signal et de l'image télécommunications militaires - productique - contrôle de process - gestion électronique de documents - OUP (On Line Transactional Processing) - sécurité des systèmes informatiques.

Tertiaire
Etude et développement des systèmes d'information des Administrations, des Banques, des Assurances et des Grandes Entreprises.

Télécommunications
Architecture de réseaux hétérogènes - protocoles de communication - réseaux locaux - large bande - Numéris - messagerie X400 et serveurs multimédias.

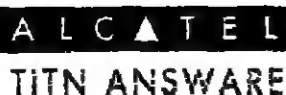
Génie Logiciel
Développement d'outils - organisation et suivi de projets - méthodologie - intégration d'ateliers logiciels.

Ingénierie d'Exploitation de Parc
Offre complète de services dans l'exploitation, la gestion, le suivi matériel et logiciel de parcs informatiques.

Nos implantations régionales interviennent dans les mêmes domaines applicatifs

Nord : Villeneuve d'Ascq, **Est :** Metz, Strasbourg, **Rhône-Alpes :** Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, **Sud-Est :** Aix-en-Provence, Toulon, Nice, **Sud-Ouest :** Toulouse, Bordeaux, **Ouest :** Nantes, Brest, Rennes, **Centre :** Orléans.

L'INFORMATIQUE ENRICHIE DES TELECOMMUNICATIONS



Direction des Ressources Humaines - 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Mussy Cedex.

UN AVENIR D'AVANCE

1 INGENIEUR de RECHERCHE

Profil recherché : diplômé d'une grande école de l'électronique, des télécommunications ou du génie électrique.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur, grande école ou équivalent, vous pouvez justifier d'une expérience professionnelle de 4 ou 5 ans dans le domaine et les techniques considérées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, et photo) à : Jacques PEQUEREAU, CNET LANNON B, BP 40 - 22301 LANNON CEDEX.

Ingénieur qualité

Alcatel Cuivre, filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, offre à ses ingénieurs une véritable aventure technologique qui les place parmi les leaders européens de la transformation du cuivre fils de cuivre tressés et émaillés. La qualité est pour nous un enjeu primordial, nous recherchons pour l'une de nos divisions (220 personnes, 700 MF de CA, 2 sites industriels), un ingénieur.

Attaché au Chef du Service Qualité, vous intervenez à la tête d'une équipe jeune et dynamique pour faire évoluer le concept qualité dans tous les services. Vous êtes l'interface clients, fournisseurs, vous apportez votre assistance en matière de qualité auprès de la production, et également auprès des commerciaux. L'implémentation des normes ISO 9001, actions Qualité totale... Votre objectif permanent est de faire évoluer la qualité et pour cela, d'analyser, de communiquer, négocier avec tous les interlocuteurs, de leur apporter des solutions où la qualité régit en maître. A 28/32 ans, au-delà de votre formation d'ingénieur (chimiste apprécié), c'est votre potentiel, vos capacités relationnelles, votre ardeur à convaincre qui font la différence. Une première expérience vous a conduit à découvrir une fonction qualité, production ou process... Vous parlez l'anglais, c'est indispensable quand 50 % de notre CA est réalisé à l'export, l'allemand est également souhaitable pour ce poste qui vous amènera à vous déplacer en Europe.

Le poste est basé à une centaine de kilomètres au nord de Paris. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous réf. 36330, à Medisystem, 6 impasse des Deux Corolles, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

La détermination française fait reculer

Bruxelles sur la sellette

La Bundesbank

Moscou replonge

Premiers de lecture

Les premiers de lecture de la semaine...